JEUNE FILLE[1]

DEUXIÈME PARTIE[2]

VIII

Il y a du « monde à dîner » ce soir. Je vérifie les bouquets; c'est mon rôle. J'aime infiniment trier les fleurs encore fraîches, couper les tiges, les alléger des feuilles flétries, des pétales fanés, refaire les touffes ou mettre en valeur une seule fleur exilée dans des vases appropriées au dernier aspect de leur beauté. Ensuite, avec des bottelées nouvelles, je compose des gerbes vivantes, nuancées et jeunes. Je voudrais ainsi dans mes sentimens et ma vie, pouvoir choisir, élaguer, ordonner, arracher de moi tout ce qui n'est plus frais, tout ce qui n'est pas beau, et toujours, toujours, sentir croître et grandir en moi-même un épanouissement perpétuel, enchanté.

Ma récompense, une fois mon travail terminé, ce sont les complimens de maman. Certes, elle y apporte de l'indulgence : « Quelle artiste, cette petite fille! où a-t-elle pris ce sens des couleurs! ce bouquet est un chef-d'œuvre. » Je dois dire que j'en réussis parfois d'assez jolis. C'est que je connais si bien chaque coin, chaque meuble! Je sais l'angle sombre qui réclame des corolles pâles, la place ensoleillée où de joyeuses et vives couleurs flambent si gaiement; la place de maman qui doit être embaumée, le portrait de grand'mère devant lequel doivent être offertes les fleurs qu'elle préférait, selon la saison;

(1) *Copyright by* Gérard d'Houville.
(2) Voyez la *Revue* du 15 septembre.

et, près de la pendule, dans une verrerie fragile, quelques petites fleurs mystérieuses en hommage au temps inexorable.

Avant dîner, j'arrange la table avec des anémones de toutes les couleurs; c'est charmant, avec les porcelaines diaphanes, l'argent, le cristal, le linge. Cela me donne du mal, par exemple, à cause de cette petite poudre noire que ces stupides coquettes de fleurs ont adoptée pour se charbonner le cœur. — Ah! les idées de beauté des fleurs et des femmes! — Vous comprenez, madame? il ne faut pas que ce fard léger vole sur la nappe blanche. Mais c'est fait, et bien fait. Les fenêtres ouvertes sur le jardin sont toutes bleuâtres, la fraîcheur mystérieuse du soir entre dans la pièce prête, parée, et qui semble attendre.

Je m'assieds dans un fauteuil et je contemple mon ouvrage avec satisfaction et mélancolie. Je songe : de qui va-t-il se composer, ce « monde à dîner? » De vieux amis qu'on connaît bien, comme toujours. Ça n'a pas l'air gentil, ce que je dis là, et pourtant j'aime beaucoup les vieux amis. Mais comme ce serait drôle si, à leurs places, s'asseyaient des invités « tombés des nues? » Jupiter, ou Stendhal, ou l'impératrice Joséphine, ou des Marsiens, ou même sans être si prétentieuse le gentil monsieur du Pré-Catelan? (A propos, où est-il ce soir, le monsieur du Pré-Catelan?...) Mais voilà! vœux superflus! ce ne sera pas. A droite de maman s'assiéra un vieux illustre poète, à gauche un célèbre philosophe, en face ce sera notre abbé Flipon entre un romancier à la mode et votre servante. Enfin des gloires, quoi! Seulement, ce soir, je me sens très jeune, pas ambitieuse et une immense envie de m'amuser. Donc pour moi : soirée manquée. Tout à l'heure, la salle à manger me plaira bien moins; les lumières auront chassé cette pénombre où je m'attarde, les fenêtres se refermeront sur l'aimable nuit et ses senteurs noires; les rideaux tirés empêcheront d'entendre les rêves heurter à la vitre; les fauteuils complétés par des humains qui les alourdiront ou leur tapoteront le bois, les fauteuils auront un aspect banal, utile, et non ces formes de contes fantastiques que, vides et béans, ils prennent dans l'obscurité environnante. Le dîner exhalera son fumet; on parlera, on mangera, et cette table dressée ne me paraîtra plus attendre le festin des fées pour le baptême du fils de l'enchanteur.

On dira : « Madame est servie... » et les nains qui déjà

entre-bâillaient les portes n'oseront plus entrer et fuiront dans les allées du jardin ; les fées ne descendront pas de leurs chars ailés qui étaient sûrement les premiers aéroplanes; le magicien téléphonera qu'il est souffrant et le fils de l'enchanteur ne sera pas baptisé !

. . . .

Voyons, suis-je assez bête ! Si on lisait ce cahier, on me trouverait bien absurde et bien petite fille avec toutes ces idées ridicules ! Seulement, il faut encore que j'ajoute ceci : c'est que j'ai terriblement peur de demeurer toujours la même jusqu'à l'âge le plus avancé. Je me sens une imagination inguérissable.

Cependant, il n'est que sept heures, on ne dînera que dans une heure et demie et peut-être passée. Je monte chez maman. On vient de lui apporter une robe neuve, et elle l'essaye avant de s'habiller pour dîner.

La robe vient de chez Pomadour, le couturier à la mode, et devant la haute glace de son cabinet de toilette, maman attentive, sérieuse, contemple son charmant reflet tout vêtu de gris. A ses pieds, épinglant un pli, une jeune fille à genoux surveille d'en bas l'effet hardi et gracieux de la jupe ; c'est la « jupière » de maman qui vient toujours lui passer ses toilettes finies : Claire Larigo dite Lariguette. Je l'aime beaucoup.

— Bonjour, Lariguette !

— Bonjour, mademoiselle Juliette...

— Comment allez-vous ce soir, petite Claire? J'aime bien cette robe de cendre, jolie maman ; vous m'y faites l'effet du phénix s'apprêtant à renaître...

— On ne renaît pas comme cela, dit maman dans un sourire.

— Ah ! c'est bien vrai ! soupire la petite voix faubourienne de Claire.

— La vie ne va donc pas, Lariguette?

Je me suis assise à terre, « en tailleur, » auprès d'elle et je la regarde en riant.

Elle est charmante, Lariguette ; elle a, dans toute la pureté de son incorrection aguichante, espiègle et hardie, le type de Paris, de la jolie fille née dans les faubourgs et que pare une grâce tellement innée, une sorte de distinction si secrète qu'elle n'est jamais déplacée ni embarrassée en aucun lieu.

Elle a les cheveux châtains envolés en mousse légère, le

teint d'un rose pâle et de beaux yeux gris retroussés comme son nez fripon, insolent et gai, « un nez fait pour qu'il y pleuve, » dit-elle ; peut-être : mais alors, pour qu'il y pleuve de l'or fin, car cette Danaé parigote est un petit morceau de roi.

Sa belle bouche rouge aux larges dents saines se relève aussi avec une fossette dans une joue et un grain de beauté sur l'autre ; de sorte que tout son clair visage semble retroussé par une perpétuelle bonne humeur, toute sa beauté se chiffonne et froufroute. Fraîche, mais sans l'éclat des campagnardes, elle porte sur son visage rond la douceur des tons de Paris, de ses ciels, de ses eaux, de ses nuages. Elle est nuancée, la beauté de Lariguette, comme un joli matin de juin au bord de l'Oise ou de la Seine.

Son petit corps agile et robuste bien que fluet est, dit-elle, gros « comme deux liards de beurre. » Mais il est souple, élégant, désinvolte, cambré. Lariguette s'habille d'un rien, se coiffe de même et semble toujours neuve et parée ; elle est gaie d'habitude et vive ; sa voix franche est un peu acide comme certains petits vins aigrelets qu'on boit bien frais sous les tonnelles. Lariguette est tendre et courageuse. Tout enfant, elle a travaillé pour nourrir sa vieille maman infirme. Cette vieille mère est morte, et Claire vit maintenant avec sa non moins vieille tante qui, je crois, n'est pas agréable ni commode. Voilà plusieurs années que maman a connu Lariguette chez Pomadour, où peu à peu cette Lariguette monte en grade... Et j'ai de la tendresse pour elle.

J'ai répété, car elle ne voulait pas répondre :

— Alors, Lariguette, la vie ne va pas?

— Pas très fort, mademoiselle. Mais ne parlons pas de moi. Je suis seulement un peu fatiguée. Dame ! on n'a pas souvent de vacances. Parlons de vous. Quand vous occuperez-vous de la fameuse robe pour le grand bal?

— C'est vrai, s'exclame maman. Mais on a le temps. Mme de Léris le remet en juin.

— Je vous vois dans du tulle, mademoiselle, du tulle rose... et pas un modèle de la maison, une forme exprès pour vous, créée pour vous.

Debout, mais d'un bond moins vif que d'habitude, elle trace autour de moi, d'un doigt d'artiste, une arabesque imaginaire.

Et je vois que ses beaux yeux sont cernés et que son visage fait pour la joie est tout pâli, tout obscurci de tristesse.

— Allons, au revoir Claire, dit maman. Voilà des chocolats pour vous; vous savez, ceux que vous aimez... au caramel... Dites bien à Mme Irma que ma robe est très réussie, que j'en suis enchantée.

— Oh! madame, vous êtes trop gentille! Merci bien. Est-ce que vous vous déciderez, madame, pour « Péché mortel? »

— Qu'est-ce que c'est que ça?

Et mes yeux s'arrondissent.

— Une nouvelle robe de soir... un bijou!

— Oui, dit maman, rêveuse et que le miroir reflète maintenant demi-nue, si jeune dans ses dentelles et son corset soyeux, oui... une robe damnablement jolie. Imagine-toi un damas d'argent...

Et puis, caressant son sourcil d'un doigt distrait, elle se tait, s'étire et pense à autre chose.

Moi, je dégringole l'escalier derrière Lariguette, dont le visage changé m'inquiète un peu.

— Pas malade, Claire? Il faudrait vous soigner... Je suis à votre disposition, vous savez. Je vous mènerai chez le médecin de maman...

— Non, non! Merci! ce n'est pas la peine, refuse-t-elle avec une sorte d'effroi. Ce n'est rien... ça ne se soigne pas. Merci, mademoiselle.

— Si ce sont des ennuis d'argent, Lariguette, j'ai des économies...

Nous arrivons à la grille du jardin. Il fait sombre, une lanterne oscille et dans sa flamme intermittente je vois les beaux yeux pleins de larmes.

— Non plus, non plus... Voyez-vous, j'ai seulement de la peine...

Et plus prompte que les mots, elle prend ma main, la porte à sa bouche et se sauve à travers la nuit.

De la peine! est-ce que ça devrait être permis! à son âge...

En vain je l'appelle :

— Claire, Claire! Lariguette! Écoutez, Claire...

Nulle réponse et dans le silence la sonnette de maman tinte. Elle sonne Victorienne. C'est vrai, il faut s'habiller pour recevoir ceux que maman appelle sa ménagerie intime

et que plus respectueusement je nomme « les chers vieillards. »

Pourquoi cette détresse dans les yeux de Claire? Elle est jeune, robuste, jolie, libre, elle gagne bien sa vie, elle a, dit Pomadour, un avenir superbe dans le royaume de la mode, tant elle possède de goût, de grâce et d'imprévu varié dans l'imagination; d'habitude, elle est toujours gaie, solidement gaie...

Oh! je voudrais que tous les êtres que j'aime et qui me plaisent soient contens, soient heureux et satisfaits de leur joie!

Claire, petite Claire... ça me fait du chagrin.

IX

Toutes cinq, Jamine, Angelise, Ninette, Ninon et moi, sous la garde sans vigilance de miss Bonbon, nous revenons du cours de Littérature.

Nous traversons les Champs-Élysées qui sont ravissans de printemps; connaissez-vous ce coin, ouvrant sur la noire avenue Gabriel, ce coin de pelouses et de parterres où, près d'une grande vasque, sombre et débordante du bruit de l'eau, s'épanouit le rapide miracle du magnolier tout en fleurs?

Nous faisons un détour pour aller saluer le bel arbre : il est tout épanoui, et bien que tour à tour pâlement mauve ou rosé, d'un ensemble somptueusement blanc. La brise n'agite même pas ses lourds pétales; il est immobilisé dans sa splendeur qui doit durer si peu de jours.

— Oh! dit Jamine, bel arbre, tu es un peu triste! Ce que tu voudrais, c'est pouvoir marcher à la rencontre d'un autre arbre en fleurs aussi beau que toi; et, comme vous êtes parés pour une noce, vous iriez vous marier dans la forêt. Le cèdre vous bénirait et ensuite vous vivriez sans bouger comme il sied aux arbres, mais l'un près de l'autre et très heureux.

— Tu crois, Jamine, que c'est parce qu'il est amoureux qu'il se fait si beau?

— Mais voyons, quand les fleurs s'épanouissent, vous savez bien qu'elles veulent avant de se flétrir perpétuer leur beauté; donc, c'est par amour, puisque ces deux choses sont étroitement confondues, dit doctement Ninon.

— Mais non, nous ne savons pas! Ah! notre éducation est bien loin de se terminer! Ne trouvez-vous pas, dit Angelise, que quelques leçons sur l'amour et la maternité nous seraient bien

plus utiles qu'un cours de littérature, et même d'histoire?

— Sans compter que ces cours de littérature et d'histoire nous dégoûtent des jeunes gens d'à présent... Aussi la sage Perrette n'y vient-elle pas. Mais allez donc être contente de vos amis quand on vient de vous décrire lord Byron, Alfred de Musset, Shelley, Lamartine, le beau Buckingham, Louis XV, Boufflers, que sais-je... Pendant quatre jours au moins personne ne peut plus nous paraître intelligent ni séduisant, ni spirituel...

Et Jamine rit comme une folle.

— Voyons, chère miss Bonbon, — et Ninon lui prend gentiment le bras, — qu'en pensez-vous? N'aimeriez-vous pas nous conduire à des conférences sur l'amour?

— *Schoking!*

Et la pauvre miss Bonbon, épouvantée, avale tout rond et de travers un des éternels suçons acidulés auxquels elle doit son sobriquet devenu son nom.

— Mais c'est très convenable, au contraire. On nous apprend bien la botanique. Pourquoi nous cache-t-on tout le côté vivant de l'amour qui doit être notre vie?

Et Ninon d'un doigt adroit rappelle à l'ordre une mèche échappée du coquillage en chignon sur son oreille droite.

— Ne rougissez pas, miss Bonbon! — Je la console car elle me fait un peu de peine, elle qui n'a jamais su rien de l'amour et du bonheur. — Ne rougissez pas! Nous allons aller chez Colombin prendre du thé. Voilà qui est sérieux, hein!

— Oh! s'écrie Ninette se retournant tout d'un coup, que je voudrais, aussi, être ce monsieur qui passe.

On vient de nous lire des extraits de *Fantasio*.

— Tu voudrais être un jeune homme, alors? C'est déjà un regret de Juliette.

— Oui, un jeune homme : pour être amoureux de moi. Si j'étais le monsieur qui passe, un monsieur charmant, je m'aimerais moi Ninette, je me ferais la cour à moi Ninette, car je me plais beaucoup, vous savez, mes chères, il n'y a même que moi qui me plaise complètement.

— Ah! tu te plais! eh bien, tu en as une chance.

Angelise prend l'air songeur.

— Je me plais, tu me plais, nous nous plaisons...

Nous sommes, c'est vrai, très gentilles à voir; jupes courtes, petits pieds, jolis visages frais sous les chapeaux simples, nous

nous tenons par le bras et, ainsi réunies et entrelacées, imperturbablement nous occupons toute la largeur de l'allée.

Et tous les gens qui passent nous regardent en souriant.

— Des cours sur l'amour... reprend Ninon; ne confondons pas avec les cours d'amour qui ne réunissaient autrefois que des gens déjà experts en cette matière. Des cours sur l'amour par des professeurs intelligens, hommes ou femmes, ce serait très bien, car enfin jamais nos mères ne nous en touchent un mot, si j'ose dire; on croirait que cela les gêne.

— Des professeurs intelligens! Mais si, tout intelligens qu'ils soient, ils n'ont jamais été amoureux, que pourront-ils bien nous dire?

Angelise secoue ses boucles sombres.

— Et s'ils étaient lourds, pédans? s'ils nous dégoûtaient de ce qu'ils nous racontent, s'ils ne savaient pas nous rendre le sujet intéressant? soupire Jamine.

— Je les en défie bien; c'est impossible!

— Tout de même, pense un peu; un très vieux type ou une bonne vieille dame nous disant d'un air agréable : « Aujourd'hui, mesdemoiselles, nous parlerons du baiser... »

Cinq grands éclats de rire en chœur.

— Incorrigible Ninon!

— Eh bien! dit Ninette d'un ton secret, moi, quand j'étais petite, ma bonne m'a tout expliqué, tout raconté, tout révélé... *oui, tout!* en grands détails...

— Bah! dit Ninon, c'est trop fort! et tu m'as caché cela jusqu'à présent?

— Laisse-moi parler... Oui, ma bonne m'apprit des choses très étranges et qui me parurent comiques. Mais elle venait de la campagne et je pensai que, dans son pays, cela différait sans doute des coutumes de Paris...

— Et puis? et puis?

— Et puis... j'oubliai tout. Je voulus instruire une petite camarade de catéchisme très curieuse et réveillée; je fis parade de ma science et, au moment d'expliquer, pffft!!! plus rien. Je ne profite jamais d'aucune leçon... alors...

— Oh! cette Ninette, quelle sournoise! Mais regardez, mesdemoiselles, si la place de la Concorde n'est pas admirable ce soir.

Car le soir mauve et bleu, le soir printanier, descend sur

la ville et de ses écharpes pâles caresse et enveloppe les vieilles pierres. Les contours s'adoucissent, les nuances se fondent, un accord délicat s'établit entre le ciel, la terre, et les premiers feuillages, l'eau du fleuve, les monumens et les quais ; l'obélisque aigu est rose, les fontaines sont moins sombres, les façades presque bleues et le ciel, le doux ciel mauve et mélancolique est de la couleur d'une lettre d'amour.

Jamine me prenant à l'écart invente à mi-voix cette petite strophe pour l'heure du thé :

Chez Colombin à l'heure où la nuit tombe,
Tous les pigeons rejoignent les colombes
Et Colombine est auprès d'Arlequin ;
Chacun roucoule et chacune chatoie
En picorant le gâteau de la joie
Chez Colombin.

. . . .

Le thé, son odeur, sa vapeur, c'est un hommage, un encens au dieu chinois de cinq heures ; car chaqne heure a son dieu ; notre réveil est dû à la farce que nous fait un malicieux faune, et le soir est une déesse pensive et qui rêve, voilée.

Donc, autour du thé, pas de verbiage, mais une religieuse gourmandise ; autour des tasses, des toasts fumans, nous parlons d'autre chose et, soudain timides, maintenant que l'air pur n'emporte plus nos folles paroles, nous abandonnons tacitement ce sujet qui nous intéresse si fort. Et je n'ai pas dit tout ce que je pense. Je crois que nous connaissons d'instinct presque tout l'amour. Je crois que le silence autour des jeunes filles gardé sur l'amour, est nécessaire et beau, car ainsi, comme une fleur cachée, ce sentiment de l'amour grandit lentement jusqu'au jour où il sera prêt à vivre, à éclater comme ces corolles mystérieuses qui ne s'épanouissent que tous les vingt ans. Les paroles le détruiraient. Car, déjà, toutes petites, nous avons notre « vie d'amour. » Oh ! nos poupées, nos chers jouets, pour nous vivans, et plus que vivans : magiques ; nos coins préférés à la campagne, nos fleurs, nos animaux familiers, nos vieilles bonnes, nos amies ! Quelle intensité de tendresse dépassera celle que mon enfance ressentit pour ma jolie maman ! Oh ! ses genoux où j'étais blottie, son parfum, la douceur de ses bras ! « Prends-moi sur tes genoux, maman ! » Et c'était le

délice et le songe. Il me semblait alors que mon arbre favori, tout en fleurs, me serrait dans ses branches embaumées, ou que le ciel bleu s'entr'ouvrait pour ma joie...

Et anéantie, rentrée pour ainsi dire dans le délice de ne pas encore exister, je rêvais sur son cœur, m'endormais bercée.

L'amour... Oh ! qu'elle m'agaça, une compagne de cours, mariée l'an dernier, — lorsque je la revis chez maman en visite, — par son air important, dédaigneux qui signifiait lorsqu'elle m'adressait la parole : « Nous ne pouvons plus nous entendre; il faut avoir passé par là... »

Elle m'agaça. Je comprends bien que je ne connais pas tous les amours, mais je sais que je possède sa plus pure essence. Toutes les roses commencent par être des boutons clos, scellés comme des cœurs secrets n'ayant encore jamais aimé ; et cependant ce sont des roses avec tous leurs pétales et aussi tous leurs aromes. Ainsi, au fond le plus mystérieux de moi-même, je sens déjà tous mes parfums.

X

Le jardin est en fleur...

L'aubépin tout rose minaude, telle une dame qui a bien mis son fard, auprès du prunier blanc, poudré à frimas. La glycine a des grappes maladives ; les marronniers sont d'un vert neuf, le petit gazon, dru, luit sous l'averse en éventails des arrosoirs.

Les étroites plates-bandes serpentent, invraisemblablement bleues de myosotis et un ruban d'azur semble ainsi réunir et nouer tout le petit jardin.

Mais sa splendeur, sa beauté sans égale, c'est mon lilas.

Il jaillit en fusées à la fois délicates et puissantes, en tous sens, avec vigueur, avec joie. La force de la saison éclate dans les nœuds de ses branches, et la profusion de ses thyrses. Il est tout en aigrettes, en plumes, en panaches, d'un mauve bleu ou violet ; ses fleurs sont robustes, gonflées, embaumées. Tout entier il n'est qu'un grand bouquet, une gerbe folle, immense, à la fois touffue et légère avec des ombres et des pâleurs et des violences de ton alternées. Au crépuscule, il s'éteint, il devienl bleuâtre comme si un peu de l'azur du jour restait en lui, et puis gris comme une fumée, une vapeur d'où sortira peut-être une déesse : car la jeunesse printanière habite

ses rameaux ; je la sens répondre à la mienne lorsque j'approche ma joue des fleurs fraîches. J'adore mon lilas.

L'an dernier, mon lilas en fleur fut témoin d'une petite scène bizarre. Maman avait fait faire son portrait par un vieux peintre espagnol fort célèbre qui s'appelle Salvator Pourpa. Il jouait ravissamment de la guitare et offrit d'apprendre à Angelise et moi à en jouer et à chanter des airs espagnols. Il vint plusieurs fois. Un jour, Angelise souffrante, je fus seule avec lui. Il joua et chanta mieux que jamais. L'odeur du lilas paraissait le griser, l'enivrer. La guitare appuyée à son genoux baissé, son beau regard levé vers le mien, il rajeunissait au mouvement de la chanson. J'admirais la main agile et si sûre, le long des cordes tendues et la résonance profonde et douloureuse du creux instrument féminin. Avec une puissance contenue, une ardeur qui brûle en dessous, il murmurait une mélodie à la fois molle et gutturale et dont les cordes paraissaient tressaillir avant même d'être effleurées. Les mots harmonieux, inconnus et bizarres de la langue étrangère semblaient peu à peu devenir les mots du seul pays de l'amour et les gémissemens de la guitare se prolongeaient dans mon cœur.

Je ne sais quel charme m'envahissait d'une vague impression passionnée. Salvator Pourpa me regardait en chantant. Il n'était plus vieux ; la magie des syllabes et des sons rajeunissait sa bouche ; ses rides s'effaçaient et ses cheveux argentés le paraient comme les frimas du prunier blanc.

Il me regardait, et debout près de mon lilas odorant, enivrant, je mordais les thyrses violacés comme une petite chèvre ensorcelée.

Alors Pourpa se leva d'un bond ; le bel instrument repoussé parut se briser et mourir dans une détente si brusque qu'elle m'arracha presque un cri. Il marcha vers moi, me prit dans ses bras, baisa à plusieurs reprises mes cheveux et mes joues ; surprise, je le laissais faire et je voyais ses yeux pleins de larmes. Il arracha le lilas que je tenais, il le mordit à son tour, le déchira, l'éparpilla avec une sorte de furie, puis il retomba assis sur le banc en sanglotant tout bas :

— Ah ! ma jeunesse ! ma jeunesse !

Je voulus malgré mon embarras lui parler, le consoler ; mais il me repoussa doucement, ramassa la guitare, prit son chapeau et partit sans me dire une autre parole.

Il n'est jamais revenu.

Et jamais je n'ai raconté cette petite histoire à maman ni à personne. Je n'ai pas très bien compris, mais j'ai senti une grande détresse dans les baisers de ce vieil homme charmant. Et je ne veux pas qu'on le blâme ni qu'on se moque de lui.

Quelquefois maman dit : « C'est très drôle! Qu'a donc pu devenir Salvator Pourpa? Il ne vient plus, il n'écrit plus! En quoi avons-nous pu lui déplaire? »

Alors je fais signe à mon lilas de lui garder le secret.

XI

Maman me plaît.

Elle est en ce moment jolie, jolie, jolie! J'aime beaucoup sortir avec elle, seulement il est entendu que je ne fais pas de visites; c'est du temps par trop perdu. Au Bois, nous nous en allons quelquefois ensemble, moi d'un pas allègre, elle, plus paresseuse. Un tout petit peu plus petite que moi, elle est bien plus belle; elle marche mystérieusement et elle ressemble à la nuit.

On la regarde beaucoup et je ne me sens plus alors aucune espèce d'importance.

Elle m'a conduite chez Pomadour, car elle me veut très bien nippée pour mon grand bal.

Les sœurs Pomadour! Quel endroit de conte de fée!

Tout de suite, — de même qu'à l'église une sorte de ferveur et de mysticisme presque physique vous pénètre dès l'entrée, avec toute l'ombre et la fade odeur de cire et d'encens, et la brume invisible des prières, — tout de suite une sorte de coquetterie, de folie magnétique et transmise de femme à femme en s'exaspérant, s'empare, dès le seuil, de votre raison.

Cela sent les parfums et les odeurs d'étoffe, la chaleur féminine, les fleurs...

Que de jolies femmes! des « premières » aux mannequins, des secondes vendeuses aux clientes... (tout de même, par-ci, par-là, quelques vieilles excentriques plutôt réussies).

Et c'est vraiment très conte de fée : j'y reviens, car je me souviens de cette légende, — est-elle d'Hoffmann ou d'Andersen? — où un Roi se promène magnifiquement nu pendant que

toute la Cour le complimente sur ses beaux habits; c'est que l'on a décrété que, seuls les imbéciles, ne sauraient pas voir ses splendides atours. N'est-ce pas cela, la mode? Et dans cette fastueuse et singulière maison, n'allons-nous pas toutes être la proie d'un analogue et malicieux sortilège? J'en ris tout en nous plaignant. Nous sommes chez une Circé qui nous transformera, non en bêtes grognantes, mais à son seul gré en apparences nouvelles, imprévues et délicieusement baroques. Que de pièges dans tous ces miroirs se renvoyant mille reflets, mille lumières, mille errans fantômes diversement parés! Que de tentations aux plis de ces soies, au nuage de ces gazes, aux flots de ces tulles, que de redoutables enchantemens dans ces enroulemens, ces déploiemens, ces étoffes lourdes ou légères, ces rubans, ces dentelles, ces chiffons multicolores, paradisiaques et diaboliques? O Ève, Ève! créatrice de la toilette, on vous devrait bien un magasin de couture avec cette enseigne : A la feuille de figuier... Car le serpent aux conseils enjôleurs et perfides fut le premier des couturiers.

Ainsi donc se termine l'éducation d'une jeune fille : par le premier bal qui exige la première « vraie » robe.

Alors, pendant des années, on lui a péniblement appris à grands renforts de gouvernantes, de professeurs et de catéchisme, tout ce que l'on a pu de raison, sagesse, modération, mesure : le goût du travail, le sérieux de l'intelligence, le dédain des frivolités, toutes choses si difficiles à acquérir; puis ensuite, on s'évertue pour que, bien vite, elle oublie tout cela, une fois cette fameuse éducation finie. Évidemment, il y a plusieurs éducations... Laquelle est la bonne? L'âge de raison se vit à sept ans; l'âge de déraison dure bien jusqu'à la cinquantaine. Maman a naturellement commandé la fameuse robe « Péché mortel, » mais j'ai résisté à « Fleur d'innocence, » « Orages d'Avril » et autres jeunes pousses. Je voulais voir Claire Lariguette. Mais elle n'était pas là et j'en fus préoccupée.

. . . .

Hier, le temps si chaud, si bleu, nous fit organiser en quelques coups de téléphone notre premier tennis de la saison, à Puteaux.

Toutes, nous étions là; c'est si charmant cette arrivée, ce passage galant sur l'eau moirée, cet embarquement pour la joie! Et c'est toujours si tableau de Watteau, si mascarade

amoureuse, la moindre réunion sous les grands feuillages de la campagne de Paris!

On dirait que les paysages parisiens font, moins que les autres, partie de la nature, et sont plus près des hommes; le voisinage immense et mystérieux de la vaste ville les instruit; sans répit, les fumées et les nuages racontent dans le vent aux feuilles et aux fleurs mille sombres ou passionnées histoires. Aussi le moindre rameau est-il alourdi de confidences, chaque feuille est-elle prête à bavarder pour peu qu'on l'en prie.

J'étais lasse. Assise dans un fauteuil de paille, j'ai regardé jouer mes amies, songeuse. Pourquoi, en ce moment, y a-t-il, en moi, des choses que j'écoute sans les comprendre? Le vent agitait les feuillages. Tout près de moi, maman si jeune, Mesdames de Léris et de Gimeuil, d'une folle élégance, causaient intarissablement. Je contemplais les joueurs et les joueuses vêtus de souples et blanches flanelles, j'admirais leurs mouvemens nets, rapides, la robuste grâce de Perrette, la flexibilité de Jamine, la force de Jimmy et la promptitude de Maurice.

Comme c'est grec, un jeu de tennis! Certaines attitudes, une jambe pliée, un bras tendu, un torse renversé, un bond précis, m'évoquent des photographies que je connais de bas-reliefs et de statues...

Les « dames » bavardent toujours et continuent à goûter; elles goûteront jusqu'au dîner, comme d'habitude. De-ci de-là, du fond de ma béatitude pleine de réflexion, j'entends des phrases et, entre autres, celle-ci qui m'étonne et que M[me] de Léris prononce à mi-voix :

— Évidemment, vous me trouvez insensée... C'est que, être heureux est si difficile, que les sages y renoncent et que ceux qui y parviennent ou tentent ardemment d'y parvenir, passent pour des fous... Mais pourtant...

Puis des chuchotemens autour de la table en désordre.

Angelise, Ninette et Ninon poursuivent du bout taquin de leurs ombrelles une petite grenouille jaune au bord d'un ruisseau où des nénuphars sont posés comme un service à thé pour les naïades.

Déjà le soir descend, précocement doux, et une ronde lune d'or au-dessus du tennis se lève.

Je crie :

— Hé! Jamine, vois-tu ta balle là-haut?

Elle rit et, d'un bond gracieux, semble vouloir atteindre l'astre.

Ah! Jamine, que tu es charmante, si charmante que rien ne m'étonnerait de toi! Par exemple, tu aurais pu renvoyer la lune à quelque grand joueur te guettant dans l'espace, cela ne m'aurait pas surprise du tout. Ou bien, si, dans ton élan, tu étais montée jusqu'au ciel, pour m'apprendre, une fois redescendue sur terre : « Le Bon Dieu m'a embrassée sur les deux joues et m'a dit : Retourne jouer... » cela m'aurait paru tout simple, tout naturel et infiniment plus vraisemblable que beaucoup de choses...

Mais l'air se fait plus frais; l'on part, et je sens que j'attendais quelque chose ou quelqu'un qui n'est pas venu. Pourquoi?

Sur le bac qui nous conduit à l'autre rive, Jimmy, jetant mon manteau sur mes épaules, me dit lentement :

— Mais que regardez-vous sous ces arbres, Juliette? Qui cherchez-vous?

Et je ne sais pas lui répondre. Mais Ninette sauve la situation en demandant avec une exquise stupidité :

— Pourquoi donc se sent-on toujours content lorsqu'on est dans une île?

XII

Angelise, prête à sortir avec moi, a répondu une fois à maman qui lui demandait : « Où allez-vous aujourd'hui, chérie? — Madame, je vais voir mon amant... »

Et ma pauvre maman, très scandalisée et très effarée, nous a regardées avec des yeux ronds qui nous ont fait bien rire. L'amant d'Angelise est un portrait; le portrait d'un jeune homme en noir qui s'ennuie au Louvre. De temps à autre, Angèle nous emmène au Musée et reste de longs instans en face de l'image de cet homme adoré.

Elle dit :

— Je sais que c'est avec lui que j'aurais été heureuse, que c'est lui qui devait m'aimer. Si déjà nous ne nous sommes pas connus, si je n'ai pas vécu près de lui une vie antérieure de laquelle je me souviens lorsque je regarde ce visage, c'est dans une existence future que je le rejoindrai, que nous serons enfin réunis.

Cette folie d'Angelise me fait songer que l'amour est chose bien mystérieuse et si, dans cette vie présente, nous ne rencontrons jamais l'homme que nous devons aimer, que nous sommes faites pour aimer, qu'advient-il de nous? Devons-nous aller d'espoir en espoir, d'erreur en erreur, de tristesse en tristesse?

***

J'ai dit à Jamine :

Je voudrais n'avoir dans ma vie qu'un seul sentiment, qu'un seul amour et qui, sans fin, se renouvellerait et renaîtrait de lui-même comme un très vieux rosier qui porte toujours de jeunes roses. Il y a quelque chose de redoutable à penser que la vie nous change, nous oblige à changer de cœur et de visage, et change aussi ceux-là que nous aimons. Je voudrais être heureuse, mais je voudrais rester sous les ailes du même bonheur. Est-ce que c'est possible?

***

Jamine m'a dit :

— On ne le revoit pas souvent, ton Inconnu...

Petit hasard, cher dieu plein de malice, exauce-moi, veux-tu? C'est un peu long de rester des semaines sans voir quelqu'un que l'on n'avait déjà auparavant jamais vu...

Car la vie passe et je serai peut-être vieille demain matin.

***

L'âme de Jamine a des fraîcheurs de source. En moi aussi, à mon réveil, tout est frais, pur, fluide... mais mon obscure limpidité me charme et me fait peur.

***

Je déteste ces mots : convenable,... inconvenant. Je déteste la niaiserie, mais j'aime le mot pureté; comme il est profond, comme il est clair, comme il ressemble à Jamine!

Pureté : cela ne signifie pas ignorance, bêtise; c'est un lac prêt aux beaux reflets, un azur prêt aux grands coups d'ailes... et ça n'a pas besoin d'être convenable.

***

Ce qui m'empêche quelquefois de me rapprocher de certains êtres, c'est que je n'ose et ne sais pas leur parler; j'ai peur des

mots. Ainsi l'autre soir j'avais dans mon cœur une infinie tendresse pour Claire ; je ne sais quoi m'empêcha de l'exprimer comme je l'aurais dû et voulu. Il y a, et je le sens quelquefois très fort, quelque chose d'invisible entre moi et les autres ; cela arrête, entrave mon élan vers eux et la vie. Comment faire pour franchir cela ?

*
* *

Jamine, ô claire Jamine, tu es le miroir de notre jeunesse...

*
* *

J'ai le « potin » en horreur. Or, vous pensez bien que dans mon petit milieu on « potine ; » bien moins qu'ailleurs certes et pas trop méchamment, mais enfin par-ci par-là ce sont tout de même des petits racontars et de petites suppositions sur les uns et sur les autres.

Angèle affirme cavalièrement : « Je me moque du qu'en-dira-t-on. » Et je voudrais pouvoir répondre : « Moi aussi. » Mais ce ne serait pas tout à fait vrai. Certes, je m'en moque en ce sens que je ne m'en occupe pas et n'en suis pas influencée, mais je le redoute quand même.

Je le redoute parce que, à force de dire, de répéter, de se confier, de se chuchoter des petites histoires sans importance sur celui-ci ou sur celle-là, on finit par créer une vérité fausse à côté de la vérité vraie et cela me fait très peur et me donne l'impression du diable. Car ce qui est prononcé commence à vivre comme si c'était *vrai* d'une vie malfaisante, sournoise.

Cela m'effraie.

Cela me fait songer aussi à la façon dont j'existe dans le cœur ou la pensée de mes amis, dans la mémoire des gens qui passent, dans l'esprit des autres. Autant d'apparences de moi qui n'ont peut-être aucun rapport avec moi-même, avec l'âme de moi-même... Et l'on est ainsi différent, épars, à travers les êtres. Avouez que c'est effrayant. J'aime mieux n'y plus penser, D'ailleurs, quand j'étais enfant, j'avais d'autres terreurs. Je prenais ma petite tête dans mes mains et je songeais éperdument : « Pourquoi suis-je moi ? »

*
* *

J'ai retrouvé sur ma table à écrire cette petite pièce de vers que Jamine a gribouillée, un jour de mars dernier, pour s'amuser.

Je lui ai demandé : « Pour qui as-tu fais ça? — Mais naturellement pour personne... a-t-elle répondu en riant : c'est une petite histoire romanesque...

. . . .

...Monsieur, j'ai lu vos vers et votre cœur me plaît;
Et c'est pourquoi je veux vous voir. Des Tuileries
Aimez-vous la terrasse et ses orangeries?
Dimanche, et même si le temps est triste et laid,
Je serai là; vers cinq heures; l'instant où l'ombre
Se promène à son tour à pas légers et lents
Comme les miens, sur la terrasse des Feuillans,
Quand du jardin sans fleurs je suis la rose sombre.
Venez. Je vous invite à voir mourir le jour
Délicieusement, dans la Seine moirée;
Il est doux de connaître une femme ignorée,
Pour laquelle on n'a pas d'amitié, ni d'amour.
Monsieur, je suis très jeune et très folle, mais sage,
Mes cheveux sont très blonds et je n'ai pas seize ans;
Je vous reconnaîtrai à vos yeux séduisans...
Les jets d'eau seront blancs dans le noir paysage
Des arbres sans bourgeons et des balustres nus,
Les nuages légers auront l'air de voilettes
Le soir aura le goût des froides violettes,
Et, gentil, vous rirez à mon nez inconnu.
J'aime tout ce qui tente et tout ce que l'on n'ose,
Aussi je vous invite, ô jeune homme étranger,
A venir ce dimanche, avec moi partager
Un coucher de soleil, comme une tarte rose.

— Tu comprends, — dit-elle, — ce n'est pas gentil de ne jamais penser à tous les aimables personnages qui existent sans que nous les connaissions. C'est pourquoi, à l'un d'eux, j'ai fait cette invitation bizarre... un jour il acceptera peut-être...

Et elle rit.

C'est singulier... Elle a pensé cela. Et moi, le jour de mon anniversaire, j'ai rencontré un de ces aimables inconnus faits pour nous plaire...

Ne le reverrai-je jamais?

XIII

Après déjeuner, maman et moi nous prenons le café dans le jardin en fumant des cigarettes. Il fait frais, léger et doux,

les petites tasses jaunes sont jolies sur la table au napperon de dentelle; une guêpe tourne autour du sucrier, et maman balance dans un *rocking-chair* sa forme claire vêtue d'un doux peignoir fleur de pêcher.

— Maman, j'ai des tas de choses à vous dire; je ne sais par où commencer.

— Par la fin ou le commencement, mon vieux, et cela reviendra au même.

— Bien. D'abord, puis-je promettre à Jamine de passer une partie d'août et septembre chez elle à Kervenargan ?

— Tu le peux. Si je n'y vais pas, je te laisserai y aller sans moi.

— Et sans miss Bonbon. Vous lui donnerez vacance.

— Entendu.

Elle secoue la cendre de sa cigarette et, d'un petit mouvement de pied, elle accélère le balancement renversé du fauteuil.

Elle a la tête en arrière, les yeux levés et les grandes feuilles du marronnier lui font des signes qu'elle ne comprend pas.

— Maman, vous ne savez rien de Lariguette, depuis l'autre jour ? Elle était si triste et semblait malade. Que peut-elle avoir ?

— Qui sait ? Quelque peine de cœur...

— Comme vous dites cela légèrement ! Mais ce doit être terrible une peine de cœur !

— Je ne sais pas du tout, dit maman dans un rire un peu mélancolique.

— Je lui ai écrit... elle ne m'a pas répondu... Je voudrais la voir, lui parler; elle me confierait sans doute ses ennuis...

— Ses ennuis sont peut-être déjà passés...

— Eh bien, maman, je ne le crois pas, car elle a des yeux qui ont du cœur.

Maman rit et d'un mouvement lent enroule sa robe autour de ses jambes.

— Mon vieux garçon, ce n'est pas une phrase à mettre dans un devoir de style...

— D'accord; mais vous comprenez bien ce que votre vieux garçon veut dire ?

Je suis debout derrière elle; sournoisement je la prends par le cou et dans cette inconfortable pose, je la balance.

— Mais tu m'étrangles, méchante enfant !

Je la délivre; je baise ses cheveux épais et, la cigarette aux doigts, je m'offre un tour de jardin.

— Un papillon! un papillon! un Vulcain immense à taches orangées...

Maman a nerveusement tressailli.

— J'ai cru que le feu prenait au jardin...

— Pas le feu, chère madame; mais il y vole une petite flamme; regardez-la... tout près de nous, sur le troène... ah! il s'envole; retournez-vous vite... dans le lilas... pffft... parti...

— Juliette, tu es toute décoiffée...

— Belle Marianne, dans l'ensemble de l'univers, cela n'offre aucune importance. Vous n'aimez pas assez les papillons. Moi, lorsque j'en vois un, mon cœur bat comme si un de leurs frères prisonnier en moi-même tentait de s'évader pour voler à sa rencontre. Mon cœur bat, comme si le papillon aperçu était un vivant message; je sais que les signes de ses ailes sont des mots écrits à mon intention, et, quand il me fuit sans que je les aie encore déchiffrés, je suis toute triste, car je ne saurai pas, une fois de plus, quelque chose de très mystérieux, de très important, dont voulait m'avertir une fée, un magicien, un dieu secret...

Dans la plus gentille moue, maman m'offre entre ses lèvres rondes une cigarette intacte, et je m'empresse, fidèle à mon rôle de jeune fils, de craquer une allumette et de présenter la flamme que je vois danser et luire comme un lutin bizarre dans les yeux demi-clos et dorés de maman.

Je souffle le feu grandi; je m'assieds sur un petit tabouret canné aux pieds de la jolie dame.

— Que tu vas être mal, mon chéri!

— Ne vous inquiétez pas; j'aime assez me macérer... Maman, hier, à Puteaux, j'ai entendu par hasard une phrase de Mme de Léris sur les fous et les sages; et de cette phrase il résultait que vous la trouviez folle de courir après un bonheur... Cela m'intrigue, figurez-vous.

— Ah! tu as entendu cela? — Le ton de la voix de maman semble un peu contrarié.

— Oh! vous savez, si c'est trop indiscret, n'en parlons plus; oubliez ma question et excusez-moi...

Un petit silence.

— Eh bien! je te confierai ce secret, dit maman très douce, parce que j'ai en toi une confiance infinie; je te sais tout à fait

gentleman... Voici : Mme de Léris, depuis bien des années, n'est pas heureuse avec son mari ; elle veut le quitter, et Mme de Gimeuil et moi nous l'en dissuadons de toutes nos forces, à cause de ses filles. Il va sans dire que tu ne dois pas souffler un mot de cela à Ninette et Ninon...

Je pose sur les genoux maternels mon menton, et je lève des yeux très étonnés vers le visage incliné de Marianne :

— Et puis... c'est tout ?

— Comment « tout..., » Juliette ?

— Elle croit que, lorsqu'elle aura plaqué M. de Léris, — qui entre parenthèses est un vieux farceur, vous savez, maman, nous n'en doutons pas, même entre jeunes filles, — elle croit que ce sera le bonheur parfait, idéal, absolu ? Je ne la juge pas tout de même tellement bête, bien qu'elle le soit un peu.

— Tu m'amuses, Juliette ; eh bien ! je te ferai la confidence entière... En effet, ce n'est pas tout... Elle voudrait... elle voudrait... se remarier...

— A son âge ! Comme c'est drôle ! Avec deux grandes filles...

Maman prend dans ses paumes tièdes mes joues, et, les yeux dans mes yeux, dit tristement :

— A son âge... Mais pourquoi pas ? J'ai le même âge, Juliette...

Je me sens confuse, incommensurablement. Seul, ce long adverbe stupide peut donner une idée de ma confusion.

— Enfin, maman... vous comprenez... Je voulais dire... que... enfin, que je croyais l'amour une affaire de printemps.

— Tu es une gentille gamine que j'adore, mais tu ne sais rien de la vie ; c'est exquis, le printemps, et je lui reconnais presque tous les droits... Mais il y a du soleil et des fleurs et des fruits en été, en automne... et quelquefois, même en hiver, la lumière joue sur la neige.

— Je vous adore, maman...

De nouveau, dans l'instable fauteuil, elle se renverse ; elle réfléchit.

— N'ayez pas l'air si sérieux, maman, et ne vous préoccupez pas des projets de Mme de Léris ; qu'elle aille au diable... si ce diable lui plaît...

— Tu plaisantes... mais si Ninette et Ninon devaient en souffrir...

— Ninette et Ninon ? Jamais de la vie ! Elles trouveront

cela romanesque et charmant, et je ne sais pas du tout pourquoi la maman ne se remarierait pas avant ses filles ; ce serait bien plus dans l'ordre des choses...

— Enfin, Juliette, si tu étais à la place de tes amies....

— Et vous à la place de leur mère... Ce ne serait plus du tout pareil. Oh! mais non! fichtre non! Moi, je vous adore, je viens de vous le dire, je le répète : vous êtes ce que j'aime le plus au monde. Tandis que Ninette et Ninon ont pour leur mère une petite tendresse bien tranquille, un de ces sentimens qui sont de tout repos pour les familles.

— Cela n'empêche pas que je blâme un peu Germaine; même si ses filles sont trop gaies et trop légères pour souffrir, elle, leur mère, devrait les préférer à tout être, penser avant tout à leur bonheur.

— Mais leur bonheur, maman, les séparera peut-être de leur mère. Voyez-vous, tout bien réfléchi, laissez Mme de Léris être follement heureuse, puisqu'elle le veut, puisqu'elle le peut...

D'un bond je m'installe sur les genoux de maman et, sous notre double poids, le grand fauteuil à bascule subitement s'immobilise.

« Marianne! que tu dois en avoir des amoureux!... »

Ah! ne croyez pas que j'ai prononcé ces mots... Je les ai pensés; plus, je les ai dits en moi-même. Je ne sais quelle timidité m'empêcha de les exprimer tout haut. Ah! si j'avais encore ma chère bonne-maman, je ne me gênerais pas avec elle! Je lui dirais très bien : « Ma grand'mère, racontez-moi un peu vos histoires d'amour, qui sont déjà devenues des histoires du bon vieux temps. »

Et je suis sûre qu'elle me les raconterait, en s'excusant dans un sourire.

Et, plus elle aurait été aimée, plus je l'aimerais, ma bonne-maman. Aucun de ses sentimens, ressentis ou inspirés, n'aurait su me porter ombrage.

Mais maman!

Cette idée ne m'était encore jamais venue que si belle et jeune encore on pouvait, ou devait l'aimer. Les mamans sont les mamans, voyons, et pas des femmes comme les autres. Ma maman à moi est à moi... Je ne veux pas qu'on l'aime!

Mme de Léris est une évaporée. Maman n'a aucun point de ressemblance avec elle, Dieu merci! sauf le même âge...

O maman! voilà que, brusquement, moi si fière de votre beauté, de votre grâce, je vous souhaite des cheveux blancs, un dos voûté, des rides, pour que personne n'ait plus jamais l'idée de vous aimer, sinon moi...

Et puis, qui pourraient-ils bien être, les amoureux de maman? Les « chers vieillards? » Ça, je sais depuis toujours qu'ils ont tous pour maman un « grain » plus ou moins accentué; d'ailleurs, je ne peux de cela ni m'inquiéter ni me sentir jalouse... En fait de flirts!!!

Alors? Alors, je suis une chimérique, une absurde enfant.

Et, sur les belles joues de maman appliquant deux gros baisers de bébé, je la quitte.

Et je vais cueillir les pensées nouvelles pour offrir une botte ronde et fraîche de ces fleurs, par elle jadis tant aimées, au portrait de bonne-maman.

XIV

— Bonjour, notre abbé!

— Bonjour, mes ouailles!

Notre cher abbé Flipon, surpris en pleine sieste, décroise ses mains qui voudraient se joindre sur son ventre rond, ses jolies grasses et douillettes mains de prélat; de la droite, il esquisse un geste : pour chasser le sommeil, les rêves, ou bien nous bénir gentiment?

Jamine et moi, de chaque côté du profond fauteuil où l'abbé se béatifie, nous contemplons avec attendrissement sa tonsure lisse et rose.

Il soupire : « Laissez-moi m'éveiller, mes petits anges... »

Il est ravissant, l'abbé Flipon!

Nous l'aimons plus encore que nous ne le respectons, car toujours il nous a gâtées depuis notre naissance comme un bon grand-père; il nous a baptisées, il nous a fait faire notre première communion... Camarade fraternel de la jeunesse de grand'mère, il n'est pas pour nous monsieur l'abbé Flipon, curé de telle paroisse, auteur de beaux ouvrages sur l'histoire de l'Église, mais « notre abbé » que nous connûmes en même temps que nos nourrices et qui joua avec nous à colin-maillard dès que nous sûmes marcher.

De moyenne taille, il est si gras, si rond, si potelé, qu'il

croise à peine ses bras courts sur son estomac et qu'il paraît petit; il roule un peu en marchant sur ses jolis pieds toujours chaussés avec une parfaite coquetterie; son gros bon ventre le précède, présentant, bien en évidence, la rangée de boutons de sa soutane, et il aurait, ma foi, l'air d'un abbé de fabliau ou de comédie, s'il n'avait pas une figure de saint et des yeux, des yeux bleus, des yeux célestes où la pureté, l'innocence, la bonté de son âme naïve se reflètent comme un bel azur, dans un lac jamais troublé.

Ses joues rasées sont rondes et un peu flasques, car il est très vieux; il n'a plus guère de dents, — l'argent du râtelier souvent mis à part s'en va toujours chez les pauvres, — et sa bouche rentre; mais son front large, son nez droit et fin ont une grande noblesse, et les plus délicieux cheveux d'argent bouclés, qui feraient la gloire d'une coquette, auréolent le visage si bon et si calme et retombent en anneaux sur son large cou grassouillet.

Quant à sa voix, elle n'a rien de l'onction que l'on prête à la voix des prêtres; elle garde toute la verdeur, toute la pétulance de la jeunesse. Sa charité est infinie. Non seulement il prodigue tous les biens matériels qu'il possède, mais encore tout le trésor de sa gaieté intarissable; je crois que dans son quartier non seulement il n'y a pas de pauvres, mais, non plus, pas de gens tristes.

Il habite au fin fond d'Auteuil, rue Saint-Junipère, un bout de pavillon assez délabré, mais charmant d'imprévu, au bout d'un long jardinet humide et vert, où poussent des pieds-d'alouette et des salades, des capucines et des choux. Son mobilier n'est jamais le même, car il donne ou vend, pour les besoins de sa charité, les pièces qui le composent, et que renouvelle tant bien que mal la sollicitude de ses pénitentes; mais tout est d'une propreté scrupuleuse, brillante, miroitante. En ce moment, je remarque au-dessus du miroir un étrange portrait de jeune femme d'il y a quarante ans et je vois que le fauteuil où l'abbé s'éveille est une bergère de satin bleu pâle, du dernier galant.

— Qui vous a donné cela, notre abbé?

Tout à fait d'aplomb à présent, il se frotte les yeux avec malice.

— Tu n'es qu'une petite curieuse; mais tu le sauras tout de même; c'est une ancienne élégante, qui, peut-être, dans sa

jeunesse, fut un peu trop coquette,... enfin une dame qui fut très en vue dans son beau temps et dont tu ne sauras pas le nom. Elle vint me voir un jour où mon salon était vide. J'avais tout vendu, même la gravure de sainte Catherine qui ornait mon miroir; alors elle m'a envoyé quelques petits objets, dont ce portrait en souvenir; tout cela, d'ailleurs, ne me restera pas ici bien longtemps.

Je ris. Et Jamine rit aussi.

— Pourtant, — et l'abbé se lève et défripe sa soutane d'un doigt savant, — ma chatte blanche apprécie beaucoup la bergère bleue,... et elle y fait si bien... si bien... J'attendrai pour vendre ce meuble que Moutte ait eu ses petits.

— Encore des petits?

— Mais oui, mais oui! Elle prend au mot le conseil des Écritures : croissez et multipliez... En ce moment elle se promène au jardin.

En effet, dans les étroites allées on voit ondoyer, majestueuses ou promptes, des formes blanches : dame Moutte et ses deux fils aînés d'une splendeur légère et neigeuse. L'abbé donne en général tous les petits chats mais n'a pu se séparer de ces deux-là si parfaitement réussis : Riquet,... Oursinet.

Dame Moutte se reconnaît à la rondeur élargie de ses flancs, à sa démarche lasse, appesantie.

— Notre abbé, nous venons vous enlever, tout bonnement.

— Bah! dans un char de feu tel le prophète Élie?

— Point; dans un bon petit fiacre découvert — car je sais que vous détestez les taxi-autos — et vous allez, si vous le voulez bien, nous mener promener sur les rives de la Seine.

Sur les bords fleuris
Qu'arrose la Seine
Cherchez qui vous mène,
Mes chères brebis...

chantonne l'abbé d'un air très gaillard.

— L'abbé, nous ne vous avons pas vu depuis trop longtemps.

— C'est juste!

— Miss Bonbon est dans sa famille; donc personne pour nous promener, car maman fait mille courses... Alors nous vous avons choisi...

— Vous m'avez élu...

— Pour nous offrir une fête, mon petit abbé, une fête... parce qu'il fait beau à en danser et que le bon Dieu nous punirait de ne pas profiter d'un si beau jour...

— Voilà qui est bien dit, — constate joyeusement notre ami, — je suis à vous, mes chérubins, mes dominations, mes trônes... Un seul instant... que je fasse mes recommandations à Prude... Prude? Prude? Es-tu là?

Prude, ou Prudence, gouvernante de l'abbé depuis des temps sans nombre, apparaît, si vieille et si belle à la fois, et si mystérieusement cassée, qu'elle semble avoir laissé son fagot à la porte, et connaître les fées.

— Prude! et l'abbé lève son index autoritairement, n'oublie pas le goûter des chats! Soigne bien la Moutte. Songe qu'elle va avoir des petits et nourris-la bien, Donne-lui aussi du lait. Fais-la rentrer avant la nuit et laisse-la s'installer dans le fauteuil bleu... S'il vient des quêteurs... tu sais où est l'argent. Ne lésine pas. Nous n'avons rien, mais nous sommes riches puisque toujours Dieu pourvoit à tout... et au delà... Mes amours, je suis à vos ordres.

Et nous voilà partis, gais comme pinsons.

Le petit fiacre cahote; l'abbé recommande au cocher de ne pas aller trop vite : Ne nous pressons pas, l'ami... le ciel est toujours au bout.

Nous nous faisons toutes petites pour lui laisser bien de la place. Il se prélasse entre nous deux et hume joyeusement l'air si tiède, la brise, l'odeur de l'eau; et le ciel tendre rit dans ses yeux.

Les feuillages pleins de soleil font de sombres dessins changeans sur les berges qu'ils ombragent. L'eau lente passe doucement; et de grosses péniches noires glissent toutes lourdes comme si elles apportaient la prochaine nuit. A l'ancre, de profondes barques bercent leurs vieux rêves. Des bateaux-mouches filent par-ci par-là, pressés dans leur si long sillage comme une dame qui laisserait traîner sa robe en fuyant; les reflets des nuages, des jolis nuages se bousculent au milieu de tout cela et ils semblent dire aux coques, aux étraves, aux quilles des bateaux, aux chaînes et aux cordes des chalands obstruant le miroir du fleuve : Laissez-nous passer, voyons! laissez-nous passer!

Mais voilà le paysage triste des banlieues, les hautes cheminées,

les fumées errantes, les maisons dont les fenêtres sont des yeux qui pleurent, les talus usés comme des fonds de culottes que la nature, mauvaise ménagère, n'a pas rapiécés.

— Cher abbé, n'allons pas par là...

Fouette cocher! l'on retourne un peu sur ses pas, car j'ai aperçu au passage une tonnelle, sous la tonnelle des tables claires et n'est-ce pas, comme dit Jimmy : « Il fait soif. »

— Vous voulez bien qu'on goûte, dites, notre abbé?

Nous voilà donc sous la tonnelle. Le cocher boit un bock et, en remerciement, nous déclare que son cheval n'en peut plus, qu'il n'aime pas le paysage, et qu'il s'en va à ses affaires.

— Allez, mon ami, dit l'abbé philosophiquement; nous finirons bien par revenir, l'un portant l'autre; quand le ciel est si bleu, quand les feuilles sont si vertes, est-ce qu'on a besoin d'un petit fiacre noir? Goûtez, mes petites filles, moi, je vous regarderai. On est très bien ici; c'est joli, cette « pergola; » on s'y sent joyeux comme en Italie.

Pas de thé dans l'établissement, ni lait frais; mais du pain, de la confiture; l'abbé n'aime pas la bière et l'eau peut n'être pas saine; alors, un verre d'un bon gentil vin, commun mais pimpant...

Renversé sur sa trop petite chaise, tenant son verre dans le soleil, et l'ombre d'une feuille sur la joue, il se réjouit de notre joie et, avec attendrissement, il nous regarde mordre dans nos belles tartines, sur lesquelles s'étale une fraîche confiture de fraises couleur de rubis. Puis, au cri vif d'une hirondelle, il lève les yeux vers le ciel.

— Ciel de Paris, dit-il en souriant, n'es-tu pas le plus beau ciel du monde? Voyez-vous, mes petites filles, c'est sûrement dans ce ciel-là que je mériterai d'habiter après ma mort. Car je l'ai tant aimé! Vous pourrez faire de beaux voyages, mais, nulle part, vous ne verrez des soirs aussi beaux que les soirs de Paris, ni de plus gracieux nuages, ni des couchans plus nuancés, plus splendides...

En effet, le charme du soir nous environne; le soleil flamboie en se dissolvant dans l'air d'or, et des nuages d'un gris pâle s'étirent comme les courtines d'une alcôve préparée au repos. Des cris aigus d'hirondelles transpercent l'air plus subtil. L'abbé admire à présent les nervures d'une feuille de la tonnelle, d'une clématite étiolée.

— On ne remercie jamais assez le bon Dieu, dit-il, pour tout ce qu'il nous a donné. Bien souvent l'on a tort quand on n'est pas heureux... Mais il se fait tard, mes filles. Il va vous falloir reconduire votre vieux berger jusqu'à son bercail.

Et nous voilà repartis, mais cette fois-ci à pied, le long des rives crépusculaires.

Le ciel est rose; une poussière dorée danse et rôde; l'eau s'assombrit et dans l'air plus froid toutes les odeurs se font nocturnes.

Jamine tient l'abbé par le bras droit; moi, je le tiens par le bras gauche et quelquefois il s'appuie un peu parce qu'il est bien fatigué.

En longeant la palissade d'un terrain vague, nous dérobons au passage un léger rameau d'arbre en fleur. L'abbé le passe dans sa ceinture; de fragiles pétales parsèment sa robe noire.

— Monsieur saint François, dit-il pour s'excuser, aimait bien les fleurs.

Mais, malgré tout ce qui trompe la longueur du chemin, ce chemin commence à nous sembler à tous trois un peu interminable... Les premières lueurs s'allument, des réverbères louches clignotent et tout devient triste, anxieux, dans l'obscurité grandissante; le paysage semble avoir changé, et ce qui nous paraissait charmant nous devient inconnu, presque un peu hostile.

— Qu'est cela? dit Jamine. Voyez-vous? Regardez, mon abbé! Regarde, Juliette!

— Où? interroge l'abbé Flipon soudain moins las.

— Mais... tout près de l'eau.

En effet, à mesure que nous avançons plus vite, nous distinguons sur la berge un groupe qui nous paraît funèbre : une femme étendue et, près d'elle, deux ouvriers, un gardien de la paix.

Nous courons vers eux, le cœur serré, et nous entendons des sanglots très faibles, très tristes; une pauvre douce voix qui gémit :

— Il fallait me laisser... il fallait me laisser... demain, je n'aurai peut-être plus le courage...

— Mais, l'abbé, je connais cette voix!

Je m'élance, j'écarte les hommes étonnés, je m'agenouille près de la pauvre forme prostrée.

— Lariguette! Claire! que t'est-il arrivé?...

Mais, pour de bon, la voilà qui s'évanouit. Et c'est bien Claire.

Alors, les braves gens nous expliquent : elle allait se jeter dans la Seine. Ils passaient. Ils ont couru; ils l'ont retenue. C'est tout. Ce n'est pas long. C'est affreux.

Tout en mouillant son front avec de l'eau qu'on nous apporte, tout en tapant dans ses mains, en la ranimant de notre mieux, nous expliquons que nous la connaissons, que nous nous chargeons d'elle, que nous allons l'emmener.

Le brave sergent de ville s'offre à nous chercher une voiture; les ouvriers pressés, voyant qu'on n'a plus besoin d'eux, s'excusent, reprennent leur chemin.

Et Claire, ma pauvre petite Claire, a rouvert les yeux.

Ainsi, pendant qu'insouciantes, joyeuses, nous écoutions notre vieil ami exprimer la joie simple d'un beau jour, sous une treille au bord de l'eau, pendant que nos cœurs étaient clairs, sans soucis, sans craintes, à quelques pas de nous, parmi ces mêmes arbres, sous ce même ciel, au milieu de ces choses qui nous étaient accueillantes, riantes, douces, Claire suivait à son tour le chemin parcouru par nous dans la gaieté, et tout lui parlait d'horreur, de désespoir et de ténèbres!

— Lariguette! Ma petite chérie...

— Comment, mademoiselle Juliette; vous!

Ses yeux de nouveau chavirent; ce sont trop de secousses pour sa pauvre tête, trop d'inattendus pour son pauvre cœur qui voulait mourir.

— Ne parlez pas, chérie; je vous emmène; plus tard, vous nous direz tout... Mettez votre tête contre moi... Allez-vous mieux?...

— Dieu vous bénisse, ma pauvre chère enfant, dit simplement l'abbé Flipon.

Cependant, les ténèbres grandissent; maman va joliment s'inquiéter et la mère de Jamine! Celle-ci, un doigt sur ses lèvres, écoute :

— La voiture! Enfin!

Le bruit rassurant du moteur et des roues s'enfle, se rapproche, grandit, et quand l'auto avec ses lanternes brillantes apparaît, ronfle, stoppe, nous nous sentons délivrés d'une angoisse que nous ne nous avouions pas, mais que nous ressentions tous... De gentils mercis au sergent de ville, et en route!

— Au plus près; chez moi, ordonne l'abbé Flipon.

Et Jamine dit l'adresse.

Nous sommes serrés tous quatre les uns contre les autres; je baisse les vitres pour que l'air achève de ranimer Lariguette; elle soupire et pleure encore; ses larmes tombent sur mes mains; sans rien dire, je l'embrasse et sur mon épaule je la presse si tendrement.

— Nous arrivons, dit notre abbé. Pouvez-vous descendre, ma petite fille, ou voulez-vous que je vous porte?

— Merci, monsieur l'abbé! je vais bien mieux.

— Vite, — dit l'abbé à Prude accourue, effarée, — une bonne boule d'eau chaude et un lit blanc pour cette petite fille-là.

Pendant que Prude et Jamine se dépêchent de préparer le lit, l'abbé confectionne un grog bouillant et je reste auprès de Claire. Elle est retombée dans sa prostration, dans son mutisme; sa main presse ma main nerveusement.

— Tout est prêt, annonce Jamine, je vais à la poste téléphoner à maman et à ta mère qui doivent nous croire mortes...

Le bureau est si proche que je la laisse aller; j'aide Claire à se déshabiller; j'enlève ses souliers, ses bas, je la frictionne, je la couche.

Elle dit seulement :

— Oh! mademoiselle! mademoiselle Juliette!

Puis, quand elle est couchée, dorlotée, réchauffée, que l'abbé est revenu près de nous, elle s'assied soudain sur les oreillers et raconte d'une voix nette et calme :

— Monsieur l'abbé, mademoiselle, je ne suis pas digne de votre intérêt. J'avais un ami que j'aimais, je croyais qu'il m'épouserait. Il m'a quittée; je vais avoir un enfant. Ma tante m'a mise à la porte. Je sais bien que je n'ai besoin de personne pour gagner ma vie. Mais ma meilleure camarade vient de partir en Amérique, dans la mode... Personne pour m'encourager, m'écouter; je me suis sentie si seule, si seule... si abandonnée... j'ai voulu mourir...

Je pense : Quoi! ces choses arrivent! elles sont possibles!

— Mourir! dit l'abbé, et quand vous alliez avoir un petit enfant!

— Pour beaucoup, monsieur l'abbé, dans des conditions pareilles, c'est plus lourd encore à porter, parce qu'on est méprisée...

— Méprisée! et qui donc se croit le droit de vous mépriser, ma chère fille? Vous avez souffert; vous êtes mère et vous êtes malheureuse... Donc, plusieurs fois sacrée...

— Monsieur l'abbé...

Mais l'abbé détachait de la tenture de la chambre une image; une image qui, seule de tant d'anciens objets dispersés, restait, elle, toujours là...

Il la mit dans les mains de Claire et il sortit de la chambre. C'était une Sainte Vierge au front voilé, tenant un Jésus dans les bras...

— Oh ! mademoiselle Juliette, dit Claire faiblement.

Sa jeune tête roula sur mon épaule et de nouveau elle pleura.

— Ma chérie, dis-je tout bas, tu ne seras plus seule. Je réponds de maman. Tu habiteras chez nous. Je serai la marraine de ton gosse et nous t'aimerons tant que tu ne seras plus malheureuse.

Elle m'étreignit fortement; son joli visage redevint ce qu'il était autrefois, retroussé, rieur, mutin.

— Faut plus pleurer, murmura-t-elle, retrouvant son accent faubourien. Lariguette! c'est pas un nom pour avoir du chagrin...

Confiante, rassurée, elle mit ses bras autour de mon cou et soupira :

— Je vous ai toujours aimée.

Et je m'aperçois seulement que le lit où repose Lariguette est un délicieux et ridicule lit de damas azur, du même goût un peu trop galant que la bergère... Et je ne peux m'empêcher de rire au fond de moi en songeant qu'il vient probablement de chez la même « coquette » repentie.

On frappe à la porte un coup éperdu. C'est Prude, ahurie, son tablier dénoué.

— Monsieur l'abbé? Où est monsieur l'abbé?

— Il n'est plus là depuis un instant.

— Je le cherche partout! C'est que la chatte... la chatte blanche... elle fait ses petits sur le beau fauteuil bleu... Je l'avais bien dit... Je n'ose pas la déranger sans permission. Je serai grondée... Si c'est pas malheureux! Monsieur l'abbé? monsieur l'abbé?...

— Viens voir, crie de loin Jamine... Viens! Ils sont tout

blancs, avec une petite huppe noire au milieu du front ! De vrais amours ! des amours !

Du coup, Lariguette, oubliant toute angoisse, s'écrie à son tour :

— Oh ! qu'ils doivent être mignons ! Je voudrais les voir...

Dominant ces clameurs, je reconnais la voix de maman, car maman arrive en hâte, un manteau jeté sur sa robe d'intérieur, et l'abbé Flipon la guide à travers le jardin...

Les portes se referment...

Au bout d'un assez long instant où sans doute le cher abbé a tout expliqué à maman et a été mis lui-même au courant des aventures de sa chatte, j'entends qu'il prodigue des encouragemens à dame Moutte, d'une voix tendre et paternelle :

— Oui, ma belle... encore un... Allons ! prends courage... Ce sera le plus beau...

J'entre-bâille la porte à nouveau pour voir les chatons et peut-être la façon dont ils viennent au monde...

Je vois maman, les bras au ciel, qui s'écrie :

— Mais, mon pauvre abbé ! mon pauvre abbé ! est-ce là une journée pour des jeunes filles ?...

Sans cesser de caresser la chatte blanche, gisante sur les coussins bleus, l'abbé répond d'une voix douce :

— Mais, Marianne, je ne suis pour rien dans tout cela... pour rien du tout... N'y vois, mon enfant, que les desseins de la divine Providence.

XV

Lariguette, installée chez nous, s'occupe du linge et des robes. Elle a retrouvé son courage et presque sa belle humeur. Il est entendu qu'elle accepte notre hospitalité, et, cet été, celle de Jamine à la campagne, jusqu'après ses couches. Ensuite toutes nos mères se cotiseront pour « l'établir, » de façon qu'elle puisse travailler tout en gardant son enfant auprès d'elle. Elle rêve déjà aux robes de bal dont elle veut se créer une spécialité. Bien sûr, d'ici deux ans, on ne sera pas à la mode si l'on ne porte pas un modèle de chez Lariguette.

Pour commencer, elle n'a voulu laisser à personne l'honneur de me confectionner ma fameuse robe de bal. Je ne l'avais

pas encore commandée chez Pomadour. J'en ai donc confié le soin à Claire ; avec quelle tendresse elle manie les tulles, choisit les tons, essaie des effets de manches et d'écharpes, assortit des fleurs !

— Je vous veux, dit-elle, jolie comme une reine.

Et ma robe est terminée ; ma robe est un chef-d'œuvre et le bal a lieu demain.

*
* *

Demain...

Plus qu'une nuit à passer et une journée, avant l'heure féerique. Je n'ai jamais vu un vrai bal ; j'ai dansé dans quelques matinées, cet hiver, à des leçons de danse organisées en sauteries, à de petites soirées de charades et de musique.

Mais une fête ! une vraie fête ! une grande fête !... Jamais je n'ai vu cela. Vais-je m'amuser? Vais-je être heureuse? Ou bien cela sera-t-il manqué pour moi, comme un bal costumé de mon enfance? Je m'en étais promis une telle joie ! Et puis, lorsque j'y fus, le cœur battant sous mon corsage de Pierrette, je me disais seulement avec une mélancolie qui m'empêchait de m'amuser, irrémédiablement : « A quoi bon ! l'heure passe ; la journée avance ; cela va finir ; c'est presque fini... »

J'espère, à mon âge avancé, avoir assez de raison, pour savoir jouir du plaisir qui passe.

Me voici dans ma chambre ; maman m'a dit : « Surtout, dors bien.., pour être fraîche demain et aussi belle que possible.

Mais je ne peux pas dormir ! je ne peux pas. Le miroir me renvoie ma forme blanche, mes yeux brillans, mes cheveux défaits ; le miroir reflète aussi une forme rose soigneusement étalée sur deux fauteuils : ma robe !

Car je l'aime tellement, ma robe, ma robe de bal, que je n'ai pas voulu, cette nuit, me séparer d'elle. Il faut que nous nous connaissions afin que demain soir elle soit tout à fait mon amie et me pare encore mieux.

Elle est en tulle de deux tons de rose délicieusement enroulé sur un dessous de satin blanc nacré ; couleur de ces petits nuages qui se culbutent au ciel pendant les soirs d'été, elle ressemble aussi à ces premiers amandiers en fleur, si légers, si fins, si frais.

Par-ci par-là, quelques pavots roses la ponctuent du sombre imprévu de leur cœur noir, leur cœur qui rappelle mes cheveux obscurs; et c'est une trouvaille de Lariguette. Elle avait d'abord mis des roses pompons, puis des touffes d'aubépines; rien ne la contentait. Elle disait : « Ce n'est pas tout à fait vous... » Puis, ravie des jolis pavots, elle affirmait joyeuse :

— En voilà qui n'endormiront personne...

Elle rêve, ma robe rose; par instant, elle tressaille sous le vent faible qui respire ce soir; ma robe rose n'est pas encore tout à fait vivante, mais se sent prête à exister, à plaire, à mourir. Bonsoir, ma robe rose! Bonsoir; dormez bien; voulez-vous? dormez pour que nous soyons belles.

Chère robe, dans vos plis d'aurore que m'apportez-vous? A jamais dorénavant, vous voilà liée à moi-même, à mes joies présentes, à mes souvenirs futurs; ce que je vais goûter, ce que je vais connaître, portera vos couleurs pour toute ma vie.

Je suis émue, vous savez...

Je dépose un petit baiser sur une manche, bien légèrement.

Mes bas roses sont pliés, l'air sage, et les étroits souliers de satin assorti ont des talons d'une impatience et des bouts d'un curieux! Où irons-nous? semblent-ils me dire, vers qui marcherons-nous? vers quoi courrons-nous?

Bonsoir, souliers; bonsoir, petite robe; et venez à mon secours, pavots au cœur noir, car je ne peux dormir...

***

Je ne peux pas dormir, décidément, et j'aurai les yeux battus, je serai laide. Mes lumières sont bien éteintes, mais par la fenêtre ouverte, les volets que toujours j'écarte, car j'aime, en dormant, me sentir au sein de l'ombre naturelle, entre sur un rayon de nuit une odeur de jasmin.

C'est que c'est juin, tout parfumé, tout alourdi de fleurs, tout tiède, le premier mois de l'été, la jeunesse de la belle saison.

Comme il sent bon, ce petit jasmin! Et pourtant il est si grêle; il grimpe agilement à ma fenêtre; on dirait une échelle verte pour un Roméo.

Roméo ce soir, c'est le parfum...

Chaque fleur en bouton est comme un étroit flacon de jade

rempli d'essence, que la corolle charnue, en s'épanouissant, va renverser.

Je ne peux rester au lit ; je vais à la fenêtre. Oh ! comme il fait doux ! Tout est en velours et il y a des étoiles... des étoiles pointues comme les fleurs du jasmin blanc.

Un doux susurrement nocturne... un frémissement de feuillage... le silence... au loin l'aboiement d'un chien... On se croirait très loin, très loin... à la campagne...

Je m'appuie au rebord de la fenêtre. Il fait si bon... le sommeil va venir, je crois. Le doux parfum s'exalte et vers moi monte, et il me semble que sur ma bouche entr'ouverte la nuit de juin, la grande nuit de juin pose un furtif, un obscur baiser plein de promesses et d'aromes.

. . . .

Et je m'endors heureuse... heureuse... heureuse, le cœur plein d'amour pour la nuit de juin.

*
* *

Ah ! savez-vous comment je me suis réveillée ?

J'entendais pépier, chanter, gazouiller dans mes rêves ; certes je perçois toujours dans un demi-sommeil, à l'aube, le réveil jaseur et limpide de tous les oiseaux du jardin. Mais, cette fois-ci, c'était plus proche, plus menu, plus impérieux : un impertinent moineau était entré dans ma chambre.

Quand j'ouvris les yeux, je le vis qui se faisait des grâces devant le miroir de la cheminée ; puis, ouvrant ses courtes ailes, il vint au pied de mon lit se poser, remuant sa petite tête et me regardant de ses yeux brillans : « Cuic cuic... » Il semblait absolument me dire, tant il était drôle : « Bonjour, ma vieille... tu ne t'attendais pas à celle-là... »

« Cuic cuic... » il repart et volète ; ne t'en va pas, coquin de moineau ! Attends le petit déjeuner, je te donnerai des miettes... Mais...

Je saute de mon lit et je vais vite examiner ma belle robe rose ! Pourvu que ce petit visiteur n'y ait rien déposé d'incongru ! Non. Tout est bien, tout est parfait, tout est charmant ; il fait beau ; les fleurs du jardin semblent heureuses ; mon miroir est rempli de jour ; l'ami moineau est un porteur de joyeuses nouvelles... et je me sens tout d'un coup si gaie que, en chemise,

je tourne et je danse en chantant comme une folle : Tralalala la... Trala lala la...

. . . .

XVI

Que je voudrais pouvoir raconter ce premier bal à ma chère bonne-maman, car il me semble que je ne saurai jamais me le raconter à moi-même.

N'a-t-il duré qu'un bref instant? ou toute une éternité lumineuse? Je ne sais plus.

Nous sommes arrivées, maman et moi, de bonne heure; mes amies aussi; maman portait la plus délicieuse robe noire et qui contrastait fort bien avec ma robe rose. Jamine en blanc, Ninon et Ninette en bleu, Perrette en cerise, Angèle en jaune très pâle, toutes, elles étaient charmantes et leurs robes les habillaient à ravir.

Ces immenses salons démeublés, étincelans de lumière, agrandis de hauts miroirs, embaumés de gros bouquets, ouvraient les perspectives ignorées d'un pays encore inconnu: contrée où l'on attend la joie.

Où sont les bonheurs sans nombre? les époux? les tendres amis? les rois? les reines? les fées? les enchanteurs? N'est-ce pas eux que l'on attend? Quand vont-ils venir? Seront-ils bientôt là? Quelle singulière chose que les arrivans soient tout simplement des « gens du monde, » des gens de tous les jours et de tous les soirs, des gens n'ayant en somme, pour la plupart, aucun intérêt.. Il me faut des présences merveilleuses dans ce décor inhabituel.

D'abord je me suis amusée, car avant l'affluence et le brouhaha, dans cette demi-solitude étincelante, mes amies et moi nous avons retouvé nos flirts, nos danseurs, et nous avons dansé tout à notre aise dans ces vastes pièces aérées et au son d'un orchestre excellent.

Mais je n'aime pas beaucoup la danse, excepté avec Jimmy parce qu'il danse très bien, connaît ma façon de danser et que j'ai confiance dans ses mouvemens; je me laisse conduire. Avec les autres je me raidis; ils m'agacent; et je danse mal.

Cher Jimmy! comme il a aimé ma robe. Pourquoi, — ceci

en passant, — les femmes sont-elles si touchées quand on aime leurs robes ?

Donc j'ai commencé par m'amuser, mais peu à peu la nouveauté de cet agrément s'effeuilla et, au lieu de me sentir grisée par les complimens, le succès, le plaisir, soudain une grande détresse s'abattit sur mon cœur comme un bel oiseau aux ailes brisées.

Une foule nombreuse remplit maintenant les salons chauds, trop lumineux; ah ! pas un coin d'ombre; pas un aspect de grâce et de mystère; un éblouissement implacable, des femmes trop parées, des parfums puissans, des bouquets lourds construits par des mains de fleuriste, un buffet somptueux, des sucreries échafaudées et des boissons servies par des laquais si massifs; une richesse implacable, écrasante, au milieu de laquelle chacun s'évalue réciproquement et la musique même, cette enchanteresse, trop proche, trop vibrante, trop stridente, déchire et fatigue sans charmer.

Et les êtres, parmi cette atmosphère crue, violente et sans ombres, les êtres, les hommes et les femmes, les jeunes gens et les jeunes filles, comme ils apparaissent secrets, apprêtés, armés de ce qui les pare, dissimulés, différens de leur vérité profonde, énigmatiques, mystérieux !

Ils me font peur.

Tous les yeux cherchent une chose fuyante et qu'ils ne peuvent apercevoir; le grand tournoiement de tous ces vertiges de danse essaie de trouver un chemin... vers où ? vers quoi ? sans y parvenir jamais.

Et je ne sais pourquoi, comme dans mon enfance, je songe violemment à la mort. Et j'ai envie de crier au milieu de cette fête, que nous sommes tous réunis là, nous les vivans d'une heure, pour tâcher d'oublier que nous devons mourir.

Jimmy se plaint de mon silence et de mes yeux sombres; il me dit des choses tendres et précises que je n'écoute pas. Je songe aussi à d'autres petites choses; par exemple que M. et Mme de Léris, qui vont se séparer un jour, bientôt, ont l'air des meilleurs amis du monde; que le père de Jimmy et de Perrette danse avec une jeunesse inouïe; que Perrette ne quitte pas l'aviateur Gavarrez, fort beau du reste; que nos jeunes mamans sont souvent plus belles, plus séduisantes, plus attirantes que leurs filles et qu'on leur fait beaucoup la cour... et qu'elles

dansent... Mme de Kervenargan, la mère de Jamine, qui n'est plus jeune du tout, elle, est une des seules mamans à cheveux blancs, avec une toilette grave, un air indulgent aux autres, indifférent à elle-même.

Dans mon cœur, subitement, un autre courant passe, emporte mes pensées. Hier, dans l'attente de ce soir, fut ma vraie gaieté, mon vrai plaisir. Mais je viens de comprendre tout à coup l'attrait irrésistible et poignant d'une fête : il y circule des promesses de bonheur; et nous y venons, comme on travaille dans une mine à la recherche du diamant, pour tenter de les découvrir et de nous en emparer.

Nous y venons à la rencontre des choses inconnues. Dans chaque bal le destin, certainement, invite à danser l'un ou l'une ou l'autre... Ce n'est pas le tour de tous... Mais si l'on était celui ou celle-là...

C'est pourquoi le bal masqué doit être le bal type, le bal véritable, celui où se glissent le mieux, sous le masque, la chance, le hasard, le sort : peut-être l'amour.

Voilà que j'ai dit le mot qui tourbillonnait en moi-même au gré des rythmes divers, des valses compliquées, des « too step » onduleux, des tangos houleux et mélancoliques, des danses bizarres...

Tout à l'heure un squelette givré me semblait prolonger les stalactites des lustres. A présent, saisie d'une langueur brusque, je cherche involontairement, dans les yeux de ceux qui passent, le regard de l'amour.

Mais je suis auprès de Jimmy qui m'aime et peu à peu cela me devient gênant, insupportable.

— Jimmy, il faut que vous soyez gentil et que vous dansiez avec Jamine; elle manque un peu d'entrain ce soir. Tout à l'heure, elle m'a confié : « Je pense que je ne suis pas assez vieille pour m'amuser au bal... »

— En revanche, Angèle danse d'un air fort passionné: la frivole Ninette ne se divertit pas moitié autant que la raisonnable Ninon; quant à Perrette, elle semble vouloir battre un record.

— Allez vers Jamine.

— J'y vais pour vous plaire, bien que je l'aime beaucoup. Cela m'ennuie de vous quitter même un instant. A tout à l'heure...

A regret il s'éloigne, et furtive pour qu'il ne me voie pas, pour que maman non plus ne s'élance pas en me criant : « Tu vas attraper froid..., » je me glisse de groupe en groupe, de porte en porte, de galerie en galerie, jusqu'au jardin.

On l'avait oublié ce jardin, malgré les lampions de couleur qui se balancent dans ses arbres. Mais, heureusement, la plupart de ces lanternes sont éteintes par un petit vent capricieux. O charme, ô paix de la nuit! Calmes délices de l'ombre! C'est un jardin sans fleurs, très parisien : de grands marronniers, une pelouse carrée; une vasque d'eau, seule entourée de roses trémières; des allées de gravier; des bancs de pierre. Sur l'un d'eux, heureuse de la solitude et des demi-ténèbres, je m'assieds.

Enfin! je me retrouve moi-même; je ne suis plus cette fantasmagorie qui portait mon visage, mon nom, ma robe. Mon cœur s'apaise; mon front se rafraîchit; d'ici, les fenêtres illuminées donnent à la demeure en fête l'aspect d'un palais de songe; il suffit d'un peu de nuit et d'éloignement pour que les choses trop réelles s'embellissent de cette poésie mélancolique sans laquelle rien ne plaît, même à ma gaieté.

La musique assourdie retrouve sa magie et sa mélancolie mystérieuse. Je suis bien, je sens que je dois être là; et seule, éloignée du bruit et de la griserie du bal, je commence seulement à en sentir tout l'attrait et la multiple ivresse.

Mais quelqu'un vient! Ah! ce n'est pas de chance! Je vais être obligée de parler si je le connais! Et je le connais certainement, puisqu'il vient à moi.

— Enfin! je vous retrouve, Juliette...

Il s'assied près de moi sans embarras; il me tend la main; je vois, je reconnais son visage bien que je ne l'aie vu qu'un matin dans un jardin clair.

Comment n'étais-je pas sûre de le revoir un jour? Cela devait arriver, tôt ou tard, inexorablement. N'en étais-je pas sûre?

C'est Lui! et c'est tout simple. Ma beauté, ma joie, mes indécisions de ce soir, tristesse et excitation, mon attente, mon repos, mon rêve et, depuis un instant, ma certitude prennent un sens, ont une raison toute naturelle. C'est Lui; en somme je l'attendais.

— Vous ne semblez pas très satisfaite de me revoir, petite veuve en rose. Ah! j'en ai connu des jeunes filles! j'en ai parcouru des bals plus ou moins blancs, des fêtes plus ou moins

« chic! » Vraiment vous n'êtes pas très mondaine. Je vous ai bien cherchée, mon enfant, et je me suis bien souvent traité d'imbécile pour ne vous avoir pas suivie, — c'eût été plus simple! — jusqu'à votre porte, ce matin d'avril où vous étiez tellement jolie... mais pas encore autant que ce soir...

Alors comme ses yeux implorent une parole, je ne trouve à lui dire qu'un mensonge :

— Savez-vous que je vous avais déjà presque oublié...

— Vous m'avez oublié, petite Ève? Vous avez oublié ce jardin matinal et solitaire, où nous nous rencontrions tout à coup, comme le premier homme et la première femme, dans le paradis du premier printemps? Eh bien, moi, je n'ai pas oublié, et tour à tour, je me réjouissais de savoir votre nom, ou bien je m'en blâmais; Juliette, nom charmant; mais qu'importe, puisque vous étiez pour moi la jeunesse, et peut-être...

Il n'acheva pas et je rougis.

Il reprit :

— Est-ce bien moi, ce soir, tout auprès de vous, dans l'ombre? Je vous regardais depuis si longtemps; vous ne quittiez pas ce grand jeune homme dont je me sentais devenir jaloux. Et puis tout à coup vous l'avez renvoyé, et vous vous êtes levée d'un petit air mystérieux; de loin je vous ai suivie;... et... me voilà.

Comme c'est étrange! il me semble que je le connais depuis toujours; que je l'ai connu enfant.

— Je voulais me faire présenter à vous, mais vous fuyiez, vous sembliez me fuir de salle en salle... alors je me présente tout seul. Bonsoir, Juliette aux yeux doux.

Je me sens redevenir gaie, malgré mon alanguissement, ma surprise...

— Eh bien! tout réfléchi, — et je lui ris au nez dans la nuit, — je suis contente de vous voir. Mais ne me trouvez-vous pas très vieille depuis ces deux mois passés... presque trois mois... un siècle!

— Je vous trouve... en somme je ne sais pas comment je vous trouve. Je vous ai trouvée; c'est l'essentiel. Juliette, je ne vous quitte plus.

— Mais quelle idée avez-vous eue de me chercher ainsi, monsieur? Et je prends un petit air flatté qui voudrait être négligent.

— Parce que vous avez... voyons, comment vous expliquer? Il y a une expression stupide : le coup de foudre; ce n'est pas cela tout à fait, mais cette expression, ces mots vous aideront à comprendre ce que je veux dire : vous avez été le brusque éclair qui, tout d'un coup a précisé en moi des choses nouvelles... Je souffrais encore d'un grand chagrin pourtant passé; je n'aimais plus la vie; et voilà qu'à votre lueur j'ai plongé jusqu'au fond des espérances inconnues. Comprenez-vous, petite fille? J'étais las de ce que je croyais être. A partir de ce matin où je vous vis, je me suis senti un autre; un autre que je préfère. Je ne me suis dit tout cela « qu'après; » mais d'abord, en un instant, je l'ai senti sans le comprendre. Vous avez illuminé mon âme... Alors, éperdument, j'ai marché vers mon flambeau...

Il se tait; je rêve; il rêve. Que l'air noir est ami, comme le vent est doux! Avec ce doux vent tout autour de nous joue et rôde je ne sais quoi de délicieux.

Légèrement, j'ai posé ma main sur la main qu'une fois encore on me tendait.

— Comment puis-je, ai-je dit en hésitant, être ainsi capable de ce que vous m'expliquez? Ainsi, il y a en moi une lumière qui, à mon insu, resplendit sur les autres âmes? Il y a en moi des forces que je ne connais point et que les autres subissent... Cela me plaît et me fait peur.

— Enfant charmante! Que de fois je me suis redit tous les mots de notre si court entretien, remémoré toutes vos attitudes, tous vos petits airs de candeur hardie, tous vos gestes! Ah! Juliette, j'ai tellement pensé à vous que vous devez bien me connaître... Juliette retrouvée, il faut me permettre de rester là. Mais dites un peu, qu'est-ce que vous faites dans la vie?

— Moi? Je suis une jeune fille en rose très frivole et très enfantine; aussi m'a-t-on menée au bal pour m'y forcer à réfléchir, ainsi qu'un Père du désert, à la mort, à la vanité des apparences qui passent.

— Vrai? vous pensiez à cela sur ce banc? C'est donc un vieux philosophe que j'ai rencontré sans le savoir au Pré-Catelan?

— Non. Sur ce banc, je songeais à l'amour.

— Vous l'attendiez?...

— Oh! non, monsieur, pas du tout! Je suis trop bien élevée;

et puis je n'aime pas attendre. Mais vous, dans cette même vie... qui êtes-vous ?

— J'ai fait de l'aviation autrefois, avec Gavarrez, qui m'a présenté ici ce soir et qui, entre parenthèses, m'a l'air près de partir pour le septième ciel avec cette gentille Américaine. Ensuite, j'écris des livres et je chasse des grosses bêtes.

— Vous n'êtes pas poli, monsieur le chasseur, de me dire cela après m'avoir tant poursuivie.

— Je vous ai poursuivie comme une sournoise petite biche... Mais, d'habitude, je ne chasse que les sangliers dans les vieilles forêts de mon vieux pays.

— Connaissez-vous la Biche au bois?

— Je crois bien... mais restez ce que vous êtes, petite biche! Ne vous transformez pas..., je vous en supplie à genoux.

— Pour que je me transforme, il faudrait que par vous je sois blessée, comme dans le conte. Mais, dites-moi : aimez-vous les livres de bonne-maman, puisque vous écrivez des livres?

— C'est ce qu'on appelle une « colle... » Mademoiselle Juliette du Pré-Catelan, puis-je savoir d'abord comment se nomme Madame votre grand'mère?...

— Eh bien! monsieur le chasseur de sangliers et de biches, puisqu'il nous faut savoir nos noms, puisque nous ne pouvons pas rester inconnus l'un à l'autre, puisque nous ne sommes plus Adam et Ève, rentrons dans l'évidence et dans les salons hideux de lumière... Dites-moi vite comment l'on vous appelle et venez, je vous prie, que je vous présente à maman.

. . . .

GÉRARD D'HOUVILLE.

(La troisième partie au prochain numéro.)

LES SOCIALISTES ALLEMANDS

L'INTERNATIONALE ET LA GUERRE

L'un des caractères les plus frappans de la guerre actuelle c'est le rôle qu'y jouent les classes ouvrières organisées et leurs représentans. Des ministres socialistes et travaillistes siègent au gouvernement en Belgique, en France, en Angleterre, tandis qu'en Allemagne les socialdémocrates, sans revêtir aucun caractère officiel, se sont faits les missionnaires secrets de l'impérialisme auprès des neutres. Vanité des résolutions humaines! les socialistes aspiraient à exercer une action toute contraire : ils se flattaient d'être assez forts et assez unis pour empêcher la guerre d'éclater, et ils se trouvent maintenant engagés consentans dans les hostilités, en conflit violent les uns avec les autres. Le fait dément l'idée, la conduite réfute le dogme. Soumettre à la pierre de touche de la réalité les doctrines si répandues de l'Internationalisme ouvrier, tel est le but de cette étude.

I

Du 23 au 29 août 1914 devait se réunir à Vienne le Xe Congrès de l'Internationale depuis sa reconstitution en 1889. Les délégués du monde entier se proposaient d'y célébrer le cinquantième anniversaire de cette association mondiale, fondée à Londres le 28 septembre 1864 sous les auspices de Karl Marx : elle ne vise à rien moins qu'à établir, sur les ruines de la société capitaliste et militariste, l'égalité politique et sociale de tous les hommes et la fédération pacifique de tous les peuples.

Infime société secrète vers 1848, puis, à la fin de sa première phase, de 1864 à 1873, composée de cadres sans troupes nombreuses et sans finances, elle compte aujourd'hui, dans ses diverses sections de Yokohama à San Francisco, de Buenos Ayres à Petrograd, plus de trois millions de membres affiliés, disposant de près de neuf millions d'électeurs et de quatre cents députés dans les divers Parlemens. Aux partis politiques se rattachent des syndicats riches et puissans dont la fédération internationale englobe cinq millions de membres. Les Allemands apportent à l'Internationale le plus fort contingent : la socialdémocratie a longtemps fourni à ses filiales, dans les autres pays, des subsides, des formules, une direction, une tactique. Tant qu'il a vécu, Marx eût pu dire : « l'Internationale, c'est moi ! »

Karl Marx a prétendu substituer au socialisme idéaliste et humanitaire des Français de 1848, un socialisme scientifique et réaliste fondé sur l'observation des faits. D'après sa *Conception matérialiste de l'histoire*, que l'on pourrait définir une sorte de Darwinisme appliqué aux sociétés humaines, tout le drame de l'histoire se concentre dans une lutte incessante, tantôt ouverte et tantôt cachée, entre possédans et non-possédans, oppresseurs et opprimés, pour la conquête des biens matériels et de leurs moyens de production. Si les formes de cette lutte varient, le but reste le même : *Eadem sed aliter*.

La société contemporaine, industrielle et capitaliste, née de la découverte de la vapeur, crée le sentiment international chez les prolétaires déracinés, enrégimentés dans les vastes usines. Ils prennent conscience du prétendu appauvrissement et de l'espèce de servage auxquels les condamne la concentration capitaliste, sous tous les régimes, monarchistes ou républicains. La communauté de leurs intérêts de classe, toujours en souffrance, les unit et les enchaîne comme un anneau de fer, en face d'un ennemi commun, la bourgeoisie capitaliste, conçue elle aussi comme un bloc. Contre elle, dans tous les pays, sous toutes les latitudes, la classe prolétarienne doit lutter sans relâche, jusqu'à ce qu'elle puisse substituer la propriété collective à la propriété privée, source de toutes les inégalités, de toutes les guerres, de tous les maux qui affligent les sociétés.

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous par-dessus les frontières dans une grande alliance fraternelle, combattez vos

oppresseurs, substituez la lutte de classe aux guerres entre les nations, » c'est là le cri de ralliement inscrit en lettres flamboyantes sur le rouge drapeau de l'Internationale.

L'internationalisme forme donc le caractère essentiel de ce mouvement émancipateur du prolétariat. Dans le célèbre *Manifeste communiste* de 1847, devenu la grande Charte du monde ouvrier, Marx et Engels écrivaient : *Le prolétaire n'a point de patrie*, en ce sens qu'il doit considérer comme son ennemi l'État politique, officiel et guerrier, avec sa souveraineté, ses lois, son armée, sa légitimité, au service des ambitions d'une dynastie et d'une bourgeoisie insatiable, l'État issu de la conquête et visant à conquérir, à asservir les autres peuples. — Mais, sous un autre aspect, l'internationalisme n'est pas anti-national : les socialistes distinguent la nation, création artificielle de la politique et des traités, et la nationalité naturelle de langue, de race, de culture. Ils protestent contre l'oppression des nationalités ainsi conçues (par exemple la Pologne, la Finlande, l'Arménie). Quand ils disposeront du pouvoir, les prolétaires se constitueront en nations libres et autonomes. En même temps que l'antagonisme des classes disparaîtra celui des États; avec l'exploitation de l'homme par l'homme, cessera l'exploitation d'un peuple par un autre peuple. Les Républiques socialistes, fédérées entre elles, apporteront au monde les bienfaits de la paix. Les socialistes admettent qu'aucune de ces républiques ne sera plus ardente, plus avide des biens de la terre, plus peuplée que sa voisine. Afin d'atteindre ce résultat, il s'agirait de régler la natalité, tâche encore plus ardue que de fixer la production.

Jusqu'à ce que les internationalistes aient réussi à pacifier la société future, dans la présente, le militarisme et la guerre opposent le pire obstacle à la délivrance des prolétaires. Le militarisme écrase le travailleur, le budget des armemens absorbe les sommes énormes qui pourraient être ajoutées à son bien-être, et sur lui repose le plus lourd fardeau des guerres qui font s'entre-tuer les prolétaires au profit des États capitalistes, en quête concurrente des débouchés et des territoires. Tenter de faire obstacle à la guerre est donc par excellence un acte anti-capitaliste et anti-gouvernemental. L'action concordante et concertée contre la guerre est l'œuvre essentielle de l'Internationale.

Dans l'adresse inaugurale de sa fondation rédigée par Karl

Marx, les prolétaires sont incités à surveiller très étroitement l'action diplomatique de leurs gouvernemens : « Si l'affranchissement des travailleurs demande, pour être assuré, leur concours fraternel, comment peuvent-ils remplir cette grande mission si une politique étrangère, mue par de criminels desseins et mettant en jeu les préjugés nationaux, répand, dans des guerres de pirates, le sang et l'argent du peuple? »

En attendant qu'ils puissent empêcher les guerres, les prolétaires sont obligés de les subir, d'y participer. Cette participation devient un devoir s'il s'agit d'une guerre défensive. Toutes les classes ont le même intérêt pressant à défendre leur pays contre la dévastation et le joug de l'étranger. Les socialistes estiment que le meilleur moyen d'assurer cette défense consiste dans la substitution aux armées permanentes des milices nationales, qui effacent toute distinction entre citoyens et soldats, arment le peuple et désarment ses maîtres, protègent à la fois le territoire et les libertés publiques, les mettent à l'abri d'une invasion et d'un coup d'État. (Vaillant.)

Quant aux guerres offensives, les socialistes les condamnent en principe. Mais les Pères de l'Église internationale, Marx et Engels n'avaient que raillerie pour le pacifisme : ils font appel à la force « accoucheuse des sociétés. » Les guerres du XIXe siècle ont eu pour conséquence de grands changemens politiques dans un sens favorable au progrès de la démocratie; comment Marx et Engels n'eussent-ils pas approuvé celles qu'ils jugeaient utiles à la Révolution future?

Lassalle et Marx, les deux fondateurs du parti socialiste allemand, longtemps séparé en deux sectes rivales, différaient toutefois sur cette question si importante. Ardent apôtre du socialisme d'État et de l'hégémonie prussienne, en étroite affinité avec Bismarck, qui l'appréciait fort, Lassalle regardait l'Autriche comme la principale ennemie : il écrivait en 1859 que la Prusse devait déclarer la guerre au Danemark et annexer le Schleswig-Holstein. Il était tué en duel en 1864. La même année, au meeting de Londres où les ouvriers français et anglais jetaient les bases de l'Internationale, Marx prêchait la croisade contre la Russie tsariste. Il dénonçait « cette puissance barbare dont la tête est à Pétersbourg et la main dans tous les Cabinets de l'Europe, » comme le danger le plus menaçant pour la démocratie sociale. Seule l'assistance du Tsar permettait à l'abomi-

nable gouvernement des Junkers de se maintenir. Les social-démocrates allemands sont toujours demeurés fidèles à cette haine contre les Moscovites, méprisés à titre de race inférieure, et ils se sont étudiés à la répandre dans les partis socialistes des autres pays.

Lassalle jugeait qu'une guerre offensive dirigée contre la France, même sous le régime de Bonaparte, serait un malheur pour la civilisation. Marx, au contraire, lorsque éclata la guerre de 1870, écrivait le 20 juillet à Engels : « Les Français ont besoin d'être rossés. » Il s'applaudissait de cette guerre parce qu'elle achèverait l'unité de l'Allemagne, et la centralisation de l'État aurait pour conséquence celle du prolétariat. Par la doctrine et l'organisation, la classe ouvrière allemande se montrait bien supérieure aux Français, et sa prédominance dans l'Internationale prouverait la supériorité de la théorie marxiste sur la pensée confuse de Proudhon.

Au Reichstag de l'Allemagne du Nord, les deux députés marxistes Bebel et Liebknecht s'abstenaient de voter les crédits de guerre. Ils n'allèrent pas jusqu'à les refuser, car c'eût été justifier « l'agression criminelle de Bonaparte, » tandis que les lassalliens, Schweitzer et Hasenclever, accusés par les marxistes de « paroxysme national, » avaient approuvé guerre et crédits. Mais la chute de l'Empire, après Sedan, mettait à peu près d'accord les deux clans socialistes. Bebel et Liebknecht saluaient avec joie la jeune République française et demandaient pour le peuple français une paix honorable, une paix sans annexion. Ils prédisaient, avec Marx et Engels, que l'incorporation à l'Allemagne de l'Alsace-Lorraine amènerait fatalement l'alliance de la France et de la Russie. Ils expièrent par deux années de forteresse leur protestation courageuse.

Grâce à cette attitude, l'union entre socialistes allemands et français n'était pas troublée par la guerre. La Commune achevait de la cimenter. Du fond de son exil de Londres, Marx saluait en elle l'ébauche d'une dictature terroriste de la classe prolétarienne.

Mais la première Internationale ne pouvait survivre à la guerre et à la réaction provoquée par la Commune. La rivalité de Marx et de Bakounine en présageait la fin. Dans ses *Lettres à un Français*, Bakounine stigmatisait le pire ennemi de la démocratie, l'Empire allemand : il opposait le socialisme

libertaire et fédératif au socialisme teutonique, centralisateur et caporalisé, tandis que Marx prétendait démasquer Bakounine, agent du panslavisme.

Ce ne fut que dix-huit ans après, au Congrès de Paris, en 1889, que la seconde Internationale parvint à se reconstituer. A son deuxième Congrès de Bruxelles, en 1891, l'action contre la guerre était mise à l'ordre du jour. Cette même année, Engels, l'Éminence grise de Karl Marx, écrivait de Londres : « Dans l'intérêt de la Révolution européenne, il est nécessaire pour les socialistes allemands de combattre de toutes leurs forces la Russie et ses alliés, quels qu'ils soient. Si la République française se mettait au service de S. M. le Tsar, les socialistes allemands devraient la combattre avec passion, et ils le feraient. En face de l'Empire allemand, la République française peut représenter la Révolution bourgeoise. Mais en face de la République d'un Constans, d'un Rouvier et même d'un Clemenceau, particulièrement en face de la République au service du tsar russe, le socialisme allemand représente absolument la Révolution prolétarienne. » Engels prophétisait à rebours : le socialisme allemand devait s'enchaîner, dans la prochaine guerre, à l'impérialisme capitaliste.

Grâce à la majorité dont ils disposaient dans l'Internationale, les Allemands, au Congrès de Paris, en 1900, et à celui d'Amsterdam, en 1904, imposaient aux socialistes français, en voie de se rallier à la République radicale, comme le prouvait le *cas Millerand*, une attitude de guerre vis-à-vis de la démocratie bourgeoise. Mais la paix internationale devait être fortifiée par l'engagement imposé aux élus du parti, dans tous les Parlemens, de voter contre toute dépense militaire, contre tout accroissement de la flotte. En manière de protestation contre la guerre russo-japonaise, on vit les délégués socialistes des deux pays belligérans, Plekhanow et Katayama, se tendre la main à la tribune : leur geste théâtral soulevait des applaudissemens frénétiques.

La question des obstacles à opposer à la guerre menaçante excitait au plus haut point l'antagonisme entre Français et Allemands au Congrès de Stuttgart, en 1907. Hervé, antipatriote outrancier à cette date, Vaillant, Jaurès, impatientés de s'entendre toujours jeter à la tête, dans leur lutte contre le militarisme national, le patriotisme teuton, voulaient obtenir des

Allemands l'engagement ferme et précis de tenter une grève insurrectionnelle au moment d'une mobilisation. La discussion, des plus orageuses, dut avoir lieu à huis clos. Appuyés par les guesdistes, les Allemands rallièrent le Congrès à une vague formule, d'après laquelle « les ouvriers des pays concernés et leurs représentans devront faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre d'éclater, selon l'acuité du combat de classe et d'après la situation politique générale. »

« Si cependant la guerre était déchaînée, ils devraient tenter d'en hâter la fin et mettre toute leur ardeur à se servir de la crise politique et économique déterminée par la guerre pour se délivrer de la domination capitaliste. »

Le Congrès de Copenhague (1910) précisait la résolution de Stuttgart. Le bureau socialiste international, dont le siège est à Bruxelles, et qui représente, dans l'intervalle des Congrès, le pouvoir exécutif permanent de l'Internationale, était chargé, en cas de menaces de guerre, de convoquer les délégués de ses sections et de concerter une action commune. Le Congrès ajournait en même temps aux calendes grecques une nouvelle proposition de Keir Hardie et de Vaillant qui, au lieu d'une grève généralisée, proposaient l'arrêt de travail dans les arsenaux et les industries indispensables à la guerre.

Les socialistes français saluaient la victoire électorale des socialistes allemands, en 1912, comme le gage d'une paix assurée, cela bien à tort, car les quatre millions de voix qu'ils venaient d'acquérir les obligeraient à tenir de plus en plus compte du sentiment national. Cependant, Scheidemann, vice-président du Reichstag, accourait à Paris célébrer ce triomphe avec les camarades français. Il s'écriait à la salle Wagram : « Il n'est plus possible de tenter une aventure guerrière entre Allemands et Français; la guerre ne peut plus éclater, elle n'éclatera jamais ! »

La crise balkanique déterminait les socialistes à se réunir à Bâle, en novembre 1912. L'antagonisme entre l'Allemagne d'un côté, la France et l'Angleterre de l'autre, compromettait au plus haut point la sécurité de l'Europe. Par ses élus dans les parlemens, l'Internationale devait exiger un accord entre la France, l'Allemagne et l'Angleterre qui réduirait les armemens et ébranlerait la puissance du tsarisme : cette alliance rendrait impossible une attaque de l'Autriche-Hongrie contre la Serbie.

Sous les voûtes de la cathédrale de Bâle, du haut de la chaire sacrée, Jaurès, au nom de l'Internationale et de la France, déclarait la paix à l'Europe. Mais les cloches pacificatrices de Bâle sonnaient plutôt comme un tocsin aux oreilles des socialistes attentifs et observateurs. A la fin de 1912, M. Andler, dans deux articles publiés par *l'Action nationale*, notait ses impressions d'un voyage en Allemagne. Le ton des journaux du parti, lors du coup d'Agadir et pendant les négociations marocaines, l'avait vivement frappé. Une revue, les *Sozialistische Monatshefte*, des brochures et des livres prouvaient quel écho le pangermanisme rencontrait dans la socialdémocratie. Les citations les plus probantes révélaient un nouvel esprit, celui « d'un socialisme d'affaires, militariste et colonial, teutomane et détrousseur. » Les classes ouvrières étaient représentées comme solidaires du capitalisme, solidaires de la politique d'armemens, défensive en principe, offensive, s'il le faut. Les ouvriers étaient intéressés à la victoire de l'Empire, au maintien de la dynastie régnante. Bebel n'avait-il pas dit : « L'Empereur est au-dessus des partis. »

M. Andler constatait la force de ce courant néo-lassallien dans la jeune génération, sans qu'il fût possible d'établir la ligne de démarcation entre ceux qui adhéraient à ces idées et ceux qui restaient fidèles aux principes du marxisme international. Il s'attirait de la part de Bebel le plus violent démenti. Mais les socialdémocrates donnaient à ses articles une première confirmation, en votant, le 3 juillet 1913, l'impôt extraordinaire sur la richesse, destiné à renforcer considérablement l'armée allemande ; ils justifiaient leur vote par des raisons spécieuses. Quel avertissement plus péremptoire pouvaient-ils donner aux socialistes français ?

Ceux-ci n'ignoraient pas la gravité du danger créé par la situation européenne. Mais Jaurès, plein de confiance optimiste, pensait que chaque jour écoulé consolidait la paix. Lui et ses amis se flattaient d'y travailler en combattant avec acharnement la loi de trois ans, en proposant d'y substituer les milices purement défensives qu'Engels jugeait impuissantes en face de l'armée de métier. Dans l'intérêt suprême de la paix, Jaurès et M. Sembat exigeaient la dénonciation de l'alliance russe, l'abandon de l'idée de revanche, le renoncement à l'Alsace-Lorraine, le rapprochement avec l'Allemagne, sans réfléchir que c'eût

été un encouragement de plus pour l'Allemagne à attaquer la Russie, et à soumettre l'Europe à un joug intolérable.

Dans son livre, publié en 1913, sous ce titre humoristique : *Faites la paix, sinon faites un roi*, M. Sembat raillait impitoyablement ces décrets de mobilisation des forces ouvrières votés par les congrès socialistes, alors qu'on n'indiquait ni ne possédait les moyens de les exécuter; néanmoins le Congrès des unifiés, réuni à Paris du 14 au 18 juillet, discutait encore une vaine formule de grève *simultanée*, non pour empêcher la mobilisation, mais afin d'obliger les gouvernemens à recourir à l'arbitrage. Cette motion devait être présentée au Congrès international de Vienne : la question de l'*impérialisme* figurait également au programme et allait recevoir en fait une solution diamétralement opposée à celle qu'en espéraient les crédules parmi les futurs congressistes.

Quatre jours après, le 22 juillet, l'Autriche adressait son ultimatum à la Serbie.

II

Les événemens se succédaient dès lors avec une telle rapidité que le *Bureau socialiste international* ne pouvait réunir, à Bruxelles, avant le 29 juillet, les délégués des sections nationales, après que celles-ci eurent commencé une agitation intense pour le maintien de la paix.

Dans le courant de juillet, le *Vorwaerts*, journal officiel des socialistes allemands, publiait de nombreux articles contre le militarisme. Il ne faisait que continuer la violente campagne de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg dénonçant les scandales de Krupp, le trafic que faisaient de leur influence certains généraux, la cruauté de la discipline et les suicides dans l'armée. L'ultimatum austro-hongrois était condamné plus sévèrement par les socialistes allemands et autrichiens que par ceux des autres pays. Le 23 juillet, avant que l'ultimatum ne fût connu, le *Vorwaerts* parlait de signes de danger de guerre. Le 24, il s'indignait contre l'Autriche. Le 25, le comité directeur de la Socialdémocratie, dans un manifeste, blâmait énergiquement l'attentat de Sarajevo, mais protestait avec non moins de force contre la provocation de l'Autriche-Hongrie à la Serbie. Le gouvernement allemand était rendu responsable non de

ultimatum, mais de la décision que prendrait l'Autriche, car il pouvait agir sur elle et assurer la paix. Le comité directeur prenait, en terminant, le ton démagogique : « Il ne faut pas qu'une goutte de sang allemand coule pour cette cause ; il ne faut pas que le prolétariat serve de chair à canon aux classes qui l'exploitent. »

Une campagne de meetings s'organisait en même temps dans les grandes villes et les centres industriels ; les orateurs étaient acclamés au cri de : *A bas la guerre! Vive la fraternité des peuples! Vive l'Internationale!* Le 28 juillet, un cortège socialiste se heurtait à Berlin, *Unter den Linden*, à une manifestation patriotique, et le sang coulait. Le gouvernement avait toléré cette campagne, comme s'il avait à cœur de témoigner de ses intentions pacifiques : il prévenait hypocritement les socialistes de prendre garde, par leurs manifestations, d'encourager les tendances belliqueuses de la Russie.

Privés de toute liberté de mouvement, soumis à la censure, le parlement ne siégeant pas, les socialdémocrates autrichiens protestaient contre un système de gouvernement qui faisait violence à la volonté populaire. Ils se prononçaient contre l'agitation des grands serbes, mais l'Autriche pouvait obtenir satisfaction autrement que par la guerre. A ce manifeste manquait toutefois la signature des membres tchèques et polonais de la socialdémocratie autrichienne, qui faisaient cause commune avec leurs frères slaves de Serbie.

Tout à l'opposé des Allemands et surtout des Autrichiens, les socialistes français non seulement jouissaient de toute liberté, mais ils n'étaient pas sans influence sur la majorité et le ministère. Les élections de mai avaient considérablement grossi leurs effectifs, porté le nombre de leurs députés à 101, celui de leurs électeurs à 1 400 000, succès que Jaurès attribuait à leur opposition à la loi de trois ans. Ils pressaient le gouvernement de redoubler d'efforts pacifiques, d'empêcher la Russie de chercher un prétexte d'agression dans la défense des intérêts slaves. Ils appelaient en même temps les citoyens français à une intense agitation contre « l'abominable crime qui se prépare. »

Rapprochée des unifiés dans un commun effort, la Confédération générale du Travail lançait à son tour un appel aux syndicats : « La volonté nationale était plus puissante que les traités secrets, elle pouvait empêcher une guerre européenne qui serait

un attentat contre la classe ouvrière, une diversion sanglante et terrible à ses revendications. » Le manifeste de la C. G. T. rappelait, sans les préciser, les décisions des Congrès (touchant la grève générale) : l'agitation devait s'étendre jusqu'aux communes rurales.

Aucun mouvement de grève ne pouvait être tenté isolément, sans un accord préalable avec les camarades allemands et autrichiens. Jouhaux, secrétaire de la C. G. T., renouvelait auprès du représentant des syndicats allemands la vaine tentative de Griffuelhes, lors du conflit marocain. Une entrevue avait lieu à Bruxelles, le 25 juillet, entre Jouhaux, Legien, député au Reichstag et secrétaire des *Gewerkschaften* centralisés, et Mertens, secrétaire des syndicats belges. A la question pressante de Jouhaux : « Que comptez-vous faire pour mettre obstacle à la guerre qui se prépare... Êtes-vous résolu à tenter un mouvement? » Legien s'obstinait à ne pas répondre. Jouhaux en conclut qu'il n'y avait rien à attendre des Allemands.

En Angleterre, les mineurs du Pays de Galles étaient prêts à suspendre le travail, en cas de guerre, si l'on pouvait obtenir cet arrêt des autres pays; ils demandaient la convocation d'un congrès international des ouvriers des mines. De même que les ouvriers du Continent, les Trade-Unionistes, le *Labour party* et les partis socialistes, très hostiles à la Russie, exaltaient la paix : et, en cas d'attaque contre la Serbie, ils exigeaient la neutralité de l'Angleterre.

De grandes grèves d'un caractère politique et social troublaient la Russie au commencement de juillet, et rappelaient le soulèvement révolutionnaire de 1905. A Petrograd, 120000 ouvriers désertaient les usines et commençaient à dresser des barricades. La menace de guerre, bien loin d'amplifier le mouvement, contribua à l'éteindre. Les émeutiers cédèrent la place aux patriotes.

Les socialistes et les syndicalistes italiens excitaient le peuple à se préparer aux résolutions les plus viriles afin de détourner le malheur d'un conflit sanglant, de coopérer à l'abréger, à le localiser, si l'on ne pouvait l'empêcher. Ils exigeaient, dès le 15 juillet, que l'Italie se détachât de la Triplice, qu'elle conservât la neutralité : « aucun pacte écrit par des couronnés ne pourrait pousser le peuple italien à prendre les armes pour écraser un peuple libre. »

Il s'agissait de coordonner un mouvement d'ensemble susceptible d'intimider les gouvernans. Le 29 juillet, le jour même où la Russie décrétait une mobilisation partielle, au lendemain de la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie, les membres les plus marquans de l'Internationale, délégués par douze de ses sections adhérentes, se réunissaient à Bruxelles, à la nouvelle Maison du Peuple, sous la présidence de Vandervelde.

Le Dr Adler prit le premier la parole, au nom des socialistes autrichiens, à la séance secrète du matin : son discours causa la déception la plus vive et suscita d'ardentes discussions lorsqu'il déclara que la guerre contre la Serbie était très populaire en Autriche, qu'il serait très difficile de résister à l'entraînement, que tout ce que pouvait faire le parti socialiste autrichien c'était de préserver la classe ouvrière de l'infection patriotique et de tâcher de maintenir ses organisations. — Rosa Luxembourg, déléguée de la Pologne, affirma que le Kaiser savait déjà que les socialdémocrates lui créeraient des difficultés. Jaurès demanda au fondé de pouvoir des socialistes allemands, Haase, de vouloir bien préciser leur action : celui-ci répondait qu'à Berlin, à Hambourg, dans toutes les villes d'Allemagne, des foules immenses étaient prêtes à s'insurger contre la guerre, une agitation intense gagnerait aussitôt « les casernes et les administrations de l'État. » Le soir même, à une réunion publique au cirque de Bruxelles, où se pressaient toutes les classes de la société, et où les orateurs français, allemands, russes, hollandais, occupèrent la tribune, Haase s'écriait que l'ultimatum prouvait que la guerre avait été préméditée. « Les bourgeois français et allemands désirent l'intervention, qu'ils prennent garde à la révolution prolétarienne. » Comme le remarque un socialiste, M. La Chesnais, auteur d'une intéressante brochure à laquelle nous empruntons ces détails (1), Haase parle de la responsabilité de la bourgeoisie allemande, mais il passe sous silence celle du gouvernement : et il atténue celle de la bourgeoisie germanique, en la partageant fraternellement avec la bourgeoisie gauloise. L'artifice est ingénieux. Jaurès, au nom de la France, prononça sa dernière harangue pour la paix du monde. Il accusait l'Autriche et l'Allemagne, il

(1) *Le groupe socialiste du Reichstag et la déclaration de guerre.* Armand Colin.

se portait garant des dispositions pacifiques du gouvernement français. La France ne se laisserait pas entraîner dans le conflit par une interprétation plus ou moins arbitraire des traités : « nous ne connaissons qu'un traité, celui qui nous lie au genre humain. » Il faudrait répudier l'alliance russe, si la Russie prenait l'offensive. La France doit garder sa liberté d'action, assurer le succès de la médiation proposée par l'Angleterre. Toute intervention de la Russie contrarierait ce généreux dessein. Jaurès, remarque très justement M. La Chesnais, acceptait trop facilement le parallélisme de position de la Russie et de l'Allemagne à l'égard de l'Autriche... « Attila est au bord de l'abîme, mais son cheval hésite et trébuche encore... » Et avec sa puissance d'illusion habituelle, Jaurès se félicitait des bagarres de Berlin qui servaient la cause de l'humanité. — Le *Vorwaerts*, traduisant, d'après le journal socialiste de Bruxelles, le discours de Jaurès, altérait le passage où il affirmait les dispositions pacifiques du gouvernement français qui devenaient simplement celles de la masse de la population.

Dans une séance du matin, le 30 juillet, les délégués, après avoir rapproché au 9 août la date du Congrès International qui se réunirait non plus à Vienne, mais à Paris, résumaient dans un manifeste, avant de se séparer, leurs déclarations solennelles. « Je vois encore, a dit M. Vandervelde, je reverrai toute ma vie, penché sur ce document, Haase les bras autour de Jaurès renouvelant par ce geste l'alliance contre la guerre qu'ils avaient proclamée dans la réunion de la veille. » Ils différaient pourtant d'opinion sur un point essentiel. D'après un récit de M. Vaillant (1), Haase affirmait à Jaurès que le Kaiser voulait la paix, que le gouvernement de Berlin n'avait pas eu connaissance, avant l'envoi, du texte de la note autrichienne à la Serbie, que seule une cour de l'Allemagne du Sud avait été exactement informée. Alors Jaurès, sachant enfin à quoi s'en tenir sur le jeu de l'Allemagne, répondait que cette version était impossible à admettre, attendu que lui Jaurès (directement ou indirectement, sur ce point les souvenirs de M. Vaillant ne sont pas très nets) tenait d'une personne touchant de près à l'ambassade d'Allemagne à Paris que « de graves événemens allaient survenir. »

(1) *L'Humanité* du 22 novembre.

Les délégués socialistes rentraient à Paris le cœur plein d'espoir, persuadés « que cette crise se dénouerait comme les autres, » qu'il serait possible d'organiser solidairement le prolétariat devant l'abominable menace. En permanence au Palais-Bourbon, les 30 et 31 juillet, les députés socialistes multipliaient leurs démarches auprès du président du Conseil, le pressaient d'agir sur la Russie, heureux d'apprendre que selon leurs vœux, pour achever de marquer que la France restait sur la défensive, nos troupes se tiendraient à huit kilomètres de la frontière.

Le 31 juillet au soir, la balle d'un fanatique frappait mortellement Jaurès, au moment même où la déclaration de guerre adressée par l'Allemagne à la France allait changer le cours de ses sentimens et les circonstances l'appeler à des destinées nouvelles. Il succombait, première victime de cette conflagration européenne, dont il croyait conjurer le péril, aveuglé par son optimisme, se fiant à la force de l'Internationale, au progrès humanitaire, à la vertu de la persuasion, au souffle d'une éloquence maîtresse, pour subjuguer l'éternel instinct prédateur dont la guerre est la forme sanglante.

III

Dans toutes les sections de l'Internationale l'opinion semblait unanime contre la guerre. Mais nulle part on ne passait des paroles aux actes. La propagande extra-parlementaire ne pouvait aboutir à rien : les faits allaient justifier les Allemands toujours hostiles à la grève générale anti-guerrière comme à la plus dangereuse des utopies. Comment obtenir, en effet, la simultanéité de mouvement, sans laquelle une grève séparée serait trahison, lorsque la déclaration de guerre abaisse un rideau de fer entre ceux qui se veulent concerter, et que, dans chaque pays, la mobilisation noie les socialistes au milieu du flot agité et excité des recrues? au moindre signe de rébellion tout réfractaire serait passé par les armes.

Il restait aux socialistes la ressource d'exercer leur action dans les Parlemens. Ils s'y trouvent partout en minorité. Mais on faisait confiance à la socialdémocratie allemande. Ses députés au Reichstag n'allaient-ils pas renouveler la protestation véhémente de Bebel et de Liebknecht, en juillet 1870? et leurs cent onze voix, expression du tiers du corps électoral allemand,

pèseraient d'un tout autre poids sur les décisions impériales.

Le langage du *Vorwaerts*, leur journal officiel, annonçait ce noble geste, La guerre y était présentée comme *offensive* de la part de l'Autriche et le gouvernement allemand rendu responsable des décisions de son alliée (27 juillet). Le pire danger venait non pas de la Russie mais de l'Autriche. L'Autriche ne pouvait, à moins de préméditation, se refuser à l'arbitrage proposé par l'Angleterre (28 juillet). L'Angleterre et la Russie n'ayant pu assurer la suspension des hostilités autrichiennes « l'empereur d'Allemagne, en secouant sa toge, va dégager la paix ou la guerre. Sa responsabilité est effrayante (30 juillet). » Ceux qui, en Allemagne, poussent à la guerre accusent la Russie, le *Vorwaerts* la défend : les politiques réalistes ne doivent pas oublier l'amitié intime qui unit la Russie à la Serbie. Il ne faut pas laisser l'Autriche heurter, sans le plus léger ménagement, la politique du Tsar, défenseur de la Serbie. La mobilisation autrichienne a précédé : la Russie mobilise partiellement, et, grâce à cette mobilisation, le parti militaire à Berlin prend la haute main et soutient que l'Allemagne doit répondre en attaquant. Le *Vorwaerts* réfute cet argument : la mobilisation russe est lente, les Russes prennent simplement des mesures de sauvegarde, sans caractère de provocation. On peut continuer à négocier (31 juillet).

Ce même jour, les délégués allemands, à leur retour de Bruxelles, trouvaient l'Allemagne soumise à l'*état de guerre menaçant*, autrement dit à l'état de siège, et, après avoir protesté à Bruxelles contre l'aveu d'impuissance des socialistes autrichiens qu'exprimait le docteur Adler, ils confessaient, dans un manifeste, la même détresse : vainement ils avaient tenté d'arrêter les classes dirigeantes, les règles rigoureuses de l'état de guerre atteignent avec une effrayante sévérité le mouvement ouvrier, que les ouvriers se montrent prudens, qu'ils ne compromettent pas leurs organisations... Cette guerre sera la dernière.. Manifeste que M. La Chesnais résume excellemment en ces termes : « Pas de bêtises, soyons bien sages, il faut subir ce qu'on ne peut empêcher. »

La question des crédits allait se poser à la séance du Reichstag, le 4 août. Dans un entretien, M. de Bethmann-Hollweg avait reconnu que leurs principes interdisaient aux socialistes de les voter. Le 1er août, un membre du comité directeur,

Müller, accompagné du secrétaire belge du B. S. I., Huysmans, se présentait inopinément devant le groupe socialiste des parlementaires français, réunis dans une salle du Palais-Bourbon. Il accourait de Belgique en automobile et avait eu peine à trouver son chemin. Il tint aux camarades français le langage suivant aussitôt traduit : Une guerre défensive est seule légitime, mais, dans le cas présent, il est malaisé de savoir quel est l'agresseur et vain de rechercher les responsabilités que se partagent tous les États, puisque le régime capitaliste en porte seul toute la culpabilité. L'Internationale doit imposer son idéal de paix. Il ne peut être question de voter les crédits : il s'agit de choisir entre un vote négatif ou l'abstention. — Les socialistes français acceptèrent la seconde hypothèse, mais refusèrent de s'engager : l'unité de geste des deux côtés de la frontière n'était possible que si les circonstances étaient identiques. Müller en convint, en ajoutant que l'acceptation des crédits était chose impossible, et il reprit aussitôt la route de l'Allemagne.

En dépit de ces affirmations, à Berlin, le 3 août, de longues et passionnées controverses, agitèrent le groupe socialiste parlementaire. A gauche, Karl Liebknecht, Haase, président de la fraction, Ledebour, Weill, en tout quatorze députés, soutenaient que le refus des crédits militaires était de règle dans le parti, qu'on était mal instruit des conditions où s'engageait la guerre, résultat d'un système que la socialdémocratie avait énergiquement combattu. Accorder les crédits, c'était se mettre en contradiction avec soi-même et créer une grande confusion dans l'Internationale.

Le Centre et la Droite socialistes, au nombre à peu près égal d'une quarantaine de députés de chaque côté, inclinaient en sens contraire. Au Centre, Bernstein et ses amis jugeaient que les socialistes n'avaient pas le droit de se séparer de l'ensemble de la nation menacée par l'absolutisme russe. La Droite, avec le docteur David, Wolfgang Heine, pour ne citer que les plus connus, acceptait franchement la collaboration de classes pleine et entière : du moment que le pays est en guerre, il ne subsiste plus de partis. Les socialistes doivent sans réserve associer leur action à celle du gouvernement.

Dans la chaleur de la discussion, la Serbie, cause primitive du conflit, était oubliée. La majorité tirait argument de la mobilisation russe (bien que le *Vorwaerts* en eût démontré le

caractère défensif), ainsi que des dépêches d'après lesquelles, à l'Est et à l'Ouest, les soldats ennemis avaient pénétré sur le sol allemand. Or le *Vorwaerts* du 3 août laissait entendre qu'on savait à quoi s'en tenir sur la prétendue agression du front occidental et sur les bombes lancées au-dessus de Nuremberg par les aviateurs français.

Les députés socialistes finirent par décider que les crédits seraient votés à l'unanimité. Haase offrit sa démission de président, qui ne fut pas acceptée. Il consentit, par discipline, à lire la déclaration du groupe qu'il désapprouvait, à voter contre sa conscience, à se renier lui-même.

Du haut de la tribune du Reichstag, le 4 août, Haase déclarait donc, au nom de son parti, que cette guerre était le résultat de l'universelle politique impérialiste, — universalité fort commode, alors que cet impérialisme était le fait de l'Allemgne. — Les socialistes allemands avaient toujours travaillé avec les frères de France au maintien de la paix. — A cette évocation des socialistes français, les applaudissemens éclataient sur les bancs de la fraction ; les Allemands proclamaient leur accord avec les camarades d'outre-Vosges, juste au moment où ils s'en séparaient, remarque M. La Chesnais. — Sous la menace d'invasion, continuait Haase, les socialistes n'ont pas à se prononcer sur la raison d'être de la guerre. L'existence de l'Allemagne est liée à l'anéantissement du despotisme russe, du tsarisme, qui a les mains rouges du sang de nos meilleurs enfans. — Le 3 août, on lisait pourtant dans le *Vorwaerts* que la Russie était un foyer non plus de réaction, comme au temps de Karl Marx, mais de révolution, qu'il fallait laisser aux Russes le soin de l'accomplir car rien ne pouvait plus réjouir le Tsar que de voir la socialdémocratie discréditer le socialisme en se faisant complice de l'agression allemande.

Haase terminait en disant qu'une fois la sécurité du pays garantie, les socialistes demanderaient à la première occasion une paix favorable, c'est-à-dire une paix sans annexion, qui rende possible l'amitié entre peuples voisins. Les souffrances de la guerre en éveilleraient l'horreur et gagneraient les peuples à l'idéal de paix du socialisme. Pour ces motifs, les députés socialistes votaient la demande des crédits de guerre.

La violation du territoire belge, avec indemnité, avait été annoncée par M. de Bethmann-Hollweg avant la suspension de

la séance. Les socialistes ne pouvaient rien changer à leur déclaration : mais pas un ne protestait.

Combien vaine, hypocrite et vide était la prétention des socialdémocrates de justifier leur vote par l'ignorance des conditions dans lesquelles s'engageait la guerre. Ils mentaient à tout leur passé. Julian Borchardt, auteur d'une brochure : *Avant et après le 4 août*, écrit qu'à cette date les socialistes ont abdiqué, que, s'ils ont eu raison ce jour-là, tout ce qu'ils enseignaient depuis quarante ans n'était que fausseté et duperie. Haase lui-même fera plus tard le *mea culpa* de son parti : « Nous n'avions ni l'intention, ni la possibilité de tenter la grève des masses. Mais accepter les crédits équivalait à une déclaration de faillite. »

A quels mobiles attribuer cette conversion foudroyante? De purs socialistes allemands qu'ils étaient encore le 31 juillet, d'après M. La Chesnais, les socialdémocrates se sont révélés, au 4 août, les simples hommes de l'instinct national. Ils obéissaient sans doute à divers mobiles, à la crainte des électeurs, à la peur des représailles. Les grands syndicats exercèrent sur eux une pression formidable. Ils redoutaient de voir leurs journaux supprimés, leurs imprimeries confisquées, leurs maisons du peuple fermées, leurs organisations dissoutes, leurs dirigeans sous les verrous.

Cet acquiescement solennel à l'impérialisme causait à l'étranger une immense déception. Bebel et Liebknecht s'étaient déclarés jadis contre la guerre lorsque la France attaquait l'Allemagne, et cette fois c'est l'Allemagne qui attaque, qui foule aux pieds les traités, et les socialdémocrates approuvent et suivent. Ils tranchent le lien de cette Internationale qu'ils dirigent et régentent depuis un quart de siècle, ils transgressent les lois qu'ils ont décrétées.

Même défection de la part des socialistes autrichiens. Le Reichsrath n'étant pas convoqué, ils n'eurent pas à se prononcer sur les crédits, mais nul doute qu'ils n'eussent imité les Allemands. Ainsi que le *Vorwaerts*, leur journal l'*Arbeiterzeitung* recommandait d'abord une justice élémentaire à l'égard de la Serbie, critiquait l'ultimatum. Mais dès que la question serbe tourne à la guerre européenne, il attaque la Russie et se rallie à l'impérialisme avec enthousiasme.

Combien nette au contraire fut la conduite des socialistes français à la Chambre, au moment de la déclaration de guerre.

De même que les Allemands, ils étaient divisés au début. L'opinion dominante faisait retomber sur l'Allemagne la principale responsabilité : il dépendait d'elle d'arrêter l'Autriche. Mais l'aversion pour la guerre était si marquée que quelques-uns inclinaient au refus des crédits; d'autres penchaient vers l'abstention. Une minorité considérait l'acceptation comme obligatoire. La guerre une fois engagée, et dès que furent connues les intentions de l'Allemagne d'attaquer par le Luxembourg et la Belgique, le parti socialiste, devant le scrutin, se retrouvait unanime et à l'unisson de toute la Chambre.

On a reproché aux socialistes français leur alliance avec le tsarisme comme une inconséquence non moins répréhensible que celle des socialdémocrates et du militarisme prussien. On oublie l'essentiel : la France était attaquée.

A une réunion du parti, les députés expliquèrent leur vote. M. Vaillant relevait le drapeau de Blanqui, avec sa devise, *la Patrie en danger*, parlait du devoir de défendre la civilisation et la République. M. Jean Longuet, le petit-fils de Karl Marx, rappelait l'exemple des volontaires de 93 qui apportaient la paix aux peuples et ne faisaient la guerre qu'aux rois. Il ne s'agissait pas, disait M. Sembat, de satisfaire des désirs de vengeance chauvine, de défaire l'unité de l'Allemagne, de détruire la culture allemande. Si, après la victoire, on voulait dépecer l'Allemagne, si les Cosaques se proposaient de détruire ses célèbres universités, la France ne le permettrait pas. A l'Alsace-Lorraine serait laissé le choix de revenir à la France ou de former un État libre. M. Sembat et d'autres, après lui, ont répété que les Français combattaient non le peuple allemand, mais sa caste militaire, son gouvernement semi-féodal; comme si les militaristes, les intellectuels, le peuple, la grande majorité des socialistes ne faisaient pas cause commune.

Uni au gouvernement pour repousser la proposition allemande de traverser la Belgique, le Comité central du parti belge lançait un manifeste signé de Vandervelde, Brouckère, Wauters, et conçu en ces termes : « Peut-être la Belgique sera-t-elle appelée à défendre la neutralité de son territoire contre la barbarie militariste, en même temps que la cause de la démocratie et des libertés politiques de l'Europe. Les camarades sauront comment se comporter en présence du danger. Ils doivent se souvenir qu'ils appartiennent à l'Internationale

ouvrière, adopter toute mesure compatible avec la défense individuelle, mais se montrer fraternels et bons. » On verra bientôt comment les camarades allemands, dont les rapports avec les Belges avaient été jusque-là si intimes, ont répondu à ces avances humanitaires.

En Angleterre, les partis socialistes sont bien loin de présenter le même accord qu'en France et en Belgique. Le *British socialist party*, — analogue aux guesdites, organisation restreinte, qui ne compte aucun membre à la Chambre des Communes, et dont Hyndman est l'un des chefs les plus écoutés, — avait pris parti, dès le début, pour le gouvernement et les Alliés. Tandis que Keir Hardie, prédicant écossais, leader de la secte rivale, l'*Independent labour party*, obsédait les Congrès de ses motions de grève anti-militaire, M. Hyndman, seul dans l'Internationale, se déclarait pour les armemens; il ne concevait pas d'autre moyen de tenir l'Allemagne en échec.

Au début de la guerre, Keir Hardie et ses 20 000 adhérens, qui forment l'aile gauche du *Labour party*, puissante organisation politique et parlementaire des Trade-Unions, Henderson secrétaire de ces Unions, appelé depuis à un poste ministériel, Ramsay Macdonald, président du groupe travailliste à la Chambre des Communes, se prononçaient contre toute participation de l'Angleterre au conflit européen sur le point d'éclater. « Le peuple n'est pas consulté, disaient-ils en substance. Les faits démontrent que les classes dominantes veulent nous allier activement au despotisme russe. Ce serait le fléau du monde. Les monstrueux temps de pillage et de massacre sont passés. A bas la domination de classe, à bas la guerre! » Le 2 août, un grand meeting de protestation remplissait Trafalgar Square. Les mineurs de Cardiff décidaient de ne pas fournir de charbon à la flotte. En Allemagne, ils eussent été aussitôt arrêtés et fusillés.

A la Chambre des Communes, les orateurs du parti travailliste reprochaient vivement à sir Edward Grey sa diplomatie secrète, le système d'alliances qui conduisait à la guerre, tout en reconnaissant ses derniers et suprêmes efforts pour maintenir la paix : les engagemens avec la France et la Russie, allaient plus loin que la Chambre n'en avait été instruite. Mais, l'envahissement de la Belgique une fois connu, les représentans des Trade-Unions se ralliaient aussitôt au gouvernement.

Seul l'*Independent Labour party* s'obstinait dans son pacifisme.

Jamais en Russie l'opinion n'avait semblé aussi unanime qu'au moment de la mobilisation. Les révolutionnaires réputés les plus irréconciliables ennemis du tsarisme devenaient les fervens apôtres de la défense nationale, à la stupéfaction des Allemands. Dans une lettre ouverte au peuple suédois, publiée par un journal de Moscou, le célèbre anarchiste et homme de science Pierre Kropotkine se révèle le plus déterminé des patriotes russes. Quelles que soient ses idées pacifistes et internationalistes, il irait, écrivait-il, n'était son grand âge, se battre au front russe ou français, défendre la cause de la civilisation anglo-latine contre l'Attila moderne qui lance sa soldatesque sur l'Europe. Depuis longtemps, il prévoyait cette guerre : à son dernier séjour en France, il conseillait à ses amis d'abandonner la résistance contre le service de trois ans. Il rappelait l'exemple de Bakounine s'efforçant, dans ses *Lettres* prophétiques *à un Français*, de soulever l'opinion contre la Prusse. Le triomphe de l'Allemagne marquerait, en Europe, l'avènement de la plus dure réaction. « Les idées de liberté se réaliseront en Russie : un retour au régime antérieur à 1905 ne saurait se concevoir. Le programme de l'autonomie des nations sera exécuté, et le principe fédératif introduit sur la carte de l'Europe. »

Pour d'autres raisons que le prince Kropotkine, le marxiste russe Plekhanow exprime le même sentiment belliqueux contre l'Allemagne, et, au rebours de Marx, il justifie son nationalisme par le matérialisme historique, par des considérations tirées uniquement de l'intérêt économique du prolétariat. Les traités de commerce, imposés par les agrariens allemands, entravent en Russie le développement de la production. L'essor industriel qui suivra la guerre sera favorable aux ouvriers.

En revanche, nombre de révolutionnaires russes à l'étranger ont pensé saisir, dans la guerre, une occasion favorable de combattre le tsarisme, dussent-ils, par là même, favoriser indirectement la cause de l'Allemagne. Animés du même esprit, la demi-douzaine de députés socialdémocrates qui siégeaient à la Douma persévéraient dans leur opposition irréductible. A la séance du 8 avril, un de leurs orateurs déplorait « le bain de sang dont les classes dominantes, de tous les pays, sont responsables. Les prolétaires ne disposent pas des moyens de mettre une fin prochaine aux horreurs de la guerre, mais

cette poussée de la barbarie sera la dernière. » Après avoir réclamé une amnistie pour les délits politiques, revendiqué une politique libérale vis-à-vis de la Pologne, de la Finlande, protesté contre toute guerre d'expansion, les socialdémocrates quittaient la salle des séances au moment du vote. En octobre, ils refuseront les crédits pour la continuation de la guerre. Vainement Vandervelde leur enverra une lettre pressante, leur expliquera le caractère véritable de la lutte où se joue l'avenir de la démocratie et des libertés de l'Europe. Ils refuseront tout appui au gouvernement, se plaindront des rigueurs de l'état de siège et demanderont la réunion d'une convention (1).

Divisé en nationaux et internationaux, le parti socialiste russe est d'ailleurs désorganisé, impuissant. En Russie, la classe ouvrière touche de bien plus près aux paysans que partout ailleurs. Ceux-ci ont foi en leur tsar, protecteur des Slaves opprimés par l'Autriche.

A l'exemple des Russes, les deux députés socialistes serbes à la Skoupschtina, malgré le guet-apens autrichien, persévéraient dans leur opposition, tandis que nous avons vu les socialistes tchèques se séparer de leurs camarades autrichiens et épouser la cause des frères serbes. Le député Laptschewitsch reprochait au gouvernement de Belgrade d'avoir brisé l'alliance balkanique, d'avoir toléré les Comités secrets qui ont conduit à la guerre et fait de la Serbie un tremplin pour la Russie et pour la France. Ils ne refusaient pas les crédits nécessaires à la défense du pays, mais étaient opposés à l'adresse de confiance au roi et à ses ministres.

Ainsi, tandis qu'à la veille des hostilités toutes les sections de l'Internationale étaient unanimes contre la guerre, nous trouvons les mêmes sections dans les Parlemens, à peu d'exceptions près, votant les subsides militaires. L'unité d'action s'est reproduite en sens inverse. Les deux camps affirmaient qu'il s'agissait d'une guerre défensive. Nul n'était l'agresseur. Il n'y avait d'opposition que chez les pacifistes à outrance de l'*Independent Labour party* et les quelques députés russes et serbes.

Ceux-là, se demande Bernstein (2), étaient-ils donc plus

(1) Cinq des membres de la Douma ont été arrêtés à Pétrograd le 5 novembre, sous l'inculpation de complot contre la sûreté de l'État et exilés en Sibérie.

(2) *Die Internationale der Arbeiterklasse und der europæische Krieg*. Tubingen, 1915.

fidèles aux principes, plus idéalistes, plus courageux que les autres? Leur attitude dogmatique et isolée tenait seulement à la faiblesse, au petit nombre de leurs adhérens. Dans les pays, tels que l'Allemagne, la France, l'Autriche, la Belgique, où les socialistes forment de grands partis parlementaires, possèdent un fort contingent de députés, attirent par conséquent de larges couches d'électeurs, l'oligarchie dirigeante s'imprègne nécessairement de la mentalité des foules. L'impossibité de persévérer dans l'intransigeance de secte est la conséquence fatale du parlementarisme : les succès électoraux entraînent l'adaptation forcée. En 1870, Bebel et Liebknecht représentaient 124 000 électeurs. En 1914, les socialistes allemands en comptent quatre millions et quart. C'est là, non pas une excuse à leur défection, mais une des raisons qui l'expliquent.

IV

Les socialistes belges, français, anglais, allemands, ne se sont pas contentés de mêler leurs votes à ceux des partis bourgeois, lorsqu'il s'est agi de pourvoir aux frais de la guerre : nous les voyons abandonner la lutte de classe pour la collaboration de classe, enfreindre en Belgique, en France, en Angleterre, le dogme international qui répudie la participation ministérielle, et en Allemagne prêter au Kaiser le concours le plus dévoué.

Dès le commencement d'août, le président du bureau socialiste international, Vandervelde, répondait à l'appel du roi des Belges : il entrait, comme ministre d'État, dans le Cabinet catholique de M. de Broqueville, en même temps que M. Paul Hymans, chef du parti libéral. Vandervelde avait toujours fait preuve du plus pur patriotisme, il s'était déclaré partisan de la politique coloniale et du service militaire obligatoire. D'un zèle inlassable, d'une éloquence entraînante, il dénonçait aux États-Unis, à l'Angleterre, la barbarie allemande, il parcourait les tranchées en prédicateur de campagne, cherchait à rallier, en Angleterre et en Russie, les socialistes dissidens, et tentait, en même temps, de rapprocher les membres disjoints de l'Internationale ouvrière, chimérique entreprise dont il dut bientôt constater l'échec.

En France, au début des hostilités, des ouvertures avaient été faites aux unifiés ; on leur offrait de participer à un gouver-

nement de défense nationale. Approuvés par le parti, Guesde et Sembat acceptèrent le 26 août, quand le péril devenait pressant. Il ne s'agit pas de gouverner, disait Guesde, mais de combattre l'incendie qui menace de dévorer la maison que nous occupons avec d'autres et dont nous hériterons un jour.

Les syndicalistes les plus ardens se déclaraient prêts à tous les sacrifices qu'exigeait le salut de la patrie. Le prolétariat français était acquis, sans arrière-pensée, à cette cause sacrée entre toutes.

Les idées pacifistes ont poussé, en Angleterre, des racines plus profondes que partout ailleurs. Le sol anglais, dans les temps modernes, n'a jamais été foulé par l'envahisseur. Le 3 août, John Burns et deux autres ministres libéraux donnaient leur démission : Burns, ancien ouvrier, sans fortune personnelle, renonçait ainsi à un traitement annuel de 120 000 francs, plutôt que de collaborer à une politique guerrière. A l'extrême gauche socialiste, Keir Hardie se prononçait, dès l'origine, contre la campagne des enrôlemens volontaires et dans de nombreux meetings ouvriers il poussait à la grève si dangereuse des industries militaires. Les socialistes français tentaient en vain de le détourner de cette sorte de trahison, tandis que le *Vorwaerts* portait aux nues cette inébranlable fidélité aux principes de l'Internationale. Mais les deux millions de trade-unionistes secondaient de toutes leurs forces l'action gouvernementale et fournissaient à l'armée des recrues par centaines de mille. L'aristocratie du travail allait rivaliser sur les champs de bataille avec l'aristocratie de naissance. L'un des leaders les plus influens des Trade-Unions, Henderson, nommé d'abord membre du Conseil privé, est entré, en même temps que le chef du parti conservateur, M. Balfour, dans le Cabinet remanié de M. Asquith.

Les socialdémocrates allemands ont apporté au gouvernement impérial un concours simplement officieux, mais non moins dévoué. Depuis le 4 août, ils ne pouvaient plus alléguer l'ignorance : leur cheval de bataille, c'était la lutte engagée contre le tsarisme. Le langage du *Vorwaerts* à l'égard de la Russie changeait du blanc au noir. Dans des articles qu'il a depuis amèrement regrettés, Bernstein énumérait tous les griefs de l'Allemagne contre l'empire des tsars depuis plus d'un siècle. Il s'agissait maintenant de régler les comptes. Le nouveau thème développé par le *Vorwaerts*, c'est que la Russie est

seule responsable. La Russie a empêché l'idée de revanche de s'assoupir en France. Si, dans la guerre actuelle, l'Allemagne a dû porter ses premiers coups contre la Belgique et contre la France, c'est par nécessité stratégique, parce que les chefs militaires compétens en ont décidé ainsi. Il faut le déplorer comme « une effroyable fatalité. »

Après la prise de Mons et de Charleroi, le *Vorwaerts* écrit : « Aucun autre État n'a, comme l'Allemagne, mis toutes ses forces, non seulement les matérielles mais les intellectuelles, au service de l'organisation militaire. De même que l'Allemagne dispose de la meilleure organisation syndicale et politique, elle a aussi le meilleur appareil de guerre et de *domination, Herrschaftsapparat.* A cela s'ajoute la supériorité de la technique et la prépondérance de notre grand peuple. » C'est la thèse de l'Allemand *Surpeuple, Deutschland über alles,* la devise même de l'Impérialisme. Ces lignes n'eussent pas été déplacées dans la *Kreuzzeitung*. Comment s'étonner, après cela, que le *Vorwaerts* soit autorisé dans les casernes. Il a fait sien le mot d'ordre impérial : « Il n'y a plus de partis, il n'y a que des Allemands. » L'*Arbeiterzeitung* de Vienne, dirigé par le Dr Adler et le Dr Austerlitz, dépasse le *Vorwaerts :* « Un seul cri s'échappe de toute poitrine germanique : *A Paris ! à Paris !* »

Des combats décisifs vont se livrer. Si la France est vaincue, elle est obligée de reconnaître la supériorité de l'Empire allemand. Et le *Vorwaerts* offre par anticipation à la France une paix séparée, une paix « honorable, » comme Bismarck à l'Autriche en 1866, sans annexion de territoire. Vaincue, la France abandonnera la Russie et s'alliera avec l'Allemagne. « Il serait effrayant de penser que la Russie, même défaite, puisse rester l'arbitre de l'Europe... » alors que ce rôle, sous-entend le *Vorwaerts*, revient de droit à l'Allemagne.

Le même journal (28 août) fonde les plus grandes espérances sur le ministère qui vient de se constituer en France. « Les camarades socialistes, écrit son rédacteur, ne seraient jamais entrés dans le gouvernement, si la guerre était destinée à secourir le tsarisme. Pour eux c'est l'indépendance nationale qui est en jeu. Même les ministres radicaux ne sauraient se solidariser avec le slavisme et le moscovisme. Si l'entente avec la France se réalise, la liberté de la Pologne est assurée et aussi l'écrasement de la Russie. » — Ainsi la France battue

trahira son alliée. — La Convention de Londres, l'engagement pris par la France, l'Angleterre et la Russie de ne pas signer une paix séparée, la glorieuse bataille de la Marne du 5 au 12 septembre, ruinèrent ces grandes espérances.

Plus révélatrice encore apparaîtra la conduite des socialistes allemands, durant leur passage à travers la Belgique écrasée et martyrisée. Pas un blâme dans leurs journaux sur les crimes de Louvain et d'ailleurs, excusés à titre de justes représailles, de nécessité imposée par la guerre « capitaliste. » D'ailleurs les Alliés commettent aussi des excès.

Sous l'uniforme de soldats, de sous-officiers, voire d'officiers, les socialdémocrates font partie de l'armée d'invasion. *L'Humanité* a publié le récit d'une visite à Anvers de quelques-uns des plus notoires, auxquels les Belges refusèrent de tendre la main. Le député Wendel s'était, avant la guerre, cantonné dans la polémique antimilitariste ; au Reichstag, il avait reproché à la diplomatie allemande sa servilité à l'égard de l'Autriche, poussé le cri de : *Vive la France!* Noske, député de Chemnitz, brillait parmi les revisionnistes (réformistes) combatifs. Le docteur Koster était l'un des principaux rédacteurs de l'*Hamburger Echo*, organe de la droite socialiste. Ils engageaient les ouvriers belges, et particulièrement les employés des P. T. T., à reprendre le travail, en leur promettant la faveur des autorités allemandes. Ceux-ci préféraient recourir à leurs conseillers municipaux, à leurs échevins, plutôt qu'aux représentans des massacreurs et des incendiaires. Nous abrégeons le récit d'une conversation suggestive entre un socialiste belge et le camarade Koster, en présence du camarade Noske. « Vous n'aviez qu'à nous laisser passer, disait Koster, vous eussiez été indemnisés, assurés d'obtenir le suffrage universel, nos lois de protection et d'assurance ouvrières... Vous noua reprochez notre offensive, mais si la Russie ne voulait pas la guerre, c'est qu'elle n'était pas prête ; encore quelques années, et elle nous aurait attaqués... » Son interlocuteur lui répond : « La guerre est l'œuvre du militarisme prussien, que vous, socialdémocrates, combattiez en temps de paix, et on se demande ce qui serait advenu si les camarades français avaient pu mettre obstacle à l'alliance russe, alors que vous reniez tous vos principes... » — Koster ne peut comprendre la résistance des Belges, assez naïfs pour préférer au bien-être matériel, à

leur sécurité, à leur vie même, la liberté et l'honneur national : « *L'honneur*, c'est *de l'idéologie bourgeoise*, dont les socialistes n'ont que faire ! » s'écrie Koster; il explique aux camarades belges que l'Internationale ne peut tenir en temps de guerre. « Le matérialisme historique enseigne que le développement du prolétariat est lié à la prospérité économique. Donc, les socialistes allemands doivent se placer du côté du gouvernement qui défend l'existence même du pays contre les attaques de l'Angleterre, de la France et du despotisme russe. »

Si les Allemands avaient remporté une victoire immédiate, l'unanimité n'aurait pas été troublée dans le parti. Mais l'arrêt de l'invasion, la prolongation de la guerre, l'incertitude du succès devaient élargir les divergences entre les tendances diverses dans le parti.

A la séance du Reichstag du 2 décembre, une nouvelle déclaration des socialistes, lue par Haase, répondait à une seconde demande de crédits. Elle exprimait une bien timide réserve concernant la violation de la Belgique et du Luxembourg, se bornait à constater que « les faits connus ne suffisaient pas à justifier le point de vue du chancelier... » Chaque peuple avait droit à son intégrité, sans quoi de nouvelles guerres étaient en germe. Les troupes ennemies menaçaient encore les frontières de l'Allemagne. Mais, aussitôt la sécurité obtenue, il faudrait mettre fin à la guerre, de façon à rendre possible l'amitié entre peuples voisins... — Déclaration impeccable du point de vue internationaliste, mais, selon Bernstein, jugée trop académique.

La crise de la théorie et de la tactique, survenue au début de la guerre, s'étendait au sein du parti. Dans la fraction parlementaire, l'opposition s'était élevée de quatorze à dix-sept membres, sans qu'elle transpirât au dehors. Mais, au 2 décembre, Karl Liebknecht faisait bande à part : il votait seul contre les crédits. Une lettre remise au président du Reichstag et écartée par celui-ci expliquait son vote. Le texte en a été publié à l'étranger. Liebknecht dénonçait la guerre comme une entreprise capitaliste, impérialiste, bonapartiste, afin d'arrêter le mouvement ouvrier. Les gouvernemens allemand et autrichien l'avaient préparée dans l'obscurité du demi-absolutisme et de la bureaucratie secrète. Il protestait contre le mépris des traités et la dictature militaire. La socialdémocratie portait le joug de l'impérialisme et collaborait à son œuvre homicide,

voilant sa servitude sous le nom de défense nationale. Les socialistes veulent une paix rapide et sans conquête, qui mette fin à la guerre dévastatrice.

Traité par les journaux de la droite socialiste de « froid doctrinaire, » Liebknecht était blâmé par ses collègues à une forte majorité. A cette même séance, en un frappant contraste, une grande couronne mortuaire occupait la place vide du docteur Frank, l'un des chefs socialistes les plus respectés, exalté nationaliste, engagé volontaire, malgré son âge, et tombé à Baccarat. Un ministre de Bade était allé en personne offrir ses condoléances au journal socialdémocrate du grand-duché.

Les députés de la fraction, le 20 mars, sanctionnaient de leurs voix, pour la première fois, le budget de l'Empire, refusé jadis régulièrement, selon la règle impérative du parti, parce qu'il contenait les crédits militaires, accepté cette fois pour la même raison.

Pour la première fois également, une protestation s'élevait des bancs de la minorité contre la façon de conduire la guerre. Ledebour, qui avait donné sa démission de membre du comité directeur, s'élevait contre le général Hindenburg donnant l'ordre de brûler trois villages russes pour un village allemand dévasté. Liebknecht s'écriait au milieu du tumulte : « C'est de la barbarie ! » Ledebour qualifiait d'odieuses les mesures concernant l'emploi obligatoire de la langue allemande dans la vie civile, en Alsace-Lorraine et en Schleswig. Mais si Ledebour tenait ce langage, c'est qu'il jugeait d'une détestable politique de s'aliéner ainsi des populations définitivement incorporées à l'Allemagne. Car la question d'Alsace-Lorraine a toujours été envisagée dans le parti socialdémocrate, depuis 1871, comme une affaire qui ne concerne que les Allemands. En 1913, le Congrès d'Iéna demandait qu'une constitution républicaine soit octroyée aux Alsaciens-Lorrains, mais dans le cadre de l'Empire. Bernstein se déclarait partisan d'un plébiscite, persuadé qu'il serait favorable à l'Allemagne, tant la majorité des Alsaciens-Lorrains était acquise à la culture allemande. La mise hors du parti de Georges Weill, député socialiste de Metz, en janvier, coupable de s'être engagé dans l'armée française, n'est pas moins probante que la conduite du député de Mulhouse, Emmel, rival des héros de Saverne, lorsqu'il dénonçait dans la *Mülhaüser*

Volkszeitung les conseillers municipaux suspects de sympathies françaises, arrêtés depuis et emprisonnés.

Les critiques de Ledebour, sur le ton cassant qui lui est habituel, étaient aussitôt désavouées, à la tribune, par Scheidemann. Ledebour avait été chargé de protester simplement contre la suppression des langues nationales. Ce qu'il ajoutait de son cru n'engageait que lui.

L'opposition s'était renforcée : un député, Ruehle, s'associait à Liebknecht, en votant contre le budget, et encourait la même désapprobation pour offense à la discipline. 27 autres députés s'abstenaient, presque le tiers des élus.

La trêve, l'union sacrée était désormais rompue, non seulement au Reichstag, mais entre socialistes. Le discours de M. de Bethmann-Hollweg, le 28 mai, achevait d'élargir cette rupture. Le chancelier de l'Empire ne faisait que confirmer les paroles retentissantes du roi de Bavière sur le but de la guerre et les intentions de l'Allemagne à l'égard de la Pologne et de la Belgique, alors qu'au début de la guerre, M. de Bethmann-Hollweg avait répudié toute idée d'annexion.

En réponse à ce discours paraissait un manifeste signé par les trois hommes les plus considérés, sinon les plus écoutés de la socialdémocratie, Kautsky, l'incarnation même de l'orthodoxie marxiste, Haase, président de la fraction du Reichstag, et Bernstein, l'ancien chef des revisionnistes ou réformistes. Bernstein avait déjà exposé le changement d'idées qui s'était opéré en lui, à mesure que la guerre changeait d'objet. Primitivement dirigée, à son sens, contre l'absolutisme russe; elle visait surtout, maintenant, les Puissances libérales et démocratiques de l'Ouest. Il y avait lieu de s'effrayer pour l'avenir d'un conflit économique avec l'Angleterre. Bernstein souhaitait une victoire, mais il appelait de tous ses vœux une paix qui amenât la reprise des relations entre peuples civilisés et entre socialistes. Et tel est pareillement l'esprit du *Manifeste des trois :* il ne s'agit plus d'une guerre de défense, à laquelle tous les socialistes sont acquis, mais d'une guerre de conquête destinée à engendrer de nouvelles guerres. Rien n'est comparable à ce carnage, à cette cruauté des temps barbares unie aux ressources les plus raffinées de la civilisation. Un devoir impérieux commande donc au parti socialiste et à ses élus d'établir une ligne de démarcation entre eux et les partis bour-

geois, de mettre fin à la trêve nationale, de garder leur indépendance à l'égard du gouvernement et de lui faire entendre le désir de paix qui s'est emparé du peuple. « On veut bien, disait le Manifeste, nous demander nos voix pour les crédits, mais sur d'autres questions importantes, où est notre garantie qu'on nous consultera? »

Cette démonstration pour la paix était encore appuyée par une lettre ouverte de deux cents « hommes de confiance » du parti, fonctionnaires de syndicats, rédacteurs de journaux, parmi lesquels figurent neuf députés au Reichstag et trois au Landtag de Prusse et qui ont recueilli par la suite un grand nombre de signatures. La *Lettre ouverte* blâme encore plus énergiquement que les « trois » la politique opportuniste inaugurée le 4 août. « L'adoption de la trêve nationale est une croix sur la tombe de la lutte des classes. » Ceux-là encourent la plus grave responsabilité qui entraînent le parti sur ce terrain glissant. Les masses écrasées attendent de leurs députés qu'ils réclament la fin d'une lutte terrible...

Au nom de la majorité, le comité directeur répondait officiellement, le 26 juin, dans le *Vorwaerts* au *Manifeste des trois* et à la *Lettre ouverte*. Le parti n'a aucune raison de changer l'attitude adoptée le 4 août. Il était nécessaire de se mettre au service de la patrie quand les Cosaques du Tsar traversaient la frontière, pillant et brûlant. Bien qu'opposés à toute annexion, les socialistes doivent accorder leur aide au gouvernement jusqu'à ce que la guerre ait une issue heureuse. En combattant pour l'indépendance nationale, ils préparent pour l'avenir le terrain indispensable à la lutte de classe. Les socialistes condamnent les horreurs inséparables de la guerre, mais point de façon unilatérale (absolution commode de la sauvagerie teutonne). Aujourd'hui, alors que la situation créée par la bravoure des armées allemandes lui semble favorable, le comité directeur s'adresse à la bonne volonté du pouvoir et à l'effort de pression du prolétariat pour que l'Allemagne prenne l'initiative de négociations qui mettent un terme à la guerre sanglante. — Mais l'obstacle est venu des socialistes anglais et français, alliés du Tsar, qui ont rompu tout lien avec les camarades allemands, refusé de se rendre à l'appel du bureau socialiste international transféré en Hollande, et mis à néant tout projet d'accord général et d'entente pour la paix, car la majorité en Angleterre et en

France est favorable à une continuation de la guerre jusqu'à ce que l'Allemagne soit complètement vaincue.

On remarquera l'ambiguïté de cette demande officiellement adressée par les représentans autorisés du parti socialiste au gouvernement impérial d'engager des négociations pour la paix. Elle est destinée à satisfaire à la fois les internationalistes, puisqu'elle exprime le même vœu que Haase, Kautsky et Bernstein, — et les nationalistes, puisqu'elle proclame que les socialistes français et anglais mettent à néant ces intentions pacifiques et visent à la destruction de l'Allemagne. Le manifeste officiel ne peut qu'abuser les socialistes à l'étranger sur la lassitude de l'Allemagne.

Les socialistes français dont l'entente s'est maintenue, malgré certaines fédérations départementales, infectées de pacifisme et d'internationalisme, ont répondu en votant une résolution discutée et finalement adoptée à l'unanimité par leur conseil national, le 15 juillet. Ils rappellent que, même de l'aveu des Allemands, l'agression est venue de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. Ils saluent l'éveil de la conscience socialiste telle que la révèlent le *Manifeste des trois* et la *Lettre ouverte*, écartent toute politique de conquête, mais exigent la reconnaissance du droit des nations, libres de disposer d'elles-mêmes, de retourner vers la mère patrie dont elles ont été brutalement séparées, et proclament la nécessité d'aboutir à la défaite du militarisme prussien.

La lettre des « trois » et le compromis imaginé par le comité directeur de Berlin a soulevé les contradictions et les critiques des membres de la Droite socialdémocrate, et de leurs journaux les plus influens, le *Hamburger Echo*, la *Chemnitzer Volksstimme*, le *Volksblatt für Anhalt*, etc. Ils répondent à Bernstein que si la guerre d'anti-russe est devenue anti-anglaise, c'est toujours la même guerre. « L'ennemi se trouve politiquement là où il se trouve économiquement. » En s'alliant au tsarisme, la France et l'Angleterre ont perdu le droit de se nommer des démocraties. — Les uns, toutefois, écartent plus ou moins sincèrement les annexions; les autres, tel Peus, se déclarent franchement annexionnistes: dans l'évolution actuelle, les petites nations sont une anomalie appelée à disparaître.

Cet esprit de la Droite, dont la formule se résume en ceci qu'il faut se montrer Allemand avant d'être socialiste, s'exprime

clairement dans un discours prononcé à Stuttgart par Wolfang Heine et empreint du plus pur loyalisme, et dans une brochure de Kolb, *la Socialdémocratie au Carrefour*. Il y a, disait Heine, nécessité pressante à se rapprocher du gouvernement, à mesure que la situation devient plus dangereuse. Il ne s'agit plus de *Doktorfragen*, de spéculations sur la République ou la Monarchie. L'armée c'est le peuple. On doit avoir confiance en l'Empereur, sa volonté pacifique est indéniable. Dans le passé, il a deux fois déjà sauvé la paix. Toute la nation est solidaire. La démocratie socialiste doit donc se tenir aux côtés de l'Empereur. Les travailleurs sont liés à l'État, malgré son insuffisance. Si l'industrie allemande était détruite, les ouvriers souffriraient plus que les patrons.

Les idées de Heine, avec des nuances, sont aussi celles des Fischer, des Südekum, des Bartels, des Braun, des Molkenbuhr, des Pfannekuch, des Scheidemann. Ce socialisme de gouvernement, très répandu dans les États du Sud, en Bavière, dans le duché de Bade, où il a déjà fait ses preuves, s'est toujours, depuis Lassalle, avec Vollmar et tant d'autres, maintenu dans le parti en opposition à l'internationalisme intransigeant des purs marxistes tel qu'il s'exprime par une nouvelle protestation dite des *nonante*. L'issue de la guerre décidera laquelle des deux tendances l'emportera sur l'autre. Dans le présent, les votes du Reichstag prouvent que la forte majorité socialdémocrate, favorable au gouvernement, n'est guère entamée.

L'autorité dont disposent actuellement les socialistes à visées impérialistes leur vient des grands syndicats ouvriers. Karl Legien, secrétaire de la Commission générale des *Gewerkschaften*, député de Kiel, combat énergiquement, aux côtés de Heine et de Scheidemann, la campagne de Liebknecht et de ses amis.

D'après la théorie matérialiste qui ramène toute l'histoire à la lutte des intérêts économiques, une paupérisation croissante et universelle des masses, résultat fatal de la concentration capitaliste, les conduit, dans tous les pays industriels, à l'internationalisme. Mais l'évolution capitaliste est loin de suivre uniformément le cours que lui avait tracé Karl Marx. Au lieu de s'appauvrir, une nombreuse élite ouvrière voit son bien-être s'accroître à mesure que le capitalisme se développe, non sans doute d'une façon rigoureusement proportionnelle et par la force

même des choses, mais par l'organisation, la lutte bien conduite sous la direction de chefs prudens et habiles. Ce n'est qu'à partir de 1890 que les syndicats, en Allemagne, ont commencé à accroître leur part de profits dans la production nationale, part qui s'élevait en 1914 à 75 millions de marks de capital et 75 millions de recettes pour la dernière année. Si le patriotisme n'y suffisait pas, l'intérêt le plus positif les conduit naturellement au nationalisme. Bien loin de songer à une grève au moment de la déclaration de guerre, comme les ouvriers anglais, les travailleurs syndiqués d'Allemagne ont envoyé, à la veille du 4 août, aux députés socialistes lettres sur lettres, par lesquelles ils leur enjoignaient de ne pas voter contre les crédits de guerre, tant ils redoutaient de voir anéantir toute l'œuvre méticuleuse de leur bureaucratie, leurs édifices fermés et leurs fonctionnaires sur le pavé.

Les dirigeans, Legien, Otto Hue, Paul Umbrest, les journaux des syndicats, et, au premier rang, leur organe officiel le *Correspondenzblatt* ont toujours combattu très vivement les internationalistes purs, Liebknecht, Ruehle, Rosa Luxembourg, Mehring, « comospolites sans racines, aventuriers politiques, élégans littérateurs et savans livresques, qui croient que les masses n'attendent que leur signal pour se mettre en branle, » alors qu'ils n'ont aucune qualité pour parler au nom des unions syndicales et qu'ils devraient être exclus du parti socialiste. Les journaux syndicaux ont blâmé le *Manifeste des trois*, en opposition avec le caractère de l'action ouvrière. Celle-ci témoigne en majorité d'un caractère réactionnaire et belliqueux dans le sens impérialiste. La classe des travailleurs, disent ses porte-paroles, sent la nécessité de changer d'attitude envers le militarisme, elle a un intérêt vital à briser pour toujours les entraves que le capital anglais apporte à l'industrie nationale et au commerce allemand. Une défaite porterait un coup fatal au développement des unions. — La prise d'Anvers fut célébrée comme une victoire syndicale, comme un gage de la future annexion de la Belgique. Et l'esprit des soldats est souvent pire que celui des chefs. En dépit de l'éducation que les socialistes se vantent de donner à la classe ouvrière, à Gand, à Bruxelles, les Belges furent obligés de fermer le restaurant coopératif et les salles de réunions aux camarades syndiqués sous l'uniforme allemand qui, pleins d'arrogance, discutaient avec

eux, et leur réclamaient, par une atroce plaisanterie, le *viaticum* ou secours de route auquel les ouvriers de passage ont droit en vertu des conventions internationales.

Les socialistes intransigeans ne cachent pas le désappointement que leur a causé cet état d'esprit, après les déclarations si radicales du congrès syndicaliste de Munich, au commencement de 1914. Ils s'aperçoivent que la lutte de classe qu'on rabâche aux ouvriers depuis quarante ans n'est, pour la plupart, qu'un vernis superficiel. L'élite ouvrière ne demande qu'à collaborer avec les autres classes, elle se laisse leurrer par des promesses de réformes : sans traditions révolutionnaires, dirigée vers un idéal d'aisance de petits bourgeois, elle ne représente pas, d'après eux, les sentimens vrais des masses prolétariennes, qui, par centaines de mille au front des armées, sauront prendre leur revanche, la guerre achevée.

En attendant, les syndicats sont devenus les appuis du gouvernement pour la politique en général et pour l'organisation intérieure. Du mois d'août au 31 octobre, les caisses syndicales n'avaient pas fourni moins de 12 776 940 marks de frais de chômage, et 2 935 505 marks de secours de famille. Les grands personnages de l'État, ministres, premier bourgmestre de Berlin, président du Reichstag et de la Chambre des Seigneurs de Prusse, chef de la trésorerie impériale, sont allés les remercier en corps à la Maison des syndicats et des coopératives, la Maison rouge, comme on l'appelle. L'introducteur de ces hauts personnages n'était autre que le député socialiste Südekum, l'un des agens les plus actifs de la Chancellerie de Berlin auprès des neutres.

V

Les socialistes ont partout l'oreille des classes populaires. Habiles à mettre en œuvre toutes les influences, les Machiavels de la Wilhelmstrasse n'avaient garde de négliger ces auxiliaires dévoués, propres à créer à l'étranger des courans favorables à l'Allemagne. Ils se servirent d'eux, dès le début de la guerre, les chargèrent d'entraîner l'Italie, l'alliée récalcitrante.

Des émissaires du parti socialdémocrate autrichien, quelques semaines après l'ouverture des hostilités, avaient cherché des entretiens secrets près des socialistes milanais, qui refusèrent d'entrer en pourparlers avec eux. Par une coïncidence maladroite,

Südekum, le Brummel de la socialdémocratie, jadis célèbre dans le parti par l'élégance et la variété de ses cravates multicolores, le même Südekum qui avait accompagné la princesse Louise de Saxe dans sa fuite en automobile hors de ses États, s'était rendu à Rome, en septembre, afin de justifier la conduite des socialistes allemands et de faire comprendre aux Italiens ce qu'était le tsarisme.

Mais nul, en Italie, n'ajoutait foi à l'audacieuse affirmation des Allemands se disant entraînés dans une guerre défensive. L'opinion avait été révoltée du mépris des traités et des horreurs belges, des villes rasées, des œuvres d'art détruites, des otages massacrés. Elle jugeait, dès les premiers jours, que l'Allemagne, non la Russie, était à l'heure présente l'ennemie du repos et du paisible développement de l'Europe, que la Russie était moins agressive, moins pénétrée d'esprit militaire que l'Allemagne; le socialiste italien della Seta fit le procès des Allemands, leur opposa l'exemple des unifiés en France, et Südekum en fut pour ses frais de toilette et d'éloquence.

Les socialistes italiens étaient divisés en partisans de la neutralité et apôtres de l'intervention aux côtés des Alliés. Promoteur ardent d'une action contre l'Autriche, M. Mussolini quittait la direction de l'*Avanti* et fondait un journal, *Il popolo d'Italia*, destiné à cette propagande. Après l'entrée en campagne de la Turquie, les socialistes internationalistes se rendirent compte qu'ils n'étaient pas assez forts pour empêcher l'Italie de prendre part à la guerre. La *Confederazione del lavoro* et les députés socialistes écartèrent toute tentative de grève au moment de la mobilisation. Le parti se bornait à une protestation platonique.

Nous retrouvons Südekum, en Suède, puis en Roumanie, où il s'était rendu soi-disant pour quelque affaire de pétrole, entretenant, dans un restaurant de Bucarest, les camarades roumains des avantages et des bienfaits d'une alliance allemande.

En Hollande, Müller, membre du comité directeur, notre ancienne connaissance du Palais-Bourbon, assurait les camarades hollandais que le gouvernement impérial ne songeait nullement à toucher à l'indépendance de leur pays, et à imposer des rapports *qui ne seraient pas dans leur propre intérêt*. Mais les Allemands ont une singulière façon d'agir pour l'avantage d'autrui. Par prudence, les députés socialistes hollandais soutiennent les

ministres et votent en majorité les crédits militaires, estimant qu'une armée forte est encore la meilleure des assurances contre la guerre.

Au contraire la poignée de théoriciens qui forment le parti socialiste bulgare refusent tout subside à leur gouvernement. Le capitalisme, la propriété privée étant, d'après eux, les causes fondamentales de la guerre, ils sont disposés à accorder aux Allemands les circonstances atténuantes.

Fermement attachés à une politique de paix, les socialistes de tous les pays neutres, la Suisse, les États scandinaves, l'Espagne, les États-Unis, ont beau être travaillés par des émissaires du Kaiser, ils estiment, de l'aveu même de Bernstein, que la juste cause n'est pas du côté de l'Allemagne...

Nous avons cherché à esquisser les effets de la guerre sur les différens partis socialistes et sur les rapports de ces partis avec leurs gouvernemens respectifs. Dans une prochaine étude nous exposerons les relations de ces mêmes partis socialistes les uns avec les autres, leurs tentatives de renouer le lien international et d'exercer pour la conclusion de la paix une influence qui s'est révélée totalement impuissante à la maintenir.

JEAN BOURDEAU.

LE MOIS HISTORIQUE DE L'ITALIE

MAI 1915

En arrivant à Rome au mois de juin de cette année, quelques jours après la déclaration de guerre de l'Italie à l'Autriche, le voyageur déjà familier avec la ville eût été tenté, au premier abord, de ne rien trouver de changé à la physionomie romaine. Dans les rues, sans doute, beaucoup plus de mouvement qu'il n'est accoutumé durant la saison chaude, beaucoup plus d'uniformes surtout, des uniformes regardés, salués avec une patriotique fierté par les passans : sous la tenue de campagne vert-olive, si sobre, si nette et d'une allure si militaire, on se désignait surtout les enfans des *terre irredente*, tel le fils du podestat de Fiume, accouru en Italie, avec tant d'autres de ses compatriotes, pour combattre l'Autriche et aider à la délivrance du sol natal... Et cette vie prolongée et animée de la Rome d'été, d'ordinaire plus nonchalante, n'était pas dans la rue seulement. Parmi les représentans de la société romaine, le voyageur rencontrait aussi plus de visages connus qu'il n'est de règle au temps des chaleurs. Les Romains, cette année, ont sacrifié leurs vacances, ou les ont fort abrégées. Ils ont voulu se sentir réunis près du devoir, près des nouvelles aussi. Ils ont voulu, autant que possible, vivre en commun ces mois de guerre, ces jours d'émotion. Je citerai ce grand ami de la France, résolu à rester voisin du Tibre « jusqu'à la victoire, » et qui, pour la première fois de sa vie, passera l'été dans son palais, admirable retraite d'ailleurs, où l'accueil est d'un

charme incomparable, et si riche en livres et en œuvres d'art que l'on y braverait sans crainte et même avec plaisir toutes les ardeurs du soleil de Rome...

Cependant, à observer de près la ville, on y remarquait vite un certain nombre de symptômes plus dignes d'attention et plus nouveaux. Évidemment, un grand courant avait passé en laissant de sensibles traces. L'œil découvrait, par exemple, dans maintes ruelles, souvent jusque sur les murailles de grandes voies fréquentées, des inscriptions, des *graffiti* à la mode de l'antiquité et qui vouaient à l'exécration tels et tels hommes politiques. C'étaient encore, dans les kiosques à journaux et chez les marchands de cartes postales et d'estampes, des dessins, des caricatures, où les mêmes personnalités étaient représentées de la manière la plus cruelle ou la plus injurieuse. En revanche, à toutes les devantures, portraits du Roi et de la famille royale, portraits de M. Salandra et de M. Sonnino, portraits des chefs militaires : le général Cadorna, vénéré au delà des Alpes autant que l'est chez nous le général Joffre; le duc des Abruzzes, aimé pour son audace et pour son esprit, et parce qu'il incarne l'espoir que la nation a mis dans sa marine, le grand rêve adriatique et méditerranéen de l'Italie. N'oublions pas, surtout, les innombrables portraits de M. Gabriele d'Annunzio, chantre de cette guerre de délivrance et d'expansion... De nos jours, le Capitole et la roche Tarpéienne ont été transportés chez le libraire. Et ce Capitole, le peuple de Rome y fait monter ceux qui ont pris l'initiative de la rupture avec la Triplice. Cette roche Tarpéienne, il en précipite ceux qui ont soutenu le parti de la neutralité... Ainsi, pour l'étranger qui entrait à Rome, commençaient déjà, avant toute enquête, à s'éclairer les événemens dont la capitale, le mois précédent, avait été le théâtre, ces manifestations dont le télégraphe nous avait donné des comptes rendus succincts, insuffisans, un peu confus.

Enfin, si les habitans de la ville conservaient toujours cette dignité et cette gravité romaines que rien ne semble capable d'émouvoir, un peu d'observation permettait de découvrir que de grandes passions venaient d'agiter les esprits. La tempête apaisée, des rides paraissaient encore sur l'onde. Le soir, sur les places, la coutume du Romain est de s'assembler, de « faire forum. » Ces temps-ci, on sentait le forum vibrant de luttes récentes. Un cri, une rumeur, un incident de la rue, — étranger

suspect, soupçonné d'espionnage, ou pessimiste rudement sommé de ne plus répandre ses propos alarmans, — et aussitôt la vague populaire avait tendance à se reformer...

Tous ces phénomènes de la vie superficielle de la cité se groupaient, s'illuminaient, prenaient un sens très fort lorsque l'on découvrait bientôt que, dans la réalité des choses, Rome, au cours des dernières semaines, venait de se comporter en véritable capitale, cœur et cerveau de tout un peuple, et de vivre les journées les plus décisives par lesquelles elle eût passé depuis qu'elle sert de siège au gouvernement de la nouvelle Italie.

* * *

Massimo d'Azeglio écrivait, en cette année 1859 qui offre, à certains égards, bien des rapports avec les jours que nous vivons, ces lignes familières à l'un de ses amis français : « On criera à l'ambition de Victor-Emmanuel, c'est tout simple ; le plus malin y serait pris. Et pourtant, moi qui connais le Roi,... si vous saviez comme cela me fait rire de me figurer Victor-Emmanuel dévoré d'ambition ! Non, tout cela n'expliquerait rien. Il n'y a qu'à admettre qu'il y a des entraînemens inévitables, des antagonismes comme des affinités voulus par la nature des choses, et qu'à de certains momens, de grandes rénovations s'accomplissent : comment ? pourquoi ? parce qu'elles sont dans le cœur, dans l'esprit de tout le monde. »

Ces lignes ont été écrites voilà plus d'un demi-siècle. Et l'explication psychologique que Massimo d'Azeglio trouvait alors aux événemens dont il était le témoin, au mouvement qui poussait l'Italie à accomplir une étape de plus vers son unité, cette explication, aujourd'hui, est encore valable et juste. Non, certes, ce n'est pas l'ambition qui a conduit Victor-Emmanuel III à la guerre, et ce mobile est aussi loin du roi d'Italie qu'il l'était de son aïeul, simple roi de Sardaigne. Victor-Emmanuel III est un prince consciencieux, réfléchi, modéré, incapable de se décider par d'autres raisons que celles de la sécurité, de l'intérêt et de l'honneur de l'État dont il est le chef. Et si, durant les journées de mai 1915, lorsque tout un peuple se tournait vers lui, recourait à son arbitrage suprême, si le Roi a pris alors les décisions et prononcé les paroles qui

annonçaient la guerre, c'est parce qu'il a su, — de même que le premier roi d'Italie, — comprendre les aspirations du pays et se faire l'interprète des sentimens qui, selon l'expression de Massimo d'Azeglio, se trouvaient dans le cœur et l'esprit de chacun.

Ainsi le drame de conscience nationale qui s'est joué à Rome nous montre déjà ses deux protagonistes : le Roi d'une part, le peuple de l'autre. Mais il a eu divers acteurs encore. Ces acteurs, nous allons les voir apparaître à mesure que se déroulera la tragédie qui s'est dénouée le 24 mai par la rupture solennelle avec l'Autriche.

Le ministre des Affaires étrangères que M. Salandra, en succédant à M. Giolitti, avait tenu à laisser en place, était mort, après une courte maladie, le 16 octobre 1914. C'était une personnalité très complexe, un peu mystérieuse, que celle du marquis de San Giuliano. Aujourd'hui, les Allemands aimeraient le faire passer pour un « tripliciste » convaincu et absolu. Ils déplorent à grand bruit sa disparition, et le comte Reventlow est allé jusqu'à écrire, en ces temps derniers, que les interventionnistes italiens n'avaient pas reculé devant les poisons des Borgia pour supprimer le ministre qui faisait obstacle à la guerre contre l'Autriche. C'est le type des fables énormes que les Allemands, dans leur déception et leur délire, ne cessent d'inventer depuis un an, tant à l'usage de leur public qu'à l'usage des neutres. En réalité, le marquis de San Giuliano (qui a succombé, est-il besoin de le dire ? à une crise d'urémie nettement caractérisée) n'avait pas joui toujours de cette faveur ni de cette confiance de la part de l'Allemagne. Il y a dix ans, la presse germanique l'attaquait avec violence pour avoir délégué à la conférence d'Algésiras le marquis Visconti-Venosta, ce grand seigneur toujours animé de sympathies pour la France, et qui vient de mourir au moment où s'accomplissait son idée. Le marquis Visconti-Venosta devait, en effet, largement contribuer à retourner contre l'Allemagne la conférence si brutalement exigée par le gouvernement impérial. Il devait ébaucher là-bas une ligue de résistance européenne contre les prétentions allemandes à l'hégémonie, — cette coalition diplomatique que le prince de Bülow feignait d'appeler avec dédain la « constellation très surfaite d'Algésiras, » et qui n'en est pas moins devenue la Quadruple-Entente d'aujourd'hui... Plus

tard, le marquis de San Giuliano encourut encore les colères de la presse allemande lorsque la campagne de Tripolitaine fut décidée et la guerre déclarée à la Turquie. En revanche, toutes les faveurs de l'Allemagne étaient pour lui lorsqu'il signait le renouvellement de la Triple-Alliance, par exemple, ou lorsqu'il prononçait son grand discours-programme du mois de février 1913, qui semblait annoncer une extension de la Triplice, jusque-là purement continentale, aux questions maritimes, et promettre une collaboration de l'Italie avec l'Allemagne et l'Autriche dans la Méditerranée.

En somme, la longue gestion des affaires extérieures de l'Italie par le marquis de San Giuliano, son ministère abondant en événemens et fertile en résultats, avaient eu pour principe une sorte d'équilibre tenu entre les Empires du Centre et la Triple-Entente. A cette balance, correspondait et devait naturellement correspondre la déclaration de neutralité de l'Italie proclamée dès le 3 août 1914. Mais, au milieu de cette politique, la pensée profonde du marquis de San Giuliano ne se laissait pas aisément définir. On peut même croire qu'il ne lui déplaisait pas de donner de lui-même une impression énigmatique. Avait-il adapté à la situation de l'Italie moderne en Europe la fameuse « versatilité réfléchie » des anciens ducs de Savoie ? Avait-il voulu pratiquer une politique de ménagemens et d'attente en raison des orages qu'il voyait grossir ? Le fait est que son intelligence semblait répugner aux décisions sans appel et aux résolutions irréparables. Des hommes qui l'ont connu dans l'intimité affirment même que le fond de la pensée de ce gentilhomme sicilien était le scepticisme, un esprit d'examen et de doute appliqué tour à tour à toutes les forces qui se trouvent en présence dans l'Europe contemporaine : la neutralité italienne répondait parfaitement à des dispositions de cette nature. Et, si rien n'autorise à préjuger que le marquis de San Giuliano eût persisté jusqu'au bout dans son point de vue initial, qu'il n'eût pas fini par prendre la voie dans laquelle devait entrer son successeur, par se ranger du côté des Alliés pour faire respecter avec eux l'équilibre européen que menaçait l'agression des Empires du Centre, il n'en est pas moins vrai que, jusqu'à sa mort, l'Italie a strictement gardé, vis-à-vis des belligérans, l'attitude de neutralité où elle avait déclaré se tenir au début de la guerre générale. La France, en

particulier, ne saurait oublier la loyauté avec laquelle ce parfait gentilhomme aura observé la parole que, dès le 1er août, il avait tenu à porter lui-même et spontanément à notre ambassadeur.

Chose singulière : le successeur de M. de San Giuliano arrivait à la Consulta avec un tempérament, un caractère très différens du sien, mais avec des idées qui passaient pour beaucoup plus arrêtées. « Tripliciste, » M. Sonnino avait la réputation de l'être en prenant la direction des Affaires étrangères. Mais M. Tittoni, ambassadeur d'Italie à Paris, n'avait-il pas été, lui aussi, autrefois, désigné comme un « tripliciste » à toute épreuve? Le duc d'Avarna, ambassadeur d'Italie à Vienne, n'était-il pas le très bienvenu à la Cour de l'empereur François-Joseph? M. Bollati n'avait-il pas été salué à son arrivée à Berlin, en novembre 1912, comme un « partisan des traditions de la Triple-Alliance et un sincère ami de l'Allemagne, » ainsi que l'écrivait la *Gazette de Francfort?* C'est pourtant cet état-major diplomatique qni a rompu une alliance de trente ans avec les deux Empires germaniques et introduit l'Italie dans la guerre aux côtés de la France, de l'Angleterre et de la Russie.

Pendant la maladie et quelque temps après la mort du marquis de San Giuliano, M. Salandra avait dirigé par intérim les Affaires étrangères. Un instant, on crut qu'il s'en chargerait d'une manière définitive. Quelque tentation qu'il en ait pu avoir, quelques suggestions qui lui eussent été apportées (car déjà l'astre de M. Salandra commençait à grandir), le président du Conseil préféra conserver le portefeuille de l'Intérieur. Au surplus, les événemens mûrissaient. La guerre européenne s'étendait à l'Orient par les provocations que la Jeune-Turquie germanisée multipliait envers la Triple-Entente, et l'Italie se voyait appelée à envisager la sauvegarde de ses intérêts dans cette Méditerranée orientale où elle a tant de projets d'avenir. Une tendance de plus en plus forte se manifestait dans l'opinion publique en faveur d'une préparation de l'Italie à toute éventualité. Au cœur du gouvernement lui-même, des divergences de vues s'accusaient certainement aussi, car, au commencement du mois de novembre 1914, M. Salandra apportait la démission du ministère au Roi. Et celui-ci, après quelques conversations avec les chefs des groupes parlementaires, char-

geait de nouveau M. Salandra de composer le Cabinet. Dans cette combinaison, mise rapidement sur pied, on remarquait tout de suite que le général Zupelli, partisan résolu d'un renforcement de l'armée, restait au ministère de la Guerre, tandis que M. Rubini, dont l'opposition aux dépenses militaires n'était un secret pour personne, abandonnait les Finances, où M. Carcano le remplaçait. Quant à M. Salandra, il optait définitivement pour l'Intérieur. Enfin, M. Sonnino était appelé à la Consulta.

On rapporte que le prince de Bülow, au cours de ses pénibles négociations avec M. Sonnino, redoutable adversaire, se serait écrié un jour, feignant une bonne humeur qui cachait mal son dépit : « Dans un pays de bavards, j'ai affaire au seul homme qui ne parle pas. » En effet, M. Sonnino, qui d'ailleurs, quand il le veut, sait fort bien parler, possède un flegme tout britannique, ce qui ne saurait surprendre étant donné ses origines. Il est curieux de se représenter aujourd'hui que son entrée à la Consulta avait tout d'abord déçu, en Italie, les élémens nationalistes et les élémens de gauche, déjà partisans d'une politique énergique d'intervention contre l'Autriche et l'Allemagne, et que sa réputation de « tripliciste » alarmait. M. Sonnino laissa dire. Il se laissa traiter de sphinx. Pendant tout le mois de novembre, il observa les événemens, il étudia au point de vue italien la situation européenne. Le 9 décembre, par la dépêche au duc d'Avarna sur laquelle s'ouvre le *Livre vert*, il introduisait la politique de l'Italie dans une voie nouvelle, en exigeant de l'Autriche qu'elle respectât l'article VII du traité de la Triple-Alliance, article qui prévoyait le cas où l'Autriche-Hongrie troublerait l'équilibre des Balkans, et fondait l'Italie à réclamer des compensations pour elle-même... Dès ce moment, on allait à la rupture et à la guerre. Le sort en était jeté.

On peut dire que la rédaction, hautement prévoyante, extrêmement habile, de cet article VII aura été déterminante pour la politique de l'Italie en 1915. A plus de trente ans de distance, les négociateurs italiens de la Triple-Alliance avaient réservé l'avenir de leur pays, ménagé sa liberté, en insérant dans le traité cette clause résolutoire, qui assurait d'avance le bon droit de l'Italie dans ses difficultés futures avec le gouvernement de Vienne, qui lui procurait le moyen de rompre juste-

ment et honorablement avec ses anciens alliés. Ce texte, dont la portée avait été si bien calculée, dont l'effet devait être si sûr, fait penser aux plus fameux exemples de ce genre que renferme l'histoire des traités. Il vaut le célèbre *moyennant* de la paix des Pyrénées, qui avait permis à Louis XIV d'en finir avec le dessein d'Espagne. Il vaut le : *alors et dans ce cas* dont l'empereur Léopold, au début des guerres de la Révolution, disait qu'il était sa loi et ses prophètes. Ainsi l'article VII aura été la loi et les prophètes de M. Sonnino.

*
* *

Cependant, M. Sonnino avait agi suivant les indications que la politique intérieure et l'opinion publique avaient données à M. Salandra et à lui-même. La haute régularité et la modération de sa procédure apparaissent par les étapes qui ont conduit à l'intervention italienne.

Le 3 décembre 1914, le ministère reconstitué se présentait devant les Chambres, et M. Salandra prononçait un grand discours-programme qui laissait pressentir que l'Italie était sur le point de suivre une ligne nouvelle. Aux applaudissemens de l'assemblée, M. Salandra affirmait que le premier devoir du gouvernement devait être « le souci vigilant des futures destinées de l'Italie dans le monde. » Et, développant sa pensée, il montrait qu'à aucun moment dans l'histoire l'avenir de tous les peuples n'avait été plus gravement engagé, les problèmes du lendemain posés plus impérieusement. « La neutralité proclamée librement et loyalement observée, s'écriait le président du Conseil, ne suffit pas à nous garantir des conséquences du bouleversement immense qui prend chaque jour plus d'ampleur et dont il n'est donné à personne de prévoir la fin. Sur les terres et sur les mers de l'ancien continent, dont la configuration politique est en train de se transformer, l'Italie a des droits vitaux à sauvegarder, des aspirations justes à affirmer et à soutenir; elle a sa situation de grande Puissance à maintenir intacte; bien plus, elle doit faire en sorte que cette situation ne soit pas diminuée par rapport aux agrandissemens possibles des autres États. Il suit de là que notre neutralité ne devra pas rester inerte et molle, mais active et vigilante, non pas impuissante, mais fortement armée et prête à toute éventualité. »

Ces paroles étaient accueillies avec chaleur par la Chambre qui, pour accentuer ses sentimens, envoyait son salut à la Belgique. Elles étaient accueillies avec enthousiasme par l'opinion publique qui, tout de suite, y avait vu l'annonce et le gage de l'intervention. Comme le disait, en quittant la séance, M. de Felice, député socialiste réformiste, « ces déclarations signifiaient la guerre. » On ne put s'y tromper en Europe. Et la presse allemande, le lendemain, reproduisait sans un mot de commentaire le discours de M. Salandra.

Cette grande séance parlementaire devait porter sur-le-champ deux contre-coups extrêmement remarquables.

D'abord la mission du prince de Bülow comme ambassadeur extraordinaire à Rome, mission annoncée et démentie à plusieurs reprises, devenait aussitôt certaine et officielle. Le gouvernement impérial accusait singulièrement les soucis que lui causait l'attitude de son ancienne alliée en considérant qu'il ne fallait pas un moindre personnage que l'ancien chancelier pour tenter de résoudre la difficulté italienne. Ce rappel à l'activité d'un homme d'État tombé en disgrâce était, en effet, hautement significatif. Nul n'ignorait que Guillaume II eût gardé une sérieuse rancune contre celui qu'il nommait autrefois son « fidèle Bernard, » qu'il avait fait prince après le coup de Tanger, mais dont la présence lui était devenue odieuse depuis les célèbres « journées de novembre, » où le chancelier avait affecté de prendre le souverain sous sa protection après lui avoir infligé un désaveu et un blâme publics. Aussi, en chargeant M. de Bülow de cette mission délicate, Guillaume II, dit-on, faisait ce double calcul : « Si Bülow réussit, et dans mon personnel diplomatique je ne vois que lui qui soit capable de réussir, le bénéfice sera pour mon Empire et pour moi. S'il échoue, c'est que tout autre doit échouer à sa place. Son échec le diminuera et ma vengeance sera plus complète. » Cependant le départ du prince de Bülow pour Rome était salué avec des cris de joie par les journaux allemands, et les *Dernières Nouvelles de Munich*, avec un mauvais goût parfait, parlaient d'un « coup de canon diplomatique de 420. » A quoi un organe nationaliste de Rome répliquait avec rudesse : « Philippe de Macédoine disait que toute forteresse peut être conquise par un âne chargé d'or. Il paraît que l'âne chargé d'or serait arrivé à Rome voilà quelque temps, mais la forteresse de la politique italienne n'est pas

tombée. Aujourd'hui l'Allemagne veut employer des moyens plus modernes et plus perfectionnés avec le mortier diplomatique de 420 représenté par M. de Bülow, mais l'Italie n'est pas une forteresse belge. » Ainsi, avant même que le prince de Bülow fût de retour dans sa villa Malta, le malentendu surgissait, les susceptibilités nationales italiennes se trouvaient, — et à juste titre, — en éveil. Viciée dans l'œuf, la mission de l'envoyé extraordinaire était immanquablement vouée à l'échec.

L'autre incident déterminé par le discours de M. Salandra garde encore aujourd'hui un caractère mystérieux.

M. Salandra, le vendredi, avait exposé son programme. Le samedi, M. Giolitti prenait la parole au milieu de l'attention générale. Quelles déclarations allaient tomber de la bouche de l'homme le plus puissant de l'Italie, chef du gouvernement pendant de si longues années, toujours considéré comme maître de revenir au pouvoir à son heure?... Or M. Giolitti ne venait pas dire seulement qu'il soutiendrait M. Salandra de son vote. Il apportait une révélation grave, à savoir qu'au mois d'août 1913, l'Autriche avait averti le gouvernement italien qu'elle préparait déjà une action offensive contre la Serbie. Et, d'accord avec M. Giolitti, le marquis de San Giuliano avait fait répondre à Vienne qu'il se refusait à voir un *casus fœderis* dans une guerre déclarée par l'Autriche à la Serbie, et que, par conséquent, l'Italie, laissant le gouvernement austro-hongrois libre d'agir à ses risques et périls, observerait la neutralité.

Cette déclaration de l'ancien président du Conseil apportait un renfort à la thèse de M. Salandra. En même temps, elle accablait l'Autriche-Hongrie dont la préméditation se trouvait établie formellement. Mais peut-être la presse de la Triple-Entente étendit-elle alors les paroles de M. Giolitti dans un sens un peu différent de celui que cet homme l'État avait entendu leur donner. En lisant le compte rendu de la séance de Montecitorio, quelques observateurs avaient déjà conçu un doute. N'avait-on pas commis une légère méprise sur la véritable pensée de M. Giolitti? Des témoins avaient remarqué l'insistance toute particulière avec laquelle l'orateur avait ajouté que le refus opposé par l'Italie à l'invitation de l'Autriche n'avait nullement troublé les relations amicales entre les deux Puissances alliées. Dès lors, n'était-on pas autorisé à se demander si M. Giolitti n'avait pas voulu suggérer à la Chambre

et à l'opinion publique cette idée que la Triplice, ayant survécu à l'incident de 1913, devait survivre également à la déclaration de neutralité de 1914? C'est du moins l'hypothèse qui se présenta tout de suite à l'esprit de quelques-uns, hypothèse que l'attitude prise dans la suite par M. Giolitti est, jusqu'à un certain point, venue appuyer.

Cependant, fort de l'approbation de la Chambre, puissamment soutenu par l'opinion publique, le ministère Salandra se mettait au travail. L'œuvre de préparation militaire redoublait d'activité et d'ardeur. M. Sonnino entamait avec le Ballplatz les négociations qu'il devait conduire avec une inébranlable fermeté jusqu'au terme, tandis que le prince de Bülow, dans sa villa fleurie de roses, mettait en action toutes les ressources de son esprit, tous ses moyens d'influence pour retenir l'Italie sur la pente, sans soupçonner, — et telle a été son erreur la plus lourde, — qu'il allait de la sorte alimenter lui-même le soulèvement national contre l'ingérence étrangère dans les affaires du pays.

***

Le *Livre vert* constitue un document à la fois politique et psychologique. C'est, dans le style sévère et mesuré de la diplomatie, un dialogue où apparaissent deux états d'esprit. Au comte Berchtold a pu succéder le baron Burian; à un grand seigneur un peu las, un peu détaché, un magnat hongrois plus actif et plus âpre : la conversation garde la même allure, et c'est toujours M. Sonnino qui la conduit. En vain la diplomatie allemande s'efforce-t-elle d'intervenir, de jeter des ponts, de chercher des moyens termes. Du côté italien, il y a une volonté inflexible, une clarté de vues qui écarte tous les pièges, rend toutes les ruses inutiles, décourage les arrière-pensées de duperie. Du côté austro-hongrois, sous les habiletés auxquelles le négociateur a recours, on sent une résignation, un fatalisme devant la rudesse de l'attaque. L'Autriche a l'impression que louvoyer ne lui servira de rien : à gagner du temps, tout au plus. Elle a compris, dès la première note apportée par le duc d'Avarna, que son vieux duel avec le Piémont reprenait, qu'une quatrième rencontre armée était inévitable. « L'Italie et l'Autriche ne peuvent être qu'alliées ou ennemies. » Le mot

célèbre de Nigra se lit en marge de toutes les dépêches du *Livre vert*. Le comte Berchtold, le baron Burian se défendent, rompent et parent, mais subissent le jeu de leur rude adversaire. Le prince de Bülow, qui voudrait être le directeur de ce combat diplomatique, s'efforce de détourner les coups droits. Mais le prince de Bülow propose et c'est M. Sonnino qui dispose.

Le 4 mai, le duc d'Avarna, d'ordre du ministre des Affaires étrangères, laisse entre les mains du baron Burian la communication, en français, qui met le point final à des négociations de cinq mois et qui notifie au gouvernement austro-hongrois que, son point de vue et celui du gouvernement italien étant inconciliables, « il est inutile de maintenir à l'Alliance une apparence formelle qui ne serait destinée qu'à dissimuler la réalité d'une méfiance continuelle et de contrastes quotidiens. » C'est la rupture. Toutefois ce n'est pas encore la guerre. Au prince de Bülow, humilié de son échec, il reste un dernier, un fragile espoir : celui que l'Italie, au moment suprême, reculera devant la gravité de l'acte. Il compte sur l'événement extérieur ou intérieur qui modifiera les dispositions du gouvernement et du peuple italien. Et il redouble alors d'activité occulte. D'innombrables conciliabules ont lieu à la villa Malta où, chaque nuit, pénètrent, comme des conjurés, des visiteurs mystérieux, trahis seulement par le ronflement des automobiles, dont s'étonnent les habitans du paisible Pincio...

Le prince de Bülow recourt à tous ses talens, à sa connaissance approfondie de la carte parlementaire et financière de l'Italie : ne sait-il pas insinuer avec à-propos qu'il est à demi italien par son mariage et par ses goûts? Il s'est, en effet, allié à la famille de ce Minghetti, précurseur de la Triplice, qui, dès 1873, avait conduit Victor-Emmanuel II à Berlin et à Vienne... Le prince de Bülow a le tort, grave pour un politique, il a le travers, bien allemand, de se nourrir à l'excès de souvenirs historiques. Que ne regarde-t-il davantage autour de lui? Voici que monte le flot du sentiment populaire. Déjà quelques bagarres ont eu lieu, ici et là, entre « neutralistes » et « interventistes, » ces Gibelins et ces Guelfes de la nouvelle Italie. Mais le parti de l'intervention croît tous les jours en force. La dénonciation de l'alliance avec l'Autriche n'est pas encore officielle : elle est devinée, pressentie. Par une curieuse rencontre, cet événement, connu seulement de quelques hommes

d'État et de quelques diplomates, se trouve coïncider avec le « Sacre des Mille, » avec les fêtes organisées à Gênes en l'honneur de Garibaldi : commémoration qui venait juste à point pour surexciter le sentiment national.

Sur le rocher de Quarto, d'où, le 5 mai 1860, Garibaldi et ses compagnons étaient partis, — Cavour fermant les yeux avec complaisance, — pour leur aventureuse expédition de Sicile, on attendait de tous côtés que fussent proclamés les destins de l'Italie nouvelle. Le mot que se murmuraient les Génois, cinquante-cinq ans plus tôt, le « *partono stanotte* » qu'ils s'annonçaient joyeusement en parlant des Mille, c'est à l'armée italienne, devenue l'une des grandes armées de l'Europe, avec ses millions de soldats, qu'il s'appliquait cette fois-ci. Le grand départ semblait prochain. Le Roi, les ministres étaient attendus à Quarto, d'où ils devaient en faire l'annonce solennelle. Et, mettant fin à son exil volontaire, un poète italien revenait dans sa patrie pour ne pas manquer cette heure. M. Gabriele d'Annunzio avait déclaré qu'il ne rentrerait que le jour où l'Italie se réveillerait. Se doutait-il alors du rôle que les événemens lui réservaient dans ce réveil ? Savait-il que, du rocher de Quarto, lui aussi devait partir pour des aventures ?...

On peut dire que, durant cette journée de fête, tandis qu'on ignorait encore que la rupture avec l'Autriche fût un fait accompli, tout le peuple italien, l'Europe, le monde entier, avaient les yeux fixés sur la roche historique. Là, pensait-on, serait proclamée l'entrée de l'Italie dans la guerre... Avec quels sentimens partagés fut accueillie la nouvelle que ni le Roi ni les ministres n'assisteraient à la cérémonie, on se le rappelle encore, les uns craignant un recul dont se félicitaient les autres. Tout de suite, pourtant, la dépêche d'excuse du Roi mettait les choses au point. Il suffisait de savoir lire pour interpréter justement ce message. Peut-être ne contenait-il pas de mot aussi éclatant que le célèbre *grido di dolore* par lequel l'aïeul de Victor-Emmanuel III, dans une circonstance semblable, avait ému toute l'Europe. Mais le Roi révélait sa pensée et son dessein en évoquant, précisément, la mémoire de son aïeul et en associant au souvenir du « galant homme, » et le souvenir de celui qui, le premier, avait « préconisé l'unité de la patrie, » et celui de ce « capitaine des Mille, » parti « de la rive célèbre de la mer ligurienne, avec une audace immortelle,

vers un sort immortel. » Victor-Emmanuel II, Mazzini, Garibaldi : cette trinité hardiment rapprochée par le Roi, c'était le symbole du *Risorgimento* qui réapparaissait, c'était la quatrième guerre de sa libération et de son extension nationale promise à l'Italie. Il était impossible de s'y tromper. Aussi un grand journal de Milan, favorable à l'intervention, définissait la situation en imprimant cette simple ligne : « Quarto ne marque pas une fin, mais un commencement. »

Personne ne l'avait mieux compris que le prince de Bülow. Renseigné jour par jour sur la marche des négociations de M. Sonnino, il avait vu s'évanouir l'une après l'autre ses espérances. Il avait brûlé ses dernières cartouches dans une audience du Quirinal où, peut-être, — ce point n'est pas encore éclairci, — il avait apporté au Roi une lettre autographe de Guillaume II, suprême adjuration d'un ancien allié. M. de Bülow, à partir de ce moment-là, ne pouvait plus se faire d'illusions : sa mission avait échoué. Avec son expérience des choses et des hommes, il est douteux qu'il ait trouvé de fortes raisons d'espérer dans l'incident même qui était sur le point de survenir et qui semblait pouvoir tout remettre en question. Et s'il n'a pas voulu quitter la partie sans avoir tenté jusqu'au bout la fortune, bien des mots qu'on rapporte de lui laisseraient conclure qu'il ne croyait plus au succès.

Pourtant, ce n'était pas un effort négligeable que tentaient les derniers partisans de la neutralité, au lendemain de Quarto. Le jour où M. Giolitti quitta sa villa de Cavour pour se rendre à Rome, — c'était le 7 mai, — toute l'opinion publique italienne, avec son sens si aigu de la politique, comprit qu'une péripétie décisive allait s'accomplir.

Loin du pouvoir, d'où il s'était, quelques mois avant la guerre, retiré volontairement, M. Giolitti passait pour être resté la personnalité la plus influente de toute l'Italie. L'homme d'État qui avait engagé la campagne de Tripolitaine, donné à son pays le suffrage universel, régné sur le Parlement où sa main puissante avait fondu les partis et laissé survivre une seule majorité, la majorité giolittienne, — cet homme d'État pouvait-il parler sans qu'il fût plus que probable qu'il serait entendu? Pouvait-il montrer le désir de reprendre le pouvoir sans que le pouvoir dût immédiatement lui être remis? Est-ce qu'il n'avait pas, en somme, délégué le gouvernement à

M. Salandra comme à un lieutenant qu'il se proposait de remplacer lorsque la charge deviendrait trop lourde et demanderait le retour du vieux pilote? Et puis, c'était le Piémont, le Piémont militaire et loyaliste, que représentait M. Giolitti, où M. Giolitti était maître, c'était le Piémont, cœur de la monarchie, qui semblait venir avec lui à Rome, se présenter au Parlement et au palais royal... A tenir compte de tous ces élémens, la démarche de M. Giolitti, de qui l'on connaissait les doutes sur l'attitude la meilleure à observer par l'Italie, pouvait sembler capable d'arrêter net l'intervention.

Il importe d'ailleurs de se représenter de sang-froid les raisons pour lesquelles M. Giolitti était mal disposé à accepter l'idée de la guerre. Sa thèse tenait en un mot : le *parecchio*, un mot qui n'a été si impopulaire que parce qu'il entraînait un sens diminutif et que l'état d'esprit le plus général, en Italie, noblement ambitieux, tourné vers la grandeur et l'expansion nationales, était hostile aux combinaisons et aux marchandages (1). M. Giolitti voyait la situation comme un homme positif, économe, qui n'aime pas le jeu, qui écarte le risque, qui se dit qu'un tiens vaut mieux que deux tu l'auras, surtout lorsque, pour l'avoir, il faut courir toutes les incertitudes d'une guerre, exposer de précieuses existences, payer les frais d'une campagne. Plus d'une fable de notre La Fontaine, plus d'un proverbe de Cervantès eussent peut-être, sur ce point, donné raison à M. Giolitti. Mais il y avait dans son cas autre chose encore : M. Giolitti appartient à une génération déjà ancienne, qui a vu les commencemens de l'Italie nouvelle, qui a connu l'ère des difficultés et qui, naturellement, incline à la modération et à la prudence. Pour ces calculateurs, les propositions de l'Autriche étaient plus qu'acceptables, elles étaient tentantes. « Prenons donc ce qu'on nous donne pour rien, pensaient-ils. Si ce *parecchio*, ce quelque chose qui paiera notre neutralité, n'est pas tout à fait ce que nous pouvons désirer de mieux, il aura du moins l'avantage de n'avoir coûté ni une goutte de sang italien, ni un sou de notre trésor... » Aussi M. Giolitti comptait-il, le jour où la discussion viendrait devant la Chambre,

(1) *Parecchio* est un terme qui s'emploie surtout dans le langage piémontais. On l'a traduit en français par « quelque chose. » Le vrai sens serait plutôt « un certain nombre de choses, » et même, étant donné le caractère familier de l'expression : « pas mal de choses. »

l'emporter aisément, avec son autorité, son prestige, sa dextérité de grand parlementaire. Quant à l'opinion publique, il ne la faisait pas entrer dans ses calculs. C'est pourquoi on le vit écarter comme d'importuns et négligeables murmures les cris : *A bas le parecchio!* poussés à Turin sur son passage par quelques étudians. A Rome, pourtant, il devait retrouver, à sa vive surprise, ces manifestations singulièrement grandies et chaque jour grossissantes. Le public avait eu l'intuition très nette que posée, telle quelle, devant la Chambre, la question serait certainement résolue dans un sens contraire à ses vœux, que l'ancien président du Conseil, au premier signe, retrouverait sa vieille et fidèle majorité. Ce serait une sorte de retour de l'île d'Elbe parlementaire. L'arrivée de M. Giolitti à Rome provoquait donc aussitôt une émotion, une agitation considérables. Et l'on allait assister à ce spectacle étrange : l'homme naguère le plus influent, le moins discuté de toute l'Italie, le dictateur aux mains robustes qui avaient pétri si longtemps la vie publique italienne, mis en échec, pour la première fois, par un mouvement populaire, dont la direction serait prise par un poète, — chose peut-être, celle-là, plus imprévue, plus extraordinaire encore, la dernière, à coup sûr, à laquelle s'attendit M. Giolitti, accoutumé à ne compter qu'avec la psychologie des assemblées et les usages du régime représentatif.

Le 12 mai, M. Gabriele d'Annunzio arrivait à Rome par un train du soir. La ville était déjà surexcitée par les rumeurs des derniers jours, par les bruits qui couraient de toutes parts au sujet des « intrigues neutralistes » et de la « conjuration parlementaire. » Les Romains avaient pris hautement parti pour la guerre et pour M. Salandra. La présence de M. Giolitti à Rome les alarmait et les irritait. En vain M. Giolitti, dans une lettre publique à la *Tribuna*, affirmait-il qu'il n'était jamais entré dans ses intentions de renverser le ministère et qu'il s'était borné à répondre à une convocation du Roi et du président du Conseil lui-même, avec lesquels il devait avoir des entretiens sur la situation générale : il n'y a pas lieu, sur ce point, de mettre en doute la loyauté de M. Giolitti. Malheureusement pour lui, il avait des amis, une clientèle, et même il trouvait des partisans de circonstance, beaucoup moins modérés, beaucoup moins circonspects, et qui le compromettaient comme à plaisir. En l'espace de quelques jours, M. Giolitti se

trouvait être devenu le prisonnier de son parti. Son point de vue d'homme d'État, pesant avec soin, avec scrupule, le pour et le contre de l'intervention italienne, disparaissait dans le tumulte créé par le grand conflit de deux idées, de deux passions opposées. M. Giolitti se trouvait débordé. Rome traversait de ces heures où le vent de la popularité et de l'impopularité souffle où il veut, capricieusement, parfois au hasard. Très vite, il souffla en tempête. Aucune explication n'avait plus de chance d'être écoutée. Guelfe ou Gibelin, on se trouvait classé sans recours, et les noms propres devenaient des drapeaux. Pareil à Farinata degli Uberti, M. Giolitti aura pu se poser la question douloureuse : « Pourquoi ce peuple me hait-il? »

Cependant le même phénomène portait M. Gabriele d'Annunzio à la tête de la foule favorable à l'intervention. Qu'un lettré subtil, un poète savant, un écrivain d'un esthétisme raffiné, inaccessible au vulgaire, soit devenu un tribun, un excitateur des masses, c'est un des traits les plus remarquables de cette période agitée, un de ceux qui seront retenus par l'histoire. L'Italie est, dans le monde moderne, une des terres privilégiées où ces métamorphoses restent possibles, où la littérature est mêlée à la vie, où chacun est accessible au lyrisme, le porte à fleur de peau. Il faut penser à Lamartine en 1848 pour trouver un précédent à ce rôle joué par la poésie dans un grand mouvement politique : encore les poèmes de Lamartine faisaient-ils, comme ses discours, appel aux sentimens les plus généraux, on pourrait dire aux lieux communs du cœur, tandis que chez M. d'Annunzio, tout est docte, même le langage des passions, même l'expression du patriotisme et du loyalisme. Partout ailleurs qu'en un pays méditerranéen, M. Gabriele d'Annunzio eût paru voué à jamais à l'incompréhension de la foule, destiné à la tour d'ivoire...

Le 12 mai, première soirée de contact avec Rome, cent cinquante mille personnes étaient venues l'accueillir. M. d'Annunzio, du balcon de l'hôtel Regina, — en face du palais de la Reine mère qui, de ses fenêtres, assistait à ce spectacle, — avait prononcé un discours pareil à ses discours du Quarto et de Gênes, harangue sonore, où le nationalisme était nourri de poésie classique et d'histoire, où les souvenirs du *Risorgimento* et les mots célèbres des chefs et des soldats garibaldiens étaient mariés à des vers de Dante. Le premier

discours de M. d'Annunzio aux Romains n'avait qu'un thème : le patriotisme. C'est par la force des événemens que les discours suivans allaient prendre des touches plus violentes, des accens de guerre civile...

***

Quelles manœuvres, quelles menaces, quelles influences auront été mises en jeu au dernier moment pour tenter d'empêcher l'intervention de l'Italie? C'est une histoire encore mystérieuse dans les détails, mais dont les grandes lignes sont fort claires. M. Giolitti se sera-t-il rendu compte que sa présence à Rome avait, à tout le moins, entretenu une équivoque, donné un point d'appui et un argument aux neutralistes, les avait mis à même d'exercer une pression sur le gouvernement et les milieux parlementaires? Le parlement devait se réunir le 20 mai pour décider de la paix ou de la guerre. En faisant courir avec insistance le bruit que la majorité de la Chambre, toujours « giolittienne, » n'accepterait pas la guerre, en mettant en avant le nom et l'autorité de M. Giolitti, on troublait le monde politique, on affaiblissait le ministère, on détruisait d'avance l'effet des décisions que le président du Conseil devait faire connaître. Il ne semblait pas du tout certain qu'il y eût à la Chambre une majorité pour la rupture avec l'Autriche et l'intervention armée. Un peu d'intimidation exercée sur le Cabinet, un peu de chantage sur la Chambre : et le « neutralisme » pouvait se flatter d'enterrer par un vote les résultats obtenus en six mois de diplomatie par M. Salandra et M. Sonnino.

Cependant, à la grande déception des « conjurés, » leur plan devait être percé à jour, les événemens prendre une tournure bien différente de celle qu'ils avaient espérée. Comme il arrive à tous les hommes politiques qui voient échouer des calculs de cette espèce, les partisans de la neutralité avaient compté sans le grand air du dehors. Ils avaient élaboré une combinaison de couloir, conforme à la nature des choses parlementaires. Ils avaient attendu, de la part de M. Salandra, une acceptation pure et simple de la rencontre qu'ils lui avaient fixée. Ils n'avaient oublié qu'un point : c'est que, jusqu'au 20 mai, M. Salandra avait le temps d'agir, de se créer une

situation qui lui permît de s'imposer au Parlement en s'appuyant sur des forces étrangères au Parlement. En une semaine, en effet, la face des choses allait se retourner à l'avantage du ministère qui, jouant avec hardiesse, ne craignait pas de faire appel au sentiment public.

Le 13 mai, la nouvelle avait couru, prenant d'heure en heure plus de force, que M. Salandra, devant l'opposition neutraliste, allait renoncer au pouvoir. L'émotion montait dans Rome et, le soir, la même foule qui, la veille, avait acclamé M. d'Annunzio, se trouvait rassemblée sous ses fenêtres et réclamait de nouveau sa parole. Le poète obéit au vœu de la foule. Mais combien son accent avait changé depuis la veille! Ce discours, il en a donné le texte dans le recueil « d'oraisons et de messages » qu'il a intitulé : *Per la piu grande Italia*. Il l'a publié au chapitre de « la loi de Rome, » sous ce titre, d'un Tite-Live un peu romantique : « Harangue au peuple romain en tumulte. » On pensera, en effet, en lisant cette page, aux jours les plus tumultueux que, dans sa longue histoire, ait traversés la Ville éternelle.

Compagnons, — s'écriait le poète, — ce n'est plus le temps de parler, mais d'agir; ce n'est plus le temps des discours, mais des actes, et des actes romains.

Si l'on regarde comme un crime le fait d'inviter les citoyens à la violence, je me vanterai de ce crime, je le prendrai sur moi seul..,

Écoutez-moi. Entendez-moi. La trahison aujourd'hui est manifeste. Nous n'en respirons pas seulement l'horrible odeur : nous en sentons déjà tout le poids ignominieux. La trahison s'accomplit à Rome, dans la cité de l'âme, dans la cité de vie! Dans notre Rome, on tente d'étrangler la Patrie avec une corde prussienne... C'est à Rome que s'accomplit cet assassinat. Et si je suis le premier à le crier, et si je suis le seul, demain vous me tiendrez compte de ce courage. Mais peu m'importe !...

Écoutez. Nous sommes sur le point d'être vendus comme un vil troupeau. Sur notre dignité humaine, sur la dignité de chacun de nous, sur le front de chacun de nous, sur le mien comme sur le vôtre, comme sur celui de vos fils, sur celui de vos enfans à naître, il y a la menace d'une marque servile. S'appeler Italien, se sera porter un nom qui fera rougir, un nom qui fera se cacher de honte, un nom qui brûlera les lèvres.

Il n'est pas difficile d'imaginer l'effet que des paroles aussi enflammées devaient exercer sur une foule dont les nerfs étaient soumis depuis longtemps à de si rudes épreuves. Il y avait, dans ce discours, comme des ardeurs de guerre civile, et ce

furent bien des manifestations de guerre civile qui éclatèrent le lendemain, lorsque la démission du ministère Salandra fut officiellement connue. « La guerre ou la révolution, » ne craignirent pas de dire alors deux députés interventionnistes, les honorables Pais et Faustini, en s'adressant à la foule. Les signes avant-coureurs d'un soulèvement populaire se montrèrent en effet. Chose remarquable : depuis le début de la guerre générale, c'était la première fois qu'on voyait se produire dans une capitale européenne un mouvement d'opinion profond, la première fois que des comités insurrectionnels se formaient, que des barricades menaçaient de se dresser (il en fut ébauché dans la via Viminale). Et, grand signe des temps, il ne s'agissait pas de proclamer la République ou la Commune, mais de protester contre une majorité parlementaire trop disposée, au gré du peuple, à accepter les propositions, à subir la pression d'un ambassadeur étranger.

On s'est mal et insuffisamment représenté, de loin, la violence de ces « journées. » On s'est mal rendu compte de la passion qui avait soulevé Rome, immédiatement suivie de toutes les grandes villes d'Italie. Montecitorio, à un moment donné, fut envahi par la foule. Et si les manifestans, peu familiers avec les détours du Parlement, ne s'étaient égarés dans les couloirs de la Chambre, d'où la police réussit à les faire sortir, s'ils étaient arrivés d'un élan jusqu'à la salle des séances, il est difficile de prévoir les scènes qui se seraient passées. A travers les rues, cependant, avait commencé une véritable chasse aux neutralistes notoires : c'est miracle, peut-on dire, que le sang n'ait pas coulé. Reconnus, plusieurs hommes politiques furent hués, menacés, dégagés à la fin par les carabiniers, mais à grand'-peine. Bientôt, le gouvernement, qui avait attentivement veillé à la sécurité de tous, allait conseiller à M. Giolitti, pour le bien général, dans l'intérêt de l'ordre, de regagner sa villa piémontaise. Quant aux députés neutralistes les plus gravement impopulaires, ils devaient, sur l'avis de la sûreté générale, passer la nuit qui précéda la séance du 20 mai, non pas à leur domicile, mais dans un hôtel qui fait face à Montecitorio : ils n'eurent ainsi, pour se rendre à la Chambre, sans reprendre contact avec la foule hostile, qu'à traverser la petite place, fermée à toutes ses issues par des détachemens de police protecteurs.

Pour comprendre l'état d'esprit de la population romaine, il faut se rappeler qu'aux dernières élections, le suffrage universel venait de s'y partager entre les nationalistes, — parti nouveau-né, à la fois réactionnaire, démagogique et doctrinaire, — et les démocrates traditionnels, héritiers de Garibaldi et de Mazzini, représentans de l'idée irrédentiste, champions de l'achèvement de l'unité italienne. Toutes les forces de la capitale, tous ses élémens intellectuels et moraux, son élite aussi bien que sa masse se trouvaient ainsi orientés dans la même direction. Les nationalistes-impérialistes de l'*Idea Nazionale*, qui se flattent de bannir toute sentimentalité de la politique, de se placer au seul point de vue de l'intérêt national italien, parlaient le même langage passionné que les écrivains du *Messaggero*, libres penseurs et unitaires à l'ancienne mode. Une sorte de comité de salut public s'était même formé où les chefs de ces deux camps, les rédacteurs de ces deux organes se rencontraient, se concertaient, songeaient, peut-être, si les choses devaient aller plus loin, à une action politique commune. Pendant quarante-huit heures, il y a eu en puissance, à Rome, à Milan, dans dix autres centres d'Italie, l'équivalent de certaines journées révolutionnaires de la période du *Risorgimento*. Impatience de l'intervention étrangère, sommation au gouvernement de respecter les traditions nationales italiennes, jusqu'au cri fameux : « Dehors les barbares! » rien n'a manqué à ces recommencemens de l'histoire.

L'émotion, l'indignation, la colère de Rome furent portées à leur plus haut point, dans la soirée du 14 mai, par une nouvelle harangue publique de M. d'Annunzio. Les accusations directes, les renseignemens précis que le poète apportait dans ce discours en faisaient un acte politique d'une haute portée, après lequel des mouvemens décisifs de l'opinion publique ne pouvaient manquer de se produire. Voici, d'ailleurs, traduits en français pour la première fois, les passages capitaux de cette philippique. Érigeant la foule en tribunal, l'orateur lui parlait en ces termes :

Nous sommes assemblés ici pour juger un crime de haute trahison et pour dénoncer au mépris et à la vengeance des bons citoyens le coupable, les coupables.

Ce que je vous dis ici, ce ne sont pas des paroles d'enflure, c'est la qualification précise d'un fait avéré.

Le gouvernement italien, celui qui, hier soir, a remis sa démission entre les mains du Roi, avait aboli, le 4 mai, à la veille du *Sacre des Mille*, le traité de la Triple-Alliance. Ce traité, il l'avait déclaré, en ce qui concerne l'Autriche, caduc et nul. De cette formule même, je puis affirmer l'exactitude ; je répète : caduc et nul.

Le gouvernement d'Italie, celui qui, hier soir, a remis sa démission entre les mains du Roi, avait, en conséquence, pris des accords précis avec un autre groupe de nations, engagemens graves, définitifs, renforcés d'un échange de plans stratégiques, d'un projet d'action militaire combinée.

Telle est la vérité, la vérité indéniable. De ces faits, j'ai eu communication certaine avant de quitter la France où des officiers de notre état-major et de notre marine étaient déjà arrivés et s'étaient mis au travail.

Donc, d'une part, il y avait un traité aboli; de l'autre, un accord réalisé. D'une part, l'honneur du pays revendiqué; de l'autre, l'honneur du pays engagé.

La *fusion magnanime* telle qu'elle a été augurée à Quarto allait s'accomplir. Les discussions se calmaient. La nécessité idéale avait raison de toutes les misères politiques. L'armée était vaillante et confiante. Des exemples de vertus civiques commençaient à resplendir sur le tumulte apaisé. Le bon ferment faisait déjà lever la masse inerte.

Et voici que l'effort douloureux de mois et de mois est interrompu par une agression imprévue et vile. Cette agression est inspirée, excitée, aidée par l'étranger. Elle a pour auteurs un homme d'État italien, des membres du Parlement italien en commerce avec l'étranger, au service de l'étranger, pour avilir, pour asservir, pour déshonorer l'Italie au bénéfice de l'étranger.

Cela est patent, cela est indéniable. Écoutez. Le chef des malfaiteurs, dont l'âme n'est qu'un froid mensonge articulé de souples astuces, de même que le triste sac du poulpe est muni d'adroits tentacules, le conducteur de la basse entreprise connaissait l'abolition de l'ancien traité. Et il connaissait la constitution du nouveau, l'un et l'autre conclus avec le consentement du Roi.

Donc, il trahit le Roi, il trahit la patrie.

Contre le Roi, contre la patrie, il sert l'étranger. Il est coupable de trahison. Et ce n'est pas là une manière injurieuse de m'exprimer, ce n'est pas un abus de style polémique, mais la réalité, mais la vérité, selon la forme la plus notoire de ce crime.

Voilà ce que nous devons démontrer au pays, ce que nous devons imprimer dans la conscience de la nation.

Écoutez. Écoutez. La patrie est en danger. La patrie est sur le point d'aller à sa perte. Pour la sauver d'une ruine et d'une ignominie irréparables, chacun de nous a le devoir de se donner lui-même tout entier et de s'armer de toutes les armes.

Un ministère formé par le signor Bülow ne semble pas avoir l'approbation du roi d'Italie. Mais, gras ou maigres, les serviteurs du signor Bülow ne se résigneront pas.

Tant qu'ils ne seront pas emmurés dans leurs basses officines, ils cher-

cheront à empoisonner la vie italienne, à contaminer parmi nous toute chose puissante et belle.

Pour cela, je le répète, tout bon citoyen doit être un soldat contre l'ennemi de l'intérieur ; tout bon citoyen doit le combattre sans trêve, sans quartier. Si même le sang doit couler, ce sera du sang béni, comme celui qui est versé dans les tranchées.

Le Parlement italien se rouvrira le 20 mai... Et le 20 mai est l'anniversaire de la prodigieuse marche de Garibaldi, la marche sur le Parc de Palerme.

Cet anniversaire, célébrons-le en fermant l'entrée du Parlement aux valets de la villa Malta et en les repoussant vers leur hypocrite patron.

Et, dans le Parlement italien, les hommes libres, affranchis des laides promiscuités, proclameront la liberté et l'achèvement de la Patrie.

Qu'on juge de l'émotion que devait produire sur la foule un tel langage, appuyé par des révélations aussi émouvantes, d'un caractère en même temps aussi insolite, sur les dessous du conflit européen : la place publique redevenait le forum où les affaires de l'État étaient exposées aux citoyens... Ainsi, le nom, l'honneur de la nation étaient en jeu. Non seulement l'accomplissement des destinées nationales risquait d'être arrêté par l'intervention étrangère, mais encore les engagemens de l'Italie envers d'autres Puissances ne seraient pas tenus. C'était la servitude, c'était l'humiliation, et l'opinion publique en était touchée au point le plus sensible. Au cours de ces journées ardentes et tumultueuses, l'idée nationaliste, lentement préparée depuis dix ans, développée déjà par l'expédition de Libye, fit un bond immense. Combien de forces morales, de courans intellectuels, de traditions peut-être inconsciemment nourries, combien de sentimens contraires, de velléités jusqu'alors obscures émergèrent et réalisèrent leur conjonction à ce moment-là! La fierté du citoyen romain, — qui, de nos jours, n'a pas vainement relevé dans sa vie municipale le symbole du S. P. Q. R., — s'unissait aux souvenirs du *Risorgimento* et à la claire notion que possède l'Italie contemporaine de ses droits et de ses devoirs de grande Puissance. Quelle erreur, quelle fausse note, quelle lourde faute, de la part du prince de Bülow, de n'avoir pas compris que sa mission extraordinaire, l'importance de son personnage, les allées et venues, si suspectes, de la villa Malta, devaient justement alarmer les susceptibilités du peuple italien,

encore si près des souvenirs de la domination étrangère! Ce sentiment de la dignité et de l'indépendance nationales, sentiment si puissant, si déterminant dans cette crise de mai 1915, a trouvé d'ailleurs en M. Guglielmo Ferrero un interprète qui a su en mettre en relief le caractère historique, de même que M. d'Annunzio l'avait lyriquement traduit.

« Le prince de Bülow, » écrivait dans le *Secolo* l'éminent historien, « le prince de Bülow a tenté de renverser un gouvernement légal qu'il savait inaccessible à ses propositions. Ce sont là des méthodes dont la diplomatie allemande se sert à Constantinople et à Téhéran, et dont elle se servait à Fez avant que le Maroc fût placé sous le protectorat de la France. L'ambassadeur qui aurait fait dans une capitale européenne quelconque ce que M. de Bülow a fait à Rome aurait dû être rappelé immédiatement sur la demande de la Puissance auprès de laquelle il était accrédité. Cette crise formidable devra décider à la face du monde si l'Italie est disposée à tolérer que la diplomatie allemande la traite comme la Turquie, la Perse et le Maroc, et ne fasse pas de distinction entre Rome et Byzance. »

Ce n'est qu'au dernier moment que le prince de Bülow aperçut l'étendue de son imprudence et de sa faute. Comme on apprenait à la villa Malta que la foule venait de se livrer à une manifestation de sympathie devant le palais Farnèse, acclamant la France, acclamant la Triple-Entente, acclamant notre ambassadeur, M. Camille Barrère, le grand ouvrier de l'accord franco-italien, quelqu'un, pensant peut-être faire plaisir à l'ancien chancelier de Guillaume II, s'écria que ces démonstrations populaires étaient sans valeur, qu'il ne s'agissait que d'une plèbe sans idées ni conscience, à qui des agens provocateurs avaient distribué de l'argent. Mais se retrouvant homme d'État, et dissipant les illusions de son entourage, le prince de Bülow se contentait, dit-on, de répondre à ces propos légers, et de l'accent le plus grave :

— Ne croyez pas qu'un peuple se lève pour quelques deniers. Ce qui anime l'Italie, c'est une grande passion nationale, et c'est contre nous que cette passion l'a dressée...

***

A ce moment, où l'émotion populaire atteignit le plus haut

degré, on vit le drame approcher du dénouement en suivant, si l'on peut ainsi dire, les règles classiques. L'Italie était à un carrefour, elle avait à choisir entre deux politiques. Et qui restait maître de ce choix, qui serait l'arbitre supérieur? D'un mouvement naturel, la foule se tournait vers l'une des collines de Rome, celle où s'érige le palais royal. C'est à l'héritier de ceux qui avaient fondé l'Italie moderne que le peuple demandait de traduire le sentiment national. C'est en lui qu'il plaçait toute sa confiance. Ainsi, par le mécanisme strictement constitutionnel de la démission du ministère, la crise avait pour conséquence de laisser face à face l'opinion publique et la monarchie. Sûr du sentiment populaire, M. Salandra ne l'était pas moins, peut-être, du sentiment royal. En mettant ces deux forces en contact, son habile et opportune retraite sauvait tout.

L'« appel au Roi : » ainsi pourrait se nommer la dernière phase de ces journées romaines. Et le Roi auquel en appelait le peuple, c'était le successeur des Charles-Albert et des Victor-Emmanuel II, des rois-soldats qui avaient conduit l'Italie à la grandeur. Y avait-il à douter un instant que leur héritier du xxe siècle hésiterait à suivre leurs traces? Les princes de la maison de Savoie ont d'abord des traditions militaires. Ils portent dans leurs veines un sang guerrier et ils se sont retrouvés soldats, chefs de guerre, à toutes les grandes dates de leur histoire. En outre, depuis une centaine d'années, il est une idée qui est devenue consubstantielle à leur race, qui n'a pas cessé d'animer et de diriger leur politique : c'est l'idée italienne, l'idée d'une plus grande Italie. Cette idée a trouvé, pourrait-on dire, son tabernacle dans la maison de Savoie. comme elle y a trouvé ses serviteurs. La maison de Savoie, à son tour, puise dans cette idée sa popularité et sa force. Cette idée a été son titre à la couronne d'Italie. Elle continue de constituer sa grande raison d'être. Comme le disait encore M. Sonnino dans le *Livre vert*, comme il chargeait, au mois de février, M. Bollati de le représenter à Berlin : « La monarchie de Savoie trouve sa plus robuste racine dans la personnification des idéalités nationales. » Et cela, Guillaume II, mieux qu'un autre, aurait dû le comprendre : les Hohenzollern n'ont-ils pas eu des destinées toutes pareilles à celles des Carignan-Savoie? La Prusse, par eux, n'a-t-elle pas joué en Allemagne le même rôle que le Piémont en Italie?...

En 1848, aux origines du *Risorgimento* et dans le journal célèbre qui en avait pris le nom, Cavour, alors tout bouillant de jeunesse, avait écrit ces lignes restées fameuses : « Quand sonne l'heure de la libération, laisser s'arrêter cette heure serait une lâcheté! Ce ne serait pas une belle et grande politique, mais une politique mesquine qui, sans nous mettre à l'abri des périls qui subsisteraient, couvrirait la nation d'ignominie et ferait peut-être écrouler le trône antique de la monarchie savoyarde au milieu de l'indignation des peuples frémissans. » Ces lignes, vieilles de près des trois quarts d'un siècle, ont été réimprimées pendant les journées de crise de mai 1915 : à travers les années, la parole de Cavour n'avait rien perdu de sa vigueur. La maison de Savoie se trouvait ramenée à l'une de ces grandes dates historiques qui se représentent pour elle de génération en génération, et c'était pour Victor-Emmanuel III comme pour toute l'Italie qu'une heure solennelle avait de nouveau sonné.

Ainsi que son aïeul Charles-Albert, à qui s'adressait l'adjuration de Cavour, Victor-Emmanuel III aurait pu prendre pour devise : « J'attends mon astre. » Depuis quinze ans que la mort d'Humbert Ier l'avait appelé au trône, quelle occasion avait eue le successeur du Roi « galant homme » et du *re buono* de manifester ses idées et son caractère? Aucune. L'occasion, soudain, se présentait avec éclat. Le Roi, à ce croisement des destinées de son pays, devait agir à la fois comme souverain constitutionnel et comme souverain traditionnel. Il avait à résoudre une crise de Cabinet impliquée dans une crise nationale. D'une part, il devait décider comme représentant du pouvoir exécutif dans un régime parlementaire. De l'autre, le vœu public, la poussée populaire l'investissaient d'un mandat infiniment plus vaste que celui de consulter des hommes politiques et de distinguer les volontés de la Chambre pour la constitution d'un ministère. C'est de l'initiative et de la responsabilité suprêmes dans la question paix ou guerre que le sentiment général chargeait Victor-Emmanuel III. Car la formule « le Roi règne et ne gouverne pas » n'a jamais été très bien comprise des peuples. Du moins, en temps de crise, ont-ils toujours tendance à se tourner vers le chef de l'État, à attendre, sinon à réclamer de lui, des décisions et des actes. On raconte que, pendant une des journées les plus chaudes des manifes-

tations du mois de mai, la foule s'étant rassemblée devant le Quirinal, un des représentans de la municipalité romaine fut reçu au palais et que ce bref dialogue eut lieu entre le Roi et l'édile :

— Vous venez avec tout le peuple? avait demandé Victor-Emmanuel III.

Un peu incertain du sens de la question qui lui était posée, croyant peut-être y discerner un blâme, le prince X... s'empressa de répondre :

— C'est pour la grandeur de Votre Majesté.

— Pour la grandeur de la nation, repartit vivement le souverain.

C'est dans l'esprit le plus national, en effet, que le Roi a rempli les deux parties du rôle qui lui était dévolu. Mais, témoignant d'une rare souplesse, ce sont des méthodes bien différentes qu'il a employées dans chacune.

Pour la résolution de la difficulté ministérielle, Victor-Emmanuel III s'est montré politique consommé. On lui attribue cet aphorisme qui résume son expérience personnelle : « Quand les ministères sont forts, la couronne peut être faible, et quand les ministères sont faibles, c'est la couronne qui doit être forte. » M. Giolitti, dont les ministères avaient eu autrefois une vitalité exceptionnelle, n'a pas dû, en effet, dans ses conversations avec le Roi, pendant les journées critiques de 1915, retrouver l'atmosphère des temps anciens. Et le Roi ayant achevé le tour des ministrables, les ayant laissés partir convaincus que la seule politique à faire était celle de M. Salandra, leur ayant démontré que, si M. Salandra s'était retiré, c'était par désintéressement personnel, pour prouver qu'il ne recherchait pas la gloire d'attacher son nom à la guerre, — cela fait, le Roi avait déblayé la place, liquidé la difficulté parlementaire, et il ne lui restait plus qu'à rappeler au pouvoir les hommes qui avaient dénoncé l'alliance autrichienne et conclu un accord avec la Triple-Entente.

Ainsi, par un véritable chef-d'œuvre, le Roi avait traduit constitutionnellement le vœu populaire. Sans courir les risques d'une dissolution et d'élections nouvelles dans un pays troublé, en face de la plus grave des crises européennes, il avait mis fin au conflit qui menaçait d'opposer le Parlement et l'opinion publique. En sorte que le monde politique doit à Victor-

Emmanuel III une solution honorable du conflit, un apaisement dont plus d'un parlementaire sent aujourd'hui le prix. L'Italie lui doit la décision qui ouvre tout l'avenir à la nation italienne, l'oriente vers ses plus grandes destinées. Le Roi a repris les traditions de sa maison. Il a été ce qu'on attendait de lui : un Savoie. Pour le pays, il a été le guide, le chef, le roi, et, dans le sens le plus romain du mot, le dictateur. Son prestige personnel est désormais immense. La dynastie n'aura jamais été plus forte, mieux assise, plus populaire dans la péninsule. Et, de nouveau, imitant l'exemple de Mazzini et de Garibaldi, des républicains patriotes se sont, par raison d'intérêt national, ralliés à la monarchie.

Un homme politique italien d'une grande expérience, qui a occupé de hautes charges dans son pays, nous disait avoir remarqué que nulle part, en Italie, on n'avait poussé le cri de : « Vive la guerre! » aussi longtemps que le gouvernement ne s'était pas prononcé. La guerre était dans les vœux de la nation. Mais, comme l'armée elle-même, la nation attendait le mot d'ordre royal, le commandement du chef suprême. Ce que traduisaient avant tout les manifestations populaires, c'était la fierté nationale blessée par l'intervention allemande, c'était l'indignation causée par le sentiment insupportable que des influences étrangères tentaient de peser sur la politique de l'Italie. Les observateurs ont été frappés, en effet, par la force avec laquelle, pendant ces journées d'émotion, l'idée de trahison s'était emparée de l'esprit public. Il faudra se souvenir qu'on disait à Rome, en mai 1915, « Bülow et Macchio, » à peu près comme on disait « Pitt et Cobourg » à Paris en 1793. Voici, d'ailleurs, un trait qui s'ajoutera à ceux que nous avons déjà cités : on a pu voir, dans la grave journée du 15 mai, les employés des ministères manifester, en corps, en faveur de M. Salandra. Que des fonctionnaires n'aient pas craint de faire éclater leurs sentimens et de se compromettre (jusqu'à maltraiter matériellement certains hommes politiques), ce serait, dans tous les pays du monde, un très grand symptôme. C'est un des signes de l'émotion profonde que la parole de Victor-Emmanuel III est venue soulager.

***

Le peuple italien n'est pas médiocrement fier de l'énergie

qu'il a déployée dans ces circonstances. « La crise européenne a montré d'une part des peuples qui ont répondu à une provocation; d'autre part, des peuples qui ont aveuglément suivi leur gouvernement agresseur. Tous ont accepté une situation créée à leur insu ou imposée par la force des choses. Nous seuls, en accord avec notre gouvernement et notre roi, nous seuls avons voulu *notre* guerre. » Ainsi dit-on en Italie, et non pas à tort. C'est, en effet, il ne faudra pas l'oublier, un mouvement populaire puissant et profond qui a poussé l'Italie à intervenir. Et ce mouvement a trouvé, pour le diriger, une dynastie nationale, pour l'exalter un poète. En même temps, des hommes politiques de la haute valeur de M. Salandra et de M. Sonnino, d'une ampleur de vues et d'une droiture qui n'auront jamais été dépassées, auront eu, durant ces jours décisifs, la charge du gouvernement. C'est une page de son histoire dont l'Italie aimera à se souvenir. C'est une sorte de préface et de préparation à sa guerre nationale qui mérite une admiration élevée, et qui est de l'augure le plus heureux pour la cause des Alliés, à laquelle l'Italie a apporté son concours, et dont la cause italienne ne se distingue pas.

JACQUES BAINVILLE.

L'URGENCE

DE

DÉVELOPPER NOS EXPORTATIONS

I

La reprise des affaires, dont tout le monde parle et que même l'optimisme officiel annonce de temps en temps comme un fait acquis, restera un vain mot tant que les exportations languiront dans le marasme actuel.

Les statistiques récemment publiées nous font connaître qu'en avril dernier, nous avons eu, sur avril 1914, un déficit d'exportation de 323 millions de francs, à peine inférieur à la moyenne des trois mois précédens (324 millions) et tant qu'il en sera ainsi, tant que nous achèterons au dehors sans vendre, nous nous appauvrirons et les affaires ne reprendront pas.

Or, s'il pouvait s'agir, au début de la guerre, de nous emparer, par nos exportations, d'une partie des débouchés de l'Allemagne, la question est aujourd'hui autrement pressante. Plus nous allons, plus il est clair que la résistance économique set un des facteurs primordiaux de la victoire, et, pour résister économiquement, il faut que nous réalisions notre avoir, il faut que nous développions nos exportations.

Les difficultés d'exporter sont grandes; la production est entravée; les transports sont ralentis et très onéreux lorsqu'ils empruntent la voie maritime; les capitaux manquent, de même les concours bancaires, et rien de cela ne peut être rapidement

amélioré. Mais il est au pouvoir du Gouvernement d'accorder au commerce d'exportation et de lui accorder tout de suite, les extensions qu'il sollicite pour le régime des entrepôts et en particulier les zones franches qui ont considérablement aidé les Austro-Allemands par Hambourg, Brême, Trieste et Fiume à conquérir les marchés extérieurs.

La question est déjà ancienne. On peut dire que les facilités fiscales douanières et spécialement les zones franches ont pour but de permettre à notre pays de participer à un commerce international qui se fait aussi bien sans son concours qu'avec sa participation et qui, fait sans lui, est jusqu'à un certain point fait *contre* lui.

Toute disproportion entre les développemens d'États voisins produit une rupture d'équilibre au détriment du plus faible, et il en est peut-être encore plus ainsi en cas de développemens économiques inégaux, qu'en cas de développemens territoriaux non équivalens.

Nous venions immédiatement après l'Angleterre, en 1860, au point de vue de l'importance du commerce extérieur, et nous occupions alors le deuxième rang. Depuis, nous sommes tombés au quatrième rang, après l'Angleterre, l'Allemagne et les États-Unis, sous le rapport du chiffre total des échanges ; et au quatrième rang, après l'Angleterre, la Belgique et la Hollande, si le chiffre du commerce extérieur est calculé par tête d'habitant.

Or, nous répétons que s'affaiblir dans le mouvement des échanges équivaut à s'affaiblir au point de vue territorial, et se laisser devancer d'un certain chiffre de milliards dans le commerce international peut être, dans une certaine mesure, assimilé à la perte d'un ou de plusieurs départemens, ou du produit de leur richesse.

Si l'on a pu s'endormir dans la quiétude qui, malheureusement, a présidé à cette décroissance et qui seule l'a permise ; la guerre nous a fort brusquement et complètement réveillés. Les mesures prises contre les Austro-Allemands et leurs biens nous ont permis d'apprécier la place prise chez nous par nos voisins de l'Est, en raison des moyens d'action que leur fournissait leur développement économique. Les filiales chez nous de leurs grandes entreprises constituaient une véritable puissance à leur service ; les concessions minières obtenues par eux équiva-

laient à l'abandon à leur profit d'une de nos anciennes petites provinces : Comtat Venaissin ou Angoumois, et les ententes de leurs industriels avec les nôtres nous soumettaient à leur contrôle. Beaucoup de leurs produits nous manquent, même pour leur faire la guerre, et les moins attentifs de nos concitoyens doivent maintenant reconnaître que du défaut déquilibre entre les extensions d'affaires allemandes et le développement de nos entreprises françaises, résultait une lente et sûre conquête du marché français par les Allemands.

La réaction s'est faite, peut-être plus rapide et violente qu'efficace, mais enfin elle s'est faite. Allons jusqu'au bout de cette réaction et étudions les moyens de reprendre notre ancien rang, sans quoi, *après avoir coupé*, nous négligerions de *recoudre*.

L'importance du commerce intérieur dépend de notre activité et du chiffre de notre population ; il n'en est pas de même de l'importance de notre commerce extérieur, qui est fonction du plus ou moins de facilités que nous donnons aux échanges et dont le mouvement de progression ou de recul est plus géométrique qu'arithmétique. Avec un commerce extérieur prospère, on participe au développement de tous les peuples et on a une marine marchande toujours grandissante ; avec un commerce extérieur en recul, on s'affaiblit peu à peu, et on devient, dans un temps donné, la proie de voisins entreprenans.

Si le développement du commerce extérieur est en tout temps une nécessité aussi pressante que le maintien des frontières, on peut dire qu'en ce moment c'est une nécessité *urgente*.

Les besoins créés chez nous par la guerre nous ont fait recourir à tous les marchés du monde pour combler les lacunes de nos approvisionnemens en denrées de consommation, en métaux et en produits fabriqués, et le change international se ressent de ces achats sans compensation suffisante. La livre, le dollar gagnent, et la peseta, l'humble peseta, sur laquelle le franc avait toujours fait prime, gagne aussi.

Cette situation constitue un avertissement dont nous aurions tort ne pas tenir grand compte. On dit que la chaîne *casse* et que, par la rupture de quelques-uns des fils qui le composent, le câble *avertit*. Les changes nous avertissent, à leur manière, qu'il ne faut pas acheter au dehors plus que nous n'avons les

moyens de payer. Or, en ce moment où l'exportation sur place des grands magasins parisiens est réduite à néant, et où les payeurs étrangers de coupons font grève un peu partout, nous n'avons que deux moyens de régler nos achats à l'extérieur : en or, ce qui ne nous mènerait pas loin, ou en produits d'exportation, ce qui, avec des sorties importantes, non seulement équilibrerait les changes, mais les ramènerait aux taux favorables pour nous auxquels ils se maintiennent dans les pays où nous sommes plus vendeurs qu'acheteurs.

Les pouvoirs publics semblent bien s'apercevoir de cette nécessité, et la constitution de la Commission chargée d'étudier les moyens de développer les relations commerciales entre la France et la Russie est une manifestation de leur sollicitude à cet égard. Malheureusement, l'infériorité des pouvoirs publics est bien grande par rapport à l'initiative privée, et la forme sous laquelle se manifeste aujourd'hui la sollicitude du gouvernement en est une preuve de plus. Le poète provençal Méry disait que si le bon Dieu avait nommé une commission pour le créer, le monde serait encore dans le chaos et, sans vouloir médire d'une commission qui paraît au contraire devoir donner en résultats de vitesse et d'importance tout ce qu'un pareil effort peut produire, il nous sera bien permis d'affirmer que tous les débouchés mondiaux méritent de l'attention et que, dans la lutte économique, il en est de même que dans la lutte armée. Il faut savoir se fier à l'initiative intelligente du négociant français comme au *débrouillardisme* du soldat français, et le développement de leur action individuelle est encore la meilleure garantie du succès. Des philosophes de l'école de Molière pensent que le meilleur médecin est celui qui agit le moins, ce qui réduit les chances qu'il a d'entraver le travail de la nature, et nous inclinons à penser de même, que, si l'État laissait notre commerce aussi libre d'agir qu'il l'était il y a cinquante ans, nos exportations auraient vite repris l'importance qu'il est non seulement utile mais urgent de leur assurer.

Le dogmatisme de l'État propose généralement à notre exemple l'imitation de celui de nos voisins qui a le mieux réussi, tandis que notre action personnelle nous ramène aux traditions que nous avons eu le tort d'abandonner, qui ont fait notre fortune et qui sont adéquates à la mission économique

de notre pays, résultant plus qu'on ne le croit de sa situation géographique.

Si l'on veut bien jeter les yeux sur une carte d'Europe et même sur une mappemonde, on constatera que la France est un carrefour, le centre d'un X dont les branches se dirigent au Nord-Est vers les Pays-Bas, la Scandinavie et toutes les nations septentrionales de l'Europe ; au Sud-Est vers l'Italie, le Levant, l'Égypte, les Indes, l'Extrême-Orient ; au Nord-Ouest vers l'Angleterre et l'Amérique du Nord ; au Sud-Ouest vers l'Espagne, l'Afrique et l'Amérique du Sud. De tout cela, il résulte que notre pays, baigné par quatre mers, est admirablement placé pour constituer le plus formidable marché de distribution qui se soit vu.

Il en est tellement ainsi que le courant qui fait passer par la France les marchandises étrangères, allant vers les pays étrangers, n'a pas pu être enrayé par la guerre aux échanges que nous faisons plus ou moins ouvertement depuis une quarantaine d'années et, d'une façon très nette et très résolue, depuis environ vingt-cinq ans.

On appelle *commerce général* la totalité des achats et des ventes au dehors d'un pays déterminé et *commerce spécial* ses achats destinés à la consommation nationale et ses ventes portant sur des produits de son cru ou nationalisés par le paiement des droits de douane. Il s'ensuit que la différence entre le commerce général et le commerce spécial représente ce qui ne fait que *passer* dans le pays, ce qui, venant du dehors, et appelé à se consommer au dehors, n'est que *tangent* au pays.

Le régime protectionniste qui, pour réserver la consommation nationale à la production nationale, charge de gros droits les marchandises étrangères, et qui, hanté de la pensée de leur concurrence aux produits nationaux, multiplie les formalités douanières, pour écarter autant qu'il est en lui les produits étrangers de notre territoire, devrait avoir à peu près supprimé depuis vingt-cinq années cette différence entre le commerce spécial et le commerce général représentant la valeur des produits étrangers qui ne font que traverser notre sol. Eh bien, telle est la résistance qu'opposent les pays aux impulsions qui vont à l'encontre de leur fonction propre, de leur mission, que non seulement cette différence n'a pas été annihilée, mais qu'elle s'est largement maintenue au cours des dernières années.

Alors que l'Allemagne avait la progression ci-après de son commerce général et de son commerce spécial :

	Commerce général en millions de marks	Commerce spécial en millions de marks.	Excédent du commerce général sur le commerce spécial. Millions de de marks.	Pourcentage.
1906. . .	15 554,8	14 380,9	1 173,9	7,55
1907. . .	17 012,9	15 389,2	1 423,7	8,5 3/4
1908. . .	15 324,8	14 062,6	1 262,2	8 1/4
1909. . .	16 314,1	15 121,1	1 193	7,9
1910. . .	17 614,8	16 408,8	1 106	6 1/4
1911. . .	19 153,9	17 812,1	1 341,8	7
1912. . .	21 256,3	19 648,2	1 608,1	7,6

la France conservait les différences résultant du tableau suivant :

	Commerce général en millions de francs.	Commerce spécial en millions de francs.	Excédent du commerce général sur le commerce spécial. Millions de francs.	Pourcentage.
1906. . .	13 918,6	10 892,7	3 025,9	21,85
1907. . .	15 130,7	11 819,1	3 311,6	21,9
1908. . .	13 800,7	10 691,2	3 109,5	22,05
1909. . .	15 338,8	11 962,2	3 374,6	22
1910. . .	17 207,5	13 407,1	3 800,4	20,9
1911. . .	17 822,1	14 142,7	3 679,4	20,9
1912. . .	19 117,5	14 943,4	4 164,1	21,8

Qu'est-ce à dire? sinon que l'Allemagne, par des mesures qui méritent une étude approfondie, s'assimilait tout ce qu'elle recevait, ce qui lui permettait de faire face à son exportation avec des produits nationaux ou nationalisés; tandis que la France, condamnée par son régime à ne travailler qu'en vue de ses propres besoins, était tout de même amenée à livrer passage sur son sol à une quantité de produits étrangers représentant le 22 pour 100 environ de son commerce total.

Y a-t-il lieu de s'affliger de cette persistance en France du transit international? Certes non, car le travail seul est un trésor, a dit notre fabuliste, et ce qui traverse la France n'en sort pas sans lui laisser des bénéfices; mais ces bénéfices pourraient être sensiblement accrus, si, au lieu de livrer simplement passage à cette marchandise provenant de l'étranger à travers notre pays, nous *touchions* à ces produits; si, en les manipulant nous les améliorions; si nous profitions de la manipulation pour y

incorporer, à leur avantage et au nôtre, le plus possible de ce que nous produisons nous-mêmes; et si, travaillant à développer ce mouvement au lieu de nous efforcer de le restreindre, nous nous appliquions à transporter nous-mêmes le plus possible de ces matières premières, à l'importation; et le plus possible, à l'exportation, des produits transformés et manipulés. Cela ne peut se faire largement qu'en entrepôt de douane ou en zone franche, et voici la question des zones franches posée.

II

Les marchandises étrangères, appelées à être en définitive consommées par l'étranger, ne peuvent séjourner en France qu'à l'entrepôt de douane, c'est-à-dire sous la surveillance de la douane, dans les locaux dont cette administration a une des clefs, si l'entrepôt est *réel*, ou chez l'entrepositaire assujetti à divers contrôles, si l'entrepôt est *fictif*. La caractéristique du régime des entrepôts, aussi bien réel que fictif, est le crédit des droits fait par l'État, crédit dont la marchandise reste le gage, ce qui exige une surveillance constante, des formalités continues et compliquées, le respect du conditionnement de la marchandise et, en définitive, la réexportation de cette marchandise sans qu'on ait pu la toucher, la manipuler, l'améliorer; c'est-à-dire sans qu'on ait pu profiter des occasions de bénéfices signalées plus haut.

Il y a bien une autre combinaison qui s'appelle l'*admission temporaire*. L'admission temporaire (1) permet à l'industriel français de prendre chez lui la marchandise étrangère sans en payer les droits, de la manipuler et de la réexporter après qu'elle a subi une certaine mise en œuvre, de sorte qu'il est autorisé à réexpédier non pas la marchandise qu'il a reçue mais ce qu'il a produit avec cette marchandise; de la farine par exemple avec du blé admis temporairement, ou du sucre raffiné pour du sucre brut; mais cette combinaison, qui atteint exactement le but proposé plus haut à notre activité pour la marchandise étrangère traversant la France avant d'être consommée

(1) Le lecteur voudra bien pardonner les détails techniques dans lesquels nous sommes obligés d'entrer et que nous réduisons au strict nécessaire, non sans crainte qu'on ne nous accuse d'être incomplet, parce que nous négligeons de parti pris toutes les particularités trop arides.

à l'étranger, et qui permettrait de n'en rechercher aucune autre si elle était généralisée, est au contraire l'objet des méfiances les plus vives de la part des promoteurs de notre régime économique actuel. Ils l'ont limitée à un nombre très faible d'articles, qui ne peut bénéficier d'aucune adjonction sans une décision du Parlement, et ils n'ont touché depuis vingt-cinq ans à l'admission temporaire, pour les articles qui figurent sur la liste des produits en bénéficiant, que pour réduire l'élasticité de la combinaison et par suite ses avantages.

Il ne faut donc pas penser à l'admission temporaire pour atteindre le but proposé de manipuler et de transformer le plus possible la marchandise étrangère et il faut en arriver à la zone franche, que nous allons maintenant définir un peu plus largement qu'au début.

La zone franche ou port franc est un espace de terrain ou d'eau, ou d'eau et de terrain, exterritorialisé au point de vue douanier, où les marchandises étrangères entrent sans payer les droits et d'où elles sortent sans formalités lorsqu'elles vont à l'étranger. A l'intérieur de la zone franche, les produits peuvent être manipulés et même détruits, leur emploi n'est pas contrôlé par la douane, au point de vue fiscal. Cette administration se borne à veiller à ce que les produits étrangers à destination de la zone franche y entrent bien, c'est-à-dire à empêcher qu'ils ne soient introduits en contrebande sur le territoire douanier. De même à la sortie, la douane se borne à constater que les marchandises provenant de la zone franche ne s'arrêtent pas sur le territoire douanier et qu'elles sont réexpédiées à l'étranger. Elle peut profiter de ce double contrôle pour exercer sa mission de police économique et empêcher toute infraction à la loi des fraudes de 1905.

La zone n'est pas fermée aux produits du cru, au contraire, puisqu'il s'agit de rendre la manipulation en France des articles étrangers aussi fructueuse que possible et puisque l'incorporation de produits nationaux aux produits étrangers constitue à la fois un débouché pour la production nationale et une amélioration des articles étrangers faite pour en développer la demande au dehors. Mais la liberté la plus entière est laissée aux négocians qui travaillent en zone franche d'employer ou non des produits nationaux et, s'ils en emploient, la proportion n'est fixée que par les convenances de coût et de qualité.

Le but est, on se le rappelle, de profiter du passage de la marchandise étrangère à travers la France pour l'y améliorer le plus possible. Il faut donc l'y arrêter, ce qui ne se fait pas sans frais, et, dès lors, il faut prendre garde de n'ajouter à l'opération aucune surcharge de nature à détourner le courant qui fait passer cette marchandise par la France,

La liberté des manipulations, l'absence de formalités, la rapidité, le bon marché des opérations dû à la réduction et même si possible à la suppression des formalités, sont les traits caractéristiques de la zone franche ; et tout ce qui concerne cette zone doit être décidé conformément au principe directeur qui l'a fait créer.

Faut-il ouvrir beaucoup de zones franches ? Il faut en créer partout où un courant de marchandises étrangères peut, en passant à travers le territoire, donner lieu à des manipulations intéressantes pour le territoire et pour le produit. Nice trouve de l'intérêt à manipuler certains parfums en zone franche. Pourquoi ne le ferait-elle pas ?

L'étendue de la zone franche, son outillage, son emplacement, dépendent de son utilité et les usagers devront être toujours à même d'en payer le coût. Dès lors, quel inconvénient y a-t-il à les multiplier ? Il est parfaitement exact que la pluralité des grands ports n'est pas un avantage, parce qu'un grand port exige un outillage, des voies terrestres et fluviales d'accès et de dégagement, et que la concentration des marchandises, en attirant les navires, produit le bon marché des frets ; mais les considérations électorales peuvent susciter des ports non viables, ce qui doit mettre en garde le législateur, tandis que les zones franches, se créant aux frais des intéressés, par l'intermédiaire des Chambres de commerce d'après le projet de loi gouvernemental résultant de l'accord du rapporteur et du ministre du Commerce en date du 15 janvier 1907, ou à l'aide de n'importe quelle combinaison, il importe peu que les zones franches soient plus ou moins nombreuses. Celles qui n'auront pas assez d'aliment pour vivre s'élimineront d'elles-mêmes et l'expérience ne sera pas très coûteuse. La seule condition essentielle est la surveillance douanière aux abords de la zone, et le coût de cette surveillance doit, comme tous les autres frais entraînés par l'établissement et le fonctionnement de cette institution, rester à la charge des intéressés.

Les mêmes principes d'utilité publique décident si la zone franche doit être commerciale, commerciale et industrielle, ou essentiellement commerciale et accessoirement industrielle. Il s'agit toujours de faire, en zone franche, ce qui ne peut pas être fait en territoire douanier et ce qui, toutefois, peut se faire à l'étranger sans notre concours, c'est-à-dire, nous l'avons vu, partiellement contre nous.

Il est impossible, vu le monopole de l'État, de fabriquer des allumettes sur le territoire douanier. Pourquoi faut-il abandonner la fourniture en allumettes des débouchés d'exportation aux pays étrangers, ou à l'Algérie ; et ne pas fabriquer des allumettes en zone franche ? Il est impossible d'en apercevoir la raison. Nous ne sommes pas de ceux qui veulent empêcher nos colonies d'exercer leur activité dans toutes les voies légitimes, mais nous estimons aussi que la même liberté doit être laissée à la Métropole et que les très louables efforts faits par l'Algérie pour acclimater sur son territoire la fabrication des allumettes chimiques ne doivent pas nous empêcher de nous livrer à cette industrie, si nous y trouvons intérêt et si nous pouvons le faire sans porter atteinte au monopole existant, — toutes réserves faites au point de vue de la légitimité et des avantages de ce monopole.

Ce qui est vrai pour les allumettes l'est aussi pour les tabacs, les cigarettes, dont nous avions autrefois un grand débouché à l'exportation, débouché que le monopole nous a fait perdre et que les zones franches seraient à même de nous rendre en partie.

La construction des navires, leurs réparations, peuvent aussi s'interdire ou se faire en zone franche suivant que les navires français peuvent ou ne peuvent pas se construire ou se réparer à l'étranger. Il n'est pas équitable qu'un constructeur en zone franche bénéficie pour les navires construits par lui des avantages qui sont, pour le constructeur en territoire douanier, la rançon et la compensation des charges spéciales qu'il subit ; mais il n'est pas non plus avantageux à notre pays qu'on ne puisse pas faire sur son territoire ce qu'on a toute liberté de faire hors de France, quitte à traiter, à la francisation ou au retour sur le territoire douanier, le navire, construit ou réparé en zone franche, comme on accueillerait le navire construit ou réparé à l'étranger.

Nous lasserions bien inutilement l'attention de nos lecteurs si nous voulions examiner successivement tout ce que nous perdons actuellement et qui pourrait être fait en zone franche : nous nous bornerons à citer trois exemples typiques.

« Jadis, la côte occidentale d'Afrique puisait dans les stocks entreposés à Bordeaux les bois du Nord dont elle avait besoin. C'était d'autant plus naturel que beaucoup de comptoirs établis dans nos colonies africaines sont la propriété de firmes bordelaises.

« Le tarif douanier de 1892 nous enleva ce trafic.

« Théoriquement, il doit sembler que nous aurions pu, grâce au régime de l'entrepôt fictif, éviter les droits de douane sur les bois à réexporter et, par conséquent, nous trouver en face d'une situation non modifiée. Malheureusement, ce palliatif n'est qu'apparent, il ne peut être réalisé dans la pratique.

« Celles de nos colonies que baigne l'Atlantique ne possèdent pas de scieries. On ne peut donc leur envoyer uniquement des bois dans l'état où nous les recevons nous-mêmes ; ce débouché réclame au contraire, en majeure partie des madriers dénaturés, c'est-à-dire refendus en planches, chevrons et liteaux. J'ajoute que ces débitages, variant suivant les besoins du moment, ne peuvent s'effectuer qu'à l'époque de l'embarquement.

« Or, les règlemens de l'entrepôt fictif n'admettent pas ces transformations sans l'acquittement des droits.

« Devant cette impossibilité où nous mit le régime protectionniste de soutenir sur des bases normales la concurrence étrangère, nous assistâmes alors à ce lamentable spectacle : des maisons *françaises* contraintes, pour alimenter des colonies *françaises*, d'aller s'approvisionner à Hambourg.

« La lutte nous était interdite ; nous dûmes nous incliner.

« Le courant d'affaires ainsi détourné fonctionnait depuis quelques années déjà au profit de nos adversaires, lorsqu'une occasion se présenta pour les importateurs bordelais de se remettre sur les rangs. Il s'agissait cette fois d'exécuter exceptionnellement une fourniture strictement composée de madriers *non refendus ;* nous paraissions, en conséquence, pouvoir lutter à armes égales avec les Allemands, les droits de douane n'ayant pas en l'espèce à jouer.

« Hélas ! il nous fallut renoncer à cette affaire, et non point

pour des motifs inhérens au commerce des bois, mais parce que nous devenions victimes de la situation générale que je vous ai déjà exposée. Le déplacement des courans de fret nous avait mis dans un état d'infériorité insurmontable; qu'on en juge :

« Les Allemands pouvaient expédier leurs bois de Hambourg à Grand-Bassam à raison de 18 fr. 75 le mètre cube par la Woermann Linie. Il nous fallait, pour les mêmes articles et malgré que le trajet de Bordeaux à Grand-Bassam soit plus court, payer à la Compagnie des Chargeurs-Réunis un fret de 33 francs. Nous étions donc handicapés de 14 fr. 25 par mètre cube, ce qui représentait environ 20 pour 100 de la valeur de la marchandise.

« D'où provenait cet obstacle? Uniquement de la perte d'un courant suivi dans nos exportations et du déclin de notre commerce extérieur (1). »

Voit-on la progression géométrique du développement des affaires pour Hambourg et du déclin pour la France? La zone franche eût porté remède à la chinoiserie qui empêche de scier des bois à l'entrepôt fictif, c'est-à-dire de permettre à la marchandise étrangère de payer, à son passage en France, un tribut intéressant à la main-d'œuvre nationale.

Autre exemple : il y a six ou sept ans, une très forte hausse des oléagineux fit offrir en Europe des produits jusqu'alors inconnus. De ce nombre fut la graine de *Soja Hispida*, sorte de haricot mandchou, que Chinois et Japonais consomment après une première trituration et sous forme de fromage, à des prix fabuleux de bon marché. On s'avisa que ce produit contenait 10 pour 100 d'huile et quelques sacs en furent envoyés pour essai à Marseille, grand marché des oléagineux. A l'arrivée, la douane classa *le Soja* ou *la Soja* (le genre est indéterminé) parmi les légumes et exigea un droit de 3 francs par 100 kilogrammes qui, pesant exclusivement sur le 10 pour 100 d'huile contenu par cette marchandise, la grevait de façon à en empêcher l'emploi. On remontra à la douane son erreur : en y mettant le temps voulu et après avoir suivi toute la filière admi-

(1) E. Camentron, *Comité d'études du Port franc*, 2, rue Guillaume-Brochon, Bordeaux. Rapport sur les zones franches. 26 février 1915. Cet excellent rapport, que nous aurons d'ailleurs encore l'occasion de citer, fourmille d'exemples aussi probans, et nous engageons vivement nos lecteurs à s'y reporter.

nistrative, on obtint la classification du *Soja* parmi les fruits oléagineux. Seulement, dans l'intervalle, le Parlement avait remis en question la franchise des graines oléagineuses. Le débat était ardent entre les partisans des droits sur les graines oléagineuses et ceux qui soutenaient que les matières premières devaient être exemptes de droits, et les défenseurs de l'huilerie, pour sauver du désastre l'*arachide* et le *sésame*, articles très importans, acceptèrent des droits sur certaines graines, parmi lesquelles le soja. Voilà de nouveau ce produit grevé et hors d'emploi.

Il ne s'agissait pourtant que de triturer en France une marchandise dont le rendement en huile et en tourteaux était pris par l'étranger, et on sollicita pour le soja le bénéfice de l'admission temporaire. Cet avantage fut obtenu, mais dans les délais qui s'imposent en France pour qu'une décision administrative de ce genre soit rendue; et quand le soja put enfin se triturer en France, la chose était devenue complètement impossible parce que l'Angleterre et l'Allemagne avaient profité de notre inaction et que Liverpool et Brême avaient pris le quasi-monopole de ces affaires. Plus de cinq cent mille tonnes de soja nous avaient échappé, et les huiliers marseillais trouvaient auprès des débouchés étrangers de leur industrie un concurrent de plus dans le soja, qu'ils auraient dû être eux-mêmes en état d'offrir à leur clientèle.

Si la zone franche avait existé en France, lors de la première apparition du soja, elle aurait permis de travailler ce produit, et elle aurait conservé à notre pays un courant d'affaires gigantesque que notre formalisme seul en a détourné, puisqu'on a en définitive accordé aux importateurs du soja tout ce qu'ils demandaient. Malheureusement, *on y a mis le temps*, et c'est un facteur de plus en plus précieux en affaires.

Troisième exemple : notre industrie de la confiserie et de la chocolaterie a fait à la Chambre de commerce de Marseille la déposition suivante :

« La zone franche est, entre tous les systèmes proposés, celui qui rendrait aux industries d'alimentation ayant le sucre, le cacao et les amandes comme matières premières principales, leur ancienne prospérité. Dans ces industries, les déchets de fabrication sont très importans, les *inversions* sont constantes.

« Pour les amandes et les cacaos, les déchets d'émon-

dage et de décorticage, la perte par évaporation, atteignent jusqu'à 30 pour 100 du poids facturé; pour les fruits confits, perte également sur les noyaux, pépins, tiges et peaux de fruits, perte aussi par évaporation.

« Dans la zone franche, les déchets ne sont plus une perte aussi forte, d'où réduction du prix de revient et, comme conséquence, notre industrie de confiserie et de chocolaterie, qui a été la première du monde et s'est laissé distancer de plusieurs points par l'Italie, l'Autriche, l'Angleterre et même la Suisse, pourrait reprendre sa place. »

A un moment donné, cette industrie avait obtenu de créer un entrepôt de fabrication à l'entrepôt réel à Marseille; mais ce fut encore une des exigences de l'entrepôt qui compromit le résultat obtenu; les manipulations étaient permises, les déchets contrôlés, et les sous-produits ressortis étaient exonérés des droits; les pertes de sucre par inversion étaient prévues, mais l'entrepôt ajoutait à tout cela une condition ressemblant au *veto* de la vieille fée oubliée au baptême du Prince Charmant, elle interdisait formellement de *faire du feu* dans les locaux affectés à ces opérations, et, comme il est impossible de cuire des fruits sans feu, tout le travail administratif qu'on avait fait fut perdu : l'industrie de la confiserie et de la chocolaterie continua à voir la clientèle étrangère et même la clientèle française consommer des bonbons anglais et des chocolats suisses!

La zone franche remédie aux maux occasionnés par notre formalisme administratif : elle est aussi l'autel préparé pour le Dieu inconnu, c'est-à-dire, en matière économique, la combinaison mécanique, chimique de demain, et le produit à découvrir. A notre époque, chaque jour voir éclore une combinaison nouvelle, et c'est vraiment trop *pede claudo* que notre réglementation suit le progrès commercial. La zone franche offre aux innovations un moyen d'application immédiat.

Il suffit, semble-t-il, des exemples cités pour commenter les principes en vertu desquels l'intérêt général de notre pays, supérieur aux intérêts particuliers, commande qu'on puisse faire en zone franche ce qu'on peut faire à l'étranger, quitte à prendre toutes les précautions voulues pour que rien de ce qui se fait en zone franche ne puisse usurper la place spéciale réservée au produit national. En un mot, il faut que tout ce

qui s'y fait reste dans la marge du commerce général sur le commerce spécial, en ne profitant d'aucun des traitemens de faveur réservés aux produits du commerce spécial, à raison des charges qui sont imposées à ce dernier.

III

On sait que la zone franche (ou le port franc) n'est pas une combinaison théorique, qu'elle a existé et qu'elle existe. Un rapide coup d'œil sur la franchise dans le passé et le présent est nécessaire à l'étude complète de cette institution (1).

A toute époque, le commerce a eu besoin de liberté et les franchises spéciales dont jouissaient les foires ont beaucoup aidé au succès de ces rendez-vous commerciaux et à l'activité des transactions qui s'y faisaient. Encore aujourd'hui, l'achat d'un cheval en foire exonère le vendeur des responsabilités pour certains vices rédhibitoires qu'il encourait pendant un délai déterminé si la vente était faite hors foire. Le mot forain veut plutôt dire hors des règlemens que hors du territoire ou qu'étranger; car les foires se tenaient dans le royaume et non pas seulement sur ses frontières et étaient fréquentées par des nationaux et des étrangers, tandis que toutes les transactions qui s'y faisaient échappaient à l'étreinte rigoureuse des règlemens.

L'histoire économique du port de Marseille est le récit des réactions de la liberté des transactions contre les difficultés administratives et surtout contre les obligations fiscales et leur cortège de formalités.

La plus célèbre des réactions est due à l'initiative de Colbert, qui fit rendre par Louis XIV en 1669 l'édit de franchise du port de Marseille. Le territoire de la ville bénéficiait de la franchise comme le port et, à sept kilomètres du centre de la cité marseillaise, s'élève une petite chapelle encore appelée *Notre-Dame de la douane* parce que le poste où se dédouanaient les marchandises marseillaises entrant sur le territoire douanier était aux environs de cette chapelle. La franchise du port et du territoire de Marseille a peut-être un peu nui au développement administratif de la ville qu'elle maintint en quelque sorte à

(1) Voyez *Ports francs d'autrefois et d'aujourd'hui*, par Paul Masson. Hachette et Cie, Paris, 1904.

l'étranger; mais, tout compte fait, elle a grandement aidé à la prospérité de notre premier port méditerranéen et, qui le croirait? elle a surtout favorisé la création à Marseille de nombreuses industries (1).

La Révolution supprima la franchise que Napoléon fut fort enclin à rétablir, limitée au port ou à une zone. La Chambre de commerce de Marseille définissait, en l'an XIII, l'institution à rétablir en ces termes :

« Un port franc est une ville hors la ligne des douanes; c'est un port ouvert à tous les bâtimens de commerce sans distinction, quel que soit leur pavillon ou la nature de leur chargement.

« C'est un point commun où vient aboutir, par une sorte de fiction, le territoire de toutes les nations. Il reçoit et verse de l'un à l'autre toutes les productions respectives, sans gêne et sans droits. »

Et le ministre d'État Chaptal, serrant de plus près le sujet, écrivait à cette époque :

« Si l'on ménage, dans une ville maritime et à côté de son port, une enceinte entourée de fossés ou de murs, isolée comme un lazaret, remplie de magasins comme l'enclos d'une foire, que les négocians puissent fréquenter librement, mais où personne ne sera admis à habiter; que l'embarquement ou le débarquement puissent se faire directement; que, du côté de la ville, il n'y ait qu'une issue avec un bureau de perception pour le passage des marchandises entrant dans la consommation et une poterne pour l'aller et la venue des commerçans et des gens de service; si ces issues, qui s'ouvriront au jour et se fermeront à la nuit, sont gardées avec soin, on pourra laisser le négociant recevoir, emmagasiner, manipuler ses marchandises, les expédier par mer en franchise. le tout sans formalités ni registres.

« Hors de cette enceinte et à la sortie de l'enclos par la porte de l'intérieur, tout suivra l'usage ordinaire. On paiera les droits et l'on se conformera aux lois et règlemens, comme si les marchandises arrivaient pour être consommées.

(1) Nous croyons utile cette remarque, car on considère généralement la protection comme avantageuse à l'industrie, et l'histoire économique marseillaise à toute époque prouve que c'est la liberté des transactions qni a provoqué la création du plus grand nombre des industries ou développé leur prospérité.

« Tout semble concilié par ce plan. L'intérêt du commerce est rempli, le négociant n'est plus contrarié dans aucune de ses opérations; l'étranger ne peut demander ni plus d'aisance ni plus de liberté: il trouve les magasins ouverts tous les jours, il peut y acheter, vendre, débarquer, recharger, former à son gré ses assortimens.

« L'État ne sacrifie aucune partie de l'impôt, la perception en devient plus facile; il profite même de l'accroissement des recettes que produit un commerce animé, l'affluence des étrangers et la prospérité de la ville.

« L'administration des douanes n'a qu'une enceinte à garder; la police ordinaire suffit dans ce système; elle n'est plus chargée d'ouvrir un compte pour chacun des nombreux entrepôts, ni de salarier une nuée de commis pour vérifier et recenser les marchandises dans les magasins ou pour en ouvrir les portes sur la demande des négocians. Les objets déposés dans le quartier franc sont pour elle comme s'ils n'existaient pas : elle n'est tenue qu'à garder soigneusement deux portes; elle n'a à craindre qu'une contrebande de poche, facile à réprimer. »

On ne saurait mieux préciser. Le ministre plaidait ainsi auprès de la Chambre de commerce la cause du bon sens, et il ajoutait de nombreux exemples du succès de ces institutions à l'étranger et en France : à Gênes et à Dunkerque, dont la *Ville haute* jouissait de la franchise; à Malte, Jersey. Guernesey et Héligoland. Le programme était défini dans ses grandes lignes et arrêté dans ses détails. Il est vraiment fâcheux que la Chambre de commerce de l'époque, tout à ses rêves de rétablissement de la franchise intégrale, telle qu'elle était jadis ressortie de l'édit de Colbert, ait refusé l'inappréciable présent que voulait lui faire le clair génie de Napoléon, dont nous sommes aujourd'hui réduits à envier à ce point de vue le libéralisme économique.

Un essai du rétablissement de la franchise eut lieu à la Restauration (loi du 16 décembre 1814), mais il s'agissait toujours de la franchise intégrale, et, à un moment où Marseille, épuisée par la guerre maritime, avait besoin de s'orienter vers le trafic national, il ne réussit pas. On le remplaça, en vertu de l'ordonnance du 10 septembre 1817, par des facilités exceptionnelles d'entrepôt, qui donnèrent les meilleurs résultats tant que

la concurrence internationale fut plus ou moins somnolente et auxquelles, même pendant un certain temps, la politique libre-échangiste de l'Empire permit de n'avoir que faiblement recours.

Au dehors, les villes libres allemandes jouissaient jadis de la liberté commerciale autant que de la liberté politique. Quand elles entrèrent dans le Zollverein, elles stipulèrent le maintien de leurs franchises commerciales pour une partie de leur port et ainsi naquirent les ports francs de Hambourg et de Brême en 1888. Copenhague trouva intérêt à ouvrir une zone franche en 1891, Trieste et Fiume, comme les villes d'Allemagne, obtinrent en 1891 également des dépôts francs ou des points francs, en remplacement de leur port franc. Gênes, qui avait pour ainsi dire toujours plus ou moins joui de la franchise, a acquis, par application de la loi du 6 août 1876, un « *dépôt franc.* »

En France, la substitution du régime protectionniste au régime libre-échangiste devait remettre en honneur les zones franches, sans lesquelles l'exportation est entravée au delà de toute mesure par les formalités inhérentes à l'application d'un tarif élevé et portant sur de nombreux articles, et ce sont les promoteurs mêmes de la loi de douane de 1892 qui apprécièrent les premiers que le nouveau régime ne pouvait pas se passer des zones franches.

La Société pour la défense du commerce de Marseille, organisme actif et puissant, a affirmé en toutes circonstances que son président de 1896, M. Henry Estier, avait été engagé par M. Henry Boucher, ministre du Commerce dans le Cabinet Méline, à chercher du côté des zones franches les apaisemens dont avait besoin l'exportation.

« Abandonnez l'espoir de faire revenir la Nation au libre-échange, » disait alors le ministre, « et recherchez les palliatifs qui peuvent vous permettre de conserver votre exportation malgré le régime actuel qui est définitif. Au premier rang de ces palliatifs, figurent les ports francs et, si vous les demandez, nous sommes disposés à tout faire pour vous aider à les obtenir. »

M. Charles-Roux, alors député de Marseille, indiqua dans ses rapports de 1896 et 1897 sur le budget du Commerce, quels services pouvait rendre le rétablissement des ports ou zones franches et, dès 1898, trois propositions de loi, dues à l'initiative de MM. Louis Brunet, Joseph Thierry et Antide Boyer, furent

déposées sur le bureau de la Chambre des députés, qui en renvoya l'étude à la Commission du commerce et de l'industrie. M. Alexis Muzet, député de la Seine, président de cette Commission, obtint qu'une délégation allât visiter les ports francs septentrionaux et ceux de la Méditerranée et il fit, au retour de ce voyage d'enquête, un rapport magistral, encore utile à consulter aujourd'hui. Malheureusement, ce rapport, qui figure aux annexes du procès-verbal de la séance du 6 juillet 1901, avait été déposé après la fin de la législature, et les propositions de loi rapportées étaient caduques.

Marseille, d'où partait surtout l'agitation relative aux zones franches, ne put admettre ce guillotinage sec, et une délégation de toutes les assemblées départementales et locales et de la totalité des syndicats commerciaux et industriels du grand port, vint présenter ses revendications à cet égard à M. Loubet, président de la République, à M. Combes, président du Conseil et aux ministres intéressés du Commerce, des Travaux publics, de la Marine et des Finances. La délégation, reçue par le président de la République le 15 novembre 1902, obtint le succès le plus complet qu'elle pouvait souhaiter, puisqu'un projet de loi, signé par les ministres compétens, fut déposé sur le bureau de la Chambre des députés, le 5 avril 1903.

Les zones franches, qui paraissaient à ce moment très près de leur réalisation, n'en furent jamais plus loin.

Une savante tactique parlementaire, déployée par les adversaires de cette institution, réussit, malgré deux rapports aussi favorables et aussi complets que possible de M. Ch. Chaumet, député de la Gironde, à écarter le projet de loi de la discussion publique de 1904 à 1910 et à le faire mettre définitivement de côté à cette dernière date, à l'aide d'une résolution favorable à l'extension du régime des entrepôts, sans que partisans et adversaires aient pu s'affronter et échanger leurs vues à la tribune.

Le projet de loi gouvernemental étant refusé, il existe une proposition de loi tendant à l'établissement de zones franches; elle a été déposée, le 10 juillet 1914, par M. Bergeon, député des Bouches-du-Rhône, et ses collègues, MM. Lenoir, Candace, Émile Favre, Lefol, Diagne, Auguste Girard et enfin Frédéric Chevillon, député des Bouches-du-Rhône, tué glorieusement depuis à l'ennemi. Cette proposition de loi reproduit textuel-

lement le projet de loi présenté au nom du gouvernement le 4 avril 1903, amendé par deux fois à la suite des rapports de M. Chaumet et dont le texte définitif arrêté à la suite du dernier rapport de M. Chaumet, en date du 15 janvier, a été formellement accepté au nom du gouvernement par M. Dubief, alors ministre du Commerce.

Rien de plus facile pour le gouvernement que de faire sien ce texte déjà accepté par lui autrefois et de le présenter aux votes du Parlement. Aucune difficulté matérielle ne s'y oppose, toutes les enquêtes sont faites.

Nous croyons savoir que les oppositions possibles arrêtent seules l'administration supérieure et le gouvernement. Si les opposans éventuels voulaient bien faire à l'intérêt général le sacrifice de leurs préventions et seulement consentir à une tentative de réacclimatation en France d'une institution qui y a existé et réussi avant d'aller profiter à nos rivaux d'hier, nos ennemis d'aujourd'hui, cette abnégation de leur part entraînerait l'adhésion du gouvernement qui pourrait en quarante-huit heures, s'il le voulait bien, soumettre au Parlement un texte définitif pour l'établissement des zones franches.

IV

Le plus ou moins de valeur des oppositions à la zone franche doit être examiné en toute impartialité, bien que ces oppositions soient surtout caractérisées par la force d'inertie, par le vide fait devant l'action des promoteurs de cette institution et qu'il soit très difficile de discuter avec le silence.

Ces adversaires silencieux, ces étrangleurs muets des zones franches sont exclusivement protectionnistes et cela ne s'explique pas. Ce sont les protagonistes de la loi de douane de 1892 qui ont désigné cette question à l'attention d'une société qui n'avait pas perdu l'espoir, en 1896-1897, de revenir à un régime général plus favorable aux échanges ; et on se demande comment les partisans d'un système qui admet *a priori* que les articles nationaux, aux prises avec la concurrence chez eux des produits similaires étrangers, ont besoin d'être protégés, ne se considèrent pas comme contraints, par la logique, à conclure que ces mêmes articles ont besoin de bénéficier pour l'exportation de l'égalité avec leurs concurrens; et qu'à défaut de

protection contre des concurrens pourvus de zones franches, les vendeurs de ces articles ont droit à la simple égalité que leur conférerait l'établissement en France de cette institution.

On se demande comment un système qui tient à réserver aux produits nationaux le marché national et qui le fait à l'aide de droits élevant le coût de toutes choses, ne comprend pas qu'il doit vivifier le commerce national par les bénéfices recueillis dans le commerce international.

Le commerce national n'est que la répartition en un nombre de parts indéfiniment variables comme grosseur proportionnelle, d'un gâteau dont le volume total et la valeur globale ne sont pas modifiés par la répartition; tandis qu'en prenant part au commerce international, nous pouvons augmenter notre patrimoine et, en subissant, comme nous l'avons fait, l'emprise allemande, nous pouvons le diminuer.

On ne comprend pas comment des hommes d'État peuvent être indifférens aux progrès ou à la décadence de notre marine marchande et comment ils peuvent désirer la maintenir ou la faire progresser, sans lui assurer du fret par l'activité des échanges avec le dehors.

Il s'ensuit que si les zones franches n'étaient pas demandées par les intéressés, elles devraient, comme à l'origine, être suggérées par les protectionnistes, dont l'œuvre ne peut être viable que si le commerce extérieur français est sauvegardé, et elles ne devraient pas avoir de plus fermes et plus actifs défenseurs. Or, c'est le contraire qui se produit et, après avoir fait une opposition de principe irréductible, tout à fait injustifiée, aux zones franches, les protectionnistes se rabattent sur des questions de détail.

La zone franche, disent-ils, n'est pas une panacée, elle n'a eu qu'une influence très secondaire sur le développement du port de Hambourg, et l'Angleterre, la Belgique, la Hollande, n'ont pas de zones franches...

Il est évident que les pays, à régime libéral, qui sont tout entiers des zones franches, n'ont pas besoin de ces institutions; et nous verrons plus loin que toutes les forces allemandes étant orientées vers l'expansion économique, la suppression des formalités dans quelques espaces restreints allemands ne donnait qu'un bien petit appoint à la force de propulsion germanique. Toute l'administration de ce pays tendant à faciliter le

commerce d'exportation, à le *pousser* même aux affaires, on n'y avait pas les mêmes raisons qu'en France de chercher à se mettre à l'abri de l'onéreuse ingérence d'une organisation douanière formaliste et tracassière; mais ce motif d'opposition se retourne contre ceux qui le mettaient en avant, car si, dans cette situation, l'Allemagne a jugé tout de même utile de maintenir les zones franches, on doit penser combien elles nous sont utiles à nous qui, de tout le vaste système protectionniste allemand, n'avons retenu que la combinaison malthusienne de l'élévation des droits et de l'augmentation des précautions contre l'importation, sans nous arrêter devant la conséquence fatale de la réduction de la consommation et par suite de l'élévation proportionnelle des frais généraux qui augmentent les prix de revient et diminuent les bénéfices.

Ce malthusianisme sacrifiant à la quiétude de la production les intérêts nationaux de l'exportation est la caractéristique de l'opposition faite aux zones franches. Les industries à établir en zone franche ne pourraient-elles pas nuire à celles qui sont établies en territoire douanier? Voilà la grande objection.

Conseiller à l'industriel établi en territoire douanier, pour y produire des articles demandés par la consommation intérieure, de doubler sa première usine d'une autre manufacture, établie en zone franche pour y produire des articles à exporter, paraît exorbitant à l'adversaire des zones franches, qui s'arrête plutôt à la pensée d'empêcher l'industrie en zone franche de naître, pour que l'acheteur d'exportation n'ait pas de fournisseur en zone franche et soit obligé de s'adresser à l'industriel travaillant en territoire douanier.

C'est appliquer à l'étranger le raisonnement dur, mais logique, dont les conséquences s'imposent au consommateur national; mais c'est aussi oublier que le consommateur étranger n'est pas un prisonnier et qu'il a toute faculté de prendre sur un point étranger, pourvu de zones franches, ce que la France se refuse à lui offrir. Cette conception nous a fait peu à peu devancer par quatre peuples de plus dans la voie du développement des affaires extérieures et nous a rendu la proie de ceux que nous nous étions déshabitués à affronter, en nous mettant à l'écart des combinaisons de concurrences.

Cette négation de parti pris des facteurs du commerce général, ou plutôt de la partie du commerce général représentée

par les affaires d'exportation, éclate dans les oppositions aux zones franches, à l'appui desquelles aucun motif n'est donné. Dieu sait si elles sont nombreuses!

Nous sommes amenés, à notre grand regret, à constater que plusieurs Chambres de commerce sont tombées dans cette erreur.

La Chambre de commerce d'Angoulême dit :

« Cette assemblée, considérant que la création dont il s'agit lui paraît devoir être nuisible aux intérêts généraux du commerce et de l'industrie du pays, a émis un avis défavorable à l'adoption dudit projet par le Parlement. »

C'est une opinion, mais les motifs sur lesquels elle se fonde ne sont pas donnés.

De même pour la Chambre de commerce de Péronne, « qui a émis à l'unanimité des membres présens un avis absolument défavorable. »

Sans dire pourquoi.

La Chambre de commerce d'Amiens a donné une raison; mais cette raison ne tient pas. Elle a considéré que :

« Des établissemens industriels seraient certainement fondés par des étrangers dans les zones franches, et que cette concurrence produirait les effets les plus désastreux pour les industries similaires, » ce qui l'amenait à « protester énergiquement contre la proposition de loi. »

On se demande pourquoi les établissemens en zone franche seraient fondés par des étrangers plutôt que par des Français et pourquoi les lois qui s'opposent à l'établissement des Sociétés étrangères en France ne s'appliqueraient pas en zone franche, On se le demande avec d'autant plus de raison que le projet de loi gouvernemental, resté sur le bureau de la Chambre de 1905 à 1910, prévoyait expressément, par son article 5, que les concessions industrielles en zone franche « ne peuvent être faites qu'à des Français, à des Sociétés ayant dans leur Conseil d'administration et de surveillance une majorité de citoyens français, ou à des étrangers admis à fixer leur domicile en France. »

C'est tout ce qu'on pouvait attendre sous ce rapport d'une loi rédigée en 1903 (1).

Certes, le développement en France des intérêts allemands

(1) Les oppositions citées des Chambres de commerce d'Angoulême, Péronne et Amiens remontent à cette époque.

et la colonisation d'exploitation allemande qui en a été la conséquence, sont faits pour donner à cet argument une terrible force d'actualité; mais il faudrait encore que cet argument portât, et, avant de se demander si les zones franches françaises auraient été surtout exploitées par des étrangers, — supposition qui n'est guère flatteuse pour notre initiative, — et si cela n'aurait point donné un appoint à la pénétration allemande en France, il conviendrait de se demander si le manque d'institutions libérales douanières en France n'a pas tout autrement contribué à nous rendre tributaires économiquement de l'Allemagne et, par suite, à augmenter le nombre des Allemands établis en France. Dans ce cas, ce serait le nationalisme économique, qui s'est toujours opposé à l'institution des zones franches, qui nous aurait valu l'invasion économique allemande et nous aurions un peu suivi la politique de Gribouille, en nous jetant à l'eau dans la crainte d'être mouillés. Sans aller jusque là, on peut penser que les tenans d'un régime qui, après vingt années de pleine application, a engendré une situation où l'on trouve partout l'Allemand, n'ont pas le droit de faire à cet égard un procès de tendances à une institution qui, par sa nature, ne justifie en rien ces suspicions.

La même tactique a été employée pour la contrebande et les sophistications.

Les zones franches seront des foyers de contrebande et de sophistication, ont dit les Chambres de commerce d'Amiens, de Béthune, de Cholet et de Clermont-Ferrand, sans donner aucune preuve de cette allégation.

Examinons séparément ces deux griefs, dont on ne s'explique pas la liaison. La contrebande est l'entrée en fraude sur le territoire douanier de la marchandise étrangère, sans la reconnaissance de la marchandise et sans le paiement des droits. Quelle idée se fait on de la vigilance et de la dignité de nos douaniers, pour penser qu'ils ne parviendraient pas à surveiller quelques kilomètres de grilles ou de fossés formant les limites des zones franches: eux qui défendent les abords de la totalité de nos frontières, autrement propices à la contrebande, par suite du voisinage de l'étranger, et en raison de la configuration des lieux? Nous croyons que l'honneur du corps de nos douaniers est plus mis en cause qu'un intérêt économique par cet argument, et nous laissons à nos vaillans agens du fisc, qui ont

montré partout, et quelquefois au péril de leur vie, combien ils avaient à cœur de défendre les intérêts de l'État, le soin de prouver l'inanité de cet argument.

Venons-en aux sophistications. La zone franche de Hambourg est un centre de sophistications, disent les adversaires des zones franches. Nous ne demanderions pas mieux que de prendre une fois de plus les Allemands en flagrant délit d'une tactique dégradante; mais, hélas! il faut déchanter à cet égard et n'admettre que sous beaucoup de réserves la matérialité des faits de sophistication de la zone franche de Hambourg.

Nous citerons, sans aller plus loin, ce paragraphe d'un rapport aussi exact que documenté, auquel nous avons déjà eu l'occasion de nous référer, que M. Camentron, secrétaire du Comité d'Études du port franc de Bordeaux, a rédigé pour ce Comité, et que ce groupement a adopté le 26 février 1915:

« Voulez-vous me permettre, messieurs, de vous rappeler le fait que nous citait, il y a une quinzaine de jours, notre président? Un Danois à qui il est apparenté disait : « En Danemark, nos aimons bien vos vins de Bordeaux, mais à la condition qu'ils soient passés par Hambourg, où on sait très bien, en les alcoolisant, les arranger selon nos goûts. »

Ceci a été dit à Bordeaux, dans la capitale des vins, à des gens à même de contrôler le fait; et non seulement le fait a été cité, mais l'ensemble des faits dont cet exemple marquait le caractère, car le rapporteur concluait :

« Cela nous paraît évidemment une hérésie; mais, en matière d'affaires surtout, on doit forcément s'habituer à voir les choses non point comme elles devraient être, mais, hélas! comme elles sont. »

Il n'y a aucun intérêt à déprécier quand même nos adversaires et leurs méthodes, et bien des débouchés se seraient définitivement fermés aux vins bordelais et à tous les vins, si la zone franche de Hambourg n'avait pas fait à cet article une propagande dont nous avons eu le plus grand tort de nous désintéresser nous-mêmes.

Toutes réserves faites sur l'exagération des imputations de sophistications reprochées à Hambourg, on doit constater en outre que ces sophistications, quand elles avaient lieu, n'étaient pas spéciales à la zone franche de Hambourg, et M. Chaumet, député de la Gironde, dans son rapport sur le projet de loi

gouvernemental relatif aux zones franches, cite un article de M. René Dollet, paru dans la *Revue politique et parlementaire*, dont il extrait cette phrase :

« Ces falsifications ne sont nullement le résultat de la franchise du port ; on les ferait, on les fait aussi bien, lorsqu'il y a quelque avantage, sur le territoire douanier. »

Et les faits nous obligent bien à constater que notre territoire douanier n'a, sous ce rapport, rien à envier aux Allemands.

La loi de 1905, dite de la répression des fraudes, n'a pas, que nous sachions, été faite pour réprimer les fraudes de la zone franche qui n'existait pas ! Nous nous garderions bien, dans l'intérêt de la bonne réputation au dehors des produits français, de reproduire les objurgations des promoteurs de cette loi, objurgations qui ont bien souvent retenti d'une façon très fâcheuse à l'Extérieur. Quand nous déclarions à la tribune parlementaire qu'on était, en France, saturé de vins et de spiritueux frelatés, l'Étranger ne retenait qu'une chose de ces affirmations : la condamnation en bloc de tous les vins et spiritueux français. Nous ne nous étendrons donc pas sur ce triste sujet, mais il nous suffit de citer la loi, les règlemens d'administration publique qui l'ont rendue applicable, et l'organisme puissant créé au ministère de l'Agriculture, afin d'assurer sa mise en pratique, pour montrer que sophistications et zones franches font deux ; que le territoire douanier a, hélas ! fait tout ce qu'on pouvait faire en matière de fraude, et qu'il est dès lors mal venu à imputer à une institution inexistante ce qu'il a pratiqué jusqu'à l'épuisement des combinaisons de sophistications. Il y a lieu, en outre, de penser que l'organisme qui a su venir à bout de la fraude sur le territoire douanier saura bien la prévenir dans des espaces restreints où n'auraient accès et d'où ne sortiraient que des marchandises dont la douane et les agens de la répression des fraudes pourraient contrôler la légitimité.

V

Nous avons constaté que des marchandises d'une valeur totale de quatre milliards environ traversant annuellement notre territoire, nous aurions intérêt à les faire séjourner un

peu en France, à les y manipuler en vue de les améliorer, et d'y incorporer le plus possible de produits français; en un mot de mettre à profit notre situation géographique tout à fait exceptionnelle, pour nous réserver certains avantages économiques.

Mais il est admis en matière de lutte que celui qui se contente de parer, de profiter des faiblesses de l'adversaire, n'est pas en aussi bonne posture et n'a pas autant de chances de succès que celui qui joint à la défensive la plus serrée les avantages de l'offensive ; et nous voudrions, après avoir fait ressortir les bénéfices de la zone franche au point de vue de ce qui *passe* sur notre territoire, montrer les services qu'elle peut nous rendre pour aller prendre au loin notre part des transactions mondiales. M. Daniel Bellet constatait dernièrement ici même (1) que, sur un mouvement d'importation de soixante millions de marks à Tsing-Tao, dont une vingtaine de millions revenait aux Japonais et une dizaine de millions chacun à l'Allemagne, aux États-Unis et à l'Angleterre métropolitaine et coloniale, la France ne figurait, au titre de ses importations directes, que pour un chiffre de moins de *quarante mille francs.*

Ceci est tout à fait caractéristique ; la France exporte ce qu'elle a en trop, ce dont ses voisins ont besoin, ce que son domaine colonial exige et enfin au loin ce qu'*on lui demande*, et un pays nouveau, qui ne lui demande rien, est un pays ignoré par elle.

Il ne faudrait pas à cette occasion répéter une fois de plus que notre commerce est trop timide, qu'il ne voyage pas, qu'il ne se conforme pas au goût de la clientèle, qu'il ne fait pas de crédit; car c'est à l'aide de l'erreur qui fait prendre ces *effets* pour des *causes* que nous ne réagissons pas depuis quarante années comme il le faudrait pour reprendre notre rang.

Le peuple qui, de 1880 à 1910, a acquis sur toute la surface du globe un domaine colonial immense, ne mérite pas le reproche d'être casanier.

La nation qui a élevé en peu de temps à trois milliards de francs le chiffre annuel du commerce extérieur de ces pays hier encore inexistans, et qui a obtenu ce résultat malgré des diffi-

(1) *Tsing-Tao et la ruine de la culture allemande.* Daniel Bellet, *Revue* du 1er mars 1915.

cultés économiques françaises, plus pénibles à vaincre que les difficultés matérielles de colonisation et de mise en valeur, ne manque ni de souplesse ni d'ardeur.

Le pays qui a prodigué son épargne à tous ceux qui la lui ont demandée, même sans garanties, peut affirmer que le crédit à faire au dehors ne l'effraie pas, s'il a des chances de récupérer ce qu'il avance,

Nous répétons : il s'agit d'effets et non de causes ; si nous ne nous déplaçons pas, c'est que nous avons constaté par des voyages que nous n'avions rien à offrir d'une façon permanente ; si nous ne faisons pas de crédit, c'est que nous ne pouvons, pour nos marchandises soumises à des fluctuations de cours purement nationales et souvent hors de prix, nous adresser au dehors qu'à une clientèle de second et même de troisième ordre, qui ne nous inspire qu'une confiance limitée ; nous ne nous conformons pas aux goûts de la clientèle, parce que la rigidité de nos combinaisons douanières nous l'interdit, quand il s'agit de marchandises étrangères à offrir aux mêmes prix et dans les mêmes conditions que l'Étranger. Il n'y a qu'une cause à tous ces effets : notre régime économique tout à fait hostile à l'exportation.

Nos lois de douane ont pour but avoué d'élever le prix des objets en France et elles ont pour conséquence de réduire pour nos industriels le stimulant de la concurrence, ce qui a son effet sur la qualité ; dès lors, nos marchandises ne peuvent pas lutter au dehors contre les produits dont la concurrence nous effraie au dedans ! De cette inaptitude à la concurrence, découle peu à peu le manque de relations directes avec les anciens débouchés et la suppression des services nationaux de navigation. Les quelques affaires qui nous restent en produits de luxe nous permettent seulement de donner du fret aux navires étrangers faisant escale chez nous, et déjà cette situation nous rend tributaires de l'Étranger ; mais, comme il ne s'agit que de produits de luxe, à la moindre crise dans les débouchés lointains (et elles y sont fréquentes), les relations s'espacent, et bientôt il nous faut, pour les reprendre, aller au dehors : à Liverpool, à Anvers, à Hambourg, chercher les navires qui ne trouvent plus intérêt à venir chez nous. Ce jour-là, nos produits se dénationalisent et peu à peu le contact se supprime tout à fait entre les marchés anciens d'exportation et les nôtres ; pour

les marchés nouveaux, cette situation empêche les relations de naître, et tout est dit.

Il n'y a qu'un moyen de prendre ou plutôt de reprendre notre part de l'exportation sans toucher à notre régime économique ; il n'y a qu'une façon pour nous de joindre, en matière d'exportation, l'offensive à la défensive : c'est de nous mettre en mesure d'exporter les produits étrangers, en y incorporant peu à peu la quantité de nos produits que les circonstances, les cours et les goûts de la clientèle permettent d'y ajouter.

Les articles à l'aide desquels nous alimentons actuellement notre exportation (mais qui ne l'arrêtent pas sur la pente menant à la dénationalisation, puis à la paralysie, parce qu'ils ne conviennent à nos débouchés que pendant leur période de prospérité) : la soierie, les modes, les articles de Paris, la librairie, reprendront leur place dans notre exportation, dès que nous aurons pu rétablir cette exportation en la faisant porter sur un article véhicule des autres, sur un *article de trouée*, de pénétration, susceptible de réserver du fret à nos armateurs et pour lequel nous ayons une réputation universelle. une renommée séculaire, fortement appuyée sur une production nationale considérable, et dès lors à l'abri des imitations et des concurrences déloyales.

Le vin est ce produit. On veut bien reconnaître au dehors que le vin est le produit français par excellence, et cependant aucune exportation n'a plus souffert de notre régime économique que l'exportation des vins. Nous exportions 3 981 000 hectolitres de vin en 1873, époque à laquelle nous faisions les vins français avec tous les vins du monde, et nous avons exporté en 1913, dernière année normale, 1 316 671 hectolitres au commerce spécial.

En plein phylloxera, de 1881 à 1890, nous exportions une moyenne de 2 488 500 hectolitres par an, et, depuis 1894, malgré des prix extrêmement réduits qu'aucun pays producteur n'a connus, nous n'avons pas pu reprendre notre ancien rang. Les entrepôts spéciaux où se faisaient les coupages de vin dans certains ports ont été supprimés en 1899 et la moyenne annuelle, de 1900 à 1914 toujours décroissante, n'a été que de 1 727 595 hectolitres.

Et pendant ce temps-là, Hambourg, qui appliquait résolument notre ancienne pratique du coupage, devenait une prove-

nance de vins d'exportation! Il n'est que temps de profiter de la situation actuelle pour lui enlever cette spécialité jusqu'à un certain point contre nature en ces parages et qui, en nos mains, donnerait des résultats autrement considérables, nous faisant largement dépasser les chiffres d'exportation de 1873.

La nécessité absolue pour prendre sur tous les marchés du monde une place définitive et destinée à toujours grandir est de disposer *constamment* de la meilleure qualité d'un produit déterminé au meilleur marché. En pouvant recevoir en franchise tous les vins et en les manipulant en zone franche, avec notre incontestable maîtrise dans cette industrie, nous sommes en mesure de toujours offrir la meilleure qualité de l'année, au meilleur prix, et il nous faut cela d'une façon permanente, car l'exportation demande de longs délais pour s'implanter et se développer.

Le marché français exerce sur tous les pays vinicoles une telle attraction qu'ils délaisseront sans hésiter, pour venir vers nous, leur clientèle d'exportation. L'Italie a encore très nettement marqué ce mouvement, il y a deux ans. Les vins italiens, espagnols, grecs, turcs, commencent toujours par se tourner vers nous, les années de grande production, et ils ne s'exportent directement au loin que lorsque nous ne les accueillons pas. Nous avons tout intérêt à favoriser cette tendance, qui nous rend les arbitres du prix du vin dans le monde et qui nous réserve un bénéfice sur une fourniture qui se fait actuellement sans nous.

Nous avons eu cette année une forte récolte et des prix bas, et l'exportation était pour nous une nécessité urgente. Que de raisons de commencer tout de suite! mais il n'est possible de faire les frais de voyages lointains et les efforts de tout genre exigés par la propagande au dehors qu'à la condition d'être assuré contre un revirement des cours à bref délai, c'est-à-dire d'être mis par la zone franche en communication avec tous les pays producteurs et, par suite, à l'abri des fluctuations purement locales.

Nous nous sommes un peu étendus sur le vin en zone franche parce que cet article est bien à nous, parce qu'il chiffre comme tonnage, parce qu'il peut constituer tout de suite pour notre pays l'*article de trouée*, le produit véhicule dont disposent les pays exportateurs et qu'il serait pour la

France ce que le charbon est pour l'Angleterre, le coton et le pétrole pour les États-Unis, le café pour le Brésil et le nitrate pour le Chili, c'est-à-dire un moyen d'emprise mondiale dont il est impossible de se passer lorsqu'on veut exporter.

VI

L'extension du régime des entrepôts et l'institution des zones franches peuvent se réaliser du jour au lendemain, car ce sont des réformes mûres, au sujet desquelles on a procédé à toutes les études et à toutes les consultations voulues. Si le Parlement éludait encore cette question, malgré son urgence, ce serait une preuve que la crise actuelle ne lui aurait rien appris, et il faudrait en pareil cas en appeler au pays en lui montrant, par les résultats du passé, ce qu'il a à craindre de l'avenir.

Nos voisins de l'Est ont compris le protectionnisme dans le sens du développement de tous leurs moyens d'action, pour arriver à la domination économique, puis politique ; et nous l'avons involontairement appliqué, nous, dans le sens le plus propre à faciliter leurs succès. Ce système consistait pour eux à perfectionner leurs transports à l'intérieur, tant terrestres que fluviaux, de façon à permettre aux marchandises lourdes d'aller sans grands frais d'un bout à l'autre de l'Allemagne et même, dans certains cas, pour faciliter l'exportation sans frais aucun, car ils étaient remboursés ; à créer un armement national qui a obligé tous les peuples du monde à compter avec la marine marchande allemande ; à organiser chez eux le crédit de la façon la plus remarquable et à jalonner le monde des succursales de leurs banques ; à faire précéder partout l'exportateur allemand par l'armateur et le banquier allemands, qui ouvrent les voies à l'exportateur, facilitant sa besogne et diminuant ses risques ; à spécialiser chez eux toutes les industries, de façon que chacune arrivât au maximum de perfectionnement technique et de bon rendement ; à grouper les producteurs en syndicats ou en cartels et à leur permettre d'obtenir ainsi, par une légère majoration des prix de vente à un groupe de soixante-dix millions de consommateurs, des primes d'exportation permettant d'aborder les marchés à conquérir et d'y vendre à perte tout le temps nécessaire à

l'annihilation des concurrences; tout cela servi par une diplomatie profondément convaincue de la nécessité de seconder les intérêts commerciaux et industriels allemands. Avec un pareil luxe de concours gouvernemental utile, nos voisins auraient pu se passer de facilités d'entrepôt et de zones franches, mais ils étaient bien trop avisés pour laisser de côté un seul moyen de prépondérance sur les marchés d'exportation, et l'Allemagne jouissait de *six* sortes d'entrepôt et des zones franches les plus libérales du monde, à l'aide desquelles Hambourg était devenu un point de production de vins !

Pendant ce temps, comment se traduisait notre protection à nous pour les marchandises? S'est-elle jamais autrement exercée que par des élévations de droits qui réduisaient la consommation et, par suite, élevaient la proportion des frais généraux de nos fabricans? Les répercussions les plus avantageuses de ce système, dans les compartimens de la métallurgie et de la filature, ont été le groupement des intéressés, mais toujours en vue du marché français et pour lui vendre leurs produits de plus en plus cher. Un seul mot résume ce système, le malthusianisme, et une seule conséquence, l'élévation des prix jusqu'au point où l'obstacle des droits de douane cesse de jouer. Cela seul suffisait à nous livrer économiquement à nos voisins, car, en pareil cas, pourquoi produire, avec des frais généraux élevés, ce que le fabricant allemand était toujours disposé à nous vendre à un taux relativement bas, surtout si l'on voulait prêter l'oreille à ses suggestions d'entente permettant de revendre à prix élevés ? Et ceci nous menait au dernier stade de l'emprise économique définitive, industrielle, commerciale et même territoriale, qui n'a été que dessinée, mais qui l'a été assez fermement pour nous éclairer.

Faut-il rappeler que, dans son discours à la séance de la Chambre des députés du 11 mars 1915, M. le garde des Sceaux a déclaré qu'il y avait à cette date environ 8 000 maisons austro-allemandes sous séquestre en France, et n'a-t-on pas constaté que les mises sous séquestre ont continué depuis, faisant tous les jours découvrir de nouveaux enchevêtremens d'intérêts où domine l'Allemagne? Est-il nécessaire de citer toutes les acquisitions territoriales faites, les concessions obtenues, les détentions de titres ou les productions réservées allemandes, pour les bassins miniers de Meurthe-et-Moselle

et du Calvados? Devons-nous, à titre d'exemple, indiquer que, pour les colorans, c'était le 90 pour 100 de la consommation mondiale qu'avait réussi à accaparer l'Allemagne, en faisant converger tous ses efforts vers le bon marché et la perfection de la production, la conquête des débouchés et l'annihilation des concurrences? Pour cet article, l'emprise sur le marché français, à l'aide de *dix* filiales allemandes signalées en France, est typique. Voilà où nous étions appelés à en venir pour tous les produits et pour tous les modes d'activité, parce que nous ne réagissions pas et que nous nous enlizions tous les jours davantage dans le malthusianisme.

Les grandes banques déclaraient, par l'organe de leurs plus éminens représentans, que l'industrie française ne leur inspirait aucune confiance et ne devait pas compter sur leur concours. La marine marchande nationale, anémiée par notre guerre aux échanges et par la protection onéreuse de l'État, était d'autant plus faible qu'elle participait de plus près à l'œuvre de son protecteur, qu'elle lui était plus intimement associée (tandis que, malgré des conditions législatives et administratives défavorables, elle arrivait à prospérer dans les services où l'État n'avait pour ainsi dire aucune part). Les campagnes, appliquant le malthusianisme à la production du blé, ensemençaient de façon à se tenir un peu au-dessous de la consommation nationale, pour s'assurer le plein avantage du droit de sept francs. Tous les argumens étaient bons pour empêcher l'importation du bétail étranger soit sur pied, soit congelé ou réfrigéré; les travaux publics étaient partout menés à petite allure, quand ils n'étaient pas arrêtés, comme dans nos colonies : les chemins de fer continuaient à partir exclusivement de Paris ou à y aboutir; et le miracle de nos facultés de résistance économique, au cours de la guerre actuelle, est égal à celui de notre mobilisation parfaitement opérée, malgré les divagations antérieures antimilitaristes.

Celui qui, par ses fonctions, est amené à jeter un coup d'œil général sur la situation des affaires est frappé des conséquences stérilisantes du malthusianisme français dans tous les compartimens du travail national que le protectionnisme devait vivifier. Les banques paralysées par suite de leurs préférences exclusives pour les placemens étrangers ; la production industrielle française, resserrée sur quelques points et d'ailleurs

quantitativement inférieure, même sans l'invasion, pour les tissus, les vêtemens de laine et de coton, les sacs et emballages, etc., aux besoins de la nation armée; une marine insuffisante, de façon qu'en réquisitionnant le 60 pour 100 de la flotte française, l'État n'a tout de même pas ce qu'il lui faudrait pour ses mouvemens maritimes; dans les ports, aucune installation suffisante pour recevoir les marchandises qui s'importent et qui sont pourtant inférieures aux nécessités; pas d'usines de réfrigération, pas même d'entrepôts de viande réfrigérée si ce n'est en vue du transit, et encore? Une consommation nationale non accoutumée à ces adjuvans de l'alimentation et à qui on les offre dans les plus mauvaises conditions; un manque d'expansion et par suite d'organisation au dehors qui rend les achats à l'extérieur plus difficiles et plus onéreux!

Le protectionnisme a fait de nos forces économiques ce que l'anti-militarisme avait fait de nos forces militaires et a encouru l'apostrophe célèbre à Varus .. Il n'est que temps de réagir!

Il faut le faire comme on l'a accompli sur le terrain militaire, par l'action, par le travail, et on reconnaîtra notre souci de ménager les intérêts nationaux engagés dans les combinaisons protectionnistes lorsque nous demandons simplement que le protectionnisme se complète et se *démalthusianise* à la fois par le correctif des zones franches qui l'accompagne partout, sauf en France.

Mais nous demandons que ce correctif nécessaire intervienne immédiatement, en raison de deux considérations maîtresses.

La première est que si les négociations économiques qui termineront la guerre trouvent les zones franches instituées et en cours de fonctionnement, elles en tiendront compte et la partie de la production française dont les zones franches sont appelées à permettre l'écoulement en bénéficiera; tandis que si leur établissement est renvoyé à la paix, il faudra faire pour leurs produits de nouveaux accords qu'on ne voit pas très bien venir se surajouter après coup aux grands traités économiques de la fin de la guerre.

La deuxième et dernière considération est l'absolue nécessité d'exporter tout de suite, pour rétablir un certain équilibre entre nos importations et nos exportations. Au mois d'août 1914,

nous avions un déficit d'importation de 53 pour 100 et un déficit d'exportation de 49 pour 100 sur le même mois de 1913; c'est-à-dire que les unes et les autres s'équilibraient à peu près. Depuis, le mouvement s'est poursuivi ainsi :

	Déficit d'importation. p. 100:	Déficit d'exportation. p. 100.
Septembre.	75	75
Octobre.	70	71
Novembre.	65	70
Décembre.	53	65
Janvier et février	43	61
Mars	20	53
Avril	5	55

Avec les importations d'État, nous sommes certainement arrivés à des excédens d'importation sur les mois correspondans des exercices antérieurs et il est urgent de développer nos exportations.

L'homme d'État émérite qui préside actuellement à la gestion de nos finances, M. Ribot, travaille à atténuer la défaveur des changes par des émissions au dehors de Bons du Trésor, mais ces émissions sont limitées et ne font que retarder le paiement de la dette. Il faudra toujours en arriver au paiement en or ou en marchandises, et y arriver à un terme relativement court.

Faisons donc ce qui peut, tout de suite, faciliter les exportations, et en bon rang figure, à cet égard, comme efficacité et possibilité de réalisation immédiate, l'institution des zones franches.

ADRIEN ARTAUD.

EN ARGONNE

LA BATAILLE DANS LA FORÊT

11-15 janvier. — Depuis une dizaine de jours notre corps d'armée, fatigué par les violens combats qu'il vient de livrer dans les Flandres, sur les bords de l'Yser et dans la région d'Ypres, est au repos entre Montdidier et Amiens.

Au sortir des Flandres boueuses, cette contrée sèche, nette, riante, sur les confins de la Picardie et de l'Ile-de-France, nous fait l'effet d'un vrai paradis.

Voici donc des bourgs et des villages qui ne reçoivent pas leur part quotidienne d'obus, des maisons que le bombardement n'a pas éventrées, de bons lits où l'on dort d'un heureux somme sans presque entendre le canon. Et surtout voici les belles routes de France, larges et bien assises, où deux et trois voitures peuvent passer de front sans risquer de verser. C'est peut-être à ses belles routes que le Français tient le plus.

Nous nous doutons bien que notre repos sera de courte durée.

Mais sur quelle partie du front va-t-on nous « appliquer? » Dans les environs de Reims où nous avons été déjà? Dans la région de Châlons, en Alsace? Tous les faiseurs de pronostics, ont beau jeu. A quoi bon cependant se creuser la cervelle quand il est si simple d'attendre? Un de ces jours, une de ces nuits arrivera le petit télégramme qui lèvera tous les doutes...

Le télégramme est arrivé. Il nous envoie à la ...[e] armée, dans l'Argonne. L'embarquement des troupes commence aussitôt.

Quelques-uns de nous feront le trajet en automobile. Je pars un des premiers pour préparer le cantonnement.

Compiègne, Villers-Cotterets, Châlons, Sainte-Menehould. On m'y indique notre cantonnement provisoire : un peu au Nord de Revigny.

C'est l'armée du Kronprinz qui a « opéré » dans cette région.

En ce qui concerne l'incendie des villages, le cambriolage et le pillage des maisons, il convient d'accorder une mention toute spéciale à cette armée. Dans la très jolie demeure qu'on m'indique, la plus belle du village, rien, à l'exception des meubles les plus lourds, n'a été laissé. Les Allemands, talonnés par nos soldats, n'eurent pourtant pas le temps d'incendier les maisons elles-mêmes ainsi qu'ils le firent à Sommeilles, à Sermaize, à Clermont, dans presque tous les villages de la contrée. Ce n'est point que l'envie leur en manquât. Au moment de la retraite, ils appréhendent le maire, et le font garder baïonnette au canon dans la mairie : « Demain matin, quand nos soldats seront tous partis, lui disent-ils, vous serez fusillé et le village brûlé. »

Pendant la nuit heureusement, les Français arrivent, ce qui sauve la commune et son premier magistrat.

Notre corps d'armée a la mission de défendre, depuis l'Aisne un peu en amont de Servon, une ligne qui coupe en deux le bois de la Grurie et s'étend jusqu'au delà du Four-de-Paris. Nous allons être en pleine forêt d'Argonne.

Je pars en avant pour reconnaître les gîtes. Il a neigé la nuit précédente, la campagne est toute blanche et les chemins bien mauvais.

Sainte-Menehould. — Dans la ville grouillante de soldats, un court arrêt à l'hôtel de Metz : vieille auberge autrefois très réputée, sur la grande route de Paris à Metz; vieille cuisine dont les amples dimensions et les cuivres innombrables évoquent postillons, maîtres de poste et les voyages du temps jadis.

Nous descendons la vallée de l'Aisne jusqu'à La-Neuville-au-Pont. Le village est bien médiocre, mais le portail de l'église est si joli : c'est une délicate façade Renaissance, un de ces merveilleux bijoux qu'on est très étonné et si heureux de découvrir dans des coins perdus et reculés de la province française.

Le front que nous occupons part de l'Aisne, au gué de Melzi-

court, un peu en amont de Servon, se dirigeant droit vers l'Est. Il coupe la route de Servon à Vienne-le-Château et pénètre à cet endroit dans le bois de la Grurie, avec des saillans et des rentrans, jusqu'à la Fontaine-aux-Charmes, qui se trouve au milieu de ce bois. A partir de là, il s'infléchit vers le Sud, coupe le ruisseau de la Fontaine-aux-Charmes, à environ un kilomètre de la Harazée. Ici un nouveau coude. La ligne s'infléchit une fois encore vers le Sud, jusqu'à trois cents mètres seulement du Four-de-Paris. Elle se dirige ensuite vers l'Ouest, dans le bois Bolante.

Avec ses innombrables « saillans » et « rentrans, » cette ligne est toute en dents de scie. C'est là justement ce qui doit la rendre si difficile à défendre!

Les officiers des corps d'armée que nous venons relever nous donnent une foule de renseignemens sur notre nouveau secteur. Ces renseignemens se résument en ceci : « La tâche sera rude. Nous sommes en présence d'un adversaire admirablement outillé pour cette guerre sous bois, enhardi par quelques succès partiels et désireux coûte que coûte de poursuivre sa progression. »

C'est le XVI[e] corps (Metz), un des meilleurs et, incontestablement, des mieux entraînés de l'armée allemande qui se trouve en face de nous.

Nous avons eu affaire à la Garde, durant la bataille de la Marne au marais de Saint-Gond et, un peu après, devant Reims; dans la région d'Ypres, au XV[e] corps (Strasbourg). Ce dernier corps et celui de Metz sont à beaucoup d'égards supérieurs à la Garde.

Le général commandant le XVI[e] corps est von Mudra, un sapeur très versé dans la guerre de mines. Il a à sa disposition quantité de pionniers.

Tous les dix jours, à peu près, les Allemands, après l'avoir soigneusement préparée par des travaux de sape, font une violente attaque sur l'un de nos secteurs.

Tels sont les renseignemens que nous donnent des hommes qui vivent ici, depuis quatre mois. La besogne dont on nous charge promet donc d'être assez malaisée.

Je profite des deux premières heures que j'ai de libres pour aller voir, non loin d'ici, le général Gouraud, qui a été blessé ces temps derniers.

Rien de plus délicieux que la route de Sainte-Menehould à Clermont par les Islettes. Elle coupe, dans sa largeur, la grande forêt. En haut de la descente, vers la dépression de la Biesme, la vue est ravissante sur les croupes arrondies de l'Argonne et les lointains tout boisés.

Je trouve le général, tout seul, dans la jolie maison qu'il occupe. Chacun de ces villages d'Argonne a sa gentilhommière qui appartient le plus souvent aux descendans des maîtres-verriers.

Le général Gouraud a été atteint d'une balle au cours d'un combat très violent livré par sa division, le mois dernier.

Par un extraordinaire hasard, la balle est passée entre le bras et le corps, effleurant deux artères, sans en toucher aucune. C'est la chance merveilleuse de ceux qu'a marqués de son empreinte la Fortune, parce qu'ils sont promis par elle à de hautes destinées.

Bien qu'il ait un peu de fièvre et qu'on soit obligé, de temps à autre, de le « charcuter, » comme il dit, le général n'a pas voulu quitter son commandement.

Il est lui aussi devant un adversaire qui lui laisse peu de tranquillité.

Les Allemands multiplient leurs attaques. Mais on leur tient tête, jusqu'au jour où on les repoussera.

Quel beau regard plein de limpidité et de mâle énergie! Quelle belle tête de soldat. Je songe, en le quittant, à ce qu'on disait d'un des grands généraux de Napoléon :

« Les gens devenaient braves rien qu'en le regardant! »

Un peu de neige est tombée hier. Il a gelé la nuit dernière. Ce matin, le ciel est clair, le soleil brille. Nous partons à cheval de La Neuville vers la Harazée. On passe à Moiremont. On redescend en longeant la forêt dans la vallée de l'Aisne à Vienne-la-Ville. A quinze cents mètres plus loin, on quitte cette vallée pour celle de la Biesme, qui coupe en deux du Nord au Sud, puis de l'Est à l'Ouest, la grande forêt de l'Argonne. Vienne-le-Château, très pittoresque village, d'aspect forestier et montagnard. La jolie petite rivière le traverse en bouillonnant. Juché sur un piton qui domine, le vieux château qui barrait la vallée. C'était ici un des fameux « défilés de l'Argonne. » Un kilomètre plus loin, la Harazée. Nous revenons en coupant droit à travers la forêt. En dehors des sentiers et des layons,

elle offre partout des fourrés très épais, presque impénétrables.

L'humidité de cette forêt est proverbiale. Les sources jaillissent tout en haut des pentes; la terre argileuse et gluante retient toutes les eaux. Les chemins deviennent rapidement impraticables. Les soldats y pataugent effroyablement, s'enfonçant jusqu'à la cheville. Il est indispensable, si l'on veut passer, d'aménager partout des pistes faites de rondins, disposés à la suite les uns des autres. Les tranchées à peine creusées sont inondées aux trois quarts. Les soldats sont obligés de les vider sans relâche, avec des seaux, des pelles, voire des plats et des gamelles, comme dans un canot qui ferait eau.

C'est là que, depuis plusieurs mois, jour et nuit, on se bat avec un acharnement incroyable.

Les obus et les balles finissent, à la longue, par déchiqueter les arbres, par hacher, une par une, les branches. Les troncs prennent, par endroits, l'aspect de moignons.

L'étroite vallée de la Biesme marque une dépression profonde, comme une faille dans l'Argonne. Mais cette dépression n'est pas la seule, tant s'en faut. De tous les côtés, en tous sens, s'ouvrent des ravins très étroits, aux flancs abrupts. Les gens du pays les appellent des *barribans*. Ils offrent un obstacle insurmontable à quiconque veut, en dehors des sentiers, cheminer dans les bois.

19 janvier. — Voilà six jours que nous sommes ici. Les Allemands ont tenté aujourd'hui trois attaques sur nos positions. Dans le secteur Ouest, un gros *minenwerfer* explose dans nos tranchées et les bouleverse. Aussitôt une colonne ennemie se précipite sur notre première ligne et parvient à prendre pied dans le secteur d'une compagnie. Notre compagnie de réserve se porte immédiatement à la rescousse et reprend tout le terrain perdu, sauf en deux endroits. Après déjeuner, notre attaque recommence et l'on reconquiert la totalité de la tranchée. Les Allemands y avaient déjà apporté quantité de sacs de ciment pour organiser sans retard la position qu'ils nous avaient enlevée.

Dans le secteur de droite, les Allemands font exploser deux fourneaux de mines devant le parapet d'une de nos tranchées, en un point nommé le saillant de Marie-Thérèse. Mais

notre infanterie remplit aussitôt les rebords des entonnoirs et nos sapeurs rétablissent prestement la position.

A dix-huit heures, nouvelle attaque sur le front de la Fontaine-aux-Charmes. Le feu de notre infanterie, le barrage de notre artillerie, réussissent à arrêter net les Allemands une première fois. Ils reviennent à la charge : leurs soldats lançant des grenades et des pétards arrivent jusque dans nos tranchées. Un corps à corps s'engage. Ils sont entièrement repoussés...

Cet après-midi, près de Moiremont, le général passe en revue un bataillon qui revient de la première ligne. Les effectifs sont au complet, l'aspect des hommes des plus satisfaisans. Un grand nombre de soldats interrogés font tous d'excellentes réponses. La nourriture, disent-ils, continue à être très bonne. On touche tous les jours du vin.

— Les hommes, me dit un capitaine, ne se demandent plus, comme il y a deux mois, quand finira cette guerre. Ils sentent, ils savent qu'elle sera longue et ils en ont pris leur parti.

20 janvier. — Deux avions allemands, faute d'essence, sont venus atterrir dans nos lignes. L'un d'eux était monté par un capitaine très intelligent, sortant de l'Académie de guerre. Il y avait un autre officier et deux sous-officiers. Chose curieuse, mais qui, à la réflexion, s'explique à merveille, le moral était chez eux en proportion inverse du grade et de l'intelligence. Les sous-officiers croyaient, sans aucune réserve, à toutes ces histoires dont le gouvernement et la presse germanique nourrissent la crédulité de leur peuple : écrasement prochain et total des Russes; puis retour d'Hindenburg avec ses armées pour écraser la France à son tour. L'autre officier marquait un peu moins de confiance. Mais le moins confiant de tous, était le capitaine breveté. Au cours de l'interrogatoire officiel, il ne répondit pas grand'chose, mais il se montra beaucoup moins réservé dans une conversation familière, à bâtons rompus. Comme on lui disait que l'état-major allemand allait sans doute entreprendre contre nous quelque grande offensive, il répondit sans hésiter : « Bah! à quoi cela nous mènerait-il? »

On lui disait encore : « Le XVI[e] corps de Metz, qui est en face de nous, doit apparemment être très fatigué. Est-ce qu'on ne va pas le remplacer?

« — Le remplacer? — répliqua-t-il, — *mais avec quoi?* »

On lui parla ensuite de la bataille de la Marne. Rien de plus intéressant que son opinion là-dessus. Les Allemands, en présence de notre rapide retraite, nous croyaient entièrement défaits, battus, perdus. Notre arrêt subit, notre brusque offensive, quand s'engagea la grande bataille, furent pour eux comme un coup de massue. C'est chose des plus logiques et des plus naturelles, d'après lui, que la marche vers le Sud-Est de von Klück, négligeant pour quelques jours Paris, afin de se porter contre notre armée. Il s'agissait d'en finir avec nos troupes, de frapper contre elles quelque grand coup. Après quoi, l'on aurait Paris comme on voudrait. Mais il se trouva que cette armée, que l'on croyait en pleine déroute, se redressa à la minute voulue et battit les Allemands. Ces derniers, lorsqu'ils sont sincères, ne reviennent pas encore de leur stupeur, de leur effarement. Au fond, ils n'ont jamais rien compris et ne comprendront jamais rien à la psychologie, au tempérament des autres peuples, et surtout du peuple français...

Un lieutenant du génie a été tué aujourd'hui. Au cours de leur dernière attaque, les Allemands, parvenant un instant à prendre pied dans notre tranchée, avaient tout de suite creusé un boyau pour la réunir à leurs ouvrages. Ce matin de bonne heure, le lieutenant était parti pour placer ses travailleurs. Tout d'un coup, au débouché d'un boyau, il se trouve nez à nez avec un soldat allemand qui l'abat d'un coup de fusil.

Il y a en cet endroit, comme en bien des points de notre ligne, un labyrinthe inextricable de tranchées. Les plus expérimentés s'y perdent. Il arrive qu'à tout instant, Allemands et Français, séparés par quelques mètres seulement les uns des autres, se trouvent subitement face à face.

22 janvier. — Une très grosse attaque, qui nous prouve à quel point la terrible réputation de l'Argonne est justifiée.

C'est le type même de l'attaque, telle que la font ici les Allemands, avec leurs procédés habituels, leurs armes particulières, leur technique perfectionnée et leur savante organisation.

Au Nord de la fontaine de la Mitte, notre ligne offre un saillant très prononcé, qu'on appelle le saillant de *Marie-Thérèse.* Pourquoi l'appelle-t-on ainsi ? Je n'ai pas pu arriver,

malgré mes investigations, à le savoir au juste. L'explication qu'on m'a donnée le plus souvent est qu'on se trouvait tout près d'un pavillon habité par un garde-chasse dont la fille portait ce nom-là. Je donne l'explication pour ce qu'elle vaut. Les premiers occupans dès le milieu de septembre, après la bataille de la Marne, ont baptisé, d'après leur fantaisie, la plupart de ces endroits où ils avaient à se battre. Et ces noms sont restés.

Tant il y a que le saillant de Marie-Thérèse est terriblement convoité par les Allemands. Ils peuvent l'attaquer de trois côtés à la fois, ce qui en rend la défense assez malaisée.

Aujourd'hui donc, vers dix heures, les Allemands, qui avaient poussé des têtes de sape le plus près possible de nos tranchées, émergent brusquement, chacun des assaillans, sans armes, tenant en mains deux grosses bombes qu'il lance sur nos soldats. Profitant du moment de désarroi qui s'ensuit, un bataillon attaque l'ouvrage de Marie-Thérèse sur trois côtés à la fois. Une de nos compagnies est commandée par un lieutenant qui, dans l'acharnement de la mêlée, devient subitement fou. Le cas s'est produit quelquefois au cours de cette guerre. Tous nos mitrailleurs sont tués. Nos soldats sont refoulés dans la tranchée voisine tenue par une compagnie d'un autre régiment. Ils y jettent, comme on pense, une certaine confusion. Le mouvement de repli se propage. Les Allemands parviennent en quelques points jusqu'à la deuxième ligne. On les contre-attaque immédiatement avec des troupes de relève qui se trouvaient tout près de là.

La nouvelle de cet incident nous arrive vers le milieu de la journée. Le général commandant le corps d'armée donne l'ordre d'engager s'il le faut toutes les réserves, mais de rétablir la situation à tout prix.

Une contre-attaque s'exécute à deux heures avec un bataillon de chasseurs qu'on pousse à gauche du saillant. Il arrive à nos tranchées de première ligne et les réoccupe en partie. Mais il est refoulé violemment par une nouvelle attaque allemande faite avec des troupes fraîches.

Une troisième contre-attaque a lieu le soir sous les ordres du commandant M... ; une autre dès le lendemain matin. Nous n'arrivons à reprendre après une lutte terrible qu'une partie de nos positions. Les unités, très enchevêtrées, se cramponnent au

sol. On organise rapidement cette nouvelle ligne. Les Allemands, malgré leurs efforts, ne feront plus un pas en avant.

On s'est battu toute la journée, toute la nuit, à coups de bombes, de pétards, de grenades, à la baïonnette, au couteau, à la pelle, à la pioche, avec un acharnement et une furie qu'on ne soupçonne pas.

Un radiogramme des Allemands annonce qu'ils nous auraient pris quatre mitrailleuses et deux cent cinquante prisonniers.

Il y a en réalité trois mitrailleuses complètement abîmées et hors d'usage; une centaine de prisonniers qui sont tous des blessés, à l'exception de quelques sapeurs surpris dans leurs trous de mines.

L'attaque est soigneusement préparée à l'avance, avec une minutie extrême et dans tous ses détails. Les colonnes qui doivent riposter à nos contre-attaques se tiennent toutes prêtes. Les hommes savent tous ce qu'ils ont à faire : il y a les lanceurs de bombes et de grenades, les pionniers chargés de sacs de ciment, de fascines, pour organiser immédiatement la tranchée conquise. Dix minutes après l'assaut, cette tranchée est déjà mise en état de défense.

25 janvier. — Dans cette guerre de tranchées, qui devient de plus en plus une guerre de siège, trois choses surtout assurent l'inviolabilité du front, rendent une attaque bien difficile, presque impossible à mener à bonne fin. Ce sont : 1° le barrage d'artillerie ; 2° les défenses accessoires, réseaux de fils de fer et autres obstacles variés ; 3° le flanquement des feux, mitrailleuses et fusils.

Étant donnée la forme du terrain où nous opérons et surtout l'extraordinaire proximité des lignes adverses, ces trois choses sont beaucoup plus difficiles à réaliser ici qu'ailleurs.

En beaucoup d'endroits, les tranchées allemandes et françaises ne sont qu'à dix ou vingt mètres les unes des autres. Sur certains points, elles se touchent presque. C'est une fusillade perpétuelle de jour et de nuit. On se lance des grenades et des bombes. Comment, dans ces conditions, pourrait-on installer des réseaux de fils de fer ? La nuit, les fusées éclairantes dont les Allemands font une très grande consommation exposeraient nos soldats à recevoir des coups de feu exactement comme en plein jour.

Dans l'impossibilité où l'on est de faire mieux, on se borne à jeter en avant des tranchées ce qu'on appelle des *réseaux Brun*, qui ne constituent pas, loin de là, un obstacle infranchissable.

Il est très malaisé, pour ces mêmes raisons, d'obtenir le flanquement des feux. Quant au barrage d'artillerie, la forêt très touffue, les fourrés, la nature accidentée du sol et aussi la proximité des lignes ennemies en diminuent considérablement l'efficacité.

Et cependant, presque toujours, ces admirables virtuoses que sont nos artilleurs viennent à bout de ces difficultés.

Le barrage d'artillerie finit tout de même par s'établir. On n'imagine pas l'ingéniosité des moyens auxquels on a recours pour cela. Quelquefois ce sont des canons placés à quelques kilomètres les uns des autres qui battent des secteurs séparés à peine par quelques mètres. Les observateurs d'artillerie restent en permanence dans les tranchées de première ligne. Au moindre mouvement, à la moindre agitation remarqués dans les lignes ennemies, un coup de téléphone ; quelques secondes après, une pluie d'obus s'abat sur ces lignes. Les Allemands, qui commençaient à montrer leurs casques à pointe, s'empressent de rentrer dans leurs trous. Que d'attaques ont été de la sorte arrêtées, coupées net dès la première minute! Notre 75 fait l'office du chien de garde, qui aboie, qui mord dès qu'il entend le premier bruit suspect.

L'admirable artilleur qu'est le colonel B..., dont la riche imagination est toujours prête à fleurir en trucs de métier, en ruses de guerre, en stratagèmes, a même inventé toute une série de barrages et de tirs. Il y a ce qu'il appelle le *barrage à pattes*, employé contre les cheminemens supposés de l'adversaire, sur les sentiers où il a coutume de passer. Il y a le tir de punition, le tir d'amorce, etc., etc.

L'artillerie allemande tire considérablement moins que la nôtre. Elle fait en ce moment de grosses économies. Agit-elle ainsi par nécessité, ou bien réserve-t-elle ses obus et ses canons pour de meilleures occasions ?

Il se peut que les Allemands passent, eux aussi, par une crise de munitions. Ne nous laissons pourtant pas aller à des espérances qui nous vaudraient des déceptions. N'oublions pas qu'ils sont le premier peuple industriel du monde !

26 janvier. — Cette guerre dans l'Argonne est une guerre toute spéciale et qui ne ressemble à aucune autre. Elle a ses méthodes particulières, ses engins originaux.

On se sert peu du fusil. On fait, en revanche, une terrible consommation de grenades et de bombes. Des grenades, il y en a de toutes les variétés : celles qui s'allument par le frottement, celles auxquelles on met le feu par une mèche, celles qui détonent par le choc comme les engins des anarchistes.

Même variété en ce qui concerne les lance-bombes. Les Allemands en sont pourvus abondamment. Chacune de leurs compagnies, dans l'Argonne, en possède quatre petits et un gros. Nous en avons aussi, et de tous les calibres, des *Célerier* qui sont faits avec des douilles d'obus, d'autres beaucoup plus gros. L'un de ceux-ci lance un terrible projectile que nos soldats ont baptisé le « poupon. » C'est plaisir de le voir cheminer dans les airs vers les tranchées allemandes, où il explose avec un épouvantable fracas, projetant à dix mètres de hauteur des morceaux de terre, d'énormes blocs de pierre et parfois aussi quelques bras, jambes ou troncs des Allemands qui se trouvaient par là. Les Boches poussent alors d'affreux cris, car, au rebours des nôtres, ils n'ont pas la douleur silencieuse.

La profusion, la variété de ces armes sont cause que les soldats, dans les tranchées, n'ont pas une minute de repos. Le seul moyen d'ailleurs d'empêcher les attaques de l'ennemi, c'est de ne lui laisser aucune tranquillité. Le général commandant le corps d'armée donne constamment ses ordres dans ce sens. Il importe de le harceler sans répit, de gêner, de bouleverser ses travaux, de déranger tous ses plans. A-t-il commencé quelque tête de sape? Pendant la nuit, quelques-uns de nos soldats, d'audacieux gaillards qui sont souvent des volontaires, bondissent dans ces sapes et les font sauter à la mélinite avec ceux qui les creusent.

La guerre de mines, comme on pense, ne chôme pas. Leurs sapeurs et les nôtres sont sans cesse occupés à creuser des galeries, à pousser en avant leurs travaux. Quelle joie quand on peut arriver, sans que l'éveil ait été donné, jusque sous les positions ennemies! Le fourneau de mine est préparé. Un beau jour, tout saute en l'air, la tranchée et ses occupans.

Mais il arrive assez souvent que la mine est éventée. Les sapeurs de la partie adverse lui donnent alors *le camouflet.*

Dans ces combats corps à corps, le fusil, la baïonnette, à cause de l'étroitesse des tranchées et des boyaux, ne peuvent être d'un bien grand secours. Il faudrait des armes plus courtes, la hache, le sabre d'abordage ou le briquet de nos aïeux. Les soldats allemands sont presque tous armés de coutelas. Les nôtres demandent des revolvers. On leur en donne dans la mesure du possible. On leur donne aussi des grenades, des pétards qu'ils portent accrochés à la ceinture.

Nous voici revenus à la guerre telle qu'on la faisait il y a des siècles. J'ai lu, le printemps dernier, l'ouvrage si intéressant de M. Gustave Schlumberger sur le siège de Constantinople. Les combats que se livrent Français et Allemands dans l'Argonne ne diffèrent pas sensiblement de ceux qui mettaient aux prises, sous les Longues Murailles, Grecs et Turcs!

29 janvier. — Juste une semaine après la violente attaque sur notre division de droite, une attaque plus violente encore se produit sur la division de gauche.

Ce matin, vers cinq heures, je suis réveillé par une très forte canonnade, une des plus fortes que j'aie entendues depuis notre arrivée.

Il fait très froid. Le thermomètre est descendu pendant la nuit jusqu'au-dessous de neuf degrés. Mais le soleil est étincelant et le ciel radieux. Nous partons à cheval vers Vienne-le-Château, par le chemin de gauche qui évite Moiremont. Entre Vienne-la-Ville et Vienne-le-Château, quelques obus de 77 éclatent tout près de nous, dans les prés.

Comme nous arrivons au village, le colonel commandant l'artillerie de la division nous dit : « Je donne l'ordre de faire tirer sur nos tranchées de première ligne que nous avons été obligés d'évacuer. » C'est assez grave. Que s'est-il donc passé?

Comme une des brigades opérait sa relève, vers six heures trente, l'ennemi a dirigé sur la première ligne un bombardement très vif à coups de lance-bombes, tandis qu'il exécutait un violent barrage d'artillerie sur la zone arrière. Il faisait en même temps sauter à la mine tout un saillant de nos lignes. C'est toujours de cette manière, on le voit, qu'il prélude à ses attaques. Il lance tout de suite après, sur le front de trois bataillons, une attaque massive en lignes de sections par quatre, avec accompagnement de fifres et de tambours. Notre bataillon

de droite est refoulé et son chef blessé. Le bataillon du centre paraît avoir été submergé, enveloppé et presque entièrement détruit. La gauche de la brigade voisine perd, par suite de ce brusque recul, une partie de ses tranchées de première ligne.

Le général commandant la division prend immédiatement les dispositions nécessaires. Le général commandant le corps d'armée lui donne toutes les forces disponibles. Trois contre-attaques sont organisées aussitôt. Les deux premières ne dépassent pas le ravin appelé le ravin des mitrailleuses. La troisième enlève une tranchée ébauchée par l'ennemi ; mais elle est arrêtée par des fils de fer apportés déjà par les Allemands.

Une nouvelle contre-attaque est déclenchée vers la fin de la journée. Elle est, elle aussi, arrêtée devant un fourré impénétrable. Le commandant du corps d'armée ordonne qu'on profite de la nuit pour s'organiser solidement sur la deuxième ligne de défense. Cette ligne présente sur la première de gros avantages : elle est beaucoup plus solidement construite et elle possède des flanquemens. La forêt étant éclaircie en cet endroit, notre artillerie pourra beaucoup plus facilement exécuter ses tirs de barrage.

Deux renseignemens très sûrs, qui nous parviennent le lendemain, nous donnent une idée de l'acharnement de ce combat. Les soldats allemands avaient été au préalable consciencieusement enivrés. « Ils puaient l'alcool à plein nez, » m'ont répété nombre de nos soldats. La chose ne fait aucun doute et elle a été remarquée bien des fois ici. Parfois même l'alcool est remplacé par l'éther.

Le bataillon, enveloppé dès le début, s'est défendu toute la journée dans ses boyaux, ainsi qu'une partie de la nuit. Les hommes se sont fait tuer jusqu'à leur dernière cartouche. Le nombre des prisonniers valides a été extrêmement faible. Le commandant du bataillon, blessé tout au commencement, aurait dit à son agent de liaison : « Allez immédiatement rendre compte au colonel. Nous autres, nous crèverons ici ! »

On voit, par ces attaques endiablées des Allemands, toute l'ardeur d'offensive, tout le mordant dont ils font preuve dans l'Argonne. Ils se dépensent en efforts tenaces, méthodiques, extrêmement violens.

A quoi tendent ces efforts ? Car enfin, jusqu'à présent, leurs plus heureux coups de main ne leur font guère gagner plus de quelques centaines de mètres.

Leur état-major porte visiblement le plus vif intérêt à ces opérations dans la forêt. Il a paru récemment, dans la *Gazette de Francfort*, un long article publié plus tard en brochure : *der Krieg in Argonwald.*

Tous les succès allemands y étaient relatés, avec quel grossissement et quelle exagération je n'ai pas besoin de le dire! Le vieux feld-maréchal comte Hæseler vit dans un petit village non loin d'ici, d'où il suit, avec une extrême attention, et sans doute aussi conseille les opérations. Le Kronprinz, qui commande l'armée qui nous fait face, a son quartier général à Stenay. Ne faut-il pas, pour des raisons dynastiques, lui procurer quelque succès à tout prix?

Il y a, me semble-t-il, des raisons locales et générales qui expliquent ces grands efforts. Après leur poussée dans la Woëvre (fin septembre) qui les rendit maîtres de Saint-Mihiel, les Allemands purent se flatter, un instant, de l'espoir d'investir Verdun. Ils tentèrent donc, à l'Ouest de cette place, le même coup qu'ils venaient de réussir à l'Est. Une série d'attaques dans la forêt d'Argonne ou sur ses lisières leur permettraient, croyaient-ils, de prendre pied sur la voie ferrée qui relie Sainte-Menehould à Verdun. A ce moment-là, l'investissement de cette citadelle serait chose très avancée.

Ils s'obstinèrent d'autant plus dans ces projets que les premiers combats dans l'Argonne paraissaient tourner à leur avantage. Leur supériorité d'outillage et d'organisation leur procurèrent tout d'abord des succès. Ils avaient des pionniers en très grande abondance. La place de Metz, toute voisine, leur fournissait tout le matériel nécessaire.

Mais, en dépit de ces efforts, leur avance, depuis quatre mois, a été insignifiante. Sainte-Menehould sera pour eux un objectif aussi impossible à atteindre que Calais ou Paris.

1er février. — Cet après-midi les Allemands font exploser de gros fourneaux de mines sur le saillant de Bagatelle, à la limite de nos deux secteurs. Tandis que les deux ailes de notre ouvrage s'effondrent dans les entonnoirs, une troupe ennemie fait irruption dans le centre. Il n'y avait là aucune défense accessoire. Les réseaux de fils de fer étaient impossibles à tendre, cet endroit-là étant sans cesse battu par les feux.

La contre-attaque aurait dû se faire immédiatement. Un

certain retard se produit, le bataillon de réserve mettant un peu trop de temps à se rassembler.

Plus nous allons et plus nous nous rendons compte de l'indispensable nécessité qu'il y a à avoir les réserves à une toute petite distance et toujours prêtes.

2 février. — Comme je rentrais de la Croix-Gentin, ce soir, vers cinq heures, le lieutenant M... m'apprend une bien triste nouvelle. Un de nos meilleurs camarades, le capitaine Boiteux, vient d'être tué net par une balle dans la tête, tandis qu'il faisait une tournée d'inspection dans une tranchée de première ligne. C'est au brusque passage d'un créneau qu'il a été atteint. Les Allemands ont des tireurs d'élite uniquement occupés à tirer sur nos embrasures dès qu'ils observent le moindre mouvement. Quel admirable officier nous perdons là : svelte et sec, une fine et jolie tête brune, passionné pour le service, alerte et plein d'entrain, toujours en mouvement, toujours prêt aux missions les plus difficiles. Il avait trente-quatre ans et il sortait de l'École de guerre. Il était marié, père de trois fillettes. Que de fois le soir, après qu'il rentrait de ses tournées, tout couvert de boue, nous nous attardions en longues causeries. Puis tout d'un coup : « Maintenant, mon cher, je vous quitte. Avant de me coucher, il faut que j'écrive à ma femme ! »

On vient de ramener son corps. Tout à l'heure, on l'a étendu sur un lit, dans une pauvre et triste chambre décorée en toute hâte avec quelques couronnes de feuillage et deux ou trois drapeaux. Il est étendu tout habillé, le crâne enveloppé de linges, le visage découvert, son képi, troué par les balles, posé sur sa poitrine.

Quelques bougies éclairent timidement ce lieu. Deux soldats, baïonnette au canon, immobiles, montent la garde. Agenouillé au pied du lit, un prêtre brancardier lit les prières dans son missel. Un officier, à tour de rôle, veille son camarade, qui, dans cette demi-obscurité, paraît simplement endormi !

3 février. — Le moral des Allemands.

Rien ne serait plus dangereux que de nous faire des illusions sur notre ennemi. Mieux vaut, à tous égards, voir la réalité telle qu'elle est. Le moral des Allemands continue à être très haut. Leurs soldats se battent admirablement. Lorsqu'ils sont cernés, très souvent ils aiment mieux se faire tuer que de se rendre.

Cependant, les lettres qu'ils reçoivent de chez eux trahissent chez ceux qui les ont écrites une confiance beaucoup moins grande que dans les premiers mois. Les signes de découragement et de lassitude se multiplient. Les femmes surtout se plaignent amèrement de la longueur de la guerre, de la cherté des vivres, etc.

10 février. — Nous allons ce matin à Vienne-le-Château, puis à la Harazée. Comme nous y étions vers neuf heures et demie, une attaque très violente se produit sur le saillant de Marie-Thérèse. L'ennemi fait sauter à la mine une partie de nos tranchées et précipite aussitôt dans la brèche des forces considérables. Les premiers rangs sont formés comme toujours d'hommes armés de grenades et de bombes. Derrière eux s'avancent de grosses masses. Les Allemands parviennent à occuper une partie de notre ligne. Notre bataillon de réserve, qui intervient immédiatement, les contre-attaque et arrête net leur avance. D'autres contre-attaques sont exécutées dans la journée et reprennent une partie du terrain perdu.

La mêlée, cette fois encore, a été terrible. Les Allemands, qui pour la plupart avaient été enivrés, ont massacré les prisonniers. De ce fait les témoignagees abondent, des témoignages irréfutables. Un officier, un adjudant et deux soldats ont affirmé sous serment la chose suivante : ils ont vu deux des nôtres entourés d'un groupe d'Allemands qui les ont d'abord désarmés. Un moment après, ces hommes ont été abattus à coups de revolver.

11 février. — Après la prise d'une mitrailleuse allemande, l'autre jour, le général commandant la division offrit aux Chasseurs du xe bataillon la somme de deux cents francs, la prime habituelle accordée par le Grand Quartier Général. Or, l'un des chasseurs qui avait pris la mitrailleuse lui répondit : « Merci, mon général! nous voulons bien nous faire casser la g..... pour le pays, mais pas pour de l'argent! »

Et il refusa la somme.

C'était un petit paysan de Lorraine pour qui deux cents francs représentaient une fortune.

12 février. — Il y a dans cette forêt d'Argonne des coins tout à fait délicieux : des vallées pleines de fraîcheur au fond

desquelles les ruisselets gazouillent, des sous-bois où se joue la lumière, des collines aux formes harmonieuses, de petits étangs où les grands arbres viennent mirer leurs branches.

Et tous ces jolis endroits, ces ruisseaux, ces fontaines, portent les noms les plus jolis du monde : le Bois de la Viergette; le Ruisseau des Emerlots; la Fontaine la Houyette (est-il rien de plus délicieux que ce vieux mot français?), la Fontaine-aux-Charmes, la Fontaine-Madame.

Quant à la longue crête qui constitue comme l'épine dorsale de cette forêt, son nom est évocateur des chasses d'antan. des meutes, des piqueurs, des cerfs forcés après des randonnées furieuses : elle s'appelle *la Haute Chevauchée.*

12 février. — Un régiment de Territoriaux, arrivé dernièrement, comprend un certain nombre de bûcherons du Morvan. Comme ils bivouaquent en pleine forêt, les Morvandiaux, trouvant à portée de main du bois en abondance, sont en train de se confectionner de merveilleuses cabanes. Ce travail paraît les intéresser très vivement.

Près d'uns ferme, les coloniaux, eux, ont édifié un véritable village nègre : toute une suite de huttes aux toits pointus comme on en trouve au Soudan, et dans les pays tropicaux. Ils ont construit au centre une jolie petite chapelle, une chapelle en miniature qui fait l'effet d'un joujou d'enfans. Au-dessus de la porte, une inscription latine :

REGINÆ VICTORIÆ, PILOSI MILITES
*x*e INF. COLON. ÆDIFICARUNT HANC ECCLESIAM.

11 février. — Vers midi, les Allemands, en colonnes par quatre sur un front de 3 ou 400 mètres, prononcent une attaque en masse contre notre bataillon, au Nord de l'ancien saillant de Marie-Thérèse.

Arrêtés en tête par un feu d'infanterie, battus en queue par l'artillerie, les quatre colonnes sont rejetées, laissant de nombreux cadavres sur le terrain.

A treize heures, notre artillerie commence la préparation d'une attaque qui se déclenche à quatorze heures.

Deux compagnies du *x*e bataillon de chasseurs s'élancent sur les positions ennemies. Accueillis par une vive fusillade et un

feu violent de mitrailleuses qui, cachées derrière les arbres, échappaient aux coups de notre artillerie, l'attaque ne peut pas progresser longtemps. Un détachement cependant parvient jusqu'à un boyau avancé d'une cinquantaine de mètres, tout au contact de l'ennemi et s'y cramponne obstinément.

12 février. — Devant le bataillon de droite de notre division de gauche à l'Est de Bagatelle, nous faisons sauter à la mine une sape allemande. Les Allemands attaquent des deux côtés de la route de Bagatelle; ils repoussent nos guetteurs et progressent dans les tranchées de gauche. Trois compagnies viennent aussitôt renforcer notre ligne de défense de ce côté-là; à vingt et une heures, après avoir détruit des barrages faits de sacs à terre derrière lesquels les Allemands se sont murés, nos troupes réoccupent toute notre ligne et replacent où ils se trouvaient nos postes de surveillance.

Sur les fronts de la division de droite, des bombes allemandes font sauter un dépôt d'explosifs, dans les tranchées dites de Blanleuil (crête entre le ravin Sec et le ravin de la Fontaine-Madame). Un barrage d'artillerie arrête aussitôt toute tentative d'attaque. Toute la nuit, l'activité reste très grande de part et d'autre, surtout du côté du Four-de-Paris. Dans le secteur central, nous progressons d'environ cent cinquante mètres.

14 février. — Partout, mais surtout vers Marie-Thérèse, l'ennemi manifeste une grande activité. Nous gênons son travail par ses bombes et ses pétards, cherchant partout, conformément aux instructions du général commandant le corps d'armée, à reprendre la supériorité morale sur l'adversaire et, dès qu'il sera possible, l'initiative des attaques.

16 février. — Notre artillerie appuie la division de gauche du corps voisin qui est aux prises dans la région de Bolante avec une forte attaque ennemie.

Différens coups de main heureux sont exécutés dans la nuit contre des sapes allemandes. Il semble que l'ennemi devienne moins agressif.

Les rôles changent peu à peu. Les Allemands, grâce surtout à leur supériorité d'outillage, à leur grand nombre de pionniers, étaient arrivés à prendre un certain ascendant. Or, ils sont en

train de le perdre. Nos lignes de défense sont plus solidement organisées et les barrages d'artillerie bien établis partout. La surveillance de nos officiers, de nos hommes ne se dément pas un instant.

Il en résulte que la plupart de leurs attaques (et Dieu sait s'ils en font) échouent.

Tantôt les Allemands, après un jet de bombes et de grenades sortent, en formations serrées, de leurs tranchées. En quelques secondes, une pluie d'obus, de balles, s'abat sur eux. Les voilà obligés de regagner bien vite leurs trous, non sans laisser un grand nombre des leurs devant les parapets.

D'autres fois, ils s'avancent à la sape afin de diminuer pour leurs troupes le chemin à parcourir. Mais ces sapes sont de véritables tombeaux pour ceux qui les creusent. Nos soldats, en effet, ne cessent pas d'y jeter des bombes qui tuent tous les occupans.

Il s'établit ainsi sur tout notre front une activité incessante, une infatigable vigilance qui, de plus en plus, détruisent dans leur germe tous les projets d'offensive des Allemands.

On comprend toute la tension d'esprit, toutes les fatigues qui sont par là même imposées à nos troupes et à leurs chefs. Dans les tranchées de première ligne, les soldats sont jour et nuit sur le qui-vive. Ils restent dans la boue, dans l'eau. soumis à une fusillade, à un jet de projectiles continu. Imaginez ce qu'est cette existence.

Le sifflement des obus et des balles fait, dans la forêt, une musique étrange, fantastique. Dans ces étroits ravins, les moindres bruits se répercutent avec une amplitude et une sonorité inaccoutumée. Les troupes de réserve devant être aussi près que possible de la première ligne, les soldats ne peuvent guère se reposer davantage. Quant aux cantonnemens de repos, ils sont presque tous soumis, cela va sans dire, à un assez violent bombardement.

Mais qu'importent toutes ces fatigues et ces dangers? Le moral de nos hommes n'en demeure pas moins admirable. C'est quelque chose de miraculeux, de sublime, devant quoi il faudrait se mettre à genoux! Songez que, même les jours où il n'y a pas de combat important, les pertes en tués et blessés se chiffrent assez souvent par centaines.

J'assistais l'autre jour à la revue d'un régiment qui revenait

des tranchées. Par une pluie froide, les hommes, crottés jusqu'au menton, avaient une attitude étonnante. Ils étaient jeunes presque tous, extraordinairement jeunes. Des visages imberbes, mais une attitude si martiale et les regards si résolus !

Je me souviens notamment d'un de ces Marie-Louise de l'Argonne, un petit caporal tout jeunet qui attirait l'attention par sa fière contenance. Le général s'arrêta devant lui pour l'interroger. « C'est le meilleur bombardier du bataillon, dit le commandant. Il n'a pas son pareil pour lancer les grenades. Il est ici depuis trois mois; à la première occasion, nous le faisons sergent. » Vraiment, on pourrait dire d'eux ce que l'*Autre* disait de ses conscrits : « L'honneur et le courage leur sortaient par tous les pores. »

Beaucoup des officiers qui les commandent sont d'ailleurs aussi jeunes qu'eux. Il nous est arrivé dernièrement tout un lot de sous-lieutenans constitués par les admissibles à Saint-Cyr. Ils arrivaient pleins d'entrain et d'élan, prêts à se donner de tout leur cœur, de toute leur âme, à leur mission.

Il n'est pas rare de voir, de-ci de-là, briller la croix d'honneur sur une de ces poitrines de vingt ans. Certains de ces officiers ont déjà reçu deux ou trois blessures. Ce sont des vétérans, riches d'expérience et pleins de leçons. Les soldats ont pour eux un respect mêlé d'admiration.

Quel début dans l'existence, quelle magnifique entrée dans la vie! Les plus doux rayons du soleil levant ne sont rien à côté de ces premiers rayons de la gloire pour un cœur de vingt ans. C'est un soldat, Vauvenargues, qui l'a dit!

17 février. — C'est aujourd'hui le jour fixé pour l'offensive, sur notre gauche, dans la région des Hurlus. Notre corps d'armée a pour mission d'entretenir, sur tout son front, une activité très grande, afin que les Allemands ne puissent distraire d'ici aucune troupe. Une très violente canonnade se fait entendre toute la journée vers l'Ouest. Notre division de droite exécute toute une série d'opérations. Elle essaie de faire sauter un blockhaus allemand situé sur la rive droite du ruisseau de la Fontaine-aux-Charmes. Tout ce qui n'est pas détruit par l'explosion est canonné à bout portant par une pièce de 65 qui tire à quatre cents mètres.

Vers dix heures, nous faisons exploser une mine sous une tranchée allemande dans la région du Four-de-Paris. Une section d'un bataillon de chasseurs saute dans l'entonnoir et pousse jusqu'à la ligne suivante.

Une forte contre-attaque allemande débouche aussitôt en colonnes par quatre; elle refoule légèrement nos élémens et parvient jusqu'à la tranchée qu'a bouleversée l'explosion. Mais, prise sous les feux de l'infanterie et de l'artillerie, elle recule bien vite, laissant beaucoup de morts sur le terrain.

Mais c'est sur la croupe Blanleuil que nous avons préparé notre principale attaque. Tous les détails en ont été soigneusement réglés. Trois fourneaux de mines sont chargés depuis quatre jours sous les positions de l'ennemi. Les bataillons qui donneront l'assaut se sont reposés. Les hommes ont été exercés au lancement des bombes.

Ces troupes sont réparties en trois échelons :

1° Une compagnie qui a pour mission de sauter sur l'ouvrage aussitôt après l'explosion, de le dépasser et de pousser en avant le plus loin possible.

2° Une compagnie chargée de soutenir la première et d'organiser la position acquise.

3° Un bataillon pour nourrir l'attaque et exploiter le succès.

Chaque colonne d'assaut est précédée de lanceurs de bombes; puis des chasseurs baïonnette au canon; des sapeurs du génie porteurs d'outils et de sacs à terre; enfin, une mitrailleuse.

A huit heures, le feu est mis et les fourneaux de mines explosent sous les tranchées allemandes; l'un d'eux fait éclater en même temps une mine qui avait été préparée par les Allemands. Au même moment, l'artillerie exécute un tir de barrage à l'arrière des positions de l'adversaire et bat violemment les points d'où l'ennemi pourrait flanquer les positions attaquées.

Deux minutes après, débouchent des boyaux, dans lesquelles elles sont formées, les trois colonnes d'assaut enlevées par les chefs de section, marchant en tête et encouragés par le commandant qui mène l'attaque. Celui-ci, un soldat magnifique, debout sur le parapet, la canne à la main, indique à chacun du geste le point où il doit se porter. Les colonnes bondissent sur l'ouvrage ennemi, y pénètrent par trois points et tuent tous les

Allemands qui s'y trouvent : en tout une centaine d'hommes dont les cadavres restent dans la tranchée. On fait quatre prisonniers et on s'empare d'une mitrailleuse qui est ramenée et conservée.

A huit heures trente, la tranchée ennemie est occupée sur une longueur de 350 mètres au moins.

Les quatre chefs de section sont hors de combat, mais l'élan est donné et une partie des troupes dépasse la tranchée de première ligne, se jette dans les boyaux et arrive jusqu'aux tranchées de deuxième ligne.

Elles sont remplies d'Allemands et elles contiennent en abondance des dépôts de bombes et de munitions.

Nous y pénétrons un instant, mais, violemment contre-attaqués par plusieurs colonnes débouchant des boyaux en arrière, nous ne pouvons nous y maintenir; nous rentrons dans la tranchée de première ligne allemande que nous venons d'enlever.

Cette tranchée est profonde, étroite au sommet, évasée au fond, précédée d'un parapet très bas face à nos lignes, mais surélevé d'autre part vers l'arrière, ce qui empêche les nôtres de tirer sur les lignes allemandes, et qui permet à l'ennemi de s'abriter sur le bord même de la tranchée, au cours des contre-attaques.

Cependant, les détachemens du génie commencent à mettre en défense les entonnoirs; ils constituent avec des sacs à terre des barrages aux extrémités de la tranchée occupée, aux débouchés de boyaux.

Le deuxième échelon est venu renforcer la première compagnie dans l'ouvrage conquis. Deux de nos mitrailleuses sont déjà en position ; l'une d'elles prend sous son feu une troupe d'Allemands qui s'avancent à découvert et la fauche en un instant. L'ennemi les contrebat avec violence; une partie des servans sont tués ou blessés sur leurs pièces.

Les Allemands reprennent leurs contre-attaques en accentuant les efforts sur notre droite; leurs jets de bombes incessans rendent notre position intenable.

Le commandant de l'attaque a déjà fait renforcer le front par deux compagnies du troisième échelon; une troisième compagnie est rapprochée immédiatement en réserve. Les tranchées et boyaux sont occupés autant qu'ils peuvent l'être.

D'ailleurs, le terrain entre notre première ligne et la tranchée prise ne permet pas un plus grand déploiement de forces. Il est inextricable, couvert d'abatis et de chevaux de frise.

Notre dernière compagnie apporte du matériel, sacs à terre, bombes et grenades qu'elle fait passer aux combattans.

L'ennemi renouvelle sans cesse ses attaques en utilisant des boyaux; il parvient à se glisser au milieu de notre ligne. Il est chaque fois repoussé. A partir de midi, il bat très violemment la ligne occupée, nos première et deuxième lignes avec du 77, du 105 percutant et des *Minenwerfer*. Le terrain est bousculé, nos tranchées très endommagées. Le bataillon qui garde en arrière notre première ligne de défense subit des pertes, sans sortir de ses tranchées (cinquante-trois blessés, une vingtaine de tués).

Entre treize heures trente et quatorze heures, sur notre droite, les Allemands lancent une contre-attaque en masse et à la baïonnette : elle est brisée par notre fusillade. Mais, peu après, ils reviennent à la charge et poussent par tous les boyaux convergens, jetant les explosifs par paquets. Le jet de bombes devient de plus en plus violent, particulièrement sur la droite, où tous les chasseurs sont l'un après l'autre mis hors de combat.

Vers seize heures trente, cette partie de tranchée est perdue, ses défenseurs tués. Le commandant, depuis le matin, se dépense sans compter; debout sur le parapet, il crie : « Hardi, les chasseurs! Tenez ferme! » Il tombe frappé d'une balle au front.

Le général commandant la division donne l'ordre d'amener un autre bataillon en réserve et de lancer ce qui reste du bataillon en contre-attaque. Mais ce nouvel effort ne peut s'effectuer, tant en raison de l'encombrement du terrain que par suite du manque de bombes.

L'ennemi prend alors de flanc l'autre partie de la tranchée; il y attaque nos troupes, homme par homme, par un jet de bombes ininterrompu. Nos soldats mettent deux heures à faire deux cents mètres en perdant environ 40 pour 100 de leur effectif. Peu à peu, la tranchée occupée se vide et nous nous replions sur nos positions. Le général commandant la division donne l'ordre de se consolider sur notre front et d'y tenir solidement.

Notre artillerie n'a cessé d'appuyer l'infanterie. Toutefois, à

certains momens, elle n'a pu produire tout son effet, en raison du rapprochement des deux lignes adverses.

Le génie a fourni à chaque colonne d'attaque les élémens chargés de mettre la tranchée ennemie en état de défense; toute la journée, il a exécuté ses travaux sous un feu violent qui les démolissait sans cesse.

La lutte a été magnifique : chaque pouce de terrain n'a été perdu, peut-on dire, que par la mort de son défenseur. Il n'y avait plus de bombes, il n'y avait presque plus de munitions, et le ravitaillement ne pouvait se faire par les ailes, qui étaient débordées et battues de flanc, ni par le centre où le boyau était encombré. Une compagnie de chasseurs s'est battue, pendant deux heures, avec les fusils et les munitions des Allemands, avec leurs bombes non éclatées qu'on leur relançait.

Une fois de plus s'est ainsi affirmée la nécessité de doter nos troupes de grenades pratiques et sûres en quantité suffisante pour qu'elles puissent les dépenser sans compter.

Toutes les unités engagées tant pour l'attaque et la conservation du terrain conquis que pour le maintien de nos positions à Blanleuil et sur les autres points du front, se sont montrées, toute la journée, admirables de courage, d'audace, de ténacité. Les officiers ont fait noblement tout leur devoir. Les Allemands ont certainement subi des pertes très considérables, que tous affirment supérieures aux nôtres.

18 février. — Cette nuit, vers trois heures, les Allemands ont tiré leurs premiers obus sur le village où nous nous trouvons.

Le sifflement bien connu m'a réveillé. Personne au demeurant ne s'est levé. Il faisait noir. il faisait froid : deux excellentes raisons pour ne pas bouger. Il n'y a eu aucun mal, sauf quelques chaises et des assiettes cassées dans une popote des officiers.

20 février. — A Châlons, où je reste deux heures, j'assiste au défilé de quatre ou cinq cents prisonniers allemands, faits la veille dans la région de Perthes. Ils passent dans la grande rue, solidement encadrés de territoriaux baïonnette au canon. Le populaire est très excité. La plupart de ces soldats m'ont paru d'une qualité physique nettement inférieure à tout ce que

j'avais vu jusqu'ici : jambes cagneuses, épaules voûtées, corps malingres, bref toutes les variétés du déchet humain.

Où sont les magnifiques prisonniers de la Garde que nous faisions dans la région de Reims? De solides gaillards, vigoureux, bien plantés, donnant la pleine impression de la jeunesse et de la force!

27 février. — La bataille des Hurlus continue sur notre gauche. Ce matin, pendant que nous galopons sur les hauteurs du Mont-Yvron, nous entendons le fracas de la canonnade toute proche. Par Maffrécourt, on atteint ces hauteurs qui se déploient en arc de cercle. Le sol y est sec. Au lieu de l'Argonne fangeuse et boueuse, c'est déjà le terrain crayeux de Champagne. On domine, du côté Nord, le village et le château de Hans, où Attila et Brunswick s'arrêtèrent, ainsi que le rappelle une inscription. Au Sud, c'est le village et la colline de Valmy, sur laquelle se dresse la colonne commémorative de la bataille. Elle a grand air, cette colonne, très visible de tous les points de l'horizon. Le cœur de Kellermann s'y trouve, et l'on a gravé sur la pierre la phrase célèbre de Gœthe : « De ce lieu, de ce jour date une ère nouvelle de l'histoire du monde, et vous pourrez dire : J'y étais. »

Nous sommes sur le terrain même où se livra cette bataille, qui marque un grand événement historique, beaucoup plus qu'un grand événement militaire.

L'armée de Brunswick ayant forcé les défilés de l'Argonne (ces Thermopyles de la France, comme le disait sans trop d'exactitude Dumouriez), faisait face à l'Allemagne et tournait le dos à Paris. C'était tout le contraire pour l'armée de Kellermann. Tout se borna en somme à une violente canonnade. Décontenancé par l'aspect martial et la fière attitude des troupes révolutionnaires qu'il s'attendait à mettre en fuite dès les premiers boulets, Brunswick n'osa pas poursuivre la lutte. Dans cette auberge de la Lune (grande route de Sainte-Menehould à Châlons), où ils passèrent la nuit qui suivit la bataille, Gœthe a raconté le découragement qui s'empara des chefs de cette armée. Il pleuvait depuis huit jours. Les bagages s'étaient perdus dans les boues. Un gîte détestable et un souper absent. La tâche de forcer la France révolutionnaire leur apparut comme une entreprise de plus en plus hasardeuse...

Les descendans actuels de Brunswick y mettent plus d'obstination. Nous n'en aurons que plus de mérite à les faire déguerpir.

2 mars. — Notre supériorité, notre ascendant sur l'ennemi s'accentuent; nous prenons de plus en plus l'initiative des attaques. Si les Allemands s'avisent d'attaquer à leur tour, leurs efforts se dépensent presque tous en pure perte.

Notre succès, ici comme ailleurs, est une affaire de patience, de ténacité et d'énergie.

Le violent combat qui vient de se livrer aujourd'hui à Blanleuil en fournit une nouvelle preuve. Devant cette position, l'ennemi se montre depuis quelques jours très actif. La possession de cette croupe doit lui permettre d'agir d'enfilade et très efficacement sur notre saillant de Bagatelle. Il cherche sans cesse à progresser et réussit à pousser ses travaux d'approche jusqu'à une vingtaine de mètres de nos tranchées.

Il bat constamment et violemment notre première ligne avec ses canons de 77 et de 105 rapprochés à courte portée. Il y lance de nombreux explosifs et les bouleverse en beaucoup d'endroits, nous obligeant à un travail incessant pour les maintenir en état.

Le 1er mars, au point du jour, ce bombardement redouble. De plus, l'ennemi canonne les arrières de la position avec du 105. Tout fait présager une attaque.

A ce moment, notre première ligne est occupée par un bataillon, en arrière duquel se trouve, en réserve de secteur, un autre bataillon.

A la demande de l'infanterie, notre artillerie exécute un tir de barrage en avant de nos tranchées.

D'autre part, le général commandant la division donne l'ordre à deux autres bataillons de se porter sur la Harazée. Enfin, la région du Four-de-Paris étant, elle aussi, très violemment canonnée, une brigade occupe sans délai la ligne de la Biesme.

Vers sept heures quinze, trois mines explosent sous nos tranchées, creusant un profond entonnoir au centre de notre ligne, et deux plus petits à droite et à gauche. Les parapets sont bouleversés, beaucoup des nôtres ensevelis ; la fumée n'est pas encore dissipée que l'ennemi a déjà pénétré dans les enton-

noirs en lançant des bombes ; il les occupe et cherche à gagner de proche en proche les tranchées attenantes.

Des deux compagnies qui se trouvent en première ligne, les quatre officiers et beaucoup de sous-officiers sont, dès le début, mis hors de combat.

Nos élémens de deuxième ligne, qui n'ont pas eu le temps de déboucher de leurs boyaux, ne peuvent qu'arrêter de leur feu les assaillans ; ceux-ci s'infiltrent de toutes parts, pendant qu'un combat corps à corps continue dans les portions de tranchées non bouleversées.

De nombreuses troupes de renfort arrivent derrière les Allemands ; mais découvertes, en partie, elles sont battues aussitôt par notre artillerie, nos mitrailleuses et arrêtées, à plusieurs reprises, dans leur progression.

Une partie du premier bataillon est submergée par la vague allemande.

L'ennemi, à peine a-t-il pris pied dans nos tranchées, qu'il les retourne aussitôt contre nous avec une rapidité surprenante, poussant derrière ses troupes d'attaque de nombreux travailleurs porteurs de sacs à terre, de rondins et de boucliers, dont ils revêtent la position conquise.

A force d'énergie, nous parvenons cependant à les arrêter. Notre compagnie de droite se maintient dans sa position, coûte que coûte.

Immédiatement lancé en contre-attaque, un de nos bataillons contient les Allemands, puis les refoule légèrement.

Un autre est à proximité, prêt à s'engager ; mais le terrain est violemment battu par les feux de l'ennemi, mitrailleuses, fusils, canons (77 et 105) venant de face et d'écharpe. Les communications, les travaux de défense sont presque impossibles.

Le général commandant la division renouvelle l'ordre de tenir les positions à tout prix. Il prescrit en même temps de préparer une nouvelle contre-attaque qui se fera au début de la nuit. Une compagnie du génie lui prêtera son concours.

Les Allemands, sur leur gauche, canonnés sans arrêt par notre artillerie, ne peuvent recevoir, de ce côté, aucun des renforts sur lesquels ils comptaient.

Mais, à leur droite, ils réussissent à en amener quelques-uns par le ravin de Fontaine-Madame, malgré le feu de nos mitrailleuses.

Cependant l'artillerie de la division procède à la préparation minutieuse de notre contre-attaque ; elle reçoit l'appui très efficace de plusieurs batteries de la division voisine.

Le bataillon désigné pour cet assaut nocturne fait procéder à toutes les reconnaissances nécessaires ; il reçoit un copieux approvisionnement en bombes et grenades. A la nuit tombante, les compagnies sont placées face à leurs objectifs.

A dix-huit heures cinquante, l'artillerie commence un bombardement très vif des positions ennemies, suivi à dix-neuf heures de tirs d'efficacité pour démolir les flanquemens.

A ce moment, éclate un violent orage accompagné d'une tempête de neige. Notre attaque n'en est pas moins lancée. Au coup de sifflet, nos soldats se lèvent d'un bond et se ruent à la baïonnette sur l'ennemi, malgré des feux violens, aux cris de : « Hourra ! — En avant ! »

Du premier élan, une compagnie réussit à pénétrer sur plusieurs points jusqu'à la deuxième ligne ; gagnant de proche en proche, elle s'étend peu à peu dans la tranchée en la déblayant à la baïonnette. Le combat se poursuit pendant plus de quatre heures dans la tranchée de première ligne et dans le boyau où se sont barricadés les ennemis ; il faut gagner du terrain pied à pied, démolissant les barrages élevés par l'ennemi, débarrasser la tranchée de nombreux cadavres qui l'encombrent et l'organiser au fur et à mesure de la progression.

Nous parvenons à reprendre presque la totalité de nos positions. Ce que conserve l'ennemi est tout à fait insignifiant. Nous trouvons, dans nos tranchées reconquises, un nombreux matériel allemand : outils, sacs à terre, boucliers que nous utilisons aussitôt, sans oublier quantité de fusils et de cartouches.

Nos troupes se sont admirablement comportées. Les jeunes soldats sont allés à l'assaut avec un héroïque courage. Le commandant du corps d'armée les en félicite dans un ordre général. La lutte a été acharnée. Il n'y a eu de part et d'autre presque aucun prisonnier. Nous en avons fait quatre en tout, deux grièvement blessés, deux autres légèrement. D'après ce qu'ils racontent, il n'y aurait eu que deux Français prisonniers, tous deux gravement blessés.

Les pertes des Allemands ont été certainement très fortes.

On a retrouvé plus d'une centaine de cadavres sur le terrain. Leurs troupes en arrière sont restées un certain temps en formation dense sous le feu de notre artillerie et de nos mitrailleuses. D'autre part, d'après l'interrogatoire des prisonniers, le tir sur les tranchées allemandes a été extrêmement efficace.

J'ai rencontré ce matin un commandant qui venait de passer six jours dans les tranchées de première ligne, en un endroit où la lutte est particulièrement acharnée. Il avait l'air hébété, comme un homme qui a reçu sur le crâne un choc violent dont il n'est pas encore remis. Il parlait d'une voix éteinte, en brouillant quelque peu les paroles. « Je vous demande pardon, me disait-il. C'est curieux : je ne trouve plus mes mots. »

Pendant le combat du 1er mars, au moment où les Allemands se sont emparés de notre tranchée, cinq de nos soldats sont demeurés terrés dans le fond obscur d'un boyau. Lorsque les nôtres reviennent, ils se montrent. Mais, dans l'obscurité, on les prend pour des Boches, et on leur tire dessus. Le sergent est tué. Alors les quatre survivans se terrent de nouveau. Pardessus le parapet ils jettent plusieurs bouts de papier enroulés autour de cailloux : « Nous sommes Français, ne tirez donc pas sur nous. » Et ils signent de leurs noms en indiquant leur section, leur compagnie.

On les accueille à bras ouverts. On les sustente. Ils étaient aux trois quarts morts de faim.

Toutes nos batailles dans l'Argonne marquent le triomphe de l'effort et de la volonté. C'est à force d'énergie et de ténacité que nous obtenons nos succès. Il en a été ainsi durant toute cette guerre. Mais la chose est plus vraie ici qu'ailleurs.

Les Allemands nous avaient pris hier une tranchée. Nous la leur reprenons aujourd'hui, et nous leur prenons en outre une portion de la tranchée voisine avec une mitrailleuse. Il n'y a qu'un seul prisonnier.

APREMONT.

LA RÉADAPTATION

DES

SOLDATS MUTILÉS ET AVEUGLES

A LA VIE UTILE

I

Parmi les multiples problèmes que la guerre pose chaque jour d'une manière plus instante à nos esprits et dont elle laissera la charge écrasante à la société de demain, celui de l'utilisation des soldats mutilés et aveugles est particulièrement attachant. La modique pension que l'État versera à nos glorieux défenseurs ne saurait nous acquitter envers eux. Il nous faut, pour que notre gratitude ne soit pas trop lourde à porter, que, dans la plus large mesure possible, ils soient mis en état de s'assurer une vie active et utile, la seule qui apporte à l'homme les satisfactions morales nécessaires à l'âme comme le pain au corps. Il nous faut qu'ils puissent garder leur place au foyer, avoir la direction de leur famille et, s'ils ne peuvent toujours subvenir à ses besoins, du moins ne pas lui être une charge. Il ne s'agit pas seulement de dettes individuelles que nous devons acquitter, il y a là une nécessité sociale. Déjà, dans bien des domaines, à la campagne surtout, les bras manquaient en France. Après la guerre, les obus et la mitraille auront tellement diminué notre puissance de production qu'il serait criminel de laisser en friche par négligence une partie quelconque des forces nationales.

Des rapports très documentés ont été présentés sur la question à la Société de médecine publique par M. le docteur

Borne, à l'Académie de médecine par M. le docteur Mosny, et, plus récemment, en ce qui concerne spécialement les soldats aveugles, par M. le docteur Bazy. Avec l'école de réadaptation de Lyon et quelques autres œuvres du même genre, nous sommes entrés dans la voie des réalisations. Personne n'a le droit d'ignorer ce qui peut se faire et ce qui doit se faire, parce que chacun de nous, directement ou indirectement, peut collaborer à cette partie de la tâche commune. Il y a là un état d'esprit à créer dans le public.

M. le docteur Borne distingue trois catégories de blessés : les hommes atteints d'impotence fonctionnelle curable, les mutilés aptes dès maintenant à la rééducation, et les invalides.

Il a été fait beaucoup déjà pour la première catégorie. Les services de santé militaire n'avaient, semble-t-il, rien prévu pour elle, et, au début de la guerre, on se contentait de renvoyer ces impotens fonctionnels dans leurs foyers. Rien ne pouvait leur être plus dangereux : privée de soins, leur impotence tendait naturellement à devenir chronique. Aujourd'hui, dans chaque région militaire, des établissemens de mécanothérapie et de massothérapie ont été fondés, qui fonctionnent de moins en moins imparfaitement. C'est de ces établissemens qu'ils sont justiciables. Théoriquement désormais les malades de cette première classe sont ou rendus à la santé, ou assimilés à la seconde catégorie ; avec le temps, un temps parfois assez long à la vérité, ils doivent retrouver la liberté de leurs organes ankylosés, l'exercice de leurs fonctions interrompues, et redevenir aptes à la rééducation.

Pour la seconde catégorie, qui se trouve ainsi enrichie, il importe de bien nous pénétrer de cette idée que les mutilés sont capables de travaux beaucoup plus variés et plus finis que nous ne sommes habitués à le considérer en France. Bien que ce soit chez nous, semble-t-il, qu'a germé la pensée généreuse de réadapter les mutilés à la vie utile, c'est hors de France surtout qu'elle a d'abord été appliquée. En Allemagne, au cours du XIX[e] siècle, des établissemens ont été fondés à Munich, à Stuttgart, à Nowawes, à Hambourg. Mais l'établissement le plus célèbre, l'établissement modèle par excellence, est celui de Copenhague, qui, fondé en 1872, est pourvu aujourd'hui d'un budget de plus de trois cent mille francs. Une clinique permet de soumettre les candidats à un examen minu-

tieux après lequel sont retenus ceux-là seuls qui présentent les aptitudes physiques nécessaires à un enseignement professionnel approprié à leur situation. Pour les enfans, une école donne une éducation primaire jusqu'à la quatorzième année. Des ateliers nombreux sont ouverts aux adultes. Un *Heim* met à leur disposition une nourriture saine et à bon marché. 80 pour 100, paraît-il, de ces mutilés et infirmes parviennent, après leur sortie de l'établissement, à se faire des journées d'ouvriers valides. La Scandinavie semble être la terre d'élection de l'œuvre de réadaptation, et l'on trouve des ateliers similaires en nombre très élevé, eu égard à la faible densité de la population, à Stockholm, à Karlskrona, à Christiania, à Helsingfors, à Gothenbourg. A Saint-Pétersbourg, une institution analogue a facilité la rééducation d'un grand nombre de soldats mutilés après la guerre de Mandchourie. En Belgique, l'établissement de Charleroi est justement connu. A Paris, on peut visiter les ateliers si intéressans des Frères de Saint-Jean-de-Dieu, 223, rue Lecourbe, où quatre cents mutilés et infirmes reçoivent une instruction intellectuelle et professionnelle, et qui donnent des résultats très remarquables. Le directeur, le Révérend Père Jean-Paul, m'a donné l'assurance que beaucoup de ses anciens élèves parviennent à se faire une situation enviable. L'établissement ne peut généralement pas suffire à toutes les demandes d'emploi qui lui parviennent chaque année.

Nous avons donc derrière nous déjà un vaste champ d'expérience. Il ne s'agit pas d'innover, ou fort peu, et quand, au mois de décembre dernier, l'actif maire de Lyon, M. Herriot, ouvrit dans sa ville le premier atelier pour nos soldats mutilés, il n'eut qu'à recueillir l'enseignement des faits pour décider que des métiers très variés seraient enseignés aux élèves. Beaucoup de travaux sans doute sont inaccessibles aux manchots, pour lesquels il faudrait réserver les postes de facteurs et de gardiens. Cependant, pour ne parler que des métiers manuels, ils réussissent bien dans le brochage, la reliure, la fabrication des jouets en bois. D'ailleurs, avec les manchots, l'élément essentiel est l'équation personnelle, surtout la volonté persévérante de l'infirme, qui crée d'individu à individu de grandes diversités entre les facultés d'adaptation. Chez les Frères de Saint-Jean-de-Dieu, un professeur, amputé des deux bras, avec

un moignon de 10 centimètres à l'épaule gauche et un moignon de 15 centimètres au coude droit, parvient, au moyen de sa main droite munie d'un pouce articulé, à se passer de toute aide pour manger, pour s'habiller, et dans tous les soins de la vie journalière. Il écrit même fort bien et l'on prétend qu'il est le meilleur dessinateur de la maison. Quant au mutilé des membres inférieurs, une seconde de réflexion suffit à montrer qu'il dispose encore d'une grande faculté d'agir. Pourquoi un amputé d'une jambe, ou même des deux jambes, ne serait-il pas tailleur, cordonnier, vannier, menuisier, ébéniste, relieur, bourrelier, ferblantier, mécanicien, dessinateur, fourreur, bijoutier, que sais-je encore (1)? Plusieurs de ces métiers sont effectivement enseignés, avec succès, à l'école de Lyon (2). Une section d'horticulture y a été ouverte voici trois mois, — à la vérité peu recherchée puisqu'elle ne compte encore que 8 élèves, — et M. le docteur Mosny observe que la viticulture, l'arboriculture, l'aviculture, l'apiculture, qui ne réclament qu'une mobilité restreinte, pourront, selon les régions, constituer de précieux débouchés. Pour les plus instruits, des cours de comptabilité ont été organisés où l'on enseigne la dactylographie et la sténographie. Ils étaient suivis au 15 septembre dernier par 65 élèves sur 192 que comptait alors l'École. Ces apprentis seront secrétaires d'hôtel, caissiers, employés de bureau, fonctionnaires, représentans de commerce. Et ici les manchots ne souffrent pour ainsi dire d'aucune infériorité. Ceux mêmes qui n'ont conservé que le bras gauche apprennent très vite à en tirer les mêmes services que d'un bras droit.

L'École, qui pressent les préjugés possibles du public, se propose de faire de ses apprentis des ouvriers de choix. A

(1) Chez les Frères de Saint-Jean-de-Dieu, un tailleur, amputé des deux membres inférieurs, actionne parfaitement sa machine à coudre au moyen de ses jambes articulées.

(2) La cordonnerie est particulièrement recherchée, parce que c'est une profession absolument sédentaire, et qui, à la différence de la taillerie, trouve sa place même au village. Elle permet à nos blessés cultivateurs, qui sont en grand nombre, le retour dans leur pays. Pour 50 apprentis cordonniers, il y avait le 15 septembre dernier à Lyon 18 tailleurs, 12 papetiers-brocheurs, 18 menuisiers, 21 fabricans de jouets. On peut voir sur l'école de Lyon l'intéressante brochure du docteur Carle, *les Écoles professionnelles de blessés* (préface de M. Ed. Herriot). Le directeur de l'École, M. Basèque, autrefois attaché à l'École de Charleroi, m'a très obligeamment renseigné sur la situation présente de l'établissement, qui est maintenant réparti en deux groupes scolaires : 1° 41, rue Rochais; 2° 26 chemin de Tourvielle, Point-du-Jour.

l'entrée, des médecins apprécient les capacités des candidats à la rééducation. Plus tard, ils surveillent la parfaite adaptation des appareils de prothèse (bras et mains surtout), qui doivent être dans certains cas enrichis de dispositifs particuliers appropriés aux métiers et aux habitudes personnelles. Un enseignement intellectuel subsidiaire, qui a un peu le caractère d'un enseignement postscolaire, est donné à quelques-uns parallèlement à l'enseignement professionnel, aux comptables surtout, parmi lesquels il en est qui, en vue de la représentation commerciale, apprennent l'anglais et même le russe. On sait l'extrême importance de l'hygiène et des exercices physiques pour les corps mutilés : des récréations en plein air sont ménagées aux internes après chaque repas, et pour leur permettre d'entretenir ou de reconquérir l'agilité de leurs mouvemens, des jeux sont mis à leur disposition.

Suivant l'excellent exemple donné par Lyon, une quinzaine d'écoles ont été récemment ouvertes à nos mutilés, dont l'une, celle de Saint-Maurice, qui compte actuellement 135 apprentis, dépend du ministère de l'Intérieur. Mais ce n'est là qu'un point de départ. Il faut que de nombreux établissemens semblables soient fondés dans toutes les régions militaires. Je dis nombreux, non pas seulement parce qu'il y a intérêt à ne pas imposer aux mutilés la nécessité de s'éloigner outre mesure des leurs, non pas seulement parce que certaines professions de caractère local pourront y être enseignées avec profit, mais encore parce qu'il importe que dans ces écoles le nombre des apprentis soit peu élevé. Un enseignement qui s'adresse à des anormaux doit être, autant qu'il est possible, un enseignement individuel. Il est essentiellement une conversation à deux. Il consiste dans la transmission d'une masse de petits procédés empiriques, variables avec le genre et le degré de la mutilation, par lesquels le mutilé supplée au défaut de ses organes. Il se complète d'encouragemens nécessaires, et suppose une confiance réciproque, une sorte de communion intime entre le maître et le disciple. Pour ces raisons les Frères de Saint-Jean-de-Dieu, de même que les directeurs de l'établissement de Copenhague, ont reconnu la supériorité des maîtres mutilés et infirmes, souvent plus dévoués à leur tâche, qui conduisent leurs disciples à travers des obstacles expérimentés par eux, les fortifient par leur seule présence qui est un exemple, et leur

épargnent l'humiliation, presque toujours très sensible à un mutilé, de sentir leur infériorité. L'organisation de ces écoles régionales, en aussi grand nombre que les exigeront la cruauté et la durée d'une guerre sans précédent, est un devoir qui incombe à l'État, le créancier naturel des dettes qu'aucun membre de la société ne peut désavouer, ou à ses substituts, le département et la commune.

Quant aux blessés de la dernière classe, celle des invalides, l'État ne pourra que les hospitaliser. Seulement il importe, par humanité autant que dans l'intérêt de la collectivité, que cette dernière catégorie soit réduite le plus possible. Entre l'invalide impuissant à tout travail, et le mutilé capable de prétendre à un salaire intégral, bien des degrés sont à distinguer. Et chaque homme devra conserver par le travail la part de dignité et d'indépendance que le sort lui aura laissée. Les ateliers dont nous avons parlé jusqu'à présent seront, bien entendu, des ateliers d'apprentissage seulement. Aussitôt formé, l'ouvrier les quittera. Ils disparaîtront le jour où y auront passé tous les mutilés de la guerre qui en auront manifesté le désir. Mais, contrairement à M. le docteur Mosny, je crois que, à côté et au-dessous de ces ateliers d'apprentissage, il y aurait place, au profit des plus déshérités, pour des ateliers permanens, qui assureront en tout temps un travail rémunéré, majoreront légèrement les salaires quand leur modicité risquera de décourager, se doubleront de cantines à bon marché, en somme créeront, à l'abri des heurts de la concurrence vitale, un milieu un peu artificiel, le seul où beaucoup d'infirmes puissent déployer utilement leur activité. Nous avons chez nous le modèle de pareils établissemens. Visitons les ateliers fondés par M. Marsoulan à Montreuil-sous-Bois et, à Paris, rue Compans et rue Planchat, ateliers où le Conseil général de la Seine et le Conseil municipal de Paris entretiennent près de cinq cents ouvriers infirmes ou estropiés. On y pratique avec succès le cannage, la serrurerie, la fabrication des nattes en jonc, des tapis en alfa, des liens pour l'agriculture, la reliure surtout. L'originalité de la maison est dans l'organisation du travail par équipes d'ouvriers qui, diversement mutilés, se complètent les uns les autres à la manière de l'aveugle et du paralytique. De la sorte, chacun s'attachant à telle part de la tâche qui convient à son infirmité, les facultés de tous, même des

plus impotens, peuvent être mises à profit. A l'atelier de reliure, par exemple, la vérification des pages, qui demande du soin mais point de force physique, sera confiée à un vieillard; le massicot pourra être manié par un amputé d'un bras, tandis que l'endossure reviendra à un amputé d'une jambe. Le salaire minimum est de 1 fr. 25 par jour, et le salaire moyen de 1 fr. 50. Un tiers des ouvriers environ touche le salaire minimum, un second tiers le salaire moyen, un dernier tiers se partage des salaires moins maigres qui peuvent, très exceptionnellement, monter à 3 francs. Malgré la pauvreté de ces résultats, je ne saurais dissimuler que le coût de l'entreprise est élevé; d'après le rapport de 1911, que j'ai entre les mains, pour 481 ouvriers les dépenses sont montées cette année-là au total de 363 000 francs, et les recettes à 231 000 seulement. La différence a été à la charge du Conseil municipal jusqu'à concurrence de 10 000 francs et du Conseil général de la Seine pour 142 000, soit 152 000 francs, environ 316 francs par ouvrier. C'est là une assistance coûteuse assurément. Et elle le serait davantage sans doute si les administrations publiques ne fournissaient le travail et ne dispensaient ainsi la direction du plus grand des soucis, celui de l'écoulement des produits. Mais n'oublions pas que pour les malheureux qui peuplent ces ateliers, nous n'avons le choix qu'entre cette forme d'assistance et l'hospitalisation; or l'hospitalisation à Paris est évaluée à 1 200 francs par an, et, par conséquent, sans parler du profit moral qui est inappréciable, nous enregistrons encore une économie de près de 75 pour 100. N'oublions pas surtout que si, pour qui n'a rien, un salaire de 1 fr. 25 par jour est dérisoire, et que si l'on ne parvient qu'à force d'une prodigieuse ingéniosité et d'aumônes déguisées, — cantines d'un bon marché extrême, don de vêtemens usagés, — à permettre à son bénéficiaire de joindre les deux bouts, pour le mutilé qui touchera sa pension d'État et qui vivra le plus souvent en province, le même salaire, n'étant plus qu'un complément de ressources, deviendra un appoint très appréciable.

Ce n'est pas tout, au reste, que d'avoir des ateliers d'apprentissage et des ateliers permanens pour invalides, il faudra les faire fréquenter. Je voudrais qu'il fût possible de subordonner le versement de la pension à cette condition que le mutilé donnera la somme de travail dont il est encore capable. Je ne

méconnais pas tout ce qu'il y a de révolutionnaire dans cette proposition, ni les difficultés d'exécution, d'ailleurs surmontables, qu'elle soulèverait. Je regrette qu'elle porte atteinte au caractère sacré de la dette que la société a contractée envers ses défenseurs. Peut-être n'y porte-t-elle atteinte qu'en apparence, puisqu'elle tend au profit du créancier autant ou plus qu'au profit du débiteur; et puis l'intérêt social l'exige peut-être. Songeons à toutes les tentations qui vont assaillir demain nos mutilés. Ils rentrent chez eux : ils vont prendre un peu de repos avant de se remettre au travail. Ne l'ont-ils pas bien gagné? La petite pension le permettant, presque fatalement le repos se prolongera plus qu'on ne l'avait d'abord prévu. Ils hésiteront à s'éloigner de nouveau si rapidement de la famille. L'oisiveté les engourdira. L'habitude du cabaret les guettera. Avec une blessure de la guerre la mendicité peut-être sera fructueuse. Elle tient l'homme dans des tenailles aussi fortes que la boisson. J'ai connu des cas de nostalgie de la rue aussi tenaces que peut l'être le besoin de l'alcool ou celui de la morphine. M. le docteur Mosny dit très justement que parmi les mutilés ceux-là seuls devront être rééduqués qui consentiront à l'être, et il pense que 10 pour 100 au plus auront à la fois la capacité et la volonté de travailler. Nous devons tout faire pour nous prémunir contre un résultat aussi déplorable. Il faut à tout le moins qu'impitoyablement les délits d'ivresse et de mendicité suspendent, et, après récidive, suppriment le droit à la pension. Nous voulons sauvegarder la dignité de ceux que leur héroïsme exposera demain. Jamais encore la question ne s'était posée sous la forme angoissante qu'elle prend.

Maintenant que nous savons que cette guerre sera très longue et qu'elle fera un peuple de mutilés, le problème se présente ainsi : voulons-nous laisser se constituer dans nos villes et nos campagnes une population de mendians et d'ivrognes, et cela aux dépens de ceux d'entre nous auxquels nous avons le plus d'obligation, et pour lesquels nous voulons que nos enfans gardent au cœur une admiration inaltérée?

Il faut espérer que des mesures seront prises pour nous garantir contre une plaie sociale qu'il serait vite trop tard pour guérir. Mais sur ce point sans aucun doute l'opinion publique et la bienfaisance privée peuvent beaucoup. D'abord il appartiendra aux particuliers et aux sociétés privées d'encourager de

toute façon le travail des mutilés. Sans doute les ateliers d'apprentissage se chargeront, dans la plus large mesure qu'ils le pourront, du placement de leurs ouvriers respectifs. Ils n'y parviendront toutefois qu'avec l'actif concours des chambres de commerce, des syndicats patronaux et ouvriers, des représentans des grandes industries. Quand les circonstances le permettront, sauf le cas d'indications contraires, chacun de nous devra considérer comme un devoir de donner la préférence à l'ouvrier mutilé de la guerre sur son concurrent valide. Ne craignons point l'exagération dans ce sens : nous aurons fort à faire pour contre-balancer le préjugé contraire et pour décider nombre de patrons, toujours timides, à faire choix de collaborateurs mutilés. Il faudra même donner aux plus habiles et aux plus intelligens les moyens de s'établir comme patrons, Une caisse de prêts vient d'être instituée à cet effet par M. Bourlon de Sarty, directeur de l'Association pour l'assistance aux mutilés pauvres. Elle a besoin de recevoir des donations et surtout des prêts désintéressés. Plus encore, il faudra qu'elle serve de modèle à de nombreuses créations similaires, car la décentralisation la plus grande s'impose en pareille matière : pour prêter utilement, il faut connaître le débiteur. Si par tous ces moyens le public vient ainsi en aide aux travailleurs mutilés, et s'il s'ingénie à rendre leur effort productif, il aiguillonnera singulièrement les hésitans.

Il a plus à faire. Le prodigieux effort financier que nécessite la guerre paralyse en ce moment les initiatives en matière d'œuvres sociales. Le devoir patriotique nous interdit de demander à l'État de distraire des ressources destinées à la défense nationale les sommes importantes que nécessiterait la création d'ateliers d'apprentissage en nombre suffisant. Il ne pourra que plus tard faire face à ses obligations. Et pourtant, tout délai est un danger. La période critique pour le réformé qui quitte le corps, c'est celle où il reprend contact avec la vie, où il rentre dans un milieu peu disposé à le croire encore apte au travail, où de nouvelles habitudes se contractent. Aussi est-il essentiel que le plus possible des œuvres privées se substituent provisoirement à l'État pour assurer des apprentissages durant cette période transitoire. Souvent, si elles ne créent pas des ateliers, elles pourront obtenir de petits patrons qu'ils acceptent de recevoir des apprentis mutilés. Ils se feront par là peu à

peu à l'idée de les garder ensuite comme ouvriers. Sans doute, dans ces organisations de fortune, l'infirme ne trouvera pas toujours réunies les conditions de patience, de bienveillance chez le maître, de compétence à la fois médicale et professionnelle que son état rend désirables ; mais le temps gagné est un avantage si considérable qu'il faudra souvent passer outre.

Surtout, chacun peut dans sa sphère aider le mutilé à vouloir travailler. Combien de fois avons-nous tous eu le cœur serré depuis treize mois à la vue d'un réformé qui quittait l'hôpital, qui se jetait dans une vie toute nouvelle, ignorant de ce qu'il ferait demain, de l'accueil que lui réserverait le monde, insouciant bien souvent au bord d'un mystère plein de menaces ! Leur crânerie à eux est encore de l'abnégation ; mais nous les suivons, nous, par la pensée, anxieusement penchés sur leur avenir, que nous cherchons à épeler dans les ténèbres. Ils partent trop souvent sans que toute notre sollicitude leur apporte autre chose qu'un réconfort matériel ou moral bien passager. Et pourtant, nous pourrions beaucoup pour eux en orientant vigoureusement leurs pensées vers des résolutions d'action. En particulier, les infirmières dans les ambulances et les hôpitaux pourraient avoir une influence très efficace en rendant aux mutilés confiance dans les facultés qui leur restent et qu'ils sous-estiment le plus souvent, en les instruisant des diverses branches d'activité qui s'ouvrent encore à eux, en s'informant du milieu individuel qui est le leur, afin de les aider à en tirer le meilleur parti possible en vue de leur réadaptation. La guerre semble mettre les âmes comme en état de pression et, pour un temps, épanouir chez beaucoup de nos blessés les meilleures tendances qui souvent sommeillaient pendant la paix. Ce moment où l'homme sent en soi quelque chose qui le dépasse, où l'estime et la sympathie qu'il lit dans les yeux qui l'entourent le rehaussent à sa propre vue, c'est celui qui est le plus favorable à la préparation dont je parle. Et ces touchantes correspondances qui s'établissent souvent entre le blessé et sa bienfaitrice de l'ambulance pourraient être fort avantageusement utilisées à entretenir et à faire fructifier le germe que des conversations auraient déposé dans les volontés. Elles se feraient même plus fréquentes et plus persévérantes si elles s'étoffaient ainsi d'une mission précise, bien que discrète.

Il est malaisé d'ailleurs de formuler des préceptes généraux en pareille matière : ce sont essentiellement des questions d'espèce. Il me sera possible d'être plus précis en parlant d'un cas déterminé que je connais mieux que les autres, celui des soldats aveugles (1).

II

Ils sont très nombreux. Jamais aucune guerre n'avait fait autant d'aveugles. Je ne dis pas absolument parlant, ce qui va de soi, mais même proportionnellement au nombre total des mutilés. Cela se conçoit sans peine : dans le combat de tranchées, c'est à la tête le plus souvent, au moment où elle émerge, que le soldat est blessé. Aucune statistique complète n'existe encore, que je sache ; mais certainement, pour la seule France, le nombre des soldats aveugles dépasse déjà de beaucoup quinze cents.

Je ne dirai pas que le soldat aveugle est la plus misérable des victimes de la guerre : le public n'est que trop porté à le penser sans qu'on le lui dise. Il m'appartient d'observer plutôt que, à mon avis, puisqu'il peut se refaire une vie active, il est moins à plaindre que nombre de malades à jamais impotens. Mais c'est à la condition expresse qu'on lui donne le moyen de se refaire une vie active. Comment ne pas avouer que le choc moral auquel il est soumis est le plus brutal de tous, que l'infirmité qui s'abat sur lui bouleverse son moi et impressionne ceux qui l'entourent plus qu'aucune autre infirmité? La brisure entre hier et demain chez lui est totale. J'ajoute que l'aveugle est de ceux qui ont le plus à se plaindre de l'insuffisance de leur pension, de ceux par conséquent pour lesquels le problème de la subsistance se posera avec le plus d'acuité. Plus est grande l'incapacité de travail provenant de la mutilation, plus la pension est insuffisante, car elle ne croît pas dans la même proportion. Le borgne recevra une pension annuelle de 600 francs ; celle de l'aveugle sera de 975. Or, le borgne n'a presque rien perdu de ses facultés de travail. Il n'est presque

(1) Voir sur cette question la brochure publiée par l'Association Valentin Haüy (9, rue Duroc, Paris) sous ce titre : *Les soldats aveugles et leur réadaptation à la vie utile.*

pas de profession qu'on ne puisse exercer avec un seul œil (1), et tous nous connaissons des borgnes qui occupent de très belles situations sociales. Récemment, un médecin faisait remarquer que, même pour tirer, il n'est besoin que d'un œil, et il proposait de renvoyer les borgnes au front. Le dommage presque exclusif subi par le borgne consiste en ceci qu'il est plus qu'aucun autre menacé de cécité, et, sauf des cas fort rares, il ne serait guère lésé si on ne lui accordait provisoirement aucune pension, mais seulement des droits à faire valoir le jour où la cécité surviendrait. L'aveugle, au contraire, est obligé presque toujours de renoncer à son ancienne profession; il lui faut faire un apprentissage compliqué, qui ne le conduira jamais qu'à de très maigres salaires. Ses gains sont considérablement diminués, ses dépenses considérablement accrues. Supposons maintenant que, en outre de ses deux yeux, l'aveugle ait perdu un bras, ou même deux, — et il y a des exemples de pareilles infortunes, — Il sera devenu incapable de toute réadaptation, obligé de se faire servir à chaque minute; et pourtant, c'est à peine si sa pension sera majorée de 200 francs.

Encore, dans bien des cas, l'écart entre la pension du borgne et celle de l'aveugle a-t-il failli être beaucoup moindre. En vertu de la loi de 1831, toujours en vigueur, dans les premiers mois de la guerre les conseils de réforme devaient assimiler nombre d'aveugles aux borgnes. Souvent, en effet, un œil seul était enlevé, l'autre avait perdu une partie de sa puissance de vision ou même sa vision entière, mais restait intact en apparence. Or la loi ne permettait de faire état que des lésions oculaires visibles à l'œil nu. Celles-là mêmes qui étaient visibles à l'ophtalmoscope n'entraient pas en ligne de compte, et les oculistes, qui déterminaient avec les méthodes modernes le degré de vision de l'œil malade, n'avaient pas le droit de s'en souvenir au moment du classement dans les cadres de réforme. Heureusement le décret du 24 mars dernier, sauvegardant à la fois les intérêts des victimes et ceux de l'État, a stipulé des indemnités provisoires proportionnelles à la diminution de la puissance de vision, et qui, après deux ans, se transforment en pensions viagères si le mal s'est révélé incurable. Cet

(1) Au plus, peut-on dire qu'il serait imprudent au borgne d'exercer *sans lunettes préservatrices* quelques métiers tels que ceux de mineur, verrier, métallurgiste, lamineur, cantonnier, etc.

exemple montre combien sont surannés les textes qui régissent encore la matière. Nous avons été surpris avant de les avoir adaptés aux conditions que devaient dicter l'atrocité des guerres modernes, l'augmentation des salaires et du coût de la vie, et les progrès de l'ophtalmologie. Le critérium qui s'impose à nous aujourd'hui, c'est celui qui a été adopté pour les accidens du travail : la diminution de la capacité de travail ; et il implique, pour que l'État puisse faire face à ses obligations envers les grands blessés dont le nombre est si considérablement plus grand et l'entretien tellement plus coûteux qu'autrefois, une réduction, dans certains cas, des petites pensions au profit des grandes. Dans un service, j'ai constaté le passage de cinquante borgnes pour un aveugle. Mon champ d'expérience a été trop limité pour que j'accorde à cette proportion de cinquante contre un une grande autorité, mais supposons-la exacte, bien que selon toute apparence elle soit encore au-dessous de la réalité : on voit immédiatement tout ce que, en réduisant légitimement la part des borgnes, on pourrait faire pour les aveugles, et surtout pour les aveugles privés de leurs bras. D'ailleurs c'est une refonte bien autrement générale de la loi de 1831 qui serait désirable. Mais elle ne saurait avoir d'effets rétroactifs, et trop d'attentes seraient déçues par une répartition équitable si elle ne créait pas en même temps un impossible surcroît de charges.

Mais pour nos blessés cette préoccupation du lendemain ne viendra que plus tard. Au début, le choc moral est causé tout naturellement par la privation de la lumière. Les médecins sont obligés, dans la plupart des cas, de cacher la vérité au blessé, de lui donner à croire que le mal sera passager. Ils savent que, par une franchise intempestive, tel de leurs confrères a provoqué des suicides. Ils ne s'y risquent pas. Le soldat aveugle que vous abordez à l'hôpital presque toujours est persuadé que, dans quelques mois, six mois au plus, le moins malade de ses yeux sera guéri et qu'il reprendra sa vie où il l'a laissée. Il se cramponne à cette conviction avec une sorte de fièvre, et si de prime abord vous lui proposiez, comme viatique pour cette période d'attente, de lui enseigner la lecture des aveugles, bien souvent il repousserait votre offre avec une sorte d'horreur instinctive : tout ce qui le rapproche en imagination de l'aveugle, tout ce qui pourrait glisser un doute secret dans son esprit, le trouve

ombrageux et défiant. Du moins, c'est le cas le plus ordinaire, car bien entendu les réactions individuelles sont très variées : tel aveugle, un jeune homme de vingt-neuf ans, que je viens de trouver tout contre le fourneau de sa cuisine, assis dans un confortable fauteuil démesurément rembourré de coussins, paraît bien être à cette place cloué depuis sept mois déjà qu'il est rentré de l'hôpital. On n'a pas pris de ménagemens pour lui apprendre son sort, à lui, mais il semble bien que le verdict de l'oculiste soit tombé sur une masse inerte qui n'a pas réagi. Depuis son retour, le curé du village lui a bien dit que les aveugles lisent et écrivent à leur manière, qu'ils apprennent des métiers; mais il n'y croit guère, et cela ne l'intéresse pas d'ailleurs. Il fume là sa pipe du matin au soir et demande seulement qu'on ne lui parle pas de travail. Il est en voie de s'épaissir et de s'enlizer dans une indolente torpeur. Cet autre, qui a au contraire une conscience aiguë de sa situation, n'a pas été la dupe des bienveillans mensonges du médecin; il continue pourtant à parler de temps en temps de sa guérison, pour donner courage à ceux qui l'entourent, et pour écarter les explications pénibles; pour lui, il a puisé dès le début dans ses convictions religieuses une sérénité dont on croirait la nature humaine à peine capable. Entre ces deux points extrêmes, hébétement et résignation philosophique ou religieuse, selon le degré de lucidité de conscience et d'énergie morale de chacun, tous les états intermédiaires se rencontrent, en passant par le désespoir. Il faut approcher avec prudence, tant qu'on ignore de quel métal est faite l'âme à laquelle on apporte le réconfort.

Je transcris ici quelques notes de visiteuses que l'Association Valentin Haüy a adressées à des soldats aveugles, et qui ont judicieusement analysé les procédés que d'instinct elles mettent en pratique à leur chevet.

« 1° Nous évitons toujours, avec n'importe quelle personne privée de la vue, d'employer le nom, le qualificatif d'aveugle : nous nous servons de périphrases : « qui n'y voit pas, qui a mal aux yeux. » Cela nous semble moins brutal, moins directement évocateur de toutes les épreuves qui tiennent à la cécité... Quand l'intéressé lui-même, plus familiarisé, ne s'effraye plus du mot et le dit le premier, alors c'est différent : j'appelle un chat un chat... Car il nous paraît encore que, s'il faut autour de ces chers êtres souffrans beaucoup de tact, des cœurs à la fois

maternels et amis, il ne faut pas moins de virilité, et il convient de les exciter au courage, en leur montrant bien qu'on les croit courageux et pleins de force d'âme.

2° Dès que nous l'avons pu et que sa santé l'a permis, nous avons fait promener notre petit brigadier. Il faut prouver pratiquement à ces jeunes gens, hier indépendans et vigoureux, libres de leurs mouvemens, qu'ils ne sont pas, désormais, obligés de vivre sédentairement comme des vieillards : les conduire avec assurance pour qu'ils aient confiance, et les faire marcher d'un bon pas, pour les rendre le plus possible à la vie normale... L'exercice pour eux, quand il est possible, c'est peut-être la meilleure distraction, parce qu'elle détend à la fois le physique et le moral.

3° Leur faire la lecture... Chaque dimanche, les plus beaux articles de l'*Écho de Paris*, choisis parmi les plus élevés, les plus galvanisans, les plus nobles, étaient lus pendant des heures, dans la cour de l'hôpital, en variant, en soulignant sans en avoir l'air, ce qui était propre à grandir le blessé devant lui-même.

4° Quant à la manière de lui apprendre l'étendue de son malheur, cela dépend beaucoup de la nature du blessé, qu'il faut bien observer. P... savait qu'il était aveugle depuis le premier jour, et très vite, quand nous avons compris qu'il ne croyait pas à l'espoir qu'on lui donnait avec la phrase fatidique : « En attendant que vous y voyiez,... » nous avons apporté avec quelle hésitation, quel tremblement, la plaquette et l'alphabet! Lorsqu'il a eu saisi le maniement du poinçon et le génie de la méthode, il nous a dit simplement : « Maintenant, je ne m'ennuierai plus. » Et, à force de lui parler des autres blessures, des amputés des deux bras par exemple, il s'est estimé plus heureux qu'eux... Pour V..., on fit le contraire. Nul ne prit la responsabilité, autour de lui, de lui apprendre son malheur, et nous avons continué la même méthode pendant des mois. Le Braille a été présenté comme distraction passagère, mais, au bout des dix premières lettres, notre élève n'a pas voulu aller plus loin, sans découragement, mais parce qu'il jugeait l'étude inutilisable pour lui plus tard... Entre les trois ou quatre métiers qu'il compte faire, sans apprentissage régulier, quand il aura retrouvé l'indépendance qu'il prise plus que tout, il compte faire marcher un métier de tissage pour gaze de

pansemens. Nous tâcherons de rester en relation avec sa famille, au cas où, déçu, il voudrait faire autre chose et aurait besoin d'aide. Pour le moment, c'est un entêté, et, Dieu merci, il souffre de sa cécité bien moins que trop d'autres.

5° Un point sur lequel il convient, à notre avis, de revenir et d'insister avec infiniment de délicatesse, c'est que les aveugles ne sont pas du tout des infirmes, qu'ils le seront incomparablement moins que les blessés qui reviendront de la guerre avec des maladies organiques ; qu'ils peuvent vivre heureux comme tout le monde et se marier... Encore une nuance que nous observons toujours : quand nous voulons leur faire connaître un objet, nous le plaçons exactement dans leurs mains en disant : « Voyez, » et non « touchez, » ayant observé que les aveugles emploient presque toujours eux-mêmes le verbe « voir. » Enfin, en tout, par tous les moyens, les rendre à la vie normale, éviter de décrire imparfaitement, avec des gestes qu'ils ne peuvent saisir, par exemple : « C'était grand comme ça, » mais dire, pour qu'ils aient immédiatement une idée juste de ce dont on leur parle : « C'était haut comme une table, large comme les deux mains. » Cela semble puéril, mais, quand on se met à leur place, comme l'on juge autrement, comme l'on veut à tout prix qu'ils ne sentent pas leur grande épreuve par ses petits côtés! Aussi rien n'est plus à éloigner d'eux que la sympathie banale des imbéciles qui croient qu'on est sourd parce qu'on n'y voit pas et s'adressent aux personnes qui conduisent l'aveugle comme s'il ne pouvait répondre lui-même. »

On ne doit pas attendre que l'aveugle ait consenti à sa cécité pour lui parler de la lecture et de l'écriture Braille, de la machine à écrire, du guide-main Wagner surtout, l'appareil le plus facilement accepté et qui permet à l'aveugle de continuer à faire sa correspondance au crayon ou au stylographe. Après un peu de répugnance, on parvient à faire accepter toutes ces méthodes de travail, soit pour leur curiosité, soit à titre de distraction provisoire. Le premier pas fait, — c'est le seul qui coûte, — leur extrême facilité leur donne l'attrait d'un jeu. En même temps, il faut habituer le nouveau venu dans les ténèbres à tirer parti des ressources qui lui restent. Avec les natures indolentes, c'est là une aride partie du programme : le précepte général est de ne pas agir pour l'aveugle, mais de l'aider à agir. Ne lui apportez pas tel objet qui est dans la chambre et

dont il a besoin, mais donnez-lui des indications qui lui permettent d'aller le chercher. Du même coup, il apprendra à s'orienter dans la pièce et assurera ses mouvemens. Toutes les formes d'activité manuelle qui font l'éducation du toucher en même temps qu'elles détournent l'attention de l'aveugle de ses pensées noires sont à rechercher. Il faut le convier à jouer aux dominos, aux cartes, aux dames, enhardir ses voisins de lit à faire des parties avec lui. On a judicieusement recommandé de l'inviter à rouler lui-même ses cigarettes, excellent exercice pour assouplir ses doigts. Très vite il doit s'habiller entièrement seul et vaquer sans aide à tous les soins qu'exige sa toilette, se promener sans guide dans sa maison et son jardin, et se rendre utile par mille petits services : couper le pain à table, scier du bois, mettre le vin en bouteilles, faire les lits, etc. Surtout, ne truquez pas la vie à son usage : ne mettez pas les objets sous sa main afin de lui donner l'illusion de les avoir trouvés. Non seulement vous l'empêchez ainsi d'échapper à cette dépendance qui, à tout prendre, est la grande détresse de l'aveugle, mais encore vous pensez bien qu'il aura tôt fait de démasquer votre jeu, et alors vous nourrirez en lui sa défiance de soi par cette confession de son impuissance qu'il pensera vous avoir arrachée, sa défiance aussi envers ceux qui l'entourent, si pénible pour quiconque est à la merci d'autrui ; vous lui infligerez surtout l'humiliation d'être traité en enfant ou en impotent. Au contraire, ingéniez-vous sans ostentation à l'occuper et à lui demander des services pour lui donner le sentiment qu'il est bon encore à quelque chose. Mais aucune pratique n'est efficace comme la rencontre d'un aveugle intelligent et adroit qui persuade, tout en parlant d'autre chose. Contre un préjugé qui a sa source dans la sensibilité, la logique des meilleurs argumens ne peut pas grand'chose; c'est l'imagination du malade qu'il faut travailler, qu'il faut assiéger d'un jeu de représentations favorables. Même si le premier contact est pénible, les heureux résultats ne tarderont guère en général à se manifester.

Cette réadaptation à la vie courante prépare progressivement la rééducation professionnelle. Dès le début, nous l'avons entretenu des métiers, de l'activité des aveugles, afin de rendre moins atroce cette idée de la cécité qu'il faut acclimater peu à peu dans sa pensée. La causerie sur ce sujet, cependant, n'aura chance d'aboutir à des résultats pratiques que le jour où le

malade se sera avoué à lui-même qu'il court au moins quelque risque de « rester aveugle. » Les perspectives que nous pourrons lui ouvrir alors ne sont, hélas ! pas bien engageantes. Ne les embellissons pas, pour ne pas ménager de déceptions. Il est trop tard à trente ans, ou même à vingt, pour entreprendre des études musicales qui demandent une oreille jeune et de longues années d'écolage, trop tard même, bien souvent, pour apprendre l'accordage des pianos. Il faut se contenter d'un apprentissage relativement court, et, dès lors, ce sera soit la brosserie, soit le rempaillage et le cannage des chaises, soit la fabrication des balais de sorgho ou des tapis-brosses, qui feront le lot du plus grand nombre, tous métiers à salaires bas (1 fr. 50 à 3 fr. par jour au maximum, quand la marchandise s'écoule sans difficulté). Ce sont, en effet, des métiers faciles, par conséquent encombrés, et l'ouvrier aveugle, surtout quand la cécité est survenue à l'âge adulte, travaille beaucoup plus lentement que son concurrent clairvoyant. J'espère que la matelasserie et la cordonnerie vont, elles aussi, devenir en France des professions d'aveugles. Toutes deux ont donné de bons résultats à l'étranger, la cordonnerie surtout au Danemark, la matelasserie en Écosse et en Angleterre. Leur acclimatation présente quelques difficultés dont il faudra triompher : la réparation de la chaussure, — je ne parle pas de sa fabrication, que la concurrence des usines rend insuffisamment rémunératrice, — a le défaut d'exiger, comme la vannerie, passablement d'adresse et un long apprentissage ; quant à la matelasserie, elle suppose, pour être pratiquée avec succès par les aveugles, la création, à la porte des villes, d'ateliers où la réfection des matelas se ferait en grandes quantités. Le matelassier aveugle ne peut pas, en effet, sans le secours d'un clairvoyant, se transporter, selon notre coutume, de cour en cour, dans des lieux qui lui sont inconnus, pour travailler à domicile. Du moins sommes-nous en droit, d'ores et déjà, d'espérer que ceux qui exerçaient ces métiers avant la guerre pourront s'y tenir avec profit.

On conseille aux cultivateurs, dans la plupart des cas, de faire de même. Ils seront mis en rapport avec des aveugles qui, entourés de beaucoup d'aide, naturellement, trouvent moyen de se rendre vraiment utiles dans les travaux de la campagne, et qui leur communiqueront le fruit de leur expérience. Les succès obtenus par des aveugles dans certaines branches de ces

travaux, notamment dans l'élevage de la volaille et dans l'apiculture, ont été suffisans pour que des écoles américaines et anglaises aient inscrit l'enseignement agricole à leurs programmes. Je viens de visiter un soldat aveugle, qui, sans aucun conseil pour le guider, a repris sa place dans une grande ferme où il était domestique depuis dix ans. Sans doute, maintenant que ses deux orbites sont vides, beaucoup de ses anciennes occupations lui sont inaccessibles, mais il trait les vaches, — accompagné d'une personne qui trait d'autres vaches auprès de lui; — il a entièrement le soin de l'écrémeuse, — fonctionnement et nettoyage; — il étrille les chevaux, s'occupe des lapins, des pigeons, des poulets. Comme il rend en outre des services dans la maison, allumant les feux, essuyant la vaisselle, faisant les lits, etc., ses patrons m'assurent qu'il n'est aucun moment de la journée inoccupé. Il va sans dire pourtant qu'un aveugle ne peut pas normalement espérer gagner sa vie à la campagne comme journalier ou comme domestique; il faut qu'il soit dans sa famille et assuré de concours bienveillans.

Les mieux doués auront chance de trouver une activité plus rémunératrice dans le commerce, dans le massage ou dans la dactylo-sténographie. Sans doute, un aveugle ne saurait guère tenir seul une maison de commerce; mais, s'il est bien secondé, son activité peut y être tout à fait fructueuse, et, pour peu que des caisses de prêt généreusement pourvues leur en facilitent l'accès, je ne vois pas pourquoi, d'ici à quelques années, un bon nombre de nos petites boutiques de mercerie ou d'épicerie, de préférence dans les villages, ne seraient pas tenues par des aveugles de la guerre mariés, ou vivant avec une mère ou une sœur. Cette activité se joindrait fort bien à l'exercice d'un des métiers précédemment indiqués, qui, tous, à l'exception de la fabrication des tapis-brosses et de la matelasserie, permettent le travail dans la famille.

Pour le massage, dont M. le docteur Fabre a prouvé par son exemple et par celui de ses élèves tout ce que les aveugles peuvent en attendre en France, bon nombre de nos militaires frappés de cécité présenteront assurément les qualités, d'ailleurs peu communément réunies, qui sont nécessaires à son exercice : culture suffisante, toucher délicat, santé robuste, manières affinées, physique point défiguré, conversation agréable; toutes

ces conditions doivent être exigées du candidat, si l'on veut qu'au profit de tous, le corps des masseurs aveugles maintienne l'excellente réputation qu'il était en voie de s'acquérir dans le monde médical et dans la clientèle. Le succès dépendra du bon choix des sujets. Quant à la profession de dactylo-sténographe, — déjà exercée par un aveugle, — elle offre cet intérêt de pouvoir tenter particulièrement nos officiers. Les résultats espérés de ce côté dépendent de la réalisation d'une machine adaptée aux conditions de travail des aveugles, machine dont, malheureusement, la guerre a interrompu la construction, au moment même où elle en faisait sentir plus vivement le besoin. Rien n'empêche que, quand il sera en mesure non plus seulement d'écrire à la vitesse de la parole, ce qui déjà est réalisé par la *sténophile Bivort* à l'usage des voyans, mais encore de relire ce qu'il aura écrit dans ces conditions, un aveugle puisse recueillir des conférences, des sermons, des plaidoyers; qu'il puisse, dans des administrations ou dans de grandes maisons de commerce, avoir la charge de la correspondance, qu'il noterait à la sténographie, sous la dictée, pour la reporter ensuite en dactylographie.

Là encore, un choix rigoureux parmi les candidats est nécessaire. Ce soin et cette compétence qu'exige l'orientation rationnelle des aveugles tard venus à la cécité dans les nouvelles voies qui s'ouvrent à eux nous invitent à nous féliciter de la centralisation relative des services qui ont assumé la tâche de leur réadaptation. Trois organismes principaux, à l'heure actuelle, sont à signaler.

Le ministère de l'Intérieur a aménagé une annexe des Quinze-Vingts, rue de Reuilly, où actuellement cent quarante soldats aveugles sont internés et rééduqués. Ils y reçoivent les leçons de maîtres, aveugles pour la plupart, parmi lesquels nous sommes heureux de constater la présence de quelques maîtres de l'Institution nationale des jeunes aveugles auxquels leur expérience assure une grande autorité. On ne saurait trop louer l'initiative qu'a prise là M. Brisac, le directeur de l'Assistance et de l'Hygiène au ministère de l'Intérieur. Il importait que, dès le début, les pouvoirs publics marquassent leur volonté de venir en aide à une catégorie de nos grands blessés, que la guerre avait si cruellement éprouvés, et nul abri n'était pour eux plus indiqué que cet établissement des Quinze-Vingts qui

évoque à nos pensées sept siècles de bonté française, et qui, pressant sa marche pour mettre sa bienfaisance au pas de notre siècle, de maison hospitalière se fait enfin atelier d'apprentissage.

Pourtant la tâche est trop lourde pour que d'ores et déjà le concours très large des œuvres privées ne soit pas indispensable. On parle d'établir deux cent cinquante à trois cents lits à Reuilly. Il faudra nécessairement de deux choses l'une, ou qu'une faible partie seulement des soldats aveugles y soient admis, ou que chacun y demeure un temps très insuffisant pour achever sa rééducation. L'Association Valentin Haüy, qui depuis vingt-six ans qu'elle a été fondée par un aveugle est venue en aide déjà à plus de dix mille aveugles, s'est immédiatement mise à l'œuvre avec une patriotique ardeur. Elle fait visiter les soldats aveugles par les correspondans et les amis qu'elle a un peu partout, qui se chargent de les réconforter et de leur apporter l'alphabet Braille et toutes les méthodes spéciales dont elle dispose ; elle mettra à leur portée le trésor des quarante mille volumes qui composent sa bibliothèque en points saillans; grâce à de généreuses donations, elle entreprend à ses frais des apprentissages, à Paris et en province. La compétence unique de son nombreux personnel nous assure que sa tâche sera remplie au mieux des intérêts de ses pupilles.

Enfin la Société des Amis des soldats aveugles a été fondée voici quelques mois, sous la présidence de M. Vallery-Radot, en vue de compléter l'œuvre des Quinze-Vingts et de l'Association Valentin Haüy. La présence à son comité, en qualité de secrétaire, du directeur de la maison de Reuilly, manifeste l'étroite collaboration des deux œuvres. La Société se définit elle-même « une grande œuvre adjuvante, » destinée à s'occuper des cas d'espèce, de la partie individuelle de l'assistance, celle qui relève essentiellement des œuvres privées, à replacer l'aveugle dans son milieu, à le suivre chez lui. Son but, identique en somme à celui de l'Association Valentin Haüy, mais spécialisé aux seuls aveugles de la guerre, est de « faciliter à ses protégés l'apprentissage ainsi que l'exercice d'un métier, et même la fondation d'un foyer. » Nous n'avons garde de lui reprocher de faire double emploi. Pourvu que les œuvres qui travaillent au même but aient soin de s'entourer des compétences nécessaires pour mener à bien une tâche aussi délicate, de coordonner étroi-

tement leurs efforts, il ne saurait y avoir trop de centres d'action ni trop d'appels de fonds.

En outre de ces trois organismes, quelques initiatives seraient à signaler. Au nom de généreux amis que la France compte aux États-Unis, le *Comité franco-américain pour les aveugles de la guerre*, présidé par une bienfaitrice très connue des aveugles de New-York, se propose de venir en aide à une classe particulièrement intéressante de nos officiers et soldats frappés de cécité, ceux qui, en raison de leur culture intellectuelle, doivent chercher pour leur activité un débouché autre que les métiers manuels. A Lyon-Villeurbanne, un atelier d'apprentissage a été ouvert par les soins de M. le maire Herriot. Tout ce qui existe en fait d'institutions d'aveugles est prêt à collaborer à la tâche commune avec un entier dévouement. Les aveugles de France ont connu une nouvelle et suprême détresse de leur infirmité, le jour où, sans eux, tous leurs compagnons d'âge sont partis pour la frontière, où ils se sont sentis inutiles à défendre la Patrie et la civilisation auxquelles ils doivent tant de fois plus que les autres. La seule consolation qu'ils sachent à cette douleur, est de tendre les bras aux malheureux qui ont perdu leurs yeux pour les protéger, de leur faciliter la tâche, si difficile, de se refaire une existence toute nouvelle à un âge où la vie a déjà marqué son pli. Les nouveaux venus seront les privilégiés dans la grande famille qui les accueille avec amour et gratitude. Eux du moins pourront se dire que, s'ils n'ont plus leurs yeux, ils les ont donnés pour une grande cause, qu'ils en ont fait le sacrifice volontaire.

P. VILLEY.

REVUE LITTÉRAIRE

CHRONIQUES DE LA GUERRE (1)

L'honneur est le même, dit Salluste, à faire les exploits ou à les raconter. Eh ! non. Salluste essaye de donner le change à son regret Parmi les écrivains qui auront passé les durs mois de la guerre à commenter les événemens, il n'en est pas un qui ne s'incline, et fût-il le plus illustre, devant le plus humble des combattans. Aucun chef-d'œuvre de littérature ne vaut le chef-d'œuvre d'activité qu'une mention de trois lignes à l'ordre du jour de l'armée glorifie, et ne vaut la blessure d'un soldat. Salluste, aussi bien, ce n'est que le travail de la guerre civile qu'il avait quitté ; son ambition seule le tourmentait et il la consolait de son mieux : laissons ce drôle de garçon qui, avec une intelligence admirable, eut l'âme d'un garnement.

Quelques-uns de nos écrivains, à l'arrière, accomplissent très noblement leur devoir modeste et utile en devenant les guides ou les sages compagnons de l'opinion publique, soumise à tant d'épreuves. Plusieurs d'entre eux ont beaucoup d'influence ; et si, au gré de Forain, les civils tiennent, louons l'âme française, forte et vaillante, louons aussi ses mainteneurs, ses camarades persuasifs, ses conseillers de patience et de courage.

Le 5 octobre de l'année dernière, quand on apprit, au matin, la mort du comte de Mun, ce fut, dans toute la France, dans toutes les classes de la société, je ne veux pas dire dans tous les partis, — car il

(1) *La guerre de 1914, Derniers articles d'Albert de Mun* (Édition de *l'Écho de Paris*) ; — *L'Ame française et la guerre, I. L'Union sacrée*, par Maurice Barrès (Émile-Paul, éditeur) ; — *Les Commentaires de Polybe*, 1re et 2e séries, par Joseph Reinach (Bibliothèque-Charpentier).

n'y en avait plus, s'il y en a, — mais dans tous les milieux, un chagrin ; qui ne l'a senti? et l'on s'y connaissait alors, en fait de chagrin. Les gens les plus divers, les malins et les naïfs, les plus résistans et les plus dolentes, éprouvèrent une espèce de désarroi douloureux, parmi tant de douleurs, à la pensée que leur manquerait le réconfort quotidien de ses articles et, pour ainsi parler, de ses lettres, tant ses articles semblaient s'adresser à chacun de ses lecteurs avec une telle intimité de sympathie, avec une étonnante justesse d'amitié. Je ne sais si jamais écrivain, publiciste de tous les jours, est allé si loin dans la foule, y a gagné ce crédit, cette confiance, en quelque sorte, filiale. *L'Écho de Paris* a réuni en un volume les *Derniers articles d'Albert de Mun ;* relisons-les : nous y retrouverons et nos angoisses des premiers temps de la guerre, angoisses qu'il a endurées jusqu'au martyre, et le secret de cette véritable communion qu'il avait su établir entre tous ses compatriotes et lui.

Certes, il était un grand orateur et, dans sa prose, où l'on ne remarque pas une habileté particulière, un art très subtil des sons et des tours, on entend la voix même de son éloquence. On aperçoit le geste. On aperçoit et l'on entend l'homme qui parle ; on dessinerait son attitude et l'on noterait ses accens. Mais il ne s'agit point d'éloquence, d'art ou d'habileté. Ce n'est point par là que M. de Mun, pendant les mois d'août et de septembre 1914, parvint jusqu'à l'âme de la patrie inquiète : c'est tout uniment par la spontanéité du cœur. Le cœur : il faudra, vingt fois, répéter ce mot.

Son premier article est daté de Roscoff, 28 juillet : « La guerre !... » On travaillait aux champs ; la moisson commençait et l'on n'était en peine que de savoir si le temps serait bon pour la récolte. Soudain, la guerre ! « On vient à moi, on m'interroge. Comment cela est-il arrivé?... » Il ne l'ignore pas. Depuis deux ans, il regarde monter l'orage, il le regarde s'accumuler et devine que les gros nuages ne tarderont pas à crever ; il annonce « l'heure décisive. » La Russie n'abandonnera pas les Slaves des Balkans ; alors éclatera le conflit des Germains et des Slaves. Nous, la France, nous aurons à choisir, dans cette alternative, l'infamie ou la guerre. Donc, c'est la guerre, n'est-ce pas?... Paris, 2 août : « L'heure n'est plus aux longs articles écrits dans le silence et la réflexion. Chaque jour, autant que je pourrai, je noterai ici les battemens de nos cœurs... » Et il se met à la besogne... « Si j'entends bien l'écho des âmes... » Il l'entend bien : deux sentimens s'y démènent, colère et fierté ; colère contre l'Allemagne

brutale et fourbe, fierté de la France debout. Ces deux sentimens s'exaltent, quand l'Allemagne, violant la neutralité belge, se montre plus scandaleuse qu'on n'avait cru et quand la France dépasse sa glorieuse renommée par son entrain, sa fougue belliqueuse, par la prompte réussite de sa mobilisation, par son élan discipliné, par l'unanimité de son espoir. Ah ! ce n'est pas comme en 70 : cette petite phrase revient sans cesse, acharnée, heureuse, à l'esprit de qui se souvient. Le 15 juillet 1870, le jeune lieutenant de Mun, dans la petite cour du quai d'Orsay, attendait la décision parlementaire. Le capitaine de garde sortit et, agitant son képi, cria : « La guerre est déclarée ! » Une clameur d'enthousiasme : les officiers saluent la guerre. Puis défilent les députés, le front bas, soucieux, doutant que la nation les approuve. Non, le 4 août 1914, ce n'est pas cela ; ce n'est pas ce prélude hésitant, gauche et comme gêné : c'est toute la nation, sûre de soi ! Jour après jour, l'ancien combattant de l'autre guerre consulte ainsi sa mémoire, se débat contre les analogies amèrement, les écarte, les chasse et triomphe aux belles différences, à la nouveauté de l'aventure, au contraste radieux. « En 1870, à pareil moment... » Les corps d'armée, de Thionville à Strasbourg, s'éparpillaient ; l'ennemi se concentrait... « Et, d'abord, ne parlons plus de 1870 ! Rien, dans ce que nous voyons, n'y ressemble... » N'en plus parler ? Cette hantise ne le quitte pas... « J'étais à Metz ; nous allions partir pour la frontière... » Et, partout, le désordre. Aujourd'hui, toute la machine est bien réglée. En 1870, la mobilisation se fit, tant bien que mal, assez vite. Il fallait prendre l'offensive : et l'on perdit son temps. Cette fois, l'offensive, sans retard. « Mulhouse est pris ! Comprenez-vous, à ces trois mots, quel coup au cœur, pour nous, les vieux, les vaincus de 1870 ?... » Et il célèbre cette aurore de la revanche. Pourtant, il frissonne ; et il craint de céder à des illusions, aux mêmes illusions « qui nous perdirent en l'année terrible. » Du calme : « Il faut apaiser mon vieux cœur, trop prompt à bondir. Il est vrai, soyons sages et gardons la mesure... » Pendant la semaine des victoires imprudentes, Altkirch, Mulhouse et Colmar entrevu, il se réprimande ; il se refuse, comme il peut, les délires de l'allégresse et il prêche le discernement : « Si je donne des conseils, je m'exhorte moi-même... » Il ne traite pas autrement son lecteur et lui-même : son lecteur et lui, c'est tout un ; c'est la France en alarme. Alors, il ose admonester son lecteur, comme lui-même il se raisonne et, aux momens où les déceptions se préparent dans la crédulité universelle, dire : « Ce sera dur ! ne nous flattons pas... » et,

aux momens où peu s'en faut qu'on ne croie tout perdu, à la fin d'août et au début de septembre, dire : « Nous les tenons ; c'est la victoire !... » Son article du 1er septembre est un acte de divination. L'armée allemande fonçait sur Paris ; elle bousculait tous les obstacles ; battue à Guise, elle passait pourtant et marchait à grandes journées : qu'est-ce qui l'arrêterait ? Seulement, avant de foncer sur Paris, elle n'avait pas détruit notre armée. On murmurait : « C'est 1870 qui recommence... » Pas du tout ! répliquait M. de Mun ; en 1870, quand les Prussiens se dirigèrent sur Paris, notre armée était mi-enfermée dans Metz, mi-écrasée à Sedan. « Inébranlable confiance, » écrivait-il le 31 août ; le 5 septembre : « Qui peut douter ? » et, tout de même, on pouvait douter, mais il ne le permettait pas ; et, le 8 septembre, quand l'ennemi s'éloigne de Paris : « J'en étais sûr ! »

Les argumens d'une telle foi sont nets et bien déduits, de qualité stratégique ; mais une telle foi est surtout un phénomène d'inspiration : la pensée fervente a des pressentimens, des visions que sa ferveur lui suggère. Ce n'est pas la sûreté de sa science militaire qui valut à M. de Mun ses fidèles et la joie de ne les avoir point abusés : le cœur de la France battait en lui. Battait à grands coups : il le dit et il le répète. Le cœur de la France qui était aux armées : « Ah ! comme je vis avec vous, comme je sens vos cœurs battre, mes camarades... On dirait qu'au fond de nos cœurs retentit le bruit lointain du canon !... » Et le cœur de la France qui, à l'arrière des armées, écoute, épilogue et souffre : « On a l'âme dans un étau, c'est bien sûr ; et les poignées de main qu'on échange en disent plus que toutes les paroles. Mais pas de vaines émotions ! surtout pas de vains discours. Je m'en veux presque d'écrire : en un tel moment où l'angoisse étrangle la gorge... » C'est au lendemain de Morhange et quand nos armées de Lorraine ont dû se replier sur Nancy. Dans la douleur commune, le langage se fait plus familier, plus bref. Il est plus familier, plus bref encore et comme entrecoupé d'émoi, quand nos armées sont à la poursuite de l'ennemi, après la Marne : « Comment dire ? quels mots trouver ? Ils sont en pleine retraite ; et sur la gauche, entre Reims et Soissons, cette retraite, c'est une déroute. Écoutez : leur cavalerie semble épuisée... Ah ! il faut s'imaginer cela... Depuis six jours... » Sur la ligne de l'Aisne, les Allemands s'arrêtent et interrompent notre poursuite : « Maintenant, il faut souffler, comme nos troupes, et nous reprendre un peu... » Quelques jours passent. « De nouveau, c'est l'attente, longue et pesante... » Deux jours encore : « La bataille se poursuit ! En ces quatre mots tient, cette

semaine encore, toute notre vie. Et vraiment, c'est une épreuve indicible, pour le cœur et pour l'esprit. Tout frémit en nous, l'inquiétude et l'espoir... » Et puis encore un jour : « La bataille de l'Aisne continue... » Et l'on use sa patience. Mais : « Je vois des gens qui recommencent à douter... » Cela, c'est défendu ; et M. de Mun chapitre ces mécréans : il se chapitre lui-même. Non qu'il doute : mais il a besoin de veiller sur soi, d'éconduire les tentations. Il a cru que la bataille de l'Aisne serait un épisode de la déroute allemande. Or, la guerre de tranchées s'organise; des longueurs!... Il attend, à la fin de septembre, « ce qui ne peut plus beaucoup tarder, » la retraite des Allemands sur la Meuse, et bientôt sur le Rhin. « Cette attente est horrible. Il y a, loin du champ de bataille, une torture morale que ne connaissent pas ceux qui ont l'âpre soutien de l'action... » 28 septembre : « Puisqu'il faut attendre encore et endurer le tourment de l'interminable bataille... » 30 septembre : « Je voudrais parler de la bataille. Je ne le peux pas... Attendons. » 4 octobre : « Il faut être sage, contenir à deux mains son cœur... » Depuis des semaines, il comprimait son cœur, il enfermait son cœur sous la triple cuirasse des bons raisonnemens, de la foi volontaire et de la patience, plus pareille à un cilice qu'à une cuirasse; et, la nuit du 4 octobre, son cœur s'est rompu, de battre avec une telle violence, de battre pour toute la France, trop fort, dans une seule poitrine. Sa confiance, aux dernières lignes de son œuvre mâle et valeureuse, n'a point faibli. Mais sa hâte... Sa hâte ? Il attendrait encore. Et il est mort d'avoir assumé tout l'espoir et toute la crainte dont palpitait la nation.

Quelques jours avant la déclaration de la guerre, M. Maurice Barrès publiait, sous ce titre *Dans le cloaque*, les notes qu'il avait prises pendant les séances d'une fameuse commission d'enquête. Le terrible petit volume ! Une satire ? Non : la vérité, l'horrible vérité de ce cloaque pestilentiel où s'étaient agitées des ambitions, des cupidités, des lâchetés, des vilenies et d'où montait une odeur infâme. Soudain, voici l'*Union sacrée*. Le petit volume se terminait par ces mots : « Le ministère n'est même pas tombé, mais il y a une plus grande ruine suspendue au-dessus de nos têtes : l'énorme masse du système parlementaire qu'un souffle peut jeter par terre. » Et le chapitre s'intitulait : « la pourriture des assemblées. » Soudain, le premier chapitre du volume nouveau raconte la journée du 4 août 1914, « le jour sacré, » — « belle et bonne journée, de tous points parfaite, sommet de la perfection parlementaire. » Le petit volume dévoilait

une tare dans la vie française, débandait une plaie, la montrait à nu : et l'*Union sacrée*, c'est l'image de la santé française. Guérison subite, résurrection, miracle de la guerre : la France était malade ; et elle va bien ! La guerre l'a sauvée. Quel remède ! Pire que le mal ? Un remède qui guérit ne mérite pas cette injure. Mais l'effroyable remède, personne n'aurait eu l'audace de le choisir et de l'appliquer, et non pas même Déroulède qui disait, dans sa mélancolie : « On ne voit jamais ce qu'on désire trop ; quand je serai mort, il y aura la guerre ! » M. Barrès ajoute : « Je n'ai jamais souhaité (ce que pouvait faire un soldat comme Déroulède) les terribles leçons de la bataille ; mais j'ai appelé de tous mes vœux l'union des Français autour des grandes idées de notre race. » Donc, il fallait la guerre. Il ne fallait pas la vouloir : et nous ne l'avons pas voulue. Les destins nous la devaient : nous avons accepté le cadeau fatal, formidablement lourd à porter.

Cette vivacité, cette alacrité de l'émoi, qui donnent à la chronique de M. de Mun tant de charme prime-sautier, l'attrait le plus saisissant, d'autres caractères les remplacent dans la chronique de M. Barrès. Un orateur est exubérant ; le poète qui lui succède, plus retiré, ne se livre point avec cette facilité. Il n'est pas moins sensible et animé d'une ardeur moins chaude. Le même feu, qui répand là ses larges flammes et les agite, couve ici, fait plus secrètement son ravage et a de brusques éclats magnifiques : dans ses momens les plus cachés, il gronde sourdement et l'on n'ignore pas sa présence. Toute l'œuvre de M. Barrès, à la bien considérer, reçoit des événemens actuels sa consécration. L'idéologie aventureuse de ses premiers ouvrages et de sa jeunesse, s'il l'a volontairement restreinte, ramenée vers lui, — vers lui et vers ses morts, — confinée dans un espace plus étroit, mais approfondie, pour ainsi parler, dans le temps, ne lui a-t-il pas imposé la même loi rigoureuse à laquelle, d'un seul coup, la guerre a soumis toute la pensée française. Il assiste à ce prodigieux phénomène : la France, hier éparpillée, qui rentre chez elle, qui retourne à la conscience de soi, connaît son énergie ancienne, et aux séduisantes erreurs de la curiosité préfère la discipline de ses incontestables certitudes ; la France qui a fait, d'un bond, sous la blessure imprévue, le chemin, le même chemin qu'il a lui-même lentement parcouru sous l'incitation de la tristesse et de la raisonnable rêverie. C'est le chemin salutaire, l'unique chemin de la sagesse ; et la patrie, devenue sage, est sur le chemin du salut. Les stances de la consolation personnelle s'agrandissent ; elles sont un hymne pour accompagner la patrie dans la tribulation qui la conduit à ses fins augustes. Cette

chronique de la guerre, c'est une poésie ardente, encourageante, craintive, attentive à ses chants, à l'heure opportune, et qui, parfois se mêle au tumulte, et qui parfois rejoint le silence, et qui à toutes les étapes, sonne juste et sonne beau, pour la victoire, ou l'attente et l'effort, ou la gloire et le deuil. Premiers jours de la guerre; et le 10 août : « C'est un paysage matinal, un ciel d'or, d'argent et d'azur... » La diane, on dirait, dans la pureté de l'air! « Août 1914! Sur les coteaux, le clairon retentit; au milieu des vignes et des bois, le drapeau tricolore s'avance. Les fers de l'Alsace sont rompus. Déroulède, nous sommes à Mulhouse ! Vive la république française!... La marche en avant continue. Nous tenons la revanche. Le mot pendant quarante-trois ans répété, fatigué, quasi discrédité, que nous étions fous de maintenir, que nous eussions été mille fois plus fous d'abandonner, il est devenu un fait. Revanche, ce matin, c'est un mot tout neuf, tout rayonnant de vérité, de joie et de gloire. » La chance tourne; il faut que nos armées se replient, de sorte qu'on ne sait plus et qu'on pose des questions. « Combien de temps durera la guerre? » C'est le moins qu'on veuille demander. Alors, le thème du chant n'est plus cette allégresse d'un matin d'été : ce serait la douleur. Mais non : arrière la douleur; plutôt la haine! « Ils voudraient être le fléau de Dieu, le marteau qui martèle le monde. Des barbares, voilà leur prétention. La barbarie d'Attila, qu'ils prétendent renouveler, était quelque chose de spontané, de trop puissant qui débordait. Mais que des élèves d'université, des petits commerçans, des ouvriers socialistes... Ah! l'âme allemande, nous la pesons à sa valeur. Ces gens qui veulent nous marcher dessus, ce sont de lourdes bottes, mais remplies de crottin. » La haine de ces barbares ; et l'immense amour de la patrie menacée : ainsi, l'âme évite la langueur. Ce n'est pas certes la langueur qui l'accable, pendant ces lumineuses journées d'août, si claires et lugubrement chargées de mystère, si violentes sur la ligne de bataille, si mornes ailleurs : « le grand soleil, cette attente, cet ennui, quelle effroyable simplification de la vie française! » Aux premiers jours de septembre, après le départ du gouvernement, des Chambres, des uns et des autres, Paris est au plus fort de son péril, une citadelle en butte aux hordes qui approchent. « Parisiens, ne voyons pas le seul drame de notre ville. Montons sur les murailles et sur les tours de la cité et plus haut encore. Examinons par les yeux de l'esprit le vaste champ de bataille où l'univers se heurte pour notre juste cause. Alors nous crierons victoire! » Puis, le 7 septembre : « Parisiens, félicitons-nous. On raconte qu'à Blois, au Mans, dans

Orléans, à Bordeaux, on s'écrase pis qu'un jour de mardi gras. Nous avons bien de la chance de rester dans notre ville... » La vaillance tourne à la bonne humeur. Il y a presque de la gaîté, pour annoncer, un jour, que deux hirondelles, sans faire le printemps, sont tout de même venues prendre l'air de Paris. Ces deux hirondelles : M. Briand, M. Sembat. « Ça nous change des Taubes. J'espère qu'ils s'en vont satisfaits de la grande ville et qu'ils le diront là-bas. Nos Bordelais peuvent revenir. Le communiqué du jour est parfait. Paris les attend avec le sourire... » Et, le lendemain : « La victoire! Joffre a lâché le mot. Le mot que nous attendions depuis quarante-quatre ans. » Nous avons lu, à leur date, ces lignes dans le journal; nous les retrouvons dans le livre, nous les reconnaissons : notre mémoire les a gardées, les a liées au souvenir des épisodes et du sentiment dont elles sont la formule indélébile. Et si l'on cherche ce qui leur confère cette qualité emblématique, c'est leur exactitude assurément, c'est aussi leur rythme; c'est à la fois leur justesse et leur poésie, enfin ce lyrisme de la réalité qui est la marque de cet écrivain. Nul écrivain n'est plus véritablement un poète et, cependant, un réaliste. Il ne quête pas la beauté dans le vague et n'a point exilé l'idéal hors du monde. Il prend la beauté dans le monde; ou il la lui imposerait. Et, si jamais la réalité fut belle, fut toute chargée d'idéal et fut de la poésie toute prête, à portée de la main, c'est durant ces mois d'histoire où les splendides vertus travaillaient contre terre, où l'héroïsme sanctifiait le sol et où les plus divines pensées, entre elles l'espérance, fleurissaient sur la boue et sur le sang du combat.

La littérature était assez tranquille ici-bas et en notre pays, lorsque la guerre a éclaté. Subitement, ce qui nous enchantait n'existe plus; il nous devient difficile d'imaginer un instant de l'avenir où nous plairait encore le jeu subtil et anodin des phrases et des mots, le jeu d'autrefois. « Écrivains, déchirez la page interrompue ; poètes, abandonnez votre chanson, fût-ce au milieu d'une strophe, et si fort qu'elle ressemble à votre âme. Jetez même un adieu rapide à votre cœur d'hier. En revenant du Rhin, vous serez montés si haut, avec des ailes si fortes, que vous surpasserez tous vos rêves, comme l'aigle survole le rossignol. » Je ne sais quelle nouvelle littérature inventera pour de tels lendemains, cette jeunesse victorieuse : comptons sur elle et sur son vivant génie. Je ne sais pas non plus combien des écrivains d'hier, et de ceux qui nous ont le mieux divertis, auront sans désastre passé la tempête qui bouscule tout et arriveront aux plages nouvelles, capables de chanter la nouvelle chanson. Plusieurs seront

vieux, qui semblaient jeunes : aèdes fatigués, ou démodés, et qu'on éconduira. Celui qui, dans la tempête, aura continué de chanter, de la même voix, seulement plus exaltée par sa véhémence, et dont la voix, dès aujourd'hui, s'accorde à l'immense clameur, celui-là aura fait le voyage périlleux et abordera sans dommage. Ainsi l'auteur de *la Colline inspirée* et de ces pages où les péripéties de la guerre ont leurs images pathétiques. Il n'a point eu à modifier sa manière. Le portrait de Charles Péguy, — « petit homme barbu, paysan sobre, poli, circonspect, défiant, doué du sens de l'amitié, bien campé sur la terre et toujours prêt à partir en plein ciel; » — le portrait d'Albéric Magnard, — « chacun selon son pouvoir! Joffre les chassera de France; Albéric Magnard balaye le devant de sa maison; — le sonneur d'angélus là-bas, vers les Vosges, — « c'est un confrère, cet homme obscur qui fait un si charmant bruit dans le noir; que dit-il ce gazetier du ciel, ce journaliste dans les nuages? il fait un bruit qui me relie avec mes premières années; » — les paysages lorrains, « je connais ces nuages bas d'octobre, cette atmosphère ouatée, cette demi-obscurité dès les trois heures; — l'automne en Lorraine, l'automne en France et dans les âmes, — « l'espérance flotte dans la brume d'automne, au-dessus des ruines; » — ces poèmes en prose peinte et musicale ne feraient point de disparates dans *les Déracinés*, dans *les Amitiés françaises* et dans *Colette Baudoche*. Tout frémissant de la passion présente, l'art est le même; il frémissait déjà et s'apprêtait à frémir davantage. Il est accordé à la vie de la France, dont il a médité l'infortune, rêvé la renaissance, aimé l'orgueil fidèle et dont il suivra les destinées, bientôt heureuses, désormais sublimes.

Après l'éloquence de M. de Mun et la poésie de M. Barrès, voici, avec les *Commentaires de Polybe*, et pour l'entretien des courages civils, de la critique, de la stratégie, l'étude quotidienne des nouvelles et leur philosophie. Polybe l'ancien fut l'un des plus intelligens parmi les historiens de l'antiquité; il excellait à débrouiller les événemens, à y démêler le hasard et l'efficacité des résolutions humaines; il triomphait à diminuer la portion du hasard et à montrer, dans les meilleures réussites de la volonté, la récompense de la précaution. M. Joseph Reinach, Polybe du *Figaro*, n'a pas mal choisi son pseudonyme : et Polybe l'ancien ne désavouerait pas Polybe le jeune.

Au jour le jour, les communiqués officiels nous informent assez bien : les communiqués de chez nous, ceux d'Angleterre et de Belgique, ceux d'Italie et de Russie, ceux de Serbie et de Montenegro. Il

y a aussi les bruits qui courent : dédaignons-les, car il ne mentent pas toujours et l'on n'est point assuré d'attraper rien de vrai, en prenant le contre-pied de ce qu'ils annoncent. Il y a les renseignemens diplomatiques. L'information ne manque pas, certes ; mais il s'agit de ne pas s'égarer dans une telle abondance. D'abord, il s'agit de savoir lire et non de ne pas lire entre les lignes : qui pourrait s'y résoudre? du moins, il importe de lire entre les lignes sans folie, sans la fureur de se bouleverser ou de se créer des chimères trop aguichantes. Il importe de comprendre ; et ce n'est jamais si facile : comment faire, si nous avons l'esprit tout alarmé?

Comprendre! Polybe s'est promis de nous y aider. Premièrement pour nous secourir, il sait la géographie : il la savait avant la guerre! Les noms de villes et de rivières de la Pologne, de la Galicie et même de la Bukovine ne le troublent pas. Et, les noms, ce n'est rien ; mais il sait l'importance militaire d'une petite localité. Les communiqués ont de la précision, quelquefois : ils n'ont pas beaucoup de relief et, rapides, ils mettent quasi tout sur le même plan. Notre Polybe est le maître de la perspective ; il éloigne ceci, approche cela et substitue à l'énumération sèche ou à l'inventaire des menus faits quotidiens leur ressemblance : un communiqué assez plat, il vous le montre dans le stéréoscope. Il sait l'histoire; il a tout lu. Il a étudié toutes les guerres, celles de l'antiquité, celles des temps modernes, depuis la guerre de Troie jusqu'à la guerre des Balkans. L'expédition des Dardanelles ne le prend pas au dépourvu : — le prince des Crétois Idoménée disait à Mérionîs... Quand les armées belges se retirent dans le camp retranché d'Anvers, ne vous effrayez pas : Hérodote raconte que la Pythie de Delphes conseilla une manœuvre de ce genre aux Athéniens lors de l'invasion des barbares. La bataille des Thermopyles éclaire, le 8 août, la bataille de Liége ; et la bataille d'Alésia explique, au mois de novembre, la bataille de l'Aisne. Au mois de janvier, lorsque les profanes guettent la « décision, » la déclarent lente à venir et, de leurs vœux, hâtent le général en chef, Polybe leur traduit un chapitre de Tite-Live où, dans sa troisième Décade, ce Latin vante Fabius, dit le Temporiseur. Et, pour les gens pressés encore, au neuvième mois de la guerre, Polybe consulte le maréchal de Saxe, lequel, après Fontenoy, disait : « Je sais que tel bon bourgeois de Paris, logé entre son rôtisseur et son boulanger, s'étonne que je ne fasse pas faire dix lieues par jour à mon armée! » Les avertissemens les plus vifs, Polybe les emprunte à Napoléon. La prodigieuse variété des guerres impériales fournit des réponses à tous les

problèmes; et les paroles de l'Empereur répandent de la lumière. L'Empereur disait à Gourgaud : « Pour être bon général, il faut savoir les mathématiques, cela sert en mille circonstances à rectifier les idées ; mais un général ne doit jamais se faire des tableaux : c'est le pire de tout. » Eh bien ! remarque Polybe, l'empereur allemand, généralissime des forces allemandes et autrichiennes, n'a-t-il point cette manie de se faire des tableaux ? Il s'est vu entrer dans Paris, en triomphe ; il s'est vu franchir le Pas de Calais comme Xerxès a franchi l'Hellespont ; et il s'est vu entrer dans Moscou : à ces divers tableaux que lui fabriquait son orgueil, il a sacrifié des armées.

Polybe écrit chaque jour et sous le coup des événemens : il en saisit la nouveauté. Mais la sagesse de Polybe consiste à dominer la surprise et à ne point permettre qu'un petit fait, qui paraît grand parce qu'il vient de se placer tout juste devant nos yeux, offusque la vue de l'ensemble. Fabrice del Dongo, dans *la Chartreuse de Parme*, est à Waterloo : il n'apprit que plus tard qu'il avait assisté à une grande bataille. Fabrice qui n'a vu qu'un petit coin de la mêlée, voilà le héros que Polybe nous engage à ne pas imiter. Polybe nous déroule l'immense carte et nous défend de regarder tout uniment quelques taillis dans la forêt d'Argonne. Il y a, oui, la Harazée, Saint-Hubert et les Courtes-Chausses ; mais il y a toute la ligne de Nieuport à Belfort, toute la ligne de Czernowitz à Riga, et le Caucase, et la presqu'île de Gallipoli, et le Trentin, le Triestin, l'Afrique et les autres parties du monde où les colonies allemandes passent aux mains des alliés. Qu'est-ce à dire ? Un succès par ici compense un échec ailleurs : sans doute ; mais on ne veut d'échec nulle part. Enfantillage ! Polybe ne nous invite pas seulement à un vain calcul de compensations : il nous somme d'être attentifs à ce qu'il appelle « le rythme de la guerre. » Qu'est-ce que le rythme de cette guerre ? Exemple : telle de nos offensives, celle de Champagne, a donné des résultats ; elle n'a pas donné tous les résultats que put escompter l'impatience des badauds. Or, le bilan de cette offensive, on ne l'établit pas en évaluant le nombre des kilomètres carrés que nos troupes ont repris : cette offensive a retenu obstinément sur le front occidental des armées allemandes que les Russes avaient besoin de ne pas recevoir à ce moment. De même, à un autre moment, une offensive russe ou leur défensive acharnée occupe l'ennemi et nous laisse le loisir d'une préparation très urgente. Les Russes ne travaillent pas de leur côté, nous du nôtre et les Italiens du leur : l'effort de tous est concerté. L'effort de nos soldats en Artois ou dans les Vosges a une répercussion très

importante sur tout le champ de bataille qui s'étend de la Baltique à la Méditerranée et de la Pologne à la Picardie. « Ce rythme de la guerre, c'est l'une des grandes raisons de notre certitude mathématique et absolue de la victoire, » dit Polybe. Et ce rythme de la guerre, il nous le fait sentir avec une habileté impérieuse. Que de fois n'a-t-il pas, de cette façon, délivré son lecteur d'une obsession mesquine et d'un tourment de prisonnier!

Il lui arrive de se tromper ; et les notes, au bas des pages, dans le volume, corrigent les fautes principales. Ces notes sont bien émouvantes : elles signalent plusieurs de nos illusions passées, plusieurs de nos déceptions. Illusions et déceptions que Polybe, non plusque nous, n'a point esquivées toutes, à l'époque où, selon le mot de M. Lavisse « de trop grandes espérances ont été données prématurément » et où chacun de nous se forgeait des espérances peu raisonnables. Polybe était, avec toute sa lucidité, l'un des Français que l'anxiété ne laissait pas calmes. Je crois qu'il s'est trompé moins que personne ; et que de choses il a bien appréciées, que de choses il a bien devinées! Les erreurs que l'on n'évite pas, si elles vous détournent de la vérité un peu de temps, peuvent être aussi des chemins plus longs et difficiles vers la vérité ; l'erreur n'est pas nécessairement le contraire de la vérité. Par les sentiers de ses illusions et à travers quelques déceptions, la France allait à la victoire : Polybe avait raison de lui montrer la victoire, de loin et au delà des chemins de traverse.

Le 30 août 1914 — et l'on se souvient de ces jours ! — Polybe écrivait : « Quiconque, imposant silence aux angoisses de son cœur, sait regarder devant soi d'un œil clair, sent croître en lui la certitude toujours plus forte de la victoire finale... L'ennemi est perdu ! » Le 30 août!... Ce 30 août, l'ennemi n'était pas loin de Paris. Le lendemain, M. de Mun s'écriait : « Eh bien ! oui, j'ai toujours confiance, pleine et robuste confiance! » Et M. Barrès : « Quand aujourd'hui nous manquerait, demain, le plus proche demain nous va apporter la victoire ! » Ainsi l'éloquence, la poésie et la stratégie étaient d'accord pour affirmer une même foi, paradoxale et merveilleusement véridique, la même foi qui n'admet aucun doute et qui refuse comme une impiété l'incertitude à l'égard des destinées françaises.

ANDRÉ BEAUNIER.

REVUE SCIENTIFIQUE

LES EXPLOSIFS BRISANS

Après avoir examiné celles des substances explosives qui servent à la propulsion des projectiles, autrement dit les poudres, il nous reste, pour achever cette brève incursion dans la chimie guerrière, à étudier l'autre grande catégorie d'explosifs : les explosifs brisans.

Lorsque le chimiste anglais Reid prétendait naguère que le coton n'entre pas dans la fabrication des obus explosifs, il n'avait en vue que la charge d'explosif que le projectile emporte avec lui ; il oubliait en revanche, — singulière distraction chez un technicien aussi averti, — que l'obus est attaché à une cartouche contenant la poudre qui le propulsera et qui, elle, nous l'avons vu, a comme constituant essentiel le coton. Aujourd'hui, il n'y a plus lieu de signaler que pour mémoire cet oubli étrange, puisque la campagne de lord Ramsay a porté ses fruits, et que le coton est maintenant contrebande de guerre.

Les explosifs brisans ne servent pas seulement au chargement des obus percutans lancés par les canons. Dans la guerre navale, ils gonflent les flancs des sournoises torpilles. En outre ce sont eux qui donnent tant d'efficacité à tous les projectiles étranges lancés à la main ou par de bizarres engins renouvelés de l'antique : bombes, grenades, pétards, torpilles aériennes, que la présente guerre a multipliés et dont le rôle actuel n'est guère moins important que celui des balles et des obus. Ce sont les explosifs brisans, enfin, qui jouent le rôle essentiel dans la destruction des travaux d'art, — ponts, chemins de fer, etc., — et dans la fantastique lutte de sape et de mine qu'on se livre sous terre de tranchée à tranchée, et où quelques secondes

d'avance ou de retard, un bruit entendu à propos, un cordeau détonant audacieusement allumé résolvent dans un sens ou dans l'autre le dilemme doublement shakspearien qui sert aujourd'hui de devise à tous les sapeurs : sauter ou faire sauter, *that is the question.*

Quels sont les principaux explosifs brisans employés des deux côtés de la barricade à ces différens effets : c'est ce que je voudrais examiner brièvement, — en me gardant soigneusement d'effleurer tous les perfectionnemens encore inconnus de nos ennemis... sinon par leurs effets, que nous avons apportés depuis quelques mois dans ce domaine.

*
* *

Au début de l'artillerie, aux temps idylliques et bucoliques où les batailles n'alignaient que quelques quarterons de soldats, et où le sort des empires ne se décidait que par la mort de quelques milliers d'hommes, — ce qui nous paraît bien ridicule aujourd'hui, — les boulets lancés par les canons étaient de grosses masses pleines ou creuses, mais qui n'agissaient que sur les objets situés exactement sur leur parcours. L'idée de faire éclater ces boulets en les remplissant de poudre, ne vint que bien après. Ce fut le temps des boîtes à mitraille, lesquelles faisaient déjà d'assez joli travail, puisqu'on rapporte qu'à la bataille de Kesseldorf, en 1742, chaque coup d'une batterie autrichienne mit hors de combat 70 hommes.

Pendant une grande partie du siècle passé, on a cherché à charger les projectiles creux lancés par les bouches à feu avec des explosifs brisans tels que la nitroglycérine, la dynamite (nous rappellerons dans un instant leur composition), et surtout le fulmicoton sec. Tous ces corps étaient des explosifs très brisans, parcourus dans un temps très court par l'onde explosive et fournissant instantanément toute leur puissance. Malheureusement tous ces corps donnèrent lieu à de nombreux déboires à cause de leur sensibilité au choc, qui produisait des éclatemens prématurés. Le choc produit au moment du départ du projectile suffisait souvent à amorcer la charge portée par lui, et à le faire éclater dans l'âme du canon, détruisant celui-ci et tuant les servans. Pendant longtemps, la poudre noire seule présenta des garanties suffisantes pour le chargement des projectiles. Mais elle est, comme nous l'avons vu, un explosif fusant et non percutant : elle brûle et ne détone pas.

Pour augmenter l'efficacité des projectiles, il fallait trouver le moyen de les charger d'un explosif brisant assez peu sensible pour

que le choc du départ ne le fasse pas exploser et qui pourtant détone à son arrivée au but. On croyait alors, (et on le crut jusqu'aux travaux de M. Turpin), que le pouvoir brisant d'un explosif est essentiellement lié à sa sensibilité au choc. On tenta donc de diverses manières de tourner la difficulté, et sans grand succès d'ailleurs : On essaya par exemple de mettre dans l'intérieur de l'obus des petites fioles de verre renfermant l'une de l'acide nitrique fumant, l'autre un combustible liquide. Le choc produit au départ du projectile brisait ces fioles, les liquides se mélangeaient alors par suite de la rotation de celui-ci (produite comme on sait par les rainures du canon) en formant l'explosif qui éclatait au moment du choc contre le but. On a essayé aussi d'ajouter du camphre à la dynamite pour diminuer sa sensibilité, et diverses substances au fulmicoton. D'autre part, pour amortir le choc au départ, on diminua la vitesse initiale, on essaya aussi toutes sortes d'amortisseurs spéciaux ; on divisa la charge de poudre propulsive dans des boîtes formant une multitude de compartimens, etc.

En fait, tous ces essais ne donnèrent pas de résultats satisfaisans et ils furent d'ailleurs complètement éclipsés par la découverte de la mélinite.

***

Nous avons vu déjà pour quelles raisons, à la fois théoriques et pratiques, on est conduit à former la plupart des corps explosifs par la combinaison de l'acide nitrique avec les carbures d'hydrogène.

Parmi ceux-ci, il en est de particulièrement intéressans qui dérivent de la distillation du goudron de houille. Le goudron de houille, qui est lui-même un sous-produit des usines à gaz et des fabriques de coke métallurgique, donne lorsqu'on le distille systématiquement une série d'huiles légères dont on extrait finalement divers hydrocarbures et notamment le *phénol* En traitant le phénol par l'acide nitrique on obtient le *trinitrophénol* ou *acide picrique*. Celui-ci est un solide qui se présente en cristaux jaunes, amers, solubles dans l'eau, fondant à environ 125°. La solution aqueuse de ce corps est employée couramment comme remède contre les brûlures, ce qui ne l'empêche pas, comme nous allons voir, d'être terriblement homicide lorsqu'on le verse sous forme de mélinite dans le ventre de nos obus. Il en est de cette substance comme du collodion, qui tantôt lorsqu'il entre dans la composition des poudres sert à blesser les hommes, et tantôt en chirurgie sert à guérir et fermer leurs blessures. Étrange dualité, qui

illustrait déjà le sabre de M. Prudhomme et prouve une fois de plus que les choses ne valent point par elles-mêmes, mais seulement par l'usage qu'on en fait... Mais j'allais oublier que ce n'est point l'heure de philosopher.

Donc l'acide picrique est fabriqué ainsi que nous venons de voir. Ce corps était dès longtemps connu. Les traités techniques ne le rangeaient même point d'une manière générale parmi les explosifs, sous prétexte qu'il ne contenait point assez d'oxygène. C'est lui pourtant qui devait nous donner la fulminante, la terrible, la triomphante mélinite.

Mais il me faut d'abord ouvrir à ce propos une parenthèse : dans la combustion d'un hydrocarbure, qui caractérise généralement une explosion, l'hydrogène et le carbone qui constituent ce corps sont tous deux plus ou moins brûlés par l'oxygène en formant, le premier de l'eau, H^2O, le second du gaz carbonique CO^2, ou de l'oxyde de carbone CO, ou même seulement du noir de fumée C, selon que la combustion en est complète, incomplète ou nulle. Or on a cru longtemps que, pour donner toute sa puissance, un explosif devait être à combustion complète, c'est-à-dire renfermer assez d'oxygène pour que tout son hydrogène soit transformé en eau et tout son carbone en gaz carbonique.

Cette opinion était erronée et voici pourquoi : Il faut un poids deux fois plus grand d'oxygène pour brûler complètement un gramme de carbone (en formant du gaz carbonique CO^2) que pour le brûler incomplètement (en formant de l'oxyde de carbone CO). Or les volumes de gaz CO^2 ou CO ainsi formés sont égaux. Donc *à ce point de vue* la puissance explosive dégagée par un poids donné d'oxygène est plus grande, dans le cas de la combustion incomplète, que de la combustion complète. D'autre part, et en revanche, la chaleur dégagée par la formation de gaz carbonique est plus grande que celle d'un même volume d'oxyde de carbone, et cette chaleur plus grande dilate davantage les gaz produits. Donc, *à ce second point de vue* la combustion incomplète dégage moins de puissance explosive que la combustion complète. De ces deux points de vue antagonistes il résulte que les choses doivent varier suivant les circonstances, et qu'en tout cas, *a priori*, tous les facteurs de la puissance explosive ne sont pas augmentés par une combustion complète.

C'est ainsi qu'il s'est trouvé que l'on avait tort de considérer l'acide picrique comme un mauvais explosif sous prétexte que son défaut d'oxygène ne pouvait lui assurer qu'une combustion incomplète, et un

des mérites de M. Turpin est d'avoir attiré l'attention là-dessus.

Je m'excuse auprès de mes lecteurs de ces développemens un peu techniques. Mais il me semble qu'on doit mieux goûter l'élégance d'une construction nouvelle, — celle-ci fût-elle une découverte chimique, — lorsqu'on a aperçu d'abord l'agencement délicat des échafaudages par quoi elle fut édifiée.

Les chimistes pour pallier le défaut, soi-disant préjudiciable, d'oxygène de l'acide picrique recommandaient de le mélanger avec des oxydans (chlorate ou nitrate de potasse, oxydes divers), ou d'en former des sels, ou picrates, par combinaison avec les alcalis. Malheureusement, ces mélanges étaient extrêmement dangereux, très instables, très sensibles au choc.

Quant à l'acide picrique on n'avait jamais songé à l'employer comme explosif d'abord, nous l'avons vu, pour la raison théorique de son défaut d'oxygène, ensuite parce qu'il était extrêmement peu sensible aux actions physiques et absolument indifférent au choc. On peut, par exemple, écraser sans aucun danger une caisse d'acide picrique sous un marteau pilon.

Cette insensibilité avait fait considérer l'acide picrique comme un corps non explosif. C'est elle précisément qui attira sur cette substance l'attention de M. Turpin, et le grand mérite, la grande découverte de cet inventeur est d'avoir trouvé le moyen d'amorcer convenablement et à coup sûr l'explosion de ce corps.

M. Turpin reconnut d'abord que l'acide picrique pouvait être fondu sans danger et en grande masse, puisque sous cette forme il devenait tellement insensible au choc qu'une capsule de fulminate de mercure de 3 grammes en brisait les blocs sans les jamais faire détoner. Il constata au contraire que l'on pouvait faire détoner au moyen d'une capsule de fuminate de l'acide picrique en poudre et que celui-ci amorçait alors l'explosion de l'acide fondu. Il fut amené à construire ainsi le détonateur à acide picrique pulvérulent qui est aujourd'hui l'organe essentiel de l'explosion des obus à mélinite, — car la *mélinite* est essentiellement formée d'acide picrique. Son nom lui vient de sa couleur jaune et de son apparence lorsqu'il est fondu et qui rappelle celle du miel.

Avec la mélinite nous nous trouvions munis d'un explosif brisant d'une telle valeur que la puissance de nos projectiles s'en est trouvée du coup décuplée. Ce progrès immense provenait d'une part de la stabilité énorme du nouvel explosif et de son insensibilité au choc nécessitant un amorçage spécial de toute sécurité ; cette insensibilité

permet de manipuler les obus explosifs sans aucun danger. En outre la faculté de fondre la mélinite par grandes quantités et sans danger (1) permettait de la couler dans les obus à pleine densité de chargement, ce qui produisait un maximum de puissance. D'autre part, la grande vitesse de propagation de l'onde explosive dans la mélinite qui est de plus de 6 000 mètres par seconde et sa constitution chimique lui assurent une explosion extrêmement brisante dont les effets sont foudroyans.

Sous l'action de la mélinite qu'il contient, notre petit obus explosif de 75 est brisé en plusieurs milliers de fragmens aigus dont chacun possède encore à plusieurs dizaines de mètres un pouvoir de pénétration suffisant pour causer des hémorragies foudroyantes dans les organes qu'il traverse.

Il va sans dire que l'on a perfectionné par divers mélanges le chargement de nos obus à la mélinite. Mes lecteurs me pardonneront... ils me sauront gré, de ne leur donner sur ce sujet aucune indication. — C'est ainsi que l'on est arrivé avec nos petits obus de campagne à produire ces effets de destruction formidables qui ont maintes fois terrifié nos ennemis. Ainsi que je l'ai déjà expliqué récemment au cours de mes notes sur le 75, ces effets sur les organismes humains sont dus non pas seulement aux éclats d'obus projetés par l'explosion, mais aussi, sans qu'aucune blessure apparente soit produite, par les variations prodigieusement brusques de la pression de l'air causée au voisinage du point de chute et qui font éclater les vaisseaux des individus situés dans le voisinage et les tuent sans les blesser.

***

Avec l'invention de la poudre B, avec celle presque simultanée de la mélinite, la France s'est trouvée pendant plusieurs années dans un état de supériorité absolue au point de vue balistique. Rien ne prouve mieux la sincérité et la loyauté de ses intentions pacifiques, que le fait de n'avoir pas profité alors de cette incontestable supériorité.

Comme il arrive toujours tôt ou tard dans le domaine des inventions militaires, comme il est arrivé pour la poudre B, les nations étrangères n'ont pas tardé à fabriquer des explosifs brisans analogues à la mélinite et amorcés par des procédés analogues à ceux qu'avait

(1) Il faut naturellement éviter d'élever la température très au-dessus de celle qui correspond à la fusion de la mélinite et qui est d'environ 125°. Vers 300° en effet la mélinite explose spontanément, et c'est parce que la décomposition des poudres B avariées avait amené les soutes aux munitions du *Liberté* à cette température que le cuirassé a sauté.

créés Turpin. C'est ainsi que l'Angleterre emploie aujourd'hui la *lyddite*, qui est très analogue à notre mélinite.

Quant à l'Allemagne, elle charge, ainsi que plusieurs autres pays, ses obus explosifs au moyen du trinitrotoluène ou trinitrotoluol, qui est, comme nous allons voir, un très proche parent de la mélinite.

Le trinitrotoluol (ou trinol comme l'appellent par abréviation nos ennemis) est au toluol ce que le trinitrophénol ou acide picrique est au phénol, c'est-à-dire qu'il est dérivé par nitrification du toluol, qui est lui-même, comme le phénol, un dérivé par distillation des huiles légères du goudron de houille.

Le trinitrotoluol est un corps cristallisé, incolore, fondant à 82° environ. Il est fabriqué actuellement en Allemagne surtout à l'usine *Carbonit* à Schlebusch, près de Cologne et aux usines Allendorff à Schœnbeck-sur-Elbe. Lorsque nos escadrilles de bombardement étendront un peu leur rayon d'action, elles ne devront pas oublier ces objectifs de choix.

Les propriétés du trinol sont analogues à celles de l'acide picrique; pourtant il est d'un amorçage beaucoup plus difficile. C'est à cela sans doute qu'il faut attribuer en partie les nombreux ratés des obus explosifs allemands. En outre, il est absolument certains, — mes lecteurs n'attendent point de moi que je leur en donne les raisons, — qu'à charge égale, les obus explosifs allemands sont beaucoup moins efficaces que les nôtres.

Il est très probable que les matières premières nécessaires à l'intense fabrication actuelle de trinol en Allemagne, et qui sont l'acide nitrique et le goudron de houille, ne doivent pas être en quantités très rassurantes pour nos ennemis. En ce qui concerne l'acide nitrique, nous avons déjà examiné la question. Pour le goudron de houille, une information récente parue dans la presse nous a ouvert des horizons bien suggestifs : elle nous annonce qu'une note officielle du gouvernement allemand recommande dans un but patriotique à ses sujets de brûler le moins possible de houille et de faire leur cuisine sur les réchauds à gaz.

A priori, cette intervention de la sentimentalité patriotique dans l'élucubration du pot-au-feu pouvait paraître étrange, même en un pays où pour trouver des « délicatesses » on en est réduit à fréquenter l'étal des charcutiers. Mais, à la réflexion, tout s'explique : en leur recommandant la cuisine au gaz, le gouvernement allemand entend faire participer les petites nièces de Marguerite et de Dorothée au chargement des obus explosifs. En effet, en brûlant du gaz au lieu de

houille, la germanique cuisinière fournit à son pays, grâce à la distillation de l'usine à gaz, du toluol. Elle lui fournit en même temps de l'acide nitrique, puisqu'on sait fabriquer aujourd'hui celui-ci au moyen des sels ammoniacaux qui sont un autre produit des usines à gaz. Heureuse Gretchen! tandis qu'elle fait mijoter la maigre pitance à laquelle les méchans Anglais l'ont condamnée, elle doit songer que si elle ne s'en engraisse guère, un juste orgueil gonflera du moins son cœur sentimental. Qu'importe si sa cuisine laisse son ventre creux, puisqu'elle remplira le ventre insatiable des lourds obus. Pauvre, pauvre gouvernement qui en est réduit déjà à de telles ressources!

***

Il n'y a pas aujourd'hui que nos canonniers pour déverser sur l'ennemi des projectiles explosifs. A cet égard les fantassins ne leur cèdent pas et on a vu reparaître parmi eux, munis d'engins terribles et bruyans, ces preux surannés aux noms galans et fiers qui sonnent comme le clair métal : les grenadiers, les bombardiers.

Ce n'est point l'heure ni l'endroit de dire comment sont agencés les fruits meurtriers à l'écorce d'acier, bombes, pétards, grenades, mines aériennes, dont tous ces braves arrosent les Teutons d'en face. Ce qu'on peut dire parce que tout le monde le sait, c'est que, parmi les explosifs dès longtemps connus dont sont chargés ces engins, il faut citer comme les plus employés la poudre noire, la mélinite et la cheddite.

Des deux premières, nous avons donné déjà quelques notions. Quant à la *cheddite*, elle était depuis longtemps utilisée dans l'industrie. Son nom lui vient du village de Cheddes, dans les Alpes, où elle a été d'abord fabriquée en grand.

Dans les considérations générales par lesquelles nous avons inauguré ces chroniques sur les substances explosives, nous avons remarqué que les supports les plus communs et du meilleur rendement de l'oxygène, étaient le chlore et l'azote, et que par conséquent les composés nitriques ou chlorés devaient être parmi les constituans des explosifs en général. Les poudres et explosifs que nous avons examinés jusqu'ici étaient tous à comburant nitrique. La cheddite au contraire est à comburant chloraté.

Dès la découverte du chlorate de potasse (qui entre parenthèses et comme tant d'ingrédiens homicides est aussi un agent médicinal), la facilité d'explosion et la puissance des mélanges formés par ce corps et les corps combustibles amena des tentatives multiples pour fabri-

quer des poudres où le chlorate était substitué au nitrate. Toutes ces tentatives aboutirent sans exception à des explosions désastreuses qui jetèrent un discrédit complet sur l'emploi du chlorate. Parmi ces accidens, l'un des plus fameux faillit coûter la vie à Berthollet et à Lavoisier. Cependant, lorsque la fabrication par électrolyse des alcalis (soude et potasse) permit d'envisager la production, à très bas prix, des chlorates, on reprit ces essais de divers côtés avec d'autant plus d'ardeur que les poudres chloratées sont extrêmement puissantes. On avait établi d'ailleurs que l'instabilité des poudres chloratées dépendait surtout du choix des combustibles de ces poudres et le soufre de la poudre noire était spécialement à incriminer. En fin de compte, un chimiste anglais, M. Street, trouva moyen de domestiquer le chlorate si redouté en le mélangeant à un corps gras (en principe l'huile de ricin) et en lui adjoignant des corps combustibles appropriés. C'est ainsi qu'on est arrivé à constituer les cheddites qui sont des explosifs puissans et moins sensibles au choc que les dynamites par exemple. Je dis *les* cheddites, car il en existe de différentes compositions correspondant à des proportions variables de leurs constituans et à des usages variés.

La fabrication à bon marché des chlorates étant aujourd'hui réalisée très facilement par l'électrolyse, on conçoit que notre Dauphiné constitue une région très favorable pour cette fabrication, grâce à ses chutes d'eau qui fournissent l'électricité à très bas prix.

***

Parmi les substances qui sont aujourd'hui employées concurremment avec les précédentes pour les besoins de la guerre, après avoir eu déjà maint emploi dans les industries de la paix, nous citerons pour terminer la dynamite et ses succédanés, qui servent particulièrement pour faire sauter les galeries de mines et les ponts.

La dynamite a d'ailleurs eu un emploi en quelque sorte intermédiaire entre ses usages militaires et ses usages industriels, à l'époque pas très éloignée où Ravachol et ses naïfs imitateurs anarchistes prétendaient imposer leurs conceptions sociales à la France à l'aide de bombes chargées de l'ingénieux produit de Nobel. On ne saurait s'étonner de leur insuccès, lorsqu'on voit aujourd'hui l'Empereur teuton, malgré des moyens infiniment plus puissans, et qui procèdent d'ailleurs d'une mentalité analogue, ne point réussir pourtant à persuader le peuple français de la justesse de ses désirs.

L'élément, agissant de la dynamite est la nitroglycérine, qui dérive

par l'acide nitrique de la glycérine, comme l'acide picrique dérive du phénol, et comme le trinitrotoluol dérive du toluol. La glycérine est d'ailleurs, comme chacun sait, un résidu des fabriques de savons et de bougies.

C'est une bien curieuse histoire que celle de la dynamite. La nitroglycérine, découverte en 1847, par l'Italien Sobrero, était un liquide tellement irritable qu'elle explosait au moindre choc, presque au moindre contact. Elle approchait presque à cet égard du fulminate de mercure, que le frottement d'une barbe de plume suffit à faire détoner, et qui, si les poètes se préoccupaient autant d'exactitude que de sentiment, remplacerait certes, dans leurs métaphores. la timide sensitive qui n'a, à côté de lui, qu'une sensibilité bien grossière.

Pour en revenir à la nitroglycérine, le Suédois Alfred Nobel, à la suite de son père, entreprit de la rendre, malgré son instabilité, applicable aux mines et aux travaux publics. Mais les catastrophes qui se produisirent lors de son emploi, et dans les endroits où on la fabriquait et où on l'entreposait, coûtèrent la vie à tant de personnes, que les gouvernemens finirent par en interdire l'emploi et le transport. Malgré cela, Alfred Nobel ne se décourageait pas. Un jour, un peu de nitroglycérine ayant coulé d'une tourie fêlée, se répandit dans la sorte de terre siliceuse dont on se servait pour préserver les touries contre les chocs et qu'on nommait « Kieselguhr. » Nobel remarqua que la nitroglycérine s'était complètement incorporée au « Kieselguhr » en formant une sorte de mortier, qui pouvait être manipulé sans danger. tout en laissant à la nitroglycérine toute sa puissance. La dynamite était trouvée.

Ce qui est très curieux, c'est que le Kieselguhr, qu'un hasard singulier avait ainsi signalé au regard ingénieux de Nobel, est une terre siliceuse et poreuse, formée en réalité par les carapaces fossiles de myriades de petites algues, précisément de diatomées dont le microscope montre les formes élégantes et florales. En devenant fossiles, ces petits animaux ont perdu leur substance organique ; seule leur carapace siliceuse a subsisté, et leur agglomération a fourni une substance extrêmement poreuse et capable d'absorber de grandes quantités de liquides pouvant aller jusqu'à 80 pour 100 de son poids. On trouve en beaucoup d'endroits, et notamment en Auvergne, des gisemens importans de cette terre d'infusoires. Étrange destinée que celle de ces petits êtres morts il y a des milliers de siècles, et dont la cuirasse minuscule a servi aujourd'hui à creuser des tunnels monstrueux sous les Alpes, et à séparer, par des chocs plus puissans que

ceux des tremblemens de terre, les deux Amériques ou l'Asie de l'Afrique.

Singulière destinée aussi, celle de cet Alfred Nobel qui, ayant créé un outil formidable et capable de bouleverser la surface terrestre, vrai levier d'Archimède, a voulu que du moins sa fortune fût consacrée aux arts de la paix, et a institué ce prix, tombé on ne sait comment dans la cassette du chimiste Ostwald, — chimiste, ou plutôt alchimiste, qui veut tenter l'impossible transmutation des âmes libres en esclaves, — ce prix qui a servi à payer peut-être les pastilles incendiaires de Senlis et de tant d'innocentes et douces cités.

A vrai dire, ce n'est pas seulement des engins de paix qu'a créés Nobel. Les dynamites-gommes, découvertes par lui en incorporant à la nitroglycérine un fulmicoton spécial, sont plus puissantes encore que l'ancienne dynamite. La *cordite* anglaise, qui est la poudre propulsive de nos alliés, est une dynamite-gomme. Les Allemands ont employé aussi des dynamites-gommes.

En créant ces substances terrifiantes, — mais moins terrifiantes, heureusement, que notre mélinite et nos poudres, — Nobel était de ceux qui espéraient que de l'excès même des moyens de destruction sortirait l'impossibilité de s'en servir. On sait ce qu'il est advenu de cet espoir :

... Belle Philis, on désespère
Alors qu'on espère toujours...

En somme, c'est bien la chimie qui est la vraie déesse, la moderne Bellone, de cette guerre. C'est elle qui propulse dans les airs l'acier coupant et le cuivre lourd. C'est elle qui, tout le long de cet étroit ruban de terre où du Jura à la mer s'arc-boutent nos espoirs, fait chanter dans le ciel l'essaim bruissant et mortel des projectiles aux ailes métalliques.

La chimie étend aujourd'hui d'une façon sinistre, en plantant parmi ses cornues la sombre faux de Thanatos, sa mission qui est, disent les manuels, de *décomposer les corps :* les corps bruts de la nature minérale comme aussi les beaux corps si souples des jeunes guerriers.

CHARLES NORDMANN.

REVUE MUSICALE

UNE *JEANNE D'ARC* ITALIENNE — CHANTS PATRIOTIQUES FRANÇAIS

Jeanne d'Arc, mystère en quatre parties; poème de M. Luigi Orsini, musique de M. Enrico Bossi. — La messe en l'honneur de Jeanne d'Arc, de Gounod. — Chants patriotiques, de MM. Camille Saint-Saëns, Pierre Lasserre, Xavier Leroux, et d'Albéric Magnard.

Nous avons plus d'une raison d'estimer et de remercier M. Giovanni Tebaldini, maître de chapelle de la cathédrale de Lorette. Sans parler de ses œuvres personnelles, qui sont loin d'être sans mérite, il a publié naguère une intéressante édition de la *Rappresentazione di Anima e di Corpo*, le drame sacré d'Emilio del Cavaliere. Nous en avons alors entretenu nos lecteurs (1). Aujourd'hui, tout en préparant pour l'avenir, — un avenir lointain peut-être, mais sûrement vengeur, — une grande composition pour chœurs et orchestre, l'*Inno ai martiri*, le musicien d'Italie nous envoie, de la part d'un de ses compatriotes et confrères, M. Enrico Bossi, la partition, récente et considérable, d'une *Jeanne d'Arc*. Qu'elle soit la bienvenue en France, la *Jeanne d'Arc* italienne, « à cette heure tragique où l'âme latine, ivre de joie et de larmes, prend son essor vers les siècles à venir. » Étrange coïncidence et, peu après, contradiction plus singulière encore : l'Allemagne fut la première, sinon la seule, à accueillir, avec une sympathie dont ses journaux prodiguèrent les témoignages, une œuvre qui glorifiait l'héroïne française. Et cela se passait, non pas en des temps très anciens, mais il y a moins de deux ans (février 1914),

(1) Voyez la *Revue* du 15 novembre 1913.

presque à la veille de l'agression sauvage et de cet attentat sacrilège contre la cathédrale de Reims, dont une année entière ne devait point épuiser l'horreur. Encore une fois, les gazettes d'outre-Rhin ne ménagèrent point alors leurs éloges. Un éditeur d'Allemagne, et non d'Italie, publia l'ouvrage. Aujourd'hui, quand nous lisons la partition, quand il arrive qu'au-dessous du texte italien, — que dis-je, au-dessus — nos yeux rencontrent les paroles allemandes, que nos lèvres, par mégarde, les prononcent, les uns en gardent comme une ombre funeste, et les autres on ne sait quel goût de cendre et de mort.

M. Bossi lui-même a bien voulu nous informer que son œuvre était sur le point, quand éclata la guerre, d'être exécutée à Paris. Et savez-vous sous quel patronage? Il paraît que Jeanne d'Arc aurait eu pour marraine Mme Yvette Guilbert. L'auteur nous apprend aussi qu'il a conçu *Jeanne d'Arc* comme une œuvre de concert, analogue, par la forme et par la destination, à la *Damnation de Faust*. Il estime enfin que la rapide succession des épisodes aurait pu comporter un accompagnement ou des illustrations cinématographiques. C'est trop d'ambition, ou plutôt, et bien au contraire, trop de modestie. Ne mêlons pas les genres, surtout les genres inégaux. Poésie et musique nous suffisent et se suffisent aussi.

Le poème de *Jeanne d'Arc* a pour auteur M. Luigi Orsini. Il se divise en quatre parties (dont un prologue) et douze tableaux. Le prologue (en quatre tableaux) se passe à Domrémy. Après une introduction pastorale et populaire (chansons et danses autour de l'Arbre des fées), sainte Marguerite et sainte Catherine d'abord, puis saint Michel archange, apparaissent à Jeanne, lui révèlent sa mission divine et lui commandent de se mettre en chemin. Première partie : une halte guerrière, à Blois, et, tout de suite après, l'entrée triomphale à Orléans. Ici peut-être, fût-ce dans un raccourci d'épopée, on aurait souhaité moins de hâte, un progrès plus égal, plus de préparations et de développemens. Viennent maintenant « la chevauchée sur Reims, » « le couronnement » et « le songe de Jeanne, » intermède symphonique. Enfin la troisième et dernière partie commence par une courte scène, — assez insignifiante, — où le duc d'Alençon annonce au peuple la capture de Jeanne; puis c'est la prison de Rouen et le bûcher avec l'obligatoire apothéose.

Dans son ensemble, ce poème a l'avantage d'être court et le défaut d'être sommaire, incomplet aussi. Des vides, çà et là, s'y font sentir. Il y manque les transitions et les ménagemens. On voudrait qu'il eût, avec autant de brièveté, plus de substance et plus de tenue. Quant

à la langue, — celle au moins que parle Jeanne, — on regrette de n'y point trouver la franchise et la vigueur, le robuste bon sens et pardessus tout la simplicité, qui fait si profondément humaine et si française, en même temps que surnaturelle et mystique, l'âme de notre Pucelle. Oyez plutôt cette plainte, ou cette complainte, de la prisonnière : « Dans le jardin de Gethsémani, Jésus lui aussi pleurait, et, plein d'angoisse, il cachait un frisson dans son cœur. Mais ses larmes silencieuses, les plantes les buvaient, et les astres y reflétaient la compassion des cieux. Mais moi qui, toujours vigilante, ai vécu dans ma foi; moi, pauvre aile de colombe, égarée sur des abîmes obscurs, je n'ai pas de fleurs pour pleurer l'heure de mon agonie, je n'ai pas d'astres qui resplendissent au-dessus de mon angoisse. » Est-ce ainsi que Jeanne se plaignait, et pleurait ! Et non seulement la vérité de l'histoire, mais celle même (car elle existe) de la poésie et de l'imagination, peut-elle souffrir, sur les lèvres d'une Jeanne d'Arc, cette abondance de paroles recherchées et fleuries !

La recherche nous paraît être aussi le défaut général et le plus sensible, — à la lecture du moins, — de la partition. Très travaillée, très raffinée, la musique de M. Bossi ne redoute et d'ailleurs n'évite rien autant que de sembler vulgaire ou même banale. Elle courait pourtant certain risque de l'être, les sujets religieux et militaires prêtant deux fois à de trop faciles effets : cortèges et processions, hymnes d'église, refrains et sonneries de guerre. Le musicien d'Italie n'a pas donné sur cet écueil. Sa musique n'est jamais triviale, ou voyante, ou, si vous préférez, criarde. Au contraire, les délicats en aimeront la discrétion, la réserve et le recueillement. C'est au dedans, et non point au dehors, qu'ils en iront chercher, et trouver, le caractère et le charme. Musique intérieure, intime, cette musique est même trop souvent ténue et subtile. Loin de s'imposer tout de suite, elle se cache et se dérobe d'abord. Elle a des aspects, des expressions furtives, passagères, et qu'il faut surprendre. Cela n'est pas très italien, du moins italien d'aujourd'hui. Et cela n'étant ni long, ni lourd, on y reconnaît encore moins la marque de fabrique allemande, la dernière. Il se peut que l'influence debussyste ne soit pas étrangère à l'inspiration de certaines pages, trop ingénieuses, trop frêles et presque maladives. D'autres, solides et saines (surtout l'épisode du couronnement), feraient plutôt songer — et ce souvenir nous plaît davantage — à tel ou tel chœur religieux du *Boris Godounow* de Moussorgsky. L'ensemble, encore une fois, nous paraît pécher par un excès de raffinement, pour ne pas dire de maniérisme et de préciosité. Non, « *ce n'est*

pas ainsi que parle la nature, » ni même ainsi qu'elle chante et qu'elle s'exprime par la musique, par les divers élémens de la musique : mélodie, harmonie ou déclamation lyrique. C'est dans l'harmonie surtout, dans la formation des accords et dans leur succession, que se manifeste un parti pris constant de recherche, une crainte et comme une horreur continuelle de la simplicité. Le chromatisme y sévit sans cesse. L'altération tonale ou modale y est de règle et donne au style général de l'œuvre un caractère, fastidieux à la longue pour l'oreille et pour l'esprit même, d'incertitude et de flottement. La pastorale du début, la chanson de Jeanne, de couleur ancienne, peut bien nous séduire un instant par de fines dégradations et par ce que les peintres appellent d'insensibles « passages ; » mais, dès le dialogue de Jeanne avec saint Michel, autant il y a, dans les révélations, dans les injonctions de l'archange, de franchise, de droiture et d'éclat héroïque, autant les réponses de Jeanne, qui devraient être la naïveté même, en sont tout justement le contraire et nous déroutent, comme accent, comme intonation, par je ne sais quoi de laborieux, d'artificiel et d'alambiqué. La scène de la prison, plus que toute autre, nous donne cette impression d'apprêt, d'embarras et de malaise. Rien d'aussi contourné que l'introduction d'orchestre (une ritournelle de hautbois, pas davantage), sinon la complainte de Jeanne, que la dite ritournelle, après l'avoir annoncée, accompagne. On a peine à suivre ici la voix. Constamment elle hésite entre des notes douteuses, et quand elle se décide, c'est généralement pour les plus bizarres, que nulle relation, nulle affinité naturelle n'attire et ne rassemble. Rien de franc, de clair et de simple. Rien qui soit vraiment une mélodie, c'est-à-dire une ligne chantante, dont une pensée logique, un sentiment sûr ait choisi, groupé les sons et dessiné le cours. Il manque à ces pages capitales, ou qui devraient l'être, la sincérité, la flamme, et le souffle qui l'avive, le mouvement et l'élan généreux, en un mot, ou plutôt en deux mots, que Maurice Barrès a trouvés naguère pour définir l'éloquence d'Albert de Mun : « La spontanéité du cœur. »

Mais il s'en faut que le maniérisme soit toute la manière du musicien de *Jeanne d'Arc*, et nous n'eussions point signalé son œuvre pour y trouver seulement à redire. Plus d'un épisode ne saurait être jugé sur la simple lecture. On ne peut ainsi que deviner la grâce, la vivacité, le brio des rondes enfantines, chantées et dansées autour de l'Arbre des fées, et qui forment une espèce de *scherzo* symphonique et choral. Orchestre et chœurs sont plus nécessaires encore pour donner, sinon l'idée, au moins la sensation — qui doit être extrême-

ment forte — de la « *Chevauchée sur Reims.* » Contentons-nous d'en constater l'originalité rythmique, par où cette course à la gloire se distingue, à première vue, de la « course à l'abîme » de la *Damnation de Faust* et de la wagnérienne chevauchée des Walkyries. Pour le reste, l'analogie, ou la filiation, est évidente : même continuité, même opiniâtreté de mouvement, même fougue et même furie, mêmes effets de cris et d'onomatopées. Aussi bien, à ne la considérer que du point de vue dramatique, l'invention de cette scène, ou de ce tableau, nous paraît heureuse. Dans une composition où domine l'esprit de mysticisme et d'intériorité, elle introduit un élément extérieur, un ferment d'action, d'action véhémente, tumultueuse même. Et cela n'est pas mauvais pour animer la composition générale, pour en assurer, par la diversité même, l'équilibre et l'harmonie.

Si nous trouvons le plus souvent trop vagues et trop fuyans les discours de Jeanne, ceux de saint Michel ont une autre consistance. A la bonne heure, voilà de la fermeté, de la franchise et de la précision, des phrases musicales droites comme l'épée de l'archange et brillantes comme elle. Très épisodique, insignifiante même, la scène aux environs de Blois ne finit cependant pas mal. Avec un tendre regret, Jeanne salue une dernière fois les plaines, les coteaux et les bois. (Au fait, pourquoi ces adieux à Blois seulement, et non pas, d'abord, à Domrémy ?) Mais soudain, s'arrachant à sa tristesse : « En avant, » s'écrie-t-elle, « en avant, pour le grand nom du Seigneur Dieu ! » Sans rien d'inopiné, le mouvement n'en est pas moins juste, rapide, entraînant. La scène suivante (l'entrée à Orléans) forme un excellent tableau musical, et le meilleur de tous après celui du couronnement. Elle a lieu, cette entrée, aux sons d'une marche d'abord mystérieuse, inquiète même, et qui semble douter encore de l'approche de la libératrice, mais qui peu à peu se rassure, et finit par se mêler, hardie et joyeuse, au chant du *Veni Creator*. En tout, partout ici, la musique risquait d'être banale. Elle a su ne l'être en rien et nulle part. Ici Jeanne enfin a trouvé pour son oraison et son action de grâces des accens de piété mystique sans doute, presque d'extase, mais dont le sens profond et l'expression pénétrante ne viennent que d'un naturel parfait et d'une absolue simplicité. Quel caractère, quel style, quelle vérité le musicien d'Italie n'aurait-il pas donnés à la figure de l'héroïne française, s'il l'eût fait plus souvent parler, chanter, prier ainsi !

Heureusement il a retrouvé pour elle cette attitude et ce langage dans la scène la plus remarquable de l'œuvre, « le couronnement. »

Là non plus, rien de trivial; une belle ordonnance, du sérieux, de la tenue et de la dignité. Pas de grands éclats, aucun tapage et nulle emphase; avec beaucoup d'ampleur et de plénitude, beaucoup de sobriété. Encore une marche, et fort éloignée aussi d'être vulgaire : marche religieuse, recueillie, où les trompettes jettent çà et là, sans les prodiguer, des touches brillantes. Choral et symphonique, l'ensemble sonore se développe avec ampleur, avec aisance, quelquefois avec de chaudes effusions à l'italienne, à travers des tonalités opulentes et de savoureuses modulations. Le passage de Jeanne est salué d'abord sans cris, sans bruit, par un murmure, plus touchant, d'admiration, de respect et d'amour. Après que l'archevêque a prononcé la formule du sacre, la Pucelle prend la parole et, cette fois encore, cette fois surtout, elle parle comme elle devrait parler toujours. Son hommage à Dieu d'abord, ensuite au prince, est une délicate cantilène, où chaque mot, chaque note respire la simplicité, la modestie et la pureté. La mélodie en est bien conduite. Calme, lente, et je dirais volontiers contemplative, elle suit, au-dessus de pieux et mystiques accords, son cours, ou plutôt son vol paisible et gracieux. De puissantes polyphonies l'avaient précédée; maintenant elle s'enchaîne avec des concerts nouveaux, et qui n'ont pas moins de grandeur. Un ensemble ainsi composé, soutenu ainsi jusqu'au bout, n'est pas d'un musicien ordinaire. « Œuvre extrêmement noble, d'une élévation peu commune, » nous écrivait M. Tebaldini. De telles pages, les plus belles de la partition, lui donnent pleinement raison. Si l'Allemagne les admirait hier, quel accueil et quelle sympathie aujourd'hui ne doivent-elles pas attendre de la France ! Il est vraiment digne et juste, il est équitable et salutaire, et nous pouvons en être fiers, qu'elles soient dédiées, ces pages éloquentes, vengeresses, à la cathédrale de Reims, à ces pierres désormais deux fois nôtres, deux fois consacrées, par des siècles de gloire et par un an déjà passé de martyre.

Merci donc au musicien d'Italie. Il est regrettable que, pour la mémoire de notre Jeanne, notre musique à nous, moins bien inspirée que notre statuaire, ait fait si peu jusqu'à présent. Ce n'est presque rien, ou rien, que l'opéra de Mermet, et que la partition de Gounod, écrite il y a quelque quarante années sur un drame de Jules Barbier, ou plutôt autour de ce drame, car elle ne se composait que de hors-d'œuvre assez pauvres et ne pénétrait pas au fond du sujet, encore moins au cœur de l'héroïne. Mieux vaut, beaucoup mieux, de Gounod aussi, la messe en l'honneur de Jeanne, exécutée autrefois dans la basilique du sacre : messe *a cappella*, de style archaïque ou pales-

trinien tout entière, à l'exception de l'introduction, demeurée justement fameuse, et du *Benedictus*. Celui-ci, très mélodique, tout à fait dans le style et même un peu trop suivant la formule du maître, ne laisse pas de surprendre, mais de charmer, « *comme une fleur poussée aux fentes d'un vieux mur.* » Le prologue au contraire est grandiose, admirable de simplicité et de puissance. Par ces qualités mêmes, il a quelque chose de commun avec le superbe début de *Mors et Vita* : « *Ego sum resurrectio et vita.* » Il est seulement plus décoratif, et devait l'être. N'oublions pas et ne laissons pas oublier que Gounod fut, maintes fois, l'architecte de ces nobles édifices classiques, de ces larges et solides ordonnances, aux lignes pures, aux étages harmonieux. Les plans sont ici distribués entre un groupe de trompettes et trombones, d'une part ; d'une autre, les grandes orgues, d'une autre enfin, les chœurs. Que les trois élémens alternent, ou qu'ils se mêlent, égale est la beauté de leur union et celle de leur vicissitude. Il est certain que dans une église, pourvu qu'elle soit immense, les instrumens de cuivre seuls ont la portée, le caractère et la majesté qu'il faut pour s'allier avec l'orgue et les voix et pour leur répondre. Les trois forces, combinées ou successives, selon leurs ressources et leur style respectif, se partagent ici les effets, tous les effets, de puissance et même de douceur. Il va de soi que la puissance l'emporte. Ainsi, religieuse et guerrière, au seuil d'une œuvre qui célèbre nos gloires les plus saintes, notre musique éleva naguère ces magnifiques propylées, cet arc de triomphe sonore. Dieu nous fera la grâce, à Reims même, d'y passer ou d'y repasser un jour.

On se demande et même on nous demande souvent ce que sera notre musique après la guerre. Plus librement, plus hardiment nôtre, il faut l'espérer. Certaine, qui se donnait pour nationale, cessera de nous abuser, ou de nous trahir. En tel ou tel « maître » soi-disant français, nous reconnaîtrons peut-être le disciple, ou le serviteur, du dernier des grands allemands. D'ici là, notre musique de guerre, j'entends : née de cette guerre, est peu de chose. Elle est quelque chose pourtant. En musique encore plus qu'en poésie, le genre patriotique est un genre difficile. Des musiciens y ont échoué, voire des musiciennes. Dans un certain nombre d'hymnes ou de chansons, dédiées à des patriotes illustres, ce qu'il y a de mieux, c'est la dédicace. Pourtant quelques pièces vocales, des *lieder*, comme on hésite à les nommer, témoignent déjà que la musique française a bien mérité de la patrie.

« *Vive la France !* » Sous ce titre et sur des paroles qu'on voudrait

plus éloquentes, voici, de M. Saint-Saëns, une marche, un chant belliqueux et populaire (1). Le style du maître s'y retrouve en maint détail : dans la fuite d'une harmonie banale, ou dans l'emploi d'une autre, un peu sèche, mais vigoureuse; dans le soin d'éviter, aux tournans, ou plutôt, la phrase ayant de la carrure, aux angles de la mélodie, la platitude d'une désinence ou d'une modulation.

Critique littéraire, essayiste, juste et sévère historien du romantisme français, dans un livre qui fit beaucoup de bruit, et de bien, romancier même à ses heures, M. Pierre Lasserre est connu de tous. Critique musical, sous le pseudonyme de Jean Darnaudat, qu'il honore presque autant que son nom véritable, nous ne l'estimons pas moins. Nous lui savons gré d'être, en musique aussi, un classique, un sage, de saisir entre les choses de notre art, entre les œuvres et les époques, les rapports nécessaires ou les lois, enfin et surtout de rattacher la musique, au lieu de l'en abstraire, comme font tant d'autres, aux modes généraux de la pensée, aux grandes disciplines de l'esprit. Et voici que M. Lasserre vient de publier, — pour quelques-uns, — deux « *Chants de guerre,* » dont il est à la fois le poète et le musicien (2). Pourquoi cette publication restreinte? Elle fait voir, croyons-nous, trop de discrétion et de modestie. Il ne s'agit point ici de chansons, moins encore de romances, mais plutôt de poèmes lyriques. Le premier a pour titre : « *C'est la guerre,* » en trois mots qui reviennent obstinément, non comme un refrain, mais comme une réponse, la pièce formant un dialogue, (et non des couplets), entre deux voix ou deux groupes de voix. Le premier chœur se compose de ces gens qu'on appelait encore l'an dernier de certains noms : « pacifistes, » ou autres, qui n'ont plus de sens aujourd'hui. A leurs camarades qui s'en vont bravement, gaiement, jeunes hommes des villes ou des campagnes, ils exposent leurs lâches, leurs honteuses raisons de rester. Et les partans, pour toute réponse : « *C'est la guerre !* »

Peu à peu, le débat s'élargit et s'anime avec une verve, une chaleur, une éloquence, où la musique a plus de part que la poésie. A certaine peinture du pays natal, de la terre et du ciel de France, évoqués pour les retenir, les soldats répliquent par une évocation en quelque sorte identique et contraire. Mieux inspirés, ils attestent les mêmes spectacles, les mêmes beautés, mais héroïques, mais conseillères d'héroïsme, et signifiant pour eux, au lieu de la douceur de vivre,

(1) Durand, éditeur, Paris.
(2) Édités par l'auteur, à Paris.

le devoir et la gloire de mourir. Il y a là comme un retour, un renversement dramatique, dont une musique vraiment inspirée a bien rendu la force et la grandeur. On pourrait lui reprocher, à cette musique, un peu d'incorrection et d'embarras, ici de la gaucherie, ailleurs de la dureté, quelque chose enfin qui semble trahir par momens un amateur plutôt qu'un maître ouvrier. Mais ces négligences de style ou de grammaire sont de celles que l'idée ou le sentiment général nous permet, bien plus, nous conseille de négliger elles-mêmes.

La seconde composition de M. Lasserre a pour sujet la veillée pensive d'un officier auprès de ses hommes endormis. Il songe, et d'abord, ne fût-ce qu'un moment, à l'heure douteuse de l'aube, il doute. Avec des accens inquiets, avec des frissons d'angoisse, il interroge l'avenir et le destin de la patrie. Tout dans la musique : le chant, la déclamation, la couleur tonale et jusqu'à l'âpreté de certaines harmonies, tout donne à cet interrogatoire le caractère d'une mystérieuse et sombre émotion. Mais bientôt il se ressaisit et se rassure, le jeune chef. Il entend venir à lui des sonneries lointaines, sur un rythme, avec un accent déjà presque victorieux. Ses soldats, à ses pieds, dorment toujours. Quelques minutes encore, il contemple et bénit leur sommeil, il rêve avec eux leurs rêves. Soudain voici l'alerte, et l'attaque, et le combat. La musique elle-même y court, s'y précipite, et la scène s'achève par un vigoureux, un entraînant appel aux armes. Encore plus que l'élan, ou l'assaut final, j'aime la méditation qui précède. On pourrait y retrouver, — sans nulle autre analogie d'ailleurs que celle de la situation, — une réminiscence ou mieux un commentaire, actuel et bien fait pour nous toucher aujourd'hui, de ces deux vers chantés jadis, avec une tendre mélancolie, un matin de bataille également, par le Rodrigue de Massenet :

Que l'ange du sommeil effleure de son aile
Les fronts déjà promis à l'ange de la mort !

Ainsi les chants de M. Lasserre évoquent les deux aspects et comme les deux faces de la guerre. Ils traduisent avec la même vérité les sentimens, les passions adverses qui se partagent notre âme : notre haine contre nos ennemis, et pour nos frères, pour nos héros, notre sollicitude, notre piété et notre amour.

Un autre de nos musiciens, M. Xavier Leroux, doit à la guerre aussi quelques inspirations pures. Dans l'album que ne manqueront pas de former ses mélodies patriotiques (1), nous pouvons déjà marquer cer-

(1) Choudens, éditeur, à Paris.

taines pages. L'une a pour texte les fameuses strophes de Victor Hugo : « *Ceux qui pieusement sont morts pour la patrie.* » Ce n'est pas la meilleure, malgré l'émotion qu'on éprouve à l'entendre chanter par M. Delmas derrière un cercueil drapé des trois couleurs. Et pourquoi, sur la feuille de couverture, avoir ainsi changé le titre, et le premier vers, qui cesse alors d'en être un : « A ceux qui *glorieusement* sont morts pour la patrie. » Aurait-on craint la piété de l'adverbe original? Non, paraît-il. On nous a seulement affirmé qu'à la vitrine et pour la vente, « *glorieusement* » faisait mieux. Alors!...

En quelques-uns de ces chants patriotiques, nos chants nationaux, *Marseillaise* et *Chant du Départ*, ont naturellement leur place et leur rôle. Rappelés et fondus à propos, l'un et l'autre donnent une fière allure à certain pas de charge de M. Leroux encore : « *En avant!* » (paroles de Paul Déroulède). Le cri n'est pas facile à lancer, d'un élan qui soit à la fois musical et dramatique. Chaque fois qu'il revient (et combien de fois!) M. Leroux a su le bien jeter, sur un rythme accéléré, sur d'éclatantes sonneries, sur de rudes et riches accords.

Dans la *Lettre de Jean-Pierre* (poésie de M. Jean Richepin), vous trouverez un exemplaire fort aimable, spirituel et sentimental avec goût (genre Botrel), de correspondance militaire :

Payse, j' vous écris sans plume,
Sur un nuag' qui passe au vent.
Il vous dira z en arrivant
Que j' pense à vous comm' de coutume.
Ran! plan! plan! les gars en avant!
J' m'appell' Jean-Pierre et j' suis vivant.

Ainsi de suite, un peu longtemps peut-être, en des couplets relatant chacun un épisode de guerre. J'avoue mon faible pour le dernier vers et pour sa façon de réunir, en deux affirmations qui d'ailleurs n'ont rien de contradictoire, la signature et les nouvelles de la santé du signataire. Et puis les deux thèmes, celui des couplets et celui du refrain, l'un mineur et mélancolique, l'autre majeur et martial, s'enchaînent et s'opposent bien, le second venant à point relever le premier et faire oublier, par un certificat de vie, les récits de bataille et de péril de mort.

Alsace enfin, par l'idée et par la forme poétique, par le style de la mélodie, par la distinction constante et la profonde expression des accords arpégés qui l'accompagnent et l'enveloppent, par le sombre et pathétique éclat d'une péroraison imprévue, *Alsace* est une très noble, très émouvante élégie. De tels accens honorent M. Xavier

Leroux. Ah! que nous voilà loin d'*Astarté!* Comme elle nous élève, cette guerre, et comme elle nous purifie!

Defunctus adhuc loquitur. Il fait mieux que parler, il chante, et plus haut que tous les vivans, le mort héroïque, oui le nôtre, à nous musiciens, que fut Albéric Magnard. L'heure est passée où l'on pouvait discuter la question de savoir s'il était ou non, par l'ensemble de son œuvre, « un maître de l'école française. » L'auteur d'une seule, ancienne et superbe chanson, d'un *Rhin allemand* (1) dont nous ne savons pas la date et dont nous ignorions jusqu'ici l'existence, devient, pour aujourd'hui, l'un des maîtres, non seulement de la musique, mais de l'âme de la France. De son âme, et de sa raison aussi. Double est la beauté de ce chant. Il est d'abord une composition régulière, ordonnée et classique. Il est encore, peut-être davantage, une effusion brûlante. Pour reprendre les mots de Barrès, il possède au plus haut degré « la spontanéité du cœur, » ou plutôt c'est de là qu'il procède, qu'il jaillit. Et le premier jet en est comparable au fameux et caractéristique début de *la Marseillaise.* Elles aussi, les premières notes de ce *Rhin allemand,* c'est de bas en haut qu'elles s'élancent, c'est sur le premier temps qu'elles frappent et, pour être du mode mineur, comme toute la chanson du reste, l'*ictus* et l'*arsis* n'en ont pas moins de puissance. Sans relâche, sans défaillance, un souffle unique enflamme chaque strophe jusqu'à la fin. Que dis-je, aucune strophe, la dernière exceptée, ne finit. Sur la dominante, chacune s'arrête, un moment à peine. Suspendue, sans pour cela qu'elle soit inachevée, elle s'enchaîne aussitôt avec la strophe suivante, et toutes forment ainsi comme un courant, ou plutôt un torrent continu, mais non pas monotone, grâce à la véritable symphonie pour piano qui non seulement accompagne le chant, mais, sans l'altérer jamais, le renouvelle toujours. Sous les deux premiers couplets, c'est le fracas des armes, la charge, les sonneries haletantes et les galops enragés *(Les pieds de nos chevaux marqués dans votre sang.)* Ensuite voici des éclats et comme des hachures de *la Marseillaise.* D'elles-mêmes, la mélodie nationale et l'autre s'accordent, se trouvent naturellement sœurs par l'enthousiasme et le transport sacré. Plus loin encore, quand la poésie en appelle, pour témoigner de nos victoires, aux jeunes filles d'Allemagne, *(Elles nous ont versé votre petit vin blanc),* l'orchestre, car vraiment c'en est un, s'égaie et rit. Sur le motif de la chanson, il jette, il pique une fugue

(1) Choudens, éditeur, à Paris.

légère, dans la manière de Bach, lorsque Bach a de l'esprit. Plus que spirituelle, gamine, avec une pointe de fatuité, notre musique ne rappelle et ne vante ici que de galantes aventures. Elle le peut sans honte. Mais la leur, à ces misérables, comment osera-t-elle un jour célébrer leurs attentats ignobles, ou seulement s'en souvenir !

Le ton change avec les deux strophes finales. Déclamée autant que chantée, l'avant-dernière prend une allure majestueuse et grave. Sur de longs et profonds accords, au lieu de courir, de voler comme tout à l'heure, les paroles insistent, les notes pèsent, lourdes et comme grosses de colère. Une dernière fois enfin, le piano, plus fortement encore, énonce à son tour la mélodie presque tout entière. Mais avant qu'elle ne s'achève, la voix la lui dispute, la lui reprend, et, la portant soudain plus haut que jamais, elle en frappe la cime d'un suprême et vraiment terrible coup.

Dirons-nous maintenant les qualités purement spécifiques d'une telle œuvre ! On en pourrait vanter la trame serrée, le style harmonique solide et comme intense, le détail à la fois pathétique et pittoresque. Certes ce n'est pas seulement aux circonstances que cette musique doit d'être belle. Elle en reçoit pourtant un surcroît de beauté. Quel « moment, » aurait dit Taine, quel « moment » que cette guerre, et que cette mort ! Héros, deux fois héros, national et domestique, Albéric Magnard, on le sait, est tombé sur le seuil de sa porte, pour défendre à la fois son pays et son foyer, pour l'amour de sa maison autant que de sa patrie. Que nous importe à présent toute autre musique du musicien, et que jadis peut-être elle ait pu nous déplaire ! Dans l'ordre même de notre art, l' « union sacrée » nous rassemble et nous réconcilie. Il faut que cette page au moins, de ce mort, vive à jamais dans nos mémoires et qu'elle ait sa place dans nos anthologies, comme une fleur immortelle et rouge de sang.

CAMILLE BELLAIGUE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La Bulgarie arme ; elle mobilise. Contre qui ? Malgré des explications et des démentis, personne ne doute que ce soit contre la Serbie. Et armer contre la Serbie, c'est armer contre les Alliés. La Bulgarie et son roi nous ont causé trop de surprises pour pouvoir nous en causer encore de nouvelles : avec eux, il faut s'attendre à tout. L'attitude subite qu'ils viennent de prendre a causé seulement parmi nous un grand scandale. La Bulgarie doit tout à la Russie, beaucoup à l'Angleterre, et nous osons croire qu'elle doit aussi quelque chose à la France : ce sont les seules Puissances qui ont servi ses intérêts avec désintéressement et quelquefois même au détriment des leurs ; il serait plus difficile de dire ce qu'elle doit à l'Allemagne et surtout à l'Autriche ; quant à la Turquie, c'était hier le maître, le tyran, l'ennemi dont elle n'aurait jamais secoué le joug odieux sans les concours qu'elle a trouvés en Russie et dans l'Europe occidentale. Compter sur la reconnaissance des gouvernemens et des peuples a toujours été duperie, mais en toutes choses il y a une mesure : l'intérêt bien entendu en met une même dans l'ingratitude. C'est ce dont le roi Ferdinand ne paraît pas se douter. La leçon si méritée qu'il a reçue en 1913 n'a pas suffi à l'éclairer : il ne croit pas plus aujourd'hui qu'hier aux revanches de la morale. Au lieu de faire oublier la lourde faute qu'il a commise, sa seule préoccupation est de se venger de ses conséquences. Une occasion s'est offerte de les effacer à l'amiable et il n'a tenu qu'à lui d'en profiter : il a préféré recourir à la duplicité et à la force, moyens d'action qui se sont montrés une première fois insuffisans et qui pourraient bien l'être aussi une seconde. C'est son affaire : songeons à la nôtre. Les circonstances exigent de notre part, nous voulons dire de la part des Alliés, des résolutions rapides et des actes immédiats.

Le roi Ferdinand a trouvé dans M. Radoslavof un ministre digne de lui : maître et serviteur semblent avoir été faits l'un pour l'autre par une nature prévoyante. Jusqu'à ces derniers jours, on ne voyait que le ministre, il occupait seul le devant de la scène ; mais on se doutait bien que le Roi était tout près, dans la coulisse, et qu'il faisait mouvoir le personnage. Pendant quelque temps, il avait paru ne plus s'occuper de son gouvernement d'une manière directe et personnelle. Le coup brutal qui l'avait frappé en 1913 l'avait comme assommé. Mais sa pensée n'était nullement endormie ; il rongeait son frein et attendait son heure. Pendant ce temps, M. Radoslavof faisait figure de ministre dirigeant. Dans quel sens dirigeait-il, c'est ce qu'il était, à première vue, assez difficile de distinguer. Son application consistait à couvrir son jeu, à brouiller les cartes, à dire successivement blanc et noir, quand, même, il ne le disait pas à la fois. Il faisait alors ses confidences à des journalistes et ne leur cachait pas qu'il poursuivait conjointement deux négociations difficilement conciliables, l'une avec la Porte pour obtenir d'elle la concession territoriale du chemin de fer de Dédéagatch, l'autre avec les Alliés pour obtenir d'eux la Macédoine et Cavalla : son idéal, évidemment, aurait été de prendre des deux mains. Son art assez grossier était celui du maquignon qui marchande d'un côté pour se faire offrir une surenchère de l'autre. Et pour agir sur tous, il faisait valoir très haut la valeur de l'armée bulgare, qu'il disait reposée, réorganisée, bien encadrée, solidement armée, toute prête à l'action. Contre qui, c'est la seule chose qu'il ne disait pas et il déclarait même assez volontiers qu'il ne le savait pas encore, mais il ajoutait que la Bulgarie ne resterait sûrement pas neutre jusqu'au bout et qu'elle interviendrait au bon moment. Il parle aujourd'hui de la neutralité comme de la politique permanente de la Bulgarie : tel n'était pas alors son langage. On a pu croire depuis, — et c'est une opinion très soutenable, très vraisemblable même, — que tout cela n'était qu'un jeu et que M. Radoslavof, ou plutôt que le roi Ferdinand, avait sa résolution prise depuis longtemps. Plusieurs indices donnent à penser que ses engagemens avec les Puissances du Centre sont d'assez vieille date. Il avait éprouvé de l'autre côté des déceptions qui lui avaient été amères, au sujet par exemple d'un emprunt qu'il a voulu faire en France, au printemps de 1914, et qui lui a été refusé. On a dit que nous avions eu tort de ne nous être pas prêtés à cet emprunt et nous l'avons cru. A voir cependant l'usage qu'a fait la Porte de celui que nous lui avons concédé, on se demande si nous n'avons pas été plus

prudens avec la Bulgarie qu'avec elle et la pensée reste hésitante. Quoi qu'il en soit, le roi Ferdinand a eu, ou a cru avoir des griefs contre nous et son ressentiment de l'échec de 1913 en a été augmenté et envenimé. Il a incliné de plus en plus vers l'Allemagne, et sans doute a-t-il fixé alors les bases de ses engagemens futurs.

Nous ne nous chargeons d'ailleurs pas de percer le mystère de sa pensée et de la négociation qui s'en est suivie. Le résultat seul nous est connu : la Porte a cédé à la Bulgarie une portion de territoire d'une étendue modeste, mais d'un intérêt considérable, puisqu'elle contient tout un faubourg d'Andrinople. On comprend que la Bulgarie ait été alléchée. L'a-t-elle été jusqu'au point d'aliéner sa liberté, il est difficile de le croire ; mais il l'est encore plus d'admettre que le territoire concédé ait été un don gratuit. On a pourtant essayé de nous le persuader. On a assuré à Sofia que la Bulgarie n'avait rien promis pour l'avenir et que la concession qui lui avait été faite était la simple rémunération de la neutralité qu'elle avait observée jusqu'alors : mais c'était demander à la crédulité humaine plus qu'elle ne peut accorder et personne n'a ajouté foi à une allégation aussi puérile. Faut-il donc choisir obligatoirement entre l'une ou l'autre de ces deux assertions, que la Bulgarie n'a pas pu se vendre pour si peu de chose et que la Porte n'a pas pu le lui donner pour rien ? En y regardant bien, elles ne sont opposées qu'en apparence ; elles peuvent être vraies toutes les deux. La Porte n'a certainement pas cédé sans compensation la rive droite de la Maritza et la Bulgarie est entrée résolument dans une politique dont nous ne connaissons que le premier acte, politique qui comporte pour elle, avec des engagemens que nous ignorons, des profits ultérieurs à joindre à ceux d'aujourd'hui, — si toutefois, comme nous l'espérons bien, des événemens qu'elle n'a pas prévus ne viennent pas à la traverse. Ce qui donne à penser que la situation n'est pas encore tout à fait mûre pour la Bulgarie, ou du moins qu'elle ne l'était pas il y a peu de jours, c'est qu'on s'est, à Sofia, appliqué à gagner du temps. On a amusé et berné pendant quelques jours la Quadruple-Entente sur la question de savoir si le traité avec la Turquie était signé, ou simplement convenu et paraphé. L'attention donnée à ces détails accessoires a généralement pour but de la détourner d'objets plus importans ; mais cette fois le but a été manqué, tout le monde a compris qu'on était en face d'une situation définitive.

Les Puissances alliées avaient néanmoins une dernière démarche à faire et, bien que les chances de succès en fussent très faibles, il fallait

la tenter. On sait, et nous venons d'ailleurs de le rappeler, que, fidèle au principe qu'il convient d'avoir plusieurs cordes à son arc, la Bulgarie a négocié en même temps avec la Porte et avec nous. La Porte et derrière elle l'Allemagne prétendaient alors ne lui demander que sa neutralité : les Alliés lui demandaient davantage, à savoir son intervention à leur côté. La Bulgarie ne disait pas non, mais comme prix de son concours, elle revendiquait toute la partie de la Macédoine que le traité de 1913 a attribuée à la Serbie : puis Cavalla, Drama et Serès qui appartiennent à la Grèce. Quelle que fût l'énormité de ces demandes, les Alliés sont entrés en pourparlers avec la Serbie et la Grèce pour en obtenir les concessions que la Bulgarie exigeait, moyennant de larges compensations qui leur seraient attribuées ailleurs. Des efforts de persuasion ont été faits à Athènes et à Nich. Dans la première de ces deux villes, le résultat en a été négatif : la Grèce a déclaré nettement qu'elle ne céderait rien. Dans la seconde, il a été plus favorable : après la première et bien naturelle protestation de la Serbie, la raison politique l'a emporté chez elle; M. Pachitch a été autorisé par la Chambre à faire les concessions nécessaires, et il les a faites dans une mesure qui n'est pas encore complètement connue, mais qu'on sait avoir été généreuse. Il ne s'en faut pas de beaucoup que la Bulgarie ait tout obtenu : si elle l'avait voulu, si elle le voulait encore aujourd'hui, la Macédoine serait à elle. Elle avait, à la vérité, une dernière prétention ; les promesses les plus formelles ne lui suffisaient pas ; elle demandait à occuper tout de suite les régions concédées. Il aurait fallu qu'à cette défiance si nettement avouée, les Alliés répondissent par une confiance sans mémoire et sans prévoyance, pour se prêter à cette nouvelle exigence. Le roi Ferdinand leur a appris qu'on ne saurait avec lui prendre trop de précautions et, puisqu'il demandait des garanties, on était en droit de lui en demander également. Le rendre plus fort contre la Serbie avant d'être bien sûr qu'il n'abuserait pas de cet avantage aurait été, de la part des Alliés, une imprudence dont on avait tort de les croire capables. Ils ont proposé une autre combinaison, à savoir d'occuper eux-mêmes la partie concédée de la Macédoine pour la remettre, le jour du règlement général, à ses possesseurs définitifs. Les ministres des Puissances alliées à Sofia ont demandé une entrevue à M. Radoslavof et lui ont fait leurs offres. Qu'on se rappelle que c'est M. Radoslavof lui-même qui avait demandé ce qu'on lui apportait. Les concessions obtenues étaient telles que, si la Bulgarie était encore libre, si elle n'avait pas pris ailleurs des

engagemens définitifs, elle devait les accepter sans hésitation. M. Radoslavof a demandé le temps de réfléchir ; mais les événemens se sont précipités et ils ont été autrement clairs que ne l'avaient été jusqu'alors les propos du ministre bulgare et qu'ils ne l'ont été depuis. Ceux qui avaient encore quelques doutes sur ses intentions, ou plutôt sur celles du roi Ferdinand, ont été désabusés.

Ils auraient pu d'ailleurs l'être plus tôt, car, à certains symptômes, il était difficile de se tromper sur le but poursuivi par le gouvernement bulgare. C'est ainsi que le général Fitchef avait été remplacé par le général Savof au commandement général de l'armée. Les deux personnages sont connus. Le premier, homme réfléchi, pondéré, ennemi des aventures, ne se serait certainement pas prêté à une politique d'agression injustifiée : il s'y était refusé en 1913. C'est pourquoi on l'a remplacé par le second qui, après avoir joué un rôle honorable dans la guerre contre la Turquie en 1912, a compromis son nom en se faisant, après cette guerre, l'instrument du roi Ferdinand dans l'attaque perfide de la Serbie et de la Grèce. Depuis lors, le général Savof vivait dans une disgrâce apparente, toujours à la disposition du Roi quand il jugerait à propos de sortir lui-même de l'inaction pour quelque entreprise hardie, où les mêmes moyens que par le passé produiraient peut-être de meilleurs effets. Le retour du général Savof a paru être celui d'un oiseau de mauvais augure : tout le monde y a vu une intention qui commençait à ne plus se dissimuler. Quelques jours plus tard, M. Radoslavof recevait une députation chargée de lui remettre un mémoire des Arméniens odieusement persécutés en Turquie, traqués et massacrés comme au plus beau temps d'Abdul-Hamid. Ces malheureux, le sachant bien avec la Porte, sollicitaient son intervention auprès d'elle en vue d'adoucir leur situation effroyable : démarche un peu imprévue, qui montre l'idée qu'on se fait en Orient des rapports de la Bulgarie et de la Turquie. Ces ennemis d'hier et de tous les temps sont considérés comme étant devenus les meilleurs amis du monde. M. Radoslavof ne les a pas détrompés, mais, au lieu de parler d'eux et de l'intérêt que mérite leur infortune, il a profité de l'occasion pour faire savoir au monde que le traité bulgaro-turc, s'il n'était pas encore signé, était déjà appliqué et il a décrit minutieusement les territoires concédés en ajoutant qu'ils étaient dès ce moment occupés. On ne nous dit pas si les Arméniens ont été particulièrement touchés de cette nouvelle, dont on leur donnait la primeur; ils étaient venus pour autre chose ; mais ils ont dû partir convaincus que M. Radoslavof pouvait tout à Con-

stantinople et qu'ils ne s'étaient pas trompés en sollicitant sa généreuse assistance. L'avenir montrera ce qu'il en est. Quoi qu'il en soit, le lien d'intimité qui attachait la Bulgarie à la Porte était apparu avec évidence et M. Radoslavof lui-même en avait fait étalage.

Il y a une opinion en Bulgarie : elle ne peut pas toujours se manifester par les voies normales, mais elle profite, dans les momens graves, de tous les moyens pour s'exprimer. L'opposition parlementaire aurait voulu le faire à la tribune et elle a tenté récemment une démarche pour obtenir la réunion du Sobranié, mais on ne l'a pas écoutée : M. Radoslavof a trouvé, avec raison d'ailleurs, qu'il était plus facile et plus commode de gouverner sans avoir à rendre des comptes à la Chambre et au pays. Que le pays soit contraire à une politique qui risque de le mettre en conflit avec la Russie libératrice et l'expose aux pires hasards, c'est ce que tout le monde croit et M. Radoslavof plus que personne, puisqu'il refuse de convoquer l'Assemblée. Il se serait empressé de le faire s'il avait été sûr d'y avoir la majorité. La demande de l'opposition n'a donc pas eu de suite ; ce que voyant, l'opposition est allée, comme on dit, droit au fait ; elle savait où est le vrai pouvoir, c'est là qu'elle s'est adressée ; négligeant les vaines formes, elle a demandé une audience au Roi, qui la lui a accordée le 17 septembre. Diverses versions ont circulé sur ce qui s'est passé dans cette entrevue d'un caractère peut-être unique dans l'histoire ; il nous est difficile de dire quelle est la plus exacte, on ne le saura que plus tard ; nous nous en tenons à celle que le journal *Le Temps* a reçue de son correspondant à Sofia.

Le roi Ferdinand a entendu la vérité, ce qui n'arrive pas tous les jours aux rois, et à lui moins qu'à un autre, car, autoritaire et impatient de toute critique, il est dangereux de lui faire obstacle. Mais les représentans de l'opposition bulgare n'ont écouté ce jour-là que leur conscience. Ils ont parlé l'un après l'autre. M. Malinof, le leader démocrate, a exprimé le premier la pensée de tous en demandant la réunion du Sobranié et la constitution d'un ministère de coalition très large, où tous les partis seraient représentés. Après lui, M. Stamboliski, le leader agrarien, a déclaré que la politique suivie par M. Radoslavof mettait en péril la sécurité nationale et amènerait certainement des troubles, et il a ajouté que, « si le pays tenait pour responsable de l'aventure du 16 juin 1913 la couronne et le gouvernement, pour une nouvelle catastrophe il ne tiendrait responsable que le Roi. » Ce souvenir de 1913 était dans tous les esprits, pesait sur tout les cœurs. M. Tsanof, le leader radical, qualifia le fait de « folie

criminelle : s'il se renouvelait aujourd'hui, a-t-il dit, ce serait un crime prémédité. » M. Guéchof et M. Danef se sont exprimés avec beaucoup plus de modération dans les termes, mais avec non moins de fermeté dans le fond. Quand ils ont eu fini, le Roi a pris la parole à son tour : « Messieurs, a-t-il conclu, j'ai écouté attentivement tous vos conseils et vos menaces. Je les transmettrai à mon président du Conseil et lui demanderai d'en prendre acte. » Après quoi, eut lieu une conversation d'un caractère moins solennel, où le Roi s'entretint plus familièrement avec chacun des représentans de l'opposition. Il demanda à M. Guéchof pourquoi M. Stamboliski avait pris un ton menaçant. M. Guéchof répondit : « Il prend dans le palais la liberté de parole qu'il n'a pas trouvée dehors. » Il est fâcheux, en effet, d'avoir à dire à un roi des vérités aussi dures ; il vaudrait mieux pouvoir les dire dans une assemblée ; mais que faire si on en ferme la porte? A la demande de la réunion du Sobranié, M. Radoslavof a répondu par un acte sans exemple dans l'histoire parlementaire de tous les pays et qui est la plus sanglante injure qu'on ait jamais faite à une opposition : il a convoqué dans la salle des séances de l'assemblée les seuls députés ministériels, les autres ont été exclus. Il a donné alors les explications qu'il a voulu à ses fidèles dont le nombre s'est accru de la personnalité giratoire de M. Ghenadief, qui passe alternativement d'un parti à un autre, toujours en quête d'un portefeuille et entraîne avec lui une fraction du parti stambouloviste. Cette pseudo-réunion du Sobranié a été un simulacre sans portée. Qu'est-ce qu'une assemblée ainsi épurée et tronquée? Peu importe ce qu'on lui a dit, puisqu'il n'y a pas de contradiction possible. Le Roi seul a entendu le pour et le contre ; il a pu voir quels sentimens profonds il blessait dans le cœur de ses sujets ; il ne saurait ignorer que sa politique n'est pas celle du pays. C'est une politique imposée dont lui seul portera la responsabilité. Dans une autre version que celle du *Temps*, M. Stamboliski lui aurait déclaré qu'il en répondrait « sur sa tête. » A quoi le Roi a répliqué : « Songez surtout à la vôtre. » Nous aimons à croire qu'un propos aussi vif a été inventé, mais, pour avoir été inventé, il faut qu'il corresponde à un sentiment qui ne l'est pas.

Ce sont là des choses qui ne regardent, en somme, que la Bulgarie et qu'elle aura à liquider avec son Roi lorsque les événemens seront accomplis. Quant à nous, nous avons à nous placer à un autre point de vue, celui de notre intérêt et de l'intérêt de l'Europe dans la crise psésente. Nous ne pouvons ici, en ce moment, qu'indiquer à très

grandes lignes le tableau qui se déroule devant nos yeux. La retraite des Russes vers l'Est continue dans les conditions que nous avons déjà notées : elle est aussi satisfaisante qu'une retraite peut l'être. Sans doute la victoire serait préférable, et de beaucoup ! Mais une retraite bien conduite n'en présente pas moins le grand avantage de réserver l'avenir ; elle en ménage, en conserve toutes les chances et tient la porte ouverte aux revanches qu'il est toujours permis d'espérer. Cela est permis surtout quand on connaît la cause du mal et qu'on a la certitude d'y porter remède. Tout le monde travaille aujourd'hui en Russie à fournir à de vaillantes armées le matériel de guerre qui leur a si cruellement fait défaut, et il nous revient de partout que cet immense effort collectif a déjà produit des résultats fort appréciables. Nous avons parlé du réveil spontané qui a eu lieu d'un bout à l'autre du pays et qui a mis en mouvement toutes les bonnes volontés. Un incident s'est produit sur lequel nous ne voulons pas insister, d'autant plus qu'il est réparable et sera bientôt réparé : la Douma a été suspendue pour deux mois. Quelques paroles imprudentes y avaient été prononcées ; comment aurait-il pu en être autrement ? Mais l'assemblée, dans son ensemble, n'avait pas mérité cet acte de défiance. Le travail n'en continue pas moins avec une merveilleuse intensité. En attendant d'avoir les armes qui lui manquent encore, l'armée fait un excellent usage de celles qu'elle a. Obligée d'évacuer Vilna, ce qui était prévu depuis quelques jours, on se demandait si elle l'avait fait à temps et si elle ne serait pas victime du mouvement tournant au moyen duquel le maréchal de Hindenburg cherchait à l'envelopper. On avait remarqué à l'Est, sur la ligne de retraite, la présence inquiétante d'un gros corps de cavalerie. L'armée russe a manœuvré habilement et une fois encore elle a échappé aux prises de l'ennemi. Bien plus, et non pas seulement sur un front mais sur tous, elle se défend en attaquant et elle remporte partout des avantages très réels. Il s'en faut de beaucoup que le but poursuivi par les Allemands soit atteint, ou près de l'être ; aucune des armées russes n'a été détruite ; toutes continuent de tenir la campagne ; toutes seront demain plus nombreuses qu'elles ne le sont aujourd'hui ; bientôt l'hiver travaillera à leur profit.

Les Allemands le sentent et, sans qu'ils renoncent à la poursuite des armées russes, leurs préoccupations se portent aussi d'un autre côté. La situation de la Turquie les inquiète, surtout depuis que la Roumanie s'est résolue à interdire sur son territoire le passage de la contrebande de guerre qui était destinée à la Porte et alimentait sa

résistance. La bonne volonté de la Bulgarie ne suffit pas : pour arriver en Turquie avec abondance, il faut que les objets qui y sont importés traversent la Roumanie. L'obstruction faite par celle-ci paraît avoir décidé l'Allemagne à chercher un autre point où faire une trouée. Où le trouver ? En Serbie. Depuis longtemps déjà ce projet hantait les têtes allemandes, mais comme un projet d'avenir, et il ne s'y était pas encore précisé. Il y mûrissait toutefois et si l'Allemagne n'en a pas encore commencé la réalisation, elle la prépare comme une éventualité sérieuse à laquelle elle donne ses soins. Ses journaux en parlent avec enthousiasme. Il y a quelques jours, des canons, non plus seulement autrichiens, mais allemands, ont tonné sur le Danube : ils bombardaient Semendria, sans faire grand mal, il est vrai, mais ce n'est pas ce qu'ils se proposaient : ils annonçaient simplement l'ouverture prochaine d'une nouvelle campagne et toutes les imaginations allemandes en ont retenti. On parle couramment d'établir une chaussée militaire qui, partie de Berlin, irait jusqu'à Constantinople. Alors l'Europe, traversée en diagonale, subirait sans révolte possible l'hégémonie teutonne, et de Constantinople il n'y aurait qu'un saut à faire pour mettre le pied en Asie. On y trouverait de grands travaux déjà poursuivis sur un vaste parcours, qui permettraient d'atteindre le golfe Persique, à moins qu'on ne préférât se détourner du côté de l'Égypte, y recommencer une seconde expédition qui réparerait l'échec de la première et jetterait la puissance anglaise haletante au pied des Pyramides ou du Sphinx. Les imaginations allemandes, éblouies par des succès dont elles ne distinguent pas le caractère provisoire, ne connaissent plus aucun obstacle.

Mais il faut traverser la Serbie, ce qui n'est peut-être pas aussi aisé qu'on paraît le croire dans la fumée des brasseries berlinoises. Si l'armée serbe a été éprouvée sur tant de champs de bataille, elle s'y est en même temps durcie et aguerrie et, quelque réduite qu'elle soit, elle est encore aujourd'hui une des meilleures de l'Europe. Elle a fait ses preuves contre l'armée autrichienne ; elle ne reculera devant rien. Traverser la Serbie n'est donc pas une entreprise où l'on puisse se jeter à la légère. Il est vrai qu'il y a au Nord-Est, entre le Banat de Temesvar et la Bulgarie, un étroit territoire serbe qui n'a que 70 ou 80 kilomètres, moins peut-être, et dont la brièveté peut tenter les armées allemandes. Malheureusement le pays est montagneux, d'un abord difficile : la défensive y a de grands avantages. Mais, arrivé au bout, on serait en Bulgarie, c'est-à-dire en pays ami ; on y respirerait largement et on irait à Constantinople sans

coup férir. Les Bulgares aideraient les Allemands à passer et les Turcs les recevraient à bras ouverts. Cependant ce n'est pas de ce côté de la Serbie qu'a eu lieu la canonnade allemande : c'est plus à l'Ouest, à Semendria, à l'embouchure de la Morava. S'il est plus long, le chemin serait peut-être plus facile le long d'une rivière. Mais le projet allemand est-il à la veille de son exécution? Quelques personnes en doutent; d'autres, plus nombreuses, hésitent à croire que la canonnade de Semendria soit une simple démonstration : si elle n'est suivie de rien, la déception sera grande en Allemagne. D'autre part, les aviateurs qui surveillent la frontière serbe affirment que, aussi loin que la vue s'étend, on n'aperçoit encore aucune armée allemande et qu'il n'y a rien derrière les canons de Semendria. Il sera plus prudent de ne pas s'y fier; ce qui n'est pas vrai aujourd'hui peut l'être demain. Nous savons bien le peu de crédit que mérite la parole d'Enver pacha : il faut cependant relever celle qu'il a prononcée devant ses troupes, en présence du duc de Mecklembourg qui venait de les voir manœuvrer et presque de les passer en revue. Enver a affirmé que cette présence même était la preuve qu'une armée allemande était en marche vers la Turquie. Il ne l'avait pas inventé, et certainement le duc de Mecklembourg le lui avait dit : en tout cas, il ne l'a pas démenti.

On comprend maintenant quel avantage serait pour l'Allemagne l'intervention de la Bulgarie contre la Serbie : il n'est pas douteux qu'elle l'ait sollicitée et qu'elle ait promis de la payer. Le caractère moral du roi Ferdinand n'a pas résisté à cette sollicitation et à ces promesses : aussi, le lendemain du jour où a eu lieu son entrevue avec les représentans de l'opposition, la mobilisation de l'armée bulgare a-t-elle été ordonnée par décret : elle a commencé aussitôt. C'est la réponse du Roi à la demande qui lui avait été faite de réunir le Sobranié et de constituer un ministère national. L'émotion a été vive et devait l'être, non pas que l'événement fût imprévu, mais il posait des questions dont la solution devait être immédiate. M. Radoslavof s'est empressé de dire qu'il n'avait pas la moindre intention d'attaquer la Serbie, mais que, en présence des événemens qui se préparaient et qui pouvaient mettre en cause la sécurité de la Bulgarie, il avait jugé indispensable de passer de la neutralité pure et simple à la neutralité armée. Et c'était toujours la neutralité. Après les épreuves auxquelles la Bulgarie a soumis la crédulité de l'Europe, personne ne croit plus à sa bonne foi. Le roi Ferdinand, doublé de M. Radoslavof, ne saurait obtenir aujourd'hui un atome de

confiance. Leurs paroles ne comptent plus, leurs actes seuls pèsent dans la balance et ils pèsent en ce moment d'un poids très lourd. L'impression, en France, est qu'on a perdu beaucoup de temps et qu'on serait inexcusable d'en perdre encore : nous aimons à croire que cette impression n'est pas seulement la nôtre et qu'elle est aussi celle de nos Alliés. Le jugement de l'histoire serait sévère pour nous si nous ne faisions pas tout ce qu'il faut pour empêcher l'écrasement de la Serbie, à laquelle nous devons beaucoup et qui, depuis le commencement de la guerre, a toujours été docile à nos conseils. Sur les champs de bataille, elle a dépassé nos espérances. Mais aujourd'hui si, de la menace, les Allemands et les Bulgares passaient à l'exécution, comment pourrait-elle résister seule au double assaut qui lui serait livré? Elle succomberait, et sa catastrophe entraînerait pour les Alliés des conséquences si graves qu'ils se doivent à eux-mêmes d'en écarter à tout prix l'éventualité. La Grèce a trop d'intelligence politique pour n'avoir pas compris tout de suite que le contre-coup des événemens qui se préparent, s'ils s'accomplissaient conformément aux desseins germano-bulgares, la frapperait elle-même en pleine poitrine. Elle a d'ailleurs un traité avec la Serbie qui l'oblige à venir au secours de celle-ci si elle est attaquée par la Bulgarie. L'obligation est formelle ; nous avons eu néanmoins le regret de la voir contester depuis quelques jours par la presse qui fait opposition à M. Venizelos, et même pas M. Théotoky, ministre de Grèce à Berlin, sous prétexte qu'il n'y a engagement pour la Grèce que si la Serbie est attaquée par la Bulgarie seule et non pas à la fois par la Bulgarie et par d'autres Puissances : étrange et lâche sophisme que la presse favorable à M. Venizelos dénonçait comme contraire, non seulement à l'intérêt, mais à l'honneur de la Grèce.

Devant le fait accompli de la mobilisation bulgare, il semble bien que ces divisions aient disparu. M. Venizelos a proposé à son tour un décret de mobilisation à la signature du Roi et le Roi l'a signé. N'exagérons rien, c'est là seulement une mesure de précaution ; elle a probablement pour objet d'arrêter la Bulgarie au seuil même de l'aventure où elle s'engage et il est possible qu'elle produise cet effet; mais elle le produira plus sûrement encore si des mesures encore plus efficaces sont prises par les Alliés. Nous regardons aussi du côté de la Roumanie : elle est le principal auteur du traité de Bucarest, elle s'est moralement engagée à le faire respecter. Sans doute ce traité n'est pas une œuvre intangible et immuable, mais ce n'est pas par la force qu'elle doit être modifiée. La Roumanie a d'ailleurs d'autres raisons

de se prémunir contre toutes les éventualités possibles, maintenant qu'elle est d'accord avec les Alliés sur la part qui doit lui revenir après la victoire commune. Sans doute elle ne pouvait pas agir seule, dans l'état d'isolement où l'avait provisoirement placée la retraite des Russes ; mais elle ne serait plus seule si le feu prenait aux Balkans. La Bulgarie arme, la Grèce arme, les Alliés ne resteront certainement pas des spectateurs inactifs du nouveau drame qui se prépare. Tant pis pour ceux qui, après avoir laissé échapper de bonnes occasions, ne se tiendraient pas prêts à profiter de celles qui peuvent encore se présenter demain.

Ce n'est pas à nous, à cette place, qu'il convient de faire un plan de campagne politique, et encore moins militaire. Bornons-nous à répéter que les heures sont précieuses et qu'elles passent vite. Le moment est venu de prendre à notre compte le langage que l'opposition bulgare a fait entendre au roi Ferdinand, avec le coefficient de sévérité qui résulte de notre force. Il faut toujours se garder d'adopter une attitude qu'on n'est pas matériellement à même de soutenir ; mais les moyens d'action ne manquent pas aux Alliés. Ils sont maîtres de la mer Égée et de la Mer-Noire. Enfin ils ont dans les Dardanelles une armée puissante, qui y a été envoyée pourquoi? pour atteindre Constantinople et amener par là, dans les Balkans, une situation politique dont nous aurions à tirer parti. Ce double but, nous devons continuer de le poursuivre avec une fermeté inébranlable ; seulement il y a plusieurs chemins pour y aboutir. Nous avons pris le plus difficile parce que nous respections la neutralité de la Bulgarie ; mais, si elle en sort elle-même, et elle en est déjà sortie par sa mobilisation, peut-être aura-t-elle simplifié notre tâche et les destinées s'accompliront autrement que nous ne l'avions prévu.

En attendant, les échos de l'Artois et de la Champagne se renvoient le bruit d'une canonnade qui est un peu plus sérieuse que celle de Semendria.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

tenant
r après
, dans
e des
lkans.
ement
. Tant
sions,
ore se

n plan
ous à
e. Le
pposi-
ent de
dopter
; mais
res de
s une
Con-
itique
conti-
nt il y
diffi-
ais, si
ation,
mpli-

e ren-
celle